

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 3 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Amélie-Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRÖ; Espagne, 190 PTA; G.R. 85 c.; Grèce, 200 DR; Irlande, 1,10 £; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Catholicisme

De Léon XIII à Jean-Paul II

par René Rémond

CENTESIMUS ANNUS : ces deux mots, les premiers de l'encyclique rendue publique le 2 mai par Jean-Paul II, font référence à l'événement que le document entend commémorer : la publication, il y a juste un siècle, le 15 mai 1891, par Léon XIII de la première encyclique sociale, *Rerum novarum*. L'initiative du pape actuel s'inscrit dans une tradition instaurée par Pie XI en 1931 avec *Quadragesimo anno* et que ses successeurs ont tous observée ponctuellement de dix ans en dix ans, à l'exception de 1951. Ainsi s'est constituée une succession continue de textes tous voués à la célébration de la première encyclique sociale et qui confèrent à celle-ci un statut tout à fait exceptionnel, même dans une Église qui n'est pas avare d'hommages au passé. A quoi *Rerum novarum* doit-elle donc ce privilège ? L'approche de son centenaire a suscité en outre depuis plusieurs mois et suscitera encore toute sorte de célébrations, à Rome, en France, partout dans le monde.

Pour être le premier texte pontifical sur la question, *Rerum novarum* n'est pas un écrit improvisé ou de pure circonstance : c'est le fruit d'une longue maturation et l'expression d'une attention ancienne. Léon XIII s'intéressait à la question sociale depuis fort longtemps, peut-être depuis sa nomination dans les années 1840 dans l'un des premiers pays touchés par l'industrialisation moderne, la Belgique. Depuis son élévation à la chaire de saint Pierre en 1878, l'inquiétude du pasteur qui constatait que les ouvriers se détachent de l'Église et délaissent la pratique religieuse avait encore accru son intérêt. Il avait encouragé les recherches et les éditions de la longue tradition de l'Église et de la pensée sociale, et il avait parvenu des projets, des rapports, des comptes-rendus d'expériences qui ont nourri les travaux préparatoires.

L'encyclique s'est inscrite de ce fait dans un processus de dialogue et de concertation ; elle a aussi répondu à une attente et à une demande. Ce sont les conditions qui font le succès de cette sorte de documents du magistère. Le texte même, qui est publié dans la treizième année du pontificat de Léon XIII (exactement comme *Centesimus annus* dans celui de Jean-Paul II), a fait l'objet de plusieurs rédactions successives qui ont tenté de concilier des points de vue parfois contraires et de trouver des formules qui fassent droit à des exigences opposées. Cette genèse, parfois laborieuse, n'est pas étrangère à la difficulté de porter, un siècle plus tard, un jugement équilibré et objectif sur l'aboutissement de cette longue et laborieuse gestation.

Un texte ambivalent

A nos esprits exercés à faire la part belle à l'économie, la description de la situation risque de paraître sommaire et superficielle, et les solutions proposées, qui comptent plus sur la réforme des conduites que sur la modification des structures, inadéquates ou chimériques. Quant au langage, tributaire à la fois d'une rhétorique classique et d'un style ecclésiastique, il a toute chance de paraître suranné. La rédaction a de surcroît souffert de l'extrême difficulté de décrire des réalités nouvelles : celles de la grande industrie et d'une société moderne, et d'évoquer des concepts inédits — pro-

létariat, salaire, syndicat — dans une langue — le latin — qui n'avait guère évolué depuis des siècles : les rédacteurs ont dû trouver des approximations auxquelles il a fallu ensuite forger des équivalents dans les langues modernes.

Rerum novarum est un texte composé et ambivalent. Il se prête à des lectures différentes. Un exemple de cette ambiguïté : l'encyclique reconnaît et affirme le droit des travailleurs à s'associer. Selon qu'on éclaircit l'affirmation par la référence aux corporations d'autrefois ou aux syndicats naissants, sa signification change de tout au long : dans un cas, elle prend la connotation d'une nostalgie d'un ordre ancien et d'une volonté de retour à une société disparue ; dans l'autre, elle ouvre sur l'avenir. De même, selon qu'on met l'accent sur la condamnation absolue des écoles socialistes ou sur la dénonciation des maux engendrés par le capitalisme libéral. En 1891, Léon XIII ne pouvait opérer certains discernements que la suite des temps a rendus possibles à ses successeurs, et nous-mêmes, aujourd'hui, percevons dans l'encyclique des virtualités qui échappaient au regard des contemporains.

La papauté dans l'histoire

La critique, souvent sévère, des mentalités et des mœurs du temps, la récusation des doctrines tenues pour erronées et pernicieuses, la réhabilitation des communautés naturelles et la vision organique sous-jacente induisent une interprétation réactionnaire. Mais d'autres aspects auxquels la suite fera un juste sort, et qui ne sont pas moins essentiels, sollicitent *Rerum novarum* dans un sens opposé et anticipent sur le mouvement des idées et l'état de la législation. Ainsi l'hommage rendu au travail, qui s'écarte de la longue tradition de l'interdiction de l'État pour corriger les effets pervers d'une liberté sans frein ; sans oublier le droit d'association à un moment où il commence à peine à être admis de façon limitative même dans les sociétés les plus démocratiques. Autant d'idées qui peuvent paraître en 1891 des évidences, mais qui en 1891 heurtaient de front les notions sur lesquelles reposait alors le fonctionnement de la société et de l'économie.

Au reste, les contemporains ne s'y sont pas trompés : ils ne se sont en tout cas pas mépris sur la portée historique de l'intervention du pape. Un des esprits les plus perspicaces de son temps, Anatole Leroy-Beaulieu, a dit que c'était la rentrée dans le monde d'un des grands acteurs de l'histoire, et, au récent colloque sur l'encyclique tenu à l'École française de Rome, un historien italien, inspiré par le lieu, eut, pour caractériser la portée de *Rerum novarum*, cette image expressive : la Porta Pia à l'envers. Vingt ans après l'entrée dans la ville des Piémontais qui avait mis fin à la souveraineté temporelle du pape et affaibli sa position parmi les nations, Léon XIII, en promulguant cette encyclique sur la question sociale et en devançant le congrès convoqué à

Berlin par l'empereur Guillaume II, effectuait la rentrée de la papauté dans le siècle et dans l'histoire. Depuis, le Saint-Siège n'a plus cessé d'intervenir sur les grands problèmes de l'heure et de jouer un rôle auquel les États et les peuples ont accordé une attention croissante.

Cependant le texte fut fort loin de recueillir l'assentiment de tous. S'il a obtenu sans difficulté l'adhésion des catholiques intrinsèques, qui se félicitèrent de la condamnation de l'individualisme de la société issue de 1789, s'il a suscité un grand enthousiasme chez ceux qui, à l'inverse, rêvaient de réconcilier l'Église et le peuple et qui saluèrent dans l'encyclique une invitation pressante à se tourner vers l'avenir, il rencontra la réserve boudoise de tous ceux qui estimaient que l'Église intervenait dans un domaine qui n'était pas de sa compétence, et l'hostilité déclarée de tous ceux qui y virent une manifestation du cléricalisme contre lequel ils combattaient depuis des générations.

Il est vrai que l'enseignement de Léon XIII rompait en visière avec la philosophie alors dominante, d'inspiration libérale, dont les postulats définissaient les limites des secteurs et réglaient le fonctionnement de la société, et singulièrement de l'activité économique. La distinction, fondamentale, entre le public et le privé rejetait le religieux dans la sphère du privé individuel et refusait en conséquence toute intervention de l'autorité religieuse dans le champ social. Quant à l'économie, on la pensait assujettie à des lois du respect desquelles dépendait son bon fonctionnement ; toute intrusion dictée par des considérations autres qu'économiques, qu'elles fussent morales ou religieuses, ne pouvait que dégrader ces mécanismes délicats et, au lieu de remédier à d'éventuelles défaillances, créerait inévitablement de plus grands maux. Or — et c'est là la nouveauté essentielle l'apport principal et l'enjeu majeur de *Rerum novarum* — l'encyclique affirmait que si l'organisation de l'économie et les relations sociales ne pouvaient ni ne devaient échapper au jugement moral, elles étaient soumises à un ordre de valeurs supérieur à l'efficacité, au profit, au rendement. Le pape revendiquait en outre le droit, pour l'Église catholique, d'évoquer des principes et de porter des jugements qu'on dirait aujourd'hui éthiques : il est possible de déduire de l'évangile une anthropologie sociale qui se laisse pas les chrétiens cotiser libre de leur pensée sur l'organisation sociale ; leur loi leur impose des devoirs. C'est le fondement du catholicisme social.

Rerum novarum a en effet encodé une dynamique dont les effets se sont prolongés sur un siècle et dont l'encyclique de Jean-Paul II est l'aboutissement le plus récent dans l'ordre de l'enseignement magistériel. Cette dynamique s'est développée simultanément sur les deux registres de l'action et de la réflexion : en conformité avec l'intention de Léon XIII qui ne limitait pas la portée de son encyclique à un enseignement doctrinal mais entendait qu'elle fut aussi appel à une action tendant à remédier aux maux qu'elle dénonçait, à réduire l'injustice, à améliorer la condition des ouvriers. A cet égard, la promulgation de *Rerum novarum* a marqué une date dans l'histoire des relations entre le magistère romain et le peuple fidèle : elle inaugure un nouveau style d'en-

seignement et un mode original de gouvernement. Première de ce genre, elle est la mère des encycliques modernes.

L'encyclique a donné ses lettres de noblesse au catholicisme social. Des générations de catholiques ont lu le texte, en ont scruté les implications, en ont annoté les éditions, ont médité ses enseignements, y ont puisé une initiation à agir. *Rerum novarum* a ainsi amorcé l'éducation, la conscience chrétienne, l'éveil au sens de ses responsabilités, lui inculquant le sentiment d'un devoir à l'égard des plus démunis, préfigurant longtemps à l'avance l'option préférentielle pour les pauvres formulée par Jean-Paul II.

Ces orientations se sont traduites pratiquement dans une efflorescence d'initiatives, un foisonnement de créations de toute nature : syndicats de travailleurs, associations patronales, organisations de cadres, syndicats agricoles, mutuelles, secrétariats sociaux, caisses d'assurances... En France, le fait que l'essor, à partir des années 30, de l'action catholique naissante se soit enté sur le tronc de l'Action catholique de la jeunesse française, qui avait adopté comme sa devise « *Socialis parce catholice* », a eu pour effet qu'elle s'est coulée dans le moule du catholicisme social, auquel elle a apporté les gros bataillons qui sont venus étoffer les avant-gardes.

Substituer le droit à la force

L'influence de *Rerum novarum* sur le plan de la réflexion doctrinale n'a pas été moins profonde, ni moins durable. Elle a d'abord suscité cette théorie de documents qui, outre leur fonction commémorative, avaient, de *Quadragesimo anno*, en 1931, à *Centesimus annus*, en passant par *Mater et magistra* de Jean XXIII, en 1961, *Optatam conveniens* de Paul VI, en 1971, et *Laborum exercens* de Jean-Paul II, en 1981, l'ambition de prolonger et d'enrichir l'enseignement des précédentes en incorporant les fruits de l'expérience. Cet enseignement se nourrit aussi de leçons de l'histoire : c'est aussi que Rome, qui travaillait jusqu'aux années 30 le libéralisme pour l'adversaire principal en raison de son individualisme qui méconnaît la nature sociale de l'homme, a pris conscience, à la lumière des tragédies de notre siècle, qu'une menace autrement plus redoutable pour la liberté des sociétés pouvait provenir des idéologies, imbuës de la certitude d'être des explications scientifiques, qui dégénèrent en totalitarismes.

L'histoire du développement de la pensée de l'Église catholique sur la société depuis un siècle se caractérise par deux traits qui ne sont pas contradictoires : un élargissement progressif du champ de son intervention et une plus grande modestie dans l'énonciation des solutions. *Rerum novarum* traitait essentiellement de la question sociale au sens où le dix-neuvième siècle, sur sa fin, entendait l'expression : la condition des ouvriers de la grande industrie moderne. Depuis, les documents du magistère ont agrandi le cercle et visé d'autres aspects de l'existence des hommes en société. L'apport original de Pie XI s'est exprimé dans son enseignement sur l'ordre international : il a appliqué aux relations entre les peuples les principes de Léon XIII. L'inspiration

est la même : sur des terrains différents, c'est le même combat. Léon XIII avait récusé le dogme libéral interdisant à la conscience morale de s'immiscer dans le fonctionnement de l'économie et de venir troubler le libre jeu des intérêts particuliers ; Pie XI conteste le dogme de la souveraineté absolue de l'État interdisant tout jugement qui viendrait limiter la vélocité de puissance des États. Comme *Rerum novarum* légitimait l'intervention de la puissance publique pour régler les rapports entre les classes et prévenir la domination du riche sur le pauvre, Pie XI forme le vœu de l'instauration d'un ordre international qui substitue le droit à la force.

Depuis, l'enseignement des papes sur les relations entre les peuples s'est grandement enrichi et considérablement enrichi : Jean XXIII n'appellait-il pas de ses vœux, dans *Pacem in terris*, la formation d'un commencement de gouvernement mondial ? Paul VI condamnera formellement le recours à la guerre pour trancher les différends, et Valentin II doutera que la distinction classique entre les guerres justes et les autres garde quelque signification. Paul VI multipliera, et à sa suite Jean-Paul II, les marques d'estime pour les organisations internationales. Surtout Paul VI, dans *Populorum progressio* (1967), effectuera la jonction entre la question sociale et les relations internationales ; aujourd'hui, la question sociale est la question mondiale. Il opérera aussi la conjonction avec la défense de la paix : le développement est le nouveau nom de la paix. Désormais, tous les aspects de l'enseignement social de l'Église s'inscrivent dans une vision globale de l'organisation du monde, dont la Constitution conciliaire *Gaudium et spes* avait disposé les fondements avec une théologie des réalités terrestres.

Dans le même temps, la parole de l'Église catholique s'est faite plus humble, comme pour répondre au reproche parfois articulé contre sa doctrine sociale d'être une idéologie et, qui pis est, une idéologie conservatrice : elle se défend de présenter un système complet qui aurait réponse à tout ; elle se borne à énoncer des principes en dehors desquels il ne saurait y avoir d'ordre juste et respectueux de la dignité des hommes. A ceux-ci, ensuite, de concevoir des formules, d'expérimenter des solutions. Paul VI fut le premier à déclarer en 1971, dans le texte plus connu sous l'expression « Lettre au cardinal Roy », qu'il n'était plus possible à l'Église de tenir un discours unique pour toutes les sociétés : la diversité des solutions mises en œuvre par les Églises locales est le corollaire de leur attachement à la universalité de l'Église. De fait, à vu des conférences épiscopales prendre des positions différentes en fonction de leur situation : ainsi, pour la dissuasion nucléaire, les évêques de France et des États-Unis ; c'est que la question se pose dans des conditions fort dissimilaires pour une superpuissance qui pourrait être tentée d'abuser de sa supériorité et pour un pays qui pratique une stratégie défensive du faible au fort.

A côté de ses effets perceptibles sur la pensée et la conduite des fidèles, peut-on mesurer l'impact de cet enseignement social sur le monde ? Rien, on le sait, n'est plus aisément que les recherches d'influence. Il est cependant des cas où la chronologie

apporte quelques présomptions. Ainsi, on n'a peut-être pas assez observé que l'idée d'une remise des dettes aux pays les plus pauvres par les nations créancières avait été formulée pour la première fois d'une façon argumentée par un texte de la Commission justice et paix présidée par le cardinal Etchegaray : sur le moment, la suggestion avait paru aussi utopique aux hommes politiques qu'aux banquiers. Depuis, elle a été reprise par les gouvernements et a fait l'objet d'importantes applications.

Le principe de subsidiarité

Un rapprochement d'un autre ordre donne à réfléchir : celui entre les deux dates qui encadrent ce siècle. En 1891, les recommandations de *Rerum novarum* étaient en contradiction avec les idées du temps, en particulier avec celles qui s'identifiaient alors à la modernité : l'intervention de l'État allait à l'encontre des théories économiques en vogue ; le droit d'association heurtait la tradition individualiste héritée de la Révolution, qui jugeait les corps intermédiaires dangereux pour la liberté des individus. Or, cent ans plus tard, non seulement ces orientations ne sont plus en conflit avec les idées en vigueur, mais elles ont passé dans la législation et dans la pratique : la décentralisation est en harmonie avec la réhabilitation des communautés intermédiaires entre l'État et l'individu ; le phénomène associatif est venu encadrer l'affirmation du droit de se grouper ; le syndicalisme a depuis longtemps obtenu mieux qu'une reconnaissance.

L'exemple le plus saisissant de ce renouveau du rapport entre l'esprit d'un temps et la vie de l'Église sur la société est assurément la fortune imprévue et toute récente d'une notion qui fut longtemps une spécificité de la doctrine sociale catholique : le principe de subsidiarité, selon lequel aucune instance supérieure ne doit s'arroger de compétence qui puisse être aussi bien exercée par une collectivité de rang inférieur. C'est ce principe qu'invocquent aujourd'hui aussi bien ceux qui cherchent à définir les relations entre l'État et les collectivités territoriales dans le cadre de la nation que ceux qui réfléchissent à la répartition des attributions entre les États et les communautés supranationales. Cette notion que déservait une application esotérique est devenue le maître mot de la pensée politique. Quel meilleur exemple de la diffusion d'un enseignement au-delà du cercle auquel il s'adressait par priorité et de l'actualité d'une tradition aujourd'hui centenaire, dont *Centesimus annus* définit pour l'heure le terme ultime ?

Une célébration aura lieu dimanche 12 mai, à partir de 17 heures, à Notre-Dame de Paris, à l'occasion du centenaire de l'encyclique *Rerum novarum*, présidée par Mgr Antonetti, nonce apostolique à Paris, le cardinal Lustiger et Mgr Duval, président de la Conférence des évêques de France. Des interventions d'historiens (René Rémond, Philippe Levillain) et du Père Cœuret, rédacteur en chef des *Études*, sont prévues.

► René Rémond est historien, président de la Fondation nationale des sciences politiques.

Arménie

Aidons-les !

par Patrick Donabédian

L'ATTAQUE par l'armée soviétique de villages d'Arménie, après l'agression conjointe des troupes régulières, des forces du ministère de l'intérieur et de milices azerbaïdjanaises contre des villages arméniens d'Azerbaïdjan, au nord du Karabagh, ajoute une note particulièrement violente à une série d'actions de répression au Caucase et dans les pays baltes ; elle suscite émotion et révolte.

C'est le dernier développement en date d'une tragédie à laquelle Moscou a toujours refusé d'apporter une solution : celle du Haut-Karabagh. Depuis l'Antiquité, une population arménienne, majoritairement chrétienne, est installée dans la région, à l'extrémité orientale des pontons arméniens, attachée contre vents et marées à sa terre. En 1921, l'Arménie étant sacrifiée aux intérêts de la révolution mondiale, le Haut-Karabagh fut annexé à la République d'Azerbaïdjan. Depuis, la population de cette région n'a cessé d'exiger son autodétermination et sa réunification avec ce qu'il restait de l'Arménie. Les dernières

soixante-dix années de discrimination, d'exodes forcés, d'étouffement sous administration azerbaïdjanaise ont fait qu'en-tretenu cette revendication à laquelle les changements intervenus à Moscou ont insufflé une vigueur nouvelle en 1987-1988.

Une solution était alors possible : le rattachement provisoire à l'administration fédérale. Encore fallait-il que Moscou veuille véritablement résoudre le problème. Tel n'était pas le cas. Au contraire, pour des raisons politiques révélatrices d'une persistance de la mentalité impériale, on fit le choix criminel de favoriser la déstabilisation du problème en un conflit interethnique. La suite est connue : une série de pogroms d'Arméniens en Azerbaïdjan mena la région à la guerre, avec exodes forcés, constitution de milices et affrontements sanglants.

Aujourd'hui le Haut-Karabagh arménien, placé par les autorités soviétiques en état d'exception, soumis par les Azéris à un implacable blocus, privé de ses organes de gestion, livré à l'arbitraire,

connaît une situation dramatique. L'armée, toujours plus agressive, a permis aux milices azéris de prendre le contrôle en novembre 1990 de l'aéroport de Stepanakert, seul lien de la région avec le monde extérieur. Dans le même temps les villages arméniens du Nord, situés hors des frontières de la région autonome, sont systématiquement attaqués et dépeuplés (Gatchen est le dernier en date). Si l'objectif azerbaïdjanais de modification des rapports démographiques est clair, les autorités fédérales, quant à elles, font tout pour soumettre la population arménienne à une pression insupportable afin de maintenir la région dans l'état de tension souhaité.

Aujourd'hui, il faut d'abord condamner et stopper la barbarie soviétique, mais aussi penser à l'avenir. La crise étant exploitée par Moscou, c'est aux parties intéressées de la désamorcer. Mais à l'heure où, derrière le canon soviétique, le fusil azéri tire sur les villages arméniens, à l'heure où Moscou

renforce le pouvoir communiste d'Azerbaïdjan et le récompense pour sa « fidélité » à l'Union, le dialogue, nécessaire, est rendu impossible.

Pour qu'il se renoue, il faut empêcher (par une forte pression internationale) les interventions destructrices de Moscou, favoriser une révolution démocratique en Azerbaïdjan (aider l'opposition progressiste qui demande notamment le jugement des responsables des pogroms de Soumgaït et de Bakou), encourager un changement des mentalités (par des rencontres en terrain neutre), abandonner toute forme d'impérialisme culturel et de révisionnisme (en dénonçant ceux qui nient l'arménité du Haut-Karabagh) et, tâche sans doute la plus urgente, aider le Haut-Karabagh arménien (avec les régions Nord voisines) à tenir. Car son lâchage entraînerait inévitablement un nouveau cataclysme dans tout le Caucase.

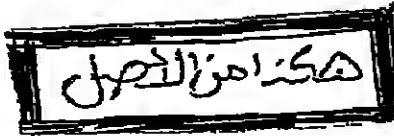
► Patrick Donabédian, historien de l'art, a publié plusieurs études sur l'histoire ancienne du Karabagh.

(Publicité)

Les enfants kurdes sont encore pieds nus, le ventre vide... Avec l'Unicef vous les aiderez à survivre, puis à vivre.

Vous avez vu ces mères et ces enfants par centaines de milliers réfugiés à la merci du froid, de la faim, de la soif et des épidémies... L'UNICEF est sur le terrain comme il l'est à ce jour dans 128 pays où les enfants souffrent. L'UNICEF fait face et organise l'essentiel : chaussures, vêtements, abris, matériel, alimentation, médicaments, vaccins, antibiotiques, traitements d'antidysentérique... Mala la crise n'est pas réglée et l'action de l'UNICEF sera louée. Nous avons besoin de votre aide. La vie de milliers d'enfants dépend de la générosité de chacun.

COMITÉ FRANÇAIS
unicef
Fonds des Nations Unies pour l'enfance
35, rue Félix-David, 75016 PARIS



صدايات الامل

ÉTRANGER

URSS

Nouvelles attaques de l'armée contre des villages arméniens

L'Arménie a accusé l'armée soviétique d'avoir attaqué, jeudi 9 et vendredi 10 mai, trois nouveaux villages arméniens, à la frontière avec l'Azerbaïdjan. Vendredi matin, deux hélicoptères ont survolé le village de Tavarkar, dans l'extrême nord-est de la République arménienne, ouvrant le feu pendant une trentaine de minutes, a indiqué un porte-parole du ministère arménien de l'intérieur. Des soldats venant d'Azerbaïdjan ont ensuite franchi la frontière à bord de onze véhicules blindés de transport de troupes et ont encerclé le village. Il s'agit du septième village arménien frontalier attaqué depuis dix jours par des soldats soviétiques, selon les Arméniens. Ces opérations, ainsi que celles menées en premier lieu contre des villages arméniens d'Azerbaïdjan, ont fait en tout 48 morts et 21 blessés parmi les Arméniens. 91 personnes ont été arrêtées et emmenées en Azerbaïdjan, a déclaré jeudi à Erevan le ministre arménien de l'intérieur, M. Achot Manoutcharian.

L'armée soviétique assure qu'elle exécute un « oukaze » sur le désarmement des milices arméniennes, promulgué l'été dernier par le président Gorbatchev. Ce dernier vient de confirmer qu'il approuvait ces opérations. M. Manoutcharian a

déclaré de son côté qu'il n'y avait pas de « groupe armé organisé disposant d'un état-major, qui échappe au contrôle du gouvernement arménien ». Selon lui, sur les cinq mille « combattants » désarmés en août dernier par les nouvelles autorités nationalistes d'Arménie, 1 700 ont été intégrés dans les rangs des « gardes-frontières » et des « patrouilles spéciales », deux formations armées officielles dépendant de son ministère. Les autres sont revenus à la vie civile, affirme M. Manoutcharian. Il a précisé que l'intervention de l'armée les pousse certes à reprendre les armes, mais que « le gouvernement arménien prend toutes les mesures pour que cela ne se produise pas ».

Côté azeri, les milices illégales ont été désarmées par l'armée soviétique à la suite de son intervention en Azerbaïdjan en janvier 1990, mais la police locale, formée d'Azerbaïdjanais, a été renforcée et contrôlée également, aux côtés des forces armées soviétiques, les régions à population arménienne. Depuis que les autorités communistes d'Azerbaïdjan ont confirmé leur choix en faveur d'un maintien au sein de l'URSS, Moscou a fait porter sur les seuls Arméniens la responsabilité des nouveaux heurts frontaliers. (Reuters, AFP)

ALLEMAGNE : selon M. Willy Brandt

L'Union soviétique avancerait d'un an le retrait de ses troupes

BONN

de notre correspondant

L'ancien chancelier allemand Willy Brandt a réuni quelques journalistes, jeudi 9 mai à Bonn, pour leur exposer le plan de réforme des Nations unies élaboré par le « Groupe de Stockholm », qui comprend des chefs d'Etat en activité, comme Iyengar Carsson ou Vaclav Havel, et d'anciens acteurs majeurs de la vie politique internationale comme Jimmy Carter ou Edward Heath. Tirant les leçons des bouleversements européens et de la guerre du Golfe, le « Groupe de Stockholm » souhaite renforcer les pouvoirs d'un Conseil de sécurité réformé et du secrétaire

général. En marge du communiqué de cette initiative, dont il devait discuter vendredi 10 mai à New-York avec M. Perez de Cuellar, M. Willy Brandt a révélé qu'il venait d'avoir des entretiens avec une personnalité soviétique qui n'est « pas très éloignée de M. Gorbatchev ». Celle-ci lui a laissé entendre que Moscou serait disposé, en échange d'une aide financière accrue de l'Allemagne, à avancer d'un an le retrait total des quelque 330 000 soldats stationnés sur le territoire de l'ancienne RDA. Les accords signés entre Bonn et Moscou à la veille de l'unification allemande prévoyaient un retrait progressif de ces troupes devant s'achever le 1^{er} janvier 1995.

Ce ballon d'essai soviétique a été lancé au milieu des turbulences provoquées par la décision des autorités soviétiques de confier la première tranche de construction de logements pour les soldats rapatriés à un consortium d'entreprises turques et finlandaises, au détriment de firmes allemandes candidates. Le contrat porte sur la construction de 3 000 logements, pour un montant de 800 millions de marks (environ 2,7 milliards de francs).

Les entreprises allemandes flouées

Ce choix a provoqué la colère du gouvernement allemand, qui a l'impression d'avoir été trompé par des Soviétiques qui, ironise la presse allemande, « ont très vite compris les règles de l'économie de marché ». Les accords signés à Moscou au mois de septembre 1990 prévoyaient en effet que l'Allemagne mettrait une somme de 7,8 milliards de Deutschmarks à la disposition de l'URSS pour construire quelque 36 000 logements destinés aux militaires rapatriés. Au cours des négociations, il paraissait évident à la partie allemande que l'essentiel des commandes liées à ce projet devaient aller à des entreprises allemandes, et notamment à celles de l'ex-RDA menacées de faillite. On compte en effet, dans les nouveaux Länder, cinquante mille chômeurs totaux et trente mille chômeurs partiels dans le bâtiment.

Aujourd'hui, les Allemands accusent les Soviétiques de contrevenir à l'esprit du traité, et se moient des doigts de n'avoir pas fait inscrire noir sur blanc l'obligation pour Moscou de faire appel à des entreprises allemandes. Le secrétaire d'Etat à l'économie, M. Klaus Beckmann, a beau menacer Moscou de suspendre les paiements, on voit mal comment Bonn pourrait prendre le risque de ne pas remplir ses engagements alors que justement les Soviétiques ont tenu scrupuleusement les leurs.

Le ministère allemand de l'économie, dirigé par l'espion du Parti libéral (FDP), M. Jürgen Möllemann, est maintenant sous le feu des critiques, accusé par l'opposition et les organisations patronales, de s'être fait piéger dans l'affaire en exigeant que les travaux prévus soient soumis à des appels d'offres internationaux. L'art du marchandage des Turcs, joint à la longue pratique du commerce des Finlandais avec l'URSS, ont eu raison de la tranquille assurance des industriels allemands.

LUC ROSENZWEIG

YUGOSLAVIE

Un entretien avec le président de la Croatie

La présidence collégiale yougoslave a confié, jeudi 9 mai, à l'armée fédérale le soin de rétablir provisoirement l'ordre en Croatie, où les heurts interethniques ont fait une vingtaine de victimes la semaine dernière (Le Monde du 10 mai). Le compromis en six points, atteint au terme d'une session extraordinaire de trois jours, prévoit notamment la démobilisation de tous les réservistes de la police et des milices, le désarmement des civils ainsi que l'ouverture de pourparlers entre les autorités de Zagreb et le minorité

serbe de Croatie. Le président croate, M. Franjo Tudjman, a déclaré, jeudi, qu'il était « hors de question pour la Croatie de démobiliser les réservistes de la police ». Il a cependant ajouté qu'il était prêt à accepter certains points de l'accord s'ils permettent « la défense des principes démocratiques en Croatie ».

De nouveaux incidents ont éclaté dans la nuit de mercredi à jeudi près du village de Borovo-Selo, faisant un mort et plusieurs blessés. A Bruxelles, les Douze, dans une

déclaration commune publiée le 9 mai, ont réitéré leur « ferme opposition à tout recours à la force » et rappelé que « seul le dialogue entre l'ensemble des parties concernées était à même d'apporter une solution durable à la grave crise en cours et d'assurer un avenir à une Yougoslavie démocratique et unie ».

Dans un entretien accordé au Monde, jeudi 9 mai à Zagreb, M. Franjo Tudjman, ancien général de Tito, expose son point de vue sur la crise yougoslave.

« Une guerre civile serait une guerre contre notre démocratie » nous déclare M. Franjo Tudjman

ZAGREB

de notre envoyée spéciale

« Existe-t-il actuellement un risque de guerre civile en Yougoslavie ? »

« Je suis l'un des rares à affirmer que ce sont ceux qui s'opposent à une solution politique démocratique de la crise qui essaient de nous faire peur en brandissant le spectre d'une guerre civile. Ce n'est pas d'ailleurs une guerre civile, mais une guerre contre la Croatie démocratique. »

« Après le compromis de la présidence collégiale yougoslave, le risque d'une intervention de l'armée est-il écarté ? »

« Non, pas complètement. L'armée est toujours déployée et sert les intérêts d'une politique qui n'est pas en accord avec les aspirations de la Croatie, ni de la Slovénie. Les mouvements de l'armée nous inquiètent mais sont sans perspectives. Le peuple entier a arrêté spontanément une centaine de chars en Herzégovine et dans l'ouest de la Bosnie. (...) Une intervention militaire ne ferait qu'aggraver la situation et accélérer la désintégration de la Yougoslavie et de l'armée elle-même, si elle tentait d'entamer les combats. »

« Sommes-nous à une période cruciale pour l'avenir du pays ? »

« Oui, absolument. La crise est à son paroxysme. L'action des éléments serbes et des terroristes tchétois en Croatie a pour seul objectif d'aggraver la situation, de provoquer la guerre civile, l'intervention de l'armée et d'établir l'état d'urgence, afin d'empêcher le Croate Stipe Mesic de remplacer, selon le principe normal de rotation annuelle, le Serbe Borisav Jovic à la tête de l'Etat yougoslave. Cette politique a échoué et intensifié la crise, mais, en même temps, elle nous rapproche du dénouement auquel

nous devons aboutir, compte tenu de la résolution de la Slovénie et de la Croatie de défendre leur souveraineté. »

« Si M. Mesic remplace finalement M. Jovic le 15 mai, pensez-vous que la Croatie sera sauvée ? »

« En effet, la perspective de voir l'arméecroate la démocratie en Croatie et en Yougoslavie sera sensiblement réduite... »

« Le complot échouera »

« La Croatie est-elle l'objet d'un complot ? »

« Oui, on le voit bien dans les déclarations non seulement des tchétois mais aussi dans celles des leaders serbes. Ils veulent chasser les Slovènes de la Yougoslavie pour pouvoir ensuite s'en prendre à la Croatie, afin, comme l'a dit M. Seselj [le numéro un tchétois] de « l'annexer ». Il est évident que ce complot échouera grâce à la préparation des autorités croates et à la détermination du peuple croate. N'oublions pas non plus que la politique serbe et les restes de l'ancien régime communiste ne sont pas suffisamment puissants pour imposer leur volonté, même par la force, car l'armée yougoslave, qui n'est pas une, sera inefficace. »

« Comment sortirez-vous de l'impasse actuelle ? »

« Belgrade sera forcée d'accepter une union d'Etats souverains, ou bien les Républiques yougoslaves se sépareront. »

« Il y a eu apparemment des provocations de la part des extrémistes serbes. Mais pouvez-vous contenir également les extrémistes croates ? »

« Jusqu'à présent, dans l'ensemble, nous avons tout de même réussi à les contenir. Des éléments extrémistes, il y en a partout, dans tous les peuples du monde. Mais si nous réussissons à opérer des changements et à

résoudre démocratiquement la crise, nous réglerons facilement ce problème. Aujourd'hui, l'important en Croatie, c'est que, depuis le meurtre des douze policiers croates à Borovo-Selo, un grand nombre de Serbes qui vivent dans notre République condamnent la politique extrémiste serbe et déclarent leur loyauté envers les autorités croates. C'est un facteur très positif, qui montre que l'extrémisme serbe en Croatie ne jouit pas du soutien de la majorité des Serbes de notre République. »

« Quelles sont vos relations avec le président de Serbie ? Êtes-vous prêt à de nouveaux tête-à-tête ? »

« Après les récents incidents et les actions terroristes dirigées contre les autorités croates, nous ne poursuivons le dialogue que si les Serbes soumettent des propositions positives. Nous avons toujours accepté le dialogue en vue d'aboutir à une solution démocratique. Je rencontre M. Milosevic car il représente la Serbie. Mais il est regrettable que des groupes extrémistes tchétois s'infiltreront en Croatie et qu'un ministre serbe soit venu en compagnie de M. Vojislav Seselj dans notre République. Il existe un lien entre le pouvoir serbe et la politique extrémiste ; le but est de renverser à tout prix la démocratie en Croatie et à remettre en question l'intégrité de notre République. C'est pourquoi nous avons accepté le dialogue pour leur prouver que c'est une folie qui ne fait que creuser l'abîme et aggraver la crise. L'accord signé le 9 mai par la présidence fédérale témoigne peut-être d'une certaine détente et montre que les Serbes seront finalement forcés d'entamer le dialogue et de rechercher une solution qui convienne à tous. »

« Quel a été le résultat des négociations directes entre les présidents des six Républiques sur l'avenir de la Yougoslavie ? »

« Elles n'ont pas abouti à une véritable solution, mais elles n'ont pas pour autant été inutiles. Le fait de s'être rencontrés a permis d'échanger nos points de vue et de connaître la position de chacun. Par le dialogue, nous avons tenté d'écarter les prétentions hégémoniques de certains cercles politiques serbes. La sixième rencontre, la semaine prochaine à Sarajevo, devrait nous permettre d'ébaucher les voies possibles du dénouement. »

« Un référendum aura lieu le 19 mai en Croatie. Certains vous reprochent que les questions posées n'offrent pas la possibilité de se prononcer pour la « sécession » de la Croatie. »

« Oui, certains nationalistes croates extrémistes, ceux qui ne voient pas qu'en politique, il faut agir avec mesure. Je pense que la majorité des Croates voteront pour une Croatie souveraine et autonome, pouvant s'unir avec d'autres Républiques – seulement si cela est possible et sans y être obligés. Par ailleurs, nous donnons la possibilité aux Serbes de Croatie, qui représentent environ 11 % de la population, d'accepter une formule qui garantisse leurs droits civiques et démocratiques en coopération avec la Serbie si celle-ci accepte. Le choix, par conséquent, est suffisamment large pour convenir aux Croates qui prônent la souveraineté et l'autonomie, et aux Serbes, ainsi qu'à tous les autres citoyens de la Croatie. »

« Êtes-vous prêt à faire des concessions ? »

« Nous en avons fait puisque nous sommes pour une union d'Etats dans le cadre de la Yougoslavie. Nous avons accepté un compromis puisque nous ne demandons pas au référendum l'indépendance de la Croatie, comme l'ont fait les Slovènes dans leur République. »

Propos recueillis par FLORENCE HARTMANN

DIPLOMATIE

La remise du prix Charlemagne au président Vaclav Havel

« Beaucoup d'Européens vacillent au seuil d'un monde qu'ils redoutent », a déclaré M. Mitterrand

AIX-LA-CHAPELLE

de notre envoyée spéciale

L'espace d'une journée, Aix-la-Chapelle a renoué avec son passé de capitale européenne. Cela lui est arrivé à trente-deux reprises depuis 1950, à chaque fois qu'une personnalité ou une instance « qui a eu un rôle en faveur de l'unité européenne » a reçu le Prix international Charlemagne. L'édition 1991 récompensait, jeudi 9 mai, M. Vaclav Havel, président de la République fédérative tchèque et slovaque, salué par M. François Mitterrand comme « l'acteur et [le] témoin d'une révolution décisive pour l'Europe contre l'échec ». Le président français, qui a placé le moralisme comme guide de la politique, de la science et de l'économie.

Le président français, coloré par 1988 de ce prix avec le chancelier allemand Helmut Kohl – qui « agit pour que l'Allemagne unie soit une Allemagne pleinement européenne », a-t-il dit, – a souligné, dans son éloge de M. Havel, qu'« à la charnière de l'Europe divisée » il a « réveillé le débat sur les valeurs », travaillant ainsi « à l'unité du continent ». Pour M. Mitterrand, M. Havel, « partant

des droits de l'homme, dont le respect doit fonder tout accord européen », proposait « plus généralement, une éthique de l'homme responsable et non pas de l'homme d'orgueil, source tragique de paradoxes et de conflits ».

Plaidoyer pour les peuples soviétiques

Aux yeux du chef de l'Etat, « depuis longtemps, l'Europe n'avait pas eu autant de raisons d'espérer ». « Mais, o-t-il ouais, des menaces nouvelles, inconnues ou oubliées depuis longtemps, surgissent (...), beaucoup d'Européens, au moment de rentrer dans l'histoire, d'y revenir, vacillent au seuil d'un monde qu'ils redoutent. » Après avoir souligné l'importance de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe issue de la Conférence européenne 1990, il a souligné d'autres efforts « pour construire une communauté plus unie », notamment après le marché unique, dans les domaines économiques et monétaires, et politique. M. Mitterrand a également évoqué le projet de confédération euro-

péenne, « organisation complémentaire (...) de dialogue, d'échanges, afin d'apprendre à coopérer pour des projets de toutes sortes ». Pour réfléchir à cette « association permanente et structurée de tous les pays de l'Europe, qui ont accédé à l'état de droit », des assises se tiendront en juin à Prague.

Dans sa réponse, le président tchécoslovaque a observé que les institutions européennes (Conseil de l'Europe, Communauté – dont il souhaite que son pays devienne membre à part entière –, coopération...) se complètent les unes les autres. Après avoir souligné la nécessité de ne pas gâcher les chances de voir l'Europe devenir une communauté d'Etats et de citoyens libres, il a plaidé pour que l'Europe « n'oublie pas les essentiels de civilisation » entre elle-même et le continent nord-américain. Parallèlement, il a estimé que le futur ordre européen n'est pas concevable sans les peuples soviétiques européens. Les difficultés que rencontre l'URSS ne sont pas, a-t-il précisé, des raisons suffisantes pour se désintéresser du sort « de nos voisins de l'Est ».

ANNE CHAUSSEBOURG

Document

La décennie Mitterrand

racontée par

Jacques

Attali

Jean-Louis

Bianco

GLOBE

de mai

PROCHE-ORIENT

La tournée du ministre soviétique des affaires étrangères

La Syrie se dit prête à favoriser la réunion d'une conférence régionale

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, qui a poursuivi sa tournée au Proche-Orient par une escale, jeudi 9 mai, en Jordanie après une visite en Syrie, a indiqué - à la veille de son arrivée à Jérusalem - que Moscou n'accepterait pas qu'Israël pose des conditions à la participation de l'URSS à un règlement au Proche-Orient. Il a en outre assuré que l'URSS n'écarterait pas la possibilité d'imposer des restrictions sur l'émigration des juifs soviétiques vers l'Etat hébreu en vue de stopper les implantations dans les territoires occupés.

DAMAS

de notre envoyée spéciale

En attendant le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qui commencera, samedi 11 mai, par Damas, sa quatrième tournée au Proche-Orient en deux mois, les dirigeants syriens ont reçu, mercredi 8 et jeudi 9 mai, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, qui a aussi effectué dans la capitale syrienne la première étape de sa tournée, « dans le cadre, a-t-il dit, des efforts communs entrepris par les Etats-Unis et l'Union soviétique dans la recherche de la paix ».

M. Bessmertnykh, qui a rencontré cinq heures durant le président Assad et, deux heures, son homologue syrien, M. Farouk El Charrif, a affirmé à l'issue de ses entretiens : « Les efforts se concentrent actuellement sur les possibilités de la réunion d'une conférence de paix, que nous considérons comme un pas important pour déclencher le processus. Nous discutons de la structure d'une telle conférence, de ses modalités, des possibles participants. C'est une

bonne idée pour commencer mais il y a des difficultés et nous ne sommes pas sûrs qu'elles seront surmontées. » Le chef de la diplomatie soviétique a cependant ajouté : « Nous n'avons pas trouvé de grandes difficultés à Damas », et on souligne de source syrienne que la Syrie et l'URSS n'ont pas de réelles divergences à cet égard. Soulignant « la détermination des Etats-Unis et de l'Union soviétique à aller de l'avant pour réunir une conférence de paix », le ministre syrien des affaires étrangères, pour sa part, a affirmé : « La Syrie est prête à aider à la réalisation de cet objectif ».

Une chose est sûre, au stade actuel : Damas ne veut pas apparaître comme l'obstacle à l'engagement d'un processus de paix, et on souligne de source informée qu'au-delà de la rhétorique officielle la Syrie fait preuve de beaucoup de souplesse sur la forme de cette conférence, du moment que celle-ci est basée, comme l'a encore réaffirmé M. Charrif, sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, soit l'échange des territoires contre la paix et le respect des droits nationaux du peuple palestinien.

Si M. Charrif a rappelé la volonté syrienne de voir, outre l'Union soviétique et les Etats-Unis, les Nations unies ainsi que la CEE jouer un rôle important dans cette conférence de paix - qu'on ne qualifie plus d'internationale ou de régionale - il n'a pas précisé à quel stade du processus, M. Bessmertnykh a certes, de son côté, réaffirmé lui aussi que « les Nations unies et la CEE devraient participer à cette conférence », tout en précisant que « la forme prévue de cette participation était en cours de discussion ». Dans un commentaire diffusé peu avant le départ pour Amman de M. Bessmertnykh, le correspondant diplomatique de l'agence Novosty soulignait d'ailleurs que l'un des principaux résultats des entretiens du chef de la

diplomatie soviétique et du président Assad était l'accord auquel ils seraient parvenus pour travailler sur une conférence de paix sous les auspices américano-soviétiques.

Cette formule pourrait représenter la première phase d'un processus qui serait suivi par des négociations bilatérales israélo-arabes et israélo-palestiniennes, soit la double approche souhaitée par Washington, et couronné par une conférence internationale à laquelle participeraient alors l'ONU et l'Europe comme garants des accords. Au stade actuel, les discussions sur le rôle et la présence de l'ONU tournent autour de la présence du seul secrétaire général, qui pourrait peut-être intervenir dès l'endossement des négociations.

Pour une paix globale

On souligne toutefois à Damas qu'il n'est pas question pour la Syrie d'accepter une conférence sans autorité internationale sinon, affirme le ministre syrien de l'information, M. Mohammad Salam, « Israël pourrait tranquillement s'asseoir avec les pays arabes, refuser toutes leurs demandes, profiter de ces négociations pour réclamer quelques avantages économiques, soulever le problème de l'eau, par exemple, et ainsi rester attaché aux territoires occupés tout en donnant l'impression de mettre fin à son boycottage ». La Syrie veut d'autre part une paix globale, ce qui signifie, comme l'a souligné M. Charrif, qu'elle n'acceptera pas une paix séparée entre Israël et la Syrie et entre Israël et les Palestiniens.

La veille de l'arrivée de M. Bessmertnykh - et ce n'est sans doute pas un hasard - M. Charrif avait par ailleurs, pour la première fois, clarifié le point de vue syrien sur la participation palestinienne à une éventuelle conférence, affirmant : « Les Palestiniens doivent

être représentés aux discussions de paix, soit par l'OLP, soit par des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, élus sous supervision internationale neutre. » M. Bessmertnykh s'est déclaré d'accord sur cette double option, tout en rappelant que c'était aux Palestiniens de choisir.

C'est le deuxième geste adressé en ce sens à M. Baker. A la veille de sa première visite à Oamas, après la fin de la guerre du Golfe, la Syrie avait en effet libéré la grande majorité des détenus palestiniens, dont la plupart appartenaient au Fatah de M. Yasser Arafat. On affirmait à cet égard de source palestinienne de l'OLP à Oamas qu'il ne reste quasiment plus de prisonniers politiques palestiniens en Syrie, ce qui lève l'un des obstacles mis par M. Arafat à sa venue à Oamas, le deuxième étant la reconnaissance explicite par la Syrie de l'Etat palestinien. De toute façon, on n'en est pas là. Mais il ne faut pas de doute que la Syrie a adopté depuis la fin des opérations dans le Golfe et à un moment où la centrale palestinienne est très contestée - notamment par les monarchies pétrolières - une attitude très conciliante vis-à-vis de l'OLP.

En mentionnant aujourd'hui formellement la centrale palestinienne, elle cherche sans doute d'autant plus à relancer cette carte de son côté, M. Arafat n'a pas beaucoup de marge de manœuvre. Contrairement à la volonté américaine, acceptée par la Jordanie à la condition, toutefois, que les Palestiniens le demandent, de voir rejeter pour ces négociations une délégation jordanienne-palestinienne, M. Arafat ne veut pas voir ressurgir cette proposition alors qu'il n'est pas en position de force face au roi Hussein, qui se sort beaucoup mieux de l'après-guerre - malgré son appui à l'Irak - que la centrale palestinienne. Or, sur ce point il y a convergence d'intérêts entre la Syrie et l'OLP, Damas ne

voulant pas d'une délégation jordanienne-palestinienne qui risquerait de l'isoler.

Modernisation de l'armée syrienne

Pour le retour actif de la diplomatie soviétique sur la scène proche-orientale avec un voyage inédit en Israël, M. Bessmertnykh avait tenu, dès son arrivée en Syrie, à rassurer ses alliés traditionnels en déclarant : « L'Union soviétique n'a pas modifié l'attitude qu'elle suit depuis des années et continuera à soutenir la cause des Arabes et des Palestiniens pour aboutir à un règlement juste dans la région. » Face aux inquiétudes exprimées, par exemple, par le quotidien syrien *Techrine*, qui accusait « les dirigeants israéliens d'avoir demandé à l'URSS d'exercer des pressions sur les pays arabes en exigeant notamment qu'elle cesse de leur livrer des armes afin qu'ils acceptent les conditions israéliennes », M. Bessmertnykh avait affirmé « qu'il insistait en Israël sur la nécessité d'un règlement qui apporte la justice à tout le monde ». Les menaces voilées sur les obstacles éventuels à l'immigration des juifs soviétiques qu'il a proférées à Amman, comme le refus exprimé de toute condition préalable posée par Israël, c'est-à-dire la reprise par Moscou de ses relations diplomatiques avec l'Etat hébreu pour la participation de Moscou au processus de paix, devaient, dans un premier temps tout au moins, être aussi un élément rassurant pour ses alliés. En sollicitant l'aide directe de Moscou, Washington, dit-on de source diplomatique, souhaiterait aussi voir s'instaurer la possibilité d'un double jeu de pressions théoriques, des Etats-Unis sur Israël, de l'Union soviétique sur la Syrie ou les Palestiniens.

Si rien d'officiel n'a été dit sur le plan bilatéral discuté entre les deux ministres, on souligne de source soviétique la solidité des

liens entre les deux parties, fondée sur l'intérêt que chacun y trouve. « La Syrie, affirme-t-on de même source, aum toujours besoin de Moscou qui reste sa principale source d'armement et l'Union soviétique a besoin de la Syrie qui demeure son seul véritable allié dans une zone vitale pour ses intérêts ». Moscou, par exemple, bénéficie d'importantes facilités navales à Tartous - sa seule base de transit en Méditerranée. Côté armement, Moscou et Damas se seraient mis d'accord sur un important programme de modernisation de l'armée syrienne comportant notamment la livraison de chars T-72 et T-80, d'avions Sukhoi-24 (le bombardier à long rayon d'action absent de la panoplie syrienne) et de nouveaux Mig-29. L'Union soviétique moderniserait en outre le système de défense antiaérienne de la Syrie.

Ce nouveau programme d'armement aurait été payé cash par Damas avec l'argent reçu notamment de l'Arabie saoudite et du Koweït dans le cadre de laide versée par ces pays après la participation syrienne à la coalition antiraquienne. Selon le ministre tchecoslovaque du commerce, un contrat pour la livraison de 160 chars T-72, construits sous licence en Tchécoslovaquie, aurait déjà été conclu avec Damas pour un montant de 200 millions de dollars. Damas aurait reçu en outre, affirme-t-on de source américaine, une première livraison de missiles Scud-B fournis par la Corée du Nord.

Engagée dans la recherche d'un processus de paix sur l'issue duquel elle n'est pas très optimiste - tout en estimant que l'administration américaine est sérieuse dans sa détermination à résoudre le conflit israélo-arabe - la Syrie cherche aujourd'hui à se renforcer diplomatiquement comme militairement pour être capable de faire face à toute éventualité.

FRANÇOISE CHIPAUX

Israël et l'Union soviétique consolident leur rapprochement

Suite de la première page

Avant comme après 1967, les rencontres, finalement assez régulières, ont eu lieu en terrain « neutre » : à l'ONU - New-York ou Genève. Bref, le Kremlin ne s'est guère soulé de développer une relation cordiale avec un Etat dont Staline ne soutint l'avènement que pour contrer les Britanniques dans la région, politique qui fut abandonnée dès 1950 au profit d'une stratégie d'alliances privilégiées avec les Etats arabes.

Pourtant, la venue de M. Bessmertnykh ne démentait-elle pas ni les ambours ni les trompettes côté israélien. Les autorités se félicitent vivement de cette visite mais font observer qu'elle vient, en fait, couronner un processus de normalisation déjà bien avancé, entamé il y a quatre ans avec la diplomatie gorbatchévienne. Les relations diplomatiques, interrompues au lendemain de la guerre israélo-arabe de juin 1967 par un Kremlin qui misait tout sur son alliance avec Damas et Le Caire, ont été discrètement rétablies en juin 1987. L'URSS œuvre alors une mission consulaire à Tel-Aviv, les Israéliens en faisant de même un an plus tard à Moscou.

Un « faible » pour le monde russe

Depuis, les chefs de ces missions ont été habilités au dialogue politique et celui-ci « se poursuit incessamment, à Moscou et à Jérusalem », expliquait un haut fonctionnaire israélien, qui en soulignait « l'hospitalité et la qualité ». Les deux chefs de gouvernement se sont récemment rencontrés à Londres, à l'inauguration de la Banque européenne de développement, et, ailleurs, les ministres des affaires étrangères se sont vus régulièrement. En outre, depuis quatre ans, les relations économiques, culturelles, scientifiques et lauristiques se sont considérablement développées.

En 1987, lors de la rupture, Moscou avait entraîné ses satellites européens dans son sillage, à l'exception de la Roumanie. En mettant fin à la tutelle soviétique sur cette région, M. Gorbatchev a permis la reprise des relations diplomatiques entre Israël et des pays avec lesquels les liens affectifs et culturels, voire, parfois, familiaux

étaient encore nombreux : la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Pologne (le président Lech Walensa est attendu dans deux semaines à Jérusalem).

Dans le même temps, l'URSS accédait à l'une des revendications principales de l'Etat hébreu : la liberté d'émigration pour les juifs soviétiques et la liberté de culte pour ceux qui restent - à plusieurs reprises, l'Académie des sciences soviétique a accueilli quelques grands rabbins d'Israël venus développer l'étude du judaïsme dans la patrie de l'athéisme.

Sans doute faut-il ajouter à ce bilan une touche impressionniste : chez nombre de dirigeants israé-

un drame, après tout, si M. Bessmertnykh ne saisissait pas l'occasion de sa visite pour normaliser les relations diplomatiques en annonçant l'échange d'ambassadeurs. « Nous n'allons pas supplier les Soviétiques », disait-on au ministère des affaires étrangères, en assurant que la décision de principe de « normaliser » avec Israël avait bel et bien été prise à Moscou mais que le choix du moment faisait encore l'objet d'un débat au sein de la hiérarchie soviétique.

Indications contradictoires

Les dernières indications sont passablement contradictoires. Moscou paraît faire dépendre cette ultime étape de la normalisation d'une avancée dans le processus de paix avec le Proche-Orient : le premier ministre israélien, M. Itzhak Sha-



liens, notamment ceux de la vieille génération, au début d'un « faible » pour ce monde russe dont les partis d'adhésion - sont restées fortes. Avec enthousiasme, un haut fonctionnaire israélien résumait la situation : « Les qu'is sont aujourd'hui, nos liens avec l'URSS sont beaucoup plus denses qu'ils ne l'ont jamais été, y compris au temps où les relations diplomatiques étaient normales (avant 1967) et, tels qu'ils sont, ils nous donnent satisfaction ».

C'est certainement exact mais la formule a aussi pour objet de laisser entendre que ce ne serait pas

mir, a répété vendredi qu'il n'accepterait pas de participer à une conférence parrainée par Washington et Moscou tant que l'URSS ne procéderait pas à un échange d'ambassadeurs avec Israël. « Une chose est sûre », le Kremlin ne fait plus dépendre la normalisation diplomatique de la tenue d'une conférence internationale sur le Proche-Orient - qui fut longtemps le dogme de sa politique étrangère dans la région.

A plusieurs reprises déjà, les Soviétiques ont confié que la rupture de 1967 avait été « une erreur, une réaction évasive », que le Kremlin a, depuis, minées fins

regrettées. Les résultats de la « politique arabe » de l'URSS ont été plus que décevants : ses protégés - Syrie, Irak, Libye, OLP - ont passé plus de temps à se quereller qu'à constituer une solide front commun sous influence soviétique. Pendant ce temps, les Etats-Unis développaient une relation privilégiée avec Israël tout en restant présents dans le monde arabe. Moscou s'est retrouvée en situation de déséquilibre total, incapable, faute de présence en Israël, de jouer les médiateurs comme le faisait Washington. L'affaire prendra des allures de véritable déconfiture à la fin des années 70, lorsque le président Jimmy Carter parrainera les accords de paix israélo-egyptiens de Camp David : la « pax americana » marginalisait les Soviétiques dans la région.

Les choses ont bien changé. En mettant fin à la guerre froide régionale, à cette concurrence des deux Grands au Proche-Orient, M. Gorbatchev a bouleversé le système des alliances. Il n'y a plus un bloc arabo-soviétique contre un bloc israélo-américain - comme la guerre du Golfe l'a manifesté avec éclat.

M. Shamir, depuis 1987 déjà, veut bien admettre l'URSS à la table de négociation (ce n'est pas le cas pour l'Europe). A Jérusalem, on se réjouit de la détente régionale - même si un nouveau programme de ventes d'armes soviétiques à la Syrie inquiète. Mais cette nouvelle donne suscite aussi quelque appréhension. On redoute la possibilité d'une pression accrue sur Israël si les deux Grands sont vraiment décidés à agir de concert. « Les craintes grandissent à Jérusalem devant la perspective d'une coordination américano-soviétique accélérée », relève le quotidien *Maariv*. De fait, ce n'est sans doute pas un hasard si le secrétaire d'Etat James Baker entame une nouvelle tournée dans la région au moment de la visite de M. Bessmertnykh.

ALAIN FRACHON

CHYPRE : quatre Israéliens condamnés pour avoir tenté de mettre sur écoute l'ambassade d'Irak. - Inculpés pour avoir tenté de placer un système d'écoute sur les lignes téléphoniques de l'ambassade d'Irak à Nicosie, quatre Israéliens ont été condamnés, jeudi 9 mai, à une amende de 500 livres chypriotes (1 000 dollars) chacun. Ils étaient passibles de deux ans de prison. - (AFP.)

IRAK : Le refus par Bagdad d'une force de police de l'ONU

Aucun progrès vers une relève des alliés au Kurdistan

Le président George Bush et le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, ont discuté, jeudi 9 mai, du projet de prise en charge des réfugiés kurdes par les Nations unies dans le nord de l'Irak. Mais ils n'ont pu prendre aucune décision, la situation étant toujours incertaine après le refus de Bagdad d'autoriser le déploiement d'une force de l'ONU. Personne ne peut prédire quand les forces américaines et alliées, qui aident les réfugiés kurdes irakiens à rentrer chez eux en sécurité, pourront quitter le pays, a reconnu M. John Bolton, secrétaire d'Etat adjoint pour les organisations internationales. « Nous devons être patients », a déclaré le secrétaire général de l'ONU.

M. Bush, qui entend voir les quelque 3 200 soldats américains présents en Irak s'en aller le plus tôt possible, a étudié avec M. Perez de Cuellar l'idée britannique - qu'il soutient - d'une force de police de l'ONU qui assurerait la sécurité des réfugiés. Mais, juste avant l'entretien, le secrétaire général de l'ONU a annoncé que Bagdad refusait catégoriquement une telle éventualité. M. Perez de Cuellar a précisé que le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein El Khodair, avait exprimé jeudi à Bagdad un « rejet très clair » au secrétaire général adjoint de l'ONU, M. Marrack Goulding.

Les Etats-Unis se passeraient bien d'un consentement irakien, mais, selon des sources diplomatiques à l'ONU, M. Perez de Cuellar estime nécessaire d'obtenir l'accord de Bagdad. M. Bolton a reconnu que le secrétaire général estimait également nécessaire une nouvelle résolution de l'ONU pour l'envoi d'une force dans le nord de l'Irak, alors que les alliés estiment que la résolution 688 condamnant la répression des Kurdes l'y autorise déjà. Les discussions à ce propos se poursui-

ront, a-t-il précisé. Les Etats-Unis voudraient éviter une nouvelle résolution, certains pays comme la Chine pouvant s'y opposer.

M. Bush et Perez de Cuellar « n'ont pris aucune décision », a déclaré le haut responsable, soulignant qu'il fallait attendre les résultats des discussions sur la protection des réfugiés qui doit avoir un représentant de l'ONU, le prince Sadruddin Aga Khan, en fin de semaine à Bagdad, avec les autorités irakiennes. « Nous ne cherchons pas un modèle particulier pour l'action de l'ONU en Irak, nous nous préoccupons des résultats », a déclaré M. Bolton. Il a indiqué que l'idée de force de police n'avait été abandonnée, mais a souligné que les Etats-Unis pourraient se satisfaire de la simple présence humanitaire de l'ONU si elle pouvait effectivement dissuader Bagdad de s'en prendre aux Kurdes.

Situation confuse sur le terrain

Il est nécessaire d'attendre le résultat des négociations qu'ont les Kurdes à Bagdad avec le régime irakien pour voir s'ils sont satisfaits des intentions irakiennes, a-t-il encore dit. Il a cependant souligné qu'il y avait déjà un retour d'un nombre important de réfugiés.

Sur le terrain, la situation paraît quelque peu confuse, des informations contradictoires circulant sur les mouvements de troupes irakiennes à la limite de la zone de protection des réfugiés kurdes. Selon un officier américain sur place, les Irakiens auraient dépeché quelque deux mille soldats à Dohouk et aux abords de cette ville kurde, que les Etats-Unis semblaient vouloir inclure dans la zone de protection des réfugiés et aux portes de laquelle se trouvent déjà des unités américaines. A Washington, toutefois, un porte-parole du Pentagone a démenti cette information, assurant que les troupes irakiennes semblaient quitter la ville. Les alliés, a déclaré ce porte-parole, ont observé « un mouvement général de départ » des Irakiens de Dohouk. - (AFP, Reuters.)

مجلس الامم المتحدة

ASIE

SRI-LANKA : la guerre civile

L'armée et les rebelles tamouls intensifient les combats en vue d'éventuelles négociations

Guerre trop « exotique » pour passionner l'opinion internationale, le conflit sri-lankais fait rage depuis des années. Prisonniers, les Tigres tamouls mènent une guérilla sans merci contre l'armée gouvernementale, dominée par les Cinghalais. Jusque-là, aucun des deux camps n'a été en mesure de prendre l'avantage. Tout en envisageant des négociations, Colombo a décidé de se doter d'armements lourds.

COLOMBO

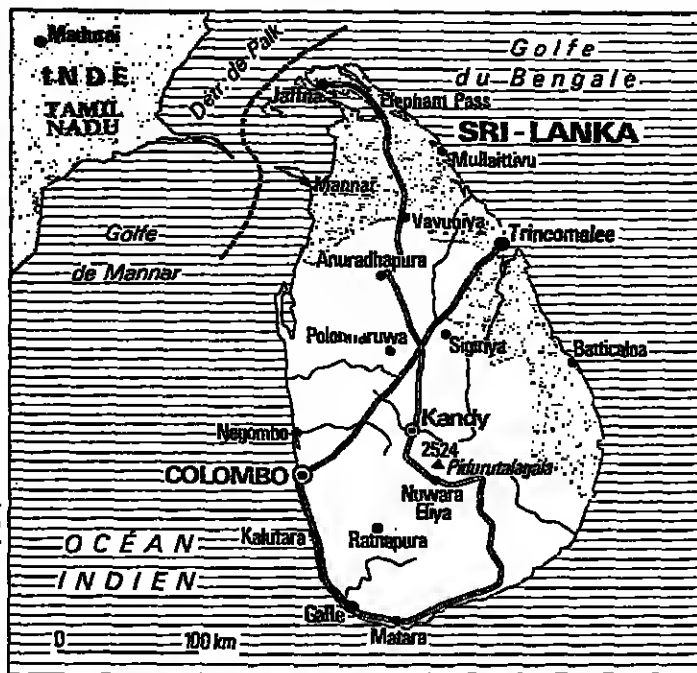
de notre envoyé spécial

La technique est rudimentaire, mais meurtrière : à une altitude d'environ 1 000 mètres, les bombes sont jetées d'un coup de pied de la can-
dine d'un avion de transport, ou lan-
cées par les avions d'entraînement
Marchetti, ces « bombardiers » italiens
des pays du tiers-monde. Les pilotes
ne s'attardent pas : car, en dessous,
les combattants du LTTE (Tigres libé-
rateurs de l'Eelam tamoul), équipés
de mitrailleuses de 12,7 mm, ont fait
de grands progrès dans la précision de
leurs tirs. Une bombe sur dix atteint
sa cible ou ses abords. La plupart du
temps, elles tombent dans la « jungle »
du Nord ou de l'Est, en pays tamoul.
Les villageois en sont autant victimes
que les « boys » de l'Eelam, la patrie
mythique des indépendantistes tamouls.

Une course de vitesse

Ces bavarde éveillant l'attention des
organisations humanitaires et des
pays bailleurs de fonds, le président
Premadasa a résolu de se doter de
moyens militaires plus « propres » et
plus performants. Dans quelques
semaines, lorsque la Chine aura
honoré l'essentiel de ses commandes,
l'armée sri-lankaise se sera modernisée.
Outre une vingtaine de transports
de troupes blindés, un bataillon d'au-
tomitrailleurs, des canons montés
sur jeep, des canons de 130 mm, elle
va recevoir quelques canonniers de
type Shanghai, et surtout sept avions
de chasse, équivalant chinois des
MiG-17 et MiG-19. Ceux-ci s'ajoute-
ront à une douzaine de Marchetti
supplémentaires et à quelques héli-
copères Bell-212 qui seront armés
ultérieurement.

La « facture chinoise » dépassera 50
millions de dollars. Les Tigres, de leur
côté, ont de plus en plus de mal à
réceptionner les commandes qu'ils
passent ici ou là : récemment un
cargot transportant du matériel mili-
taire a été saisi à Singapour. Depuis le
début de la « deuxième guerre de l'E-



La zone en gris correspond à la province du Nord où cohabitent des Tamouls, des Cinghalais et des musulmans.

lan », en juin dernier, chaque camp
recrute à tour de bras : les effectifs
gouvernementaux ont atteint 65 000
hommes ; mais les nouvelles recrues
n'ont que six semaines d'entraînement.

Le LTTE, fidèle à son habitude,
lève l'impôt dans les zones qu'il
contrôle et veille à la conscription
obligatoire. Tigres et « Tigresses »
(2 000 femmes) alignent environ
15 000 combattants. En cas d'offen-
sive dans une région – comme ac-
tuellement sur la côte ouest – les
Tamouls doivent dégarner d'autres
fronts. Analysant le potentiel des
deux camps, M. Bradman Weera-
koon, conseiller du chef de l'Etat pour
les affaires internationales, s'interroge
sur l'adversaire : « Combien de morts
pourrait encore se permettre ? Il a
perdu le soutien logistique qu'il
avait dans le Tamil Nadu (Etat du
sud de l'Inde à majorité tamoule), et
la situation militaire ne leur est pas
favorable ».

La réalité est plus contrastée. La
guerre s'est faite après le début
de l'année, notamment parce que l'ar-
mée a systématiquement reculé aux
bombardements. Chaque camp se
livre en outre à une course de vitesse
pour étendre son influence sur le ter-
rain avant l'ouverture d'éventuelles
négociations, peut-être imposées par
l'Inde. Colombo profite en effet de la
vacance de la diplomatie indienne
jusqu'aux prochaines élections.

Massacre contre massacre

Ainsi que l'explique le général Cyril
Ranetunga, secrétaire d'Etat à la
défense et nouvel homme fort de l'ar-
mée depuis l'assassinat de M. Wi-
jeyaratne, il s'agit d'obliger les Tigres,
par des pressions militaires, à négocier.
Le LTTE évoque lui aussi la possibi-
lité de négociations, mais pose des
conditions inacceptables pour le gou-
vernement : la possibilité de conser-
ver ses armes, l'organisation d'un
référéndum sur l'Eelam, la reconnais-
sance du LTTE comme seul porte-
parole de la « nation tamoule ». Bref, il
ne fait aucune ouverture. La guerre
s'amplifie donc, élargissant un peu

plus le fossé entre Tamouls et Cingha-
lais.
Entre juin 1990 et mars 1991, les
forces gouvernementales ont perdu
plus de 1 100 hommes. Selon
Colombo, le nombre des victimes
parmi les Tigres serait deux fois su-
périeur. Les pertes civiles ne sont pas
comptabilisées. Chaque camp a dû
abandonner d'importantes positions.
Les Tigres ont obligé l'armée à évacuer
ses camps sur la route de Jaffna pour
se replier sur Vavuniya, impor-
tante localité qui marque le début du
« pays tamoul ». Au Nord de Vavuniya,
une ligne de démarcation de fait
a été instaurée : une sorte de poste-
frontière LTTE est installé, un droit
de passage est prélevé, et un visa
nécessaire.

A Vavuniya, l'armée contribue mal-
gré elle à pérenniser cette quasi-parti-
tion. Les véhicules roulant vers le
Nord sont fouillés pour empêcher que
des marchandises utiles à la guérilla
soient acheminées sur Jaffna. Le gou-
vernement insiste sur le fait qu'il ravi-
taille le bastion tamoul en vivres et en
médicaments, alors qu'il pourrait user
de l'arme alimentaire. En réalité, son
aide est politique : elle contribue à
entretenir la fiction d'un Etat central
censé administrer l'intégralité du ter-
ritoire. Si Jaffna n'était plus ravitaillé,
la partition de l'île serait consom-
mée.

Les forces gouvernementales implan-
tées à l'Est (Mullaitivu) sur la
péninsule de Jaffna et à l'Ouest (Man-
nar) sont uniquement ravitaillées par
bateau. Dans la province de l'Est, le
LTTE mène une lutte à la fois mili-
taire et politique : la première contre
l'armée, la seconde contre la popula-
tion cinghalaise et musulmane. Il
s'agit de terroriser cette dernière pour
l'obliger à fuir une région où son
poids démographique contrecarre le
projet d'un Eelam tamoul qui regrou-
perait le Nord et l'Est. L'armée
répond aux massacres par d'autres
massacres. Les déplacements de la
population (surtout tamoule) qui
cherche à fuir les combats concernent
aujourd'hui entre 500 000 et 800 000
personnes.

Nombreux sont ceux qui, fuyant
l'Est, ont tenté de rejoindre Jaffna.
Bloqués par l'armée à Elephant Pass,
cette dernière de terre relie le bastion
tamoul au reste de l'île, ils se sont
repliés vers la côte est. Les plus riches
sont partis au Tamil Nadu. Les autres
survivent dans des conditions pré-
caires dans le centre de Mannar. Plus
de 22 000 d'entre eux se sont regroupés
autour du sanctuaire catholique de
Madulu. L'offensive gouvernementale
actuelle vise notamment à rouvrir
l'axe routier Vavuniya-Mannar,
contrôlé par les Tigres. Jusque-là, le
LTTE, bien que subissant de lourdes
pertes, a tenu bon. Les MiG-17 front-
lis la différence ?

LAURENT ZECCHINI

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS

Le neveu du sénateur Kennedy inculpé d'« agression sexuelle aggravée »

L'affaire impliquant depuis six
semaines le neveu du sénateur
Edward Kennedy a rebondi, jeudi
9 mai, lorsque le procureur de
Palm-Beach (Floride), M. David
Bludworth, a annoncé que William
Kennedy Smith était inculpé
d'« agression sexuelle aggravée ».
Lors d'une conférence de presse, le
magistrat a également annoncé
qu'il avait engagé des poursuites
judiciaires contre un journal de
Boca-Raton (Floride) qui avait
publié l'identité de la victime pré-
sumée. Contrairement à la tradi-
tion américaine, il avait été suivi
par la chaîne de télévision NBC
puis par le New York Times, ce qui
avait soulevé dans la presse améri-
caine un débat déontologique qui
avait vite pris un tour polémique.

Etudiant en médecine à l'univer-
sité de Georgetown, à Washington,
William Kennedy Smith est accusé
d'avoir agressé, le 30 mars, une
jeune femme de vingt-neuf ans
dans une propriété de son oncle, à

Palm-Beach. Il est également
inculpé d'avoir exercé des vio-
lences physiques à l'endroit de la
victime présumée, rencontrée dans
un bar, quelques heures avant les
faits. Selon un rapport de police
publié jeudi, le neveu du sénateur
Kennedy aurait poursuivi la jeune
femme qui tentait de s'échapper,
l'aurait plaquée au sol et l'aurait
maintenue « avec tout le poids de
son corps ».

William Kennedy Smith a réfuté
ces accusations dès l'ouverture de
l'enquête et engagé plusieurs dé-
fenses pour « fouiller » dans la vic-
time de sa victime présumée.
« J'ai totalement confiance que
lorsque cette affaire sera résolue
sera capable de maintenir ma
déclaration originale qui est que je
n'ai commis d'offense d'aucune
sorte », a-t-il déclaré jeudi à
Washington, en ajoutant toutefois
qu'il était « inquiet pour sa
famille » et que ce qui s'était passé
« le rendait triste ». (AFP)

COLOMBIE : reddition d'un
trafiquant réclamé par les Etats-
Unis. – Un trafiquant de drogue
réclamé par les Etats-Unis s'est
rendu jeudi 9 mai aux autorités
judiciaires de Medellín (nord-ouest
de la Colombie), ce qui lui garantit
de n'être pas extradé de Colombie.
Raul Maya Toro, 34 ans, avait été
arrêté fin 1983 en Floride en pos-
session de cocaïne. Moyennant une
caution de 150 000 dollars, il avait
été élargi et s'était ensuite enfié
des Etats-Unis, trouvant refuge à
Medellin. (AFP)

Levée du couvre-feu dans le
quartier hispanique de Washington.
– Le couvre-feu instauré la nuit
depuis mardi 7 mai dans le quar-
tier hispanique de Washington
pour faire cesser des émeutes qui
avaient débuté le dernier week-end
a été levé jeudi 9 mai. Ces
émeutes, déclenchées à Mount-
Pleasant, un quartier populaire de
la capitale, après qu'un habitant
eut été blessé par balle par un poli-
cier, sont considérées comme les
plus graves qu'ait connues la capi-
tale américaine depuis vingt ans.
(Reuters)

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

M. Ben Bella
appelle à voter
pour le Front islamique
du salut

L'ancien président Ahmad Ben
Bella, qui dirige le Mouvement
pour le démocratisme en Algérie
(MDA), a appelé, mercredi 8 mai, à
voter pour le Front islamique du
salut (FIS), lors des élections légis-
latives du 27 juin. « Il n'y a pas
d'autres bons partis que le FIS et
le MDA », a déclaré M. Ben Bella.
Critiquant vivement le « système
dictatorial » du FLN, il a demandé à
ses partisans de « fermer les
portes » aux tenants du pouvoir.
C'est le premier fois depuis son
retour d'exil, en septembre 1990,
que M. Ben Bella se prononce
publiquement en faveur des inté-
gristes. Selon le sondage publié
jeudi par l'hebdomadaire Algérie-
Actualité, malgré l'avantage
qu'obtiendrait le FIS à l'issue du
premier tour des élections (le
Monde du 9 mai), le FLN aurait
majorité au sein du futur Parle-
ment, avec 244 sièges contre 208
pour le FIS. (AFP, Reuters)

LAURENT ZECCHINI

AFRIQUE DU SUD

Le président De Klerk
se prévaut d'un « large
consensus » avec l'ANC

L'entretien, mercredi 8 mai,
entre le président Frederic De
Klerk et le vice-président du
Congrès national africain (ANC),
M. Nelson Mandela, a permis de
mettre un terme provisoire à
l'épreuve de force, engagée par
l'ANC début mai. Le dialogue entre
MM. De Klerk et Mandela, que
d'aucuns estimaient menacé, sem-
ble en tout cas renoué. Il s'est
poursuivi jeudi par l'intermédiaire
de leurs conseillers et le chef de
l'Etat s'est félicité, dans la soirée,
d'un « large consensus sur la plu-
part des questions traitées ».

Le président De Klerk a confirmé
l'interdiction immédiate du port
d'armes dans les états noirs et
promis une émulation des hos-
tels (foyers de travailleurs noirs),
satisfaisant ainsi deux des sept
revendications présentées par
l'ANC, au moment où ce mouve-
ment avait lancé au gouvernement
un ultimatum le sommant de pren-
dre toutes les mesures néces-
saires pour mettre fin aux vio-
lences entre factions noires rivales
– calées-ci ont encore fait au moins
huit morts jeudi. (AFP, Reuters)

INDE

Couvre-feu
dans six villes
du Cachemire

Amnesty International a jugé
vendredi 10 mai « positive » la
déclaration du gouvernement de
New-Delhi de répondre, « pour la
première fois de la part d'une
administration indienne », à son
dernier rapport sur la situation des
droits de l'homme au Pendjab.
L'organisation humanitaire y
détaille les arrestations arbitraires
au vu de la loi antiterroriste,
ainsi que les tortures et les me-
sures perpétrées par les forces gou-
vernementales et par les séces-
sionnistes sikhs. Il y aurait eu ainsi
l'an dernier quatre mille assassi-
nats politiques, et dix mille sikhs
seraient détenus sans avoir été
jugés.

D'autre part, l'armée indienne
est intervenue jeudi à Srinagar,
capitale de l'Etat de Jammu-et-
Cachemire, et dans cinq autres villes
du Pendjab, pour réprimer les vio-
lences qui ont fait une soixantaine
de morts en deux jours. Les trou-
bles ont été déclenchés par le
mort de quatre-vingt onze séces-
sionnistes musulmans, tués par l'armée
dans la nuit de dimanche à lundi.
Le couvre-feu a été imposé dans
ces six villes. (AFP, UPI)

PÉROU

Vague d'attentats
du Sentier lumineux
à Ayacucho

Une vague d'attentats à la dy-
namite, suivie d'une panne d'élec-
tricité, a secoué dans la nuit de mer-
credi 8 à jeudi 9 mai la ville
d'Ayacucho (sud des Andes), ber-
ceau du Sentier lumineux (guérilla
maoïste), faisant une vingtaine de
blessés, a-t-on appris de source
policière. Les explosions ont éga-
lement provoqué d'important
dégâts matériels et plongé dans
l'obscurité la ville et les localités
voisines. La police signale que les
attentats sont l'œuvre d'au moins
soixante sécessionnistes qui ont agi
par petits groupes.

D'autre part, un jeune footbal-
leur péruvien, Hector Matel, est
décédé jeudi des suites de ses
blessures, causées par l'explosion
d'un engin dans les vestiaires du
stade San-Jedoro. Cet attentat qui
a également fait six blessés parmi
les autres joueurs du club profes-
sionnel de football Deportivo
Municipal de Lima, n'a pas été
revendiqué. (AFP)

AFRIQUE

TUNISIE : retour à un calme précaire sur les campus

Les partis d'opposition dénoncent « l'escalade de la violence » du mouvement islamiste Ennahdha

Un calme précaire est revenu,
jeudi 9 mai, sur les campus de l'univer-
sité de Tunis, au lendemain de
violents affrontements entre étu-
diants et forces de l'ordre (le
Monde du 10 mai). Dans plusieurs
facultés, les cours avaient été sus-
pendus pour la journée, afin d'évi-
ter tout incident.

TUNIS

de notre correspondant

Le dispositif policier, mis en place
aux abords des facultés et de quelques
lycées réputés turbulents, n'a pas eu à
intervenir jeudi, et, malgré le mot
d'ordre de grève générale lancé par les
étudiants islamistes, les cours ont eu
lieu à peu près normalement dans la
plupart des établissements d'enseigne-
ment supérieur, à l'exception des
facultés de droit, de sciences, et de
l'Ecole d'ingénieurs, où les doyens ont
préféré les suspendre pour vingt-qua-
tre heures, par mesure de sécurité.

Epure de force

Ces trois établissements entourent
en effet le campus, théâtre, mercredi,
des heurts au cours desquels deux
étudiants ont trouvé la mort. Selon
des sources universitaires dignes de
foi, les deux jeunes gens ont été tués
par balles. Les policiers du poste de
garde de la faculté des sciences

auraient fait usage de leurs armes,
alors qu'ils étaient assiégés par un
groupe d'étudiants qui les bombar-
daient de cocktails Molotov.

Déjà, la nuit précédente, à l'univer-
sité de Sousse, deux policiers avaient
été sérieusement blessés lors d'une
attaque semblable. La suppression des
postes de garde à l'entrée des facultés
est revendiquée depuis plusieurs
années, au nom de « l'inviolabilité de
l'université », par un grand nombre
d'étudiants.

GABON : le gouvernement
ferme les universités. – Le gou-
vernement a décidé, mercredi 8 mai,
de fermer les universités paralysées,
depuis un mois, par une grève des
professeurs, a-t-on appris jeudi,
de source officielle à Libreville.
Les cours devraient reprendre le
10 août et une première série
d'examen sera organisée en
novembre. (AFP)

CAMEROUN : violences à
l'université de Yaoundé. – Le pré-
sident de l'Organisation des droits
de l'homme au Cameroun
(ODHC), M. Charles Tchoungang,
a affirmé, mercredi 8 mai sur
Radio-France Internationale (RFI),
que quatre personnes avaient été
tuées, lundi, à l'université de
Yaoundé, lors d'une intervention
policière contre des étudiants. Ces
derniers, a-t-il précisé, manifeste-

raient contre les incursions du
groupe Action directe, lié à la tribu
Beti du président Paul Biya. Cette
information a été aussitôt démentie
par le gouvernement. Enfin, des
partis d'opposition ont menacé
d'appeler à une grève générale si le
chef de l'Etat n'acceptait pas l'or-
ganisation d'une conférence natio-
nale. (Reuters)

ETHIOPIE : formation d'un
nouveau gouvernement. – Le
premier ministre, M. Tesfaye Dinka,
a formé, jeudi 9 mai, un gouverne-
ment élargi à vingt membres.
La plupart des six nouveaux ministres
« sont des technocrates », a com-
menté un diplomate. Parmi ceux-ci
figurent M. Zegaye Asfaw, avocat,
libéré en 1990 après dix ans de pri-
son pour activités anti-gouverne-
mentales, et M. Afework Birbae,
ancien ministre d'Asmara, capitale de

l'Erythrée. Le nouveau gouverne-
ment comprend aussi deux ministres
originaux de la province du
Tigre, contrôlée par les maquis-
sards. (AFP)

MAROC : prochaine visite du
roi au Sahara occidental. – Le roi
Hassan II se rendra prochainement
à Smara, la capitale religieuse du
Sahara occidental, a-t-on annoncé
de source officielle, jeudi 9 mai à
Rabat, sans préciser la date exacte
de cette visite. Le souverain chéri-
fien s'était déjà rendu à deux
reprises au Sahara occidental, en
1980 et en 1985. Le référendum,
qui doit être organisé début 1992
au Sahara occidental, sous l'égide
des Nations unies, « pourrait être
la solution idéale pour régler le pro-
blème », a déclaré le ministre des
affaires étrangères, M. Abdellatif
Filihi. (AFP, Reuters)

MICHEL DEURÉ

POLITIQUE

La décision du Conseil constitutionnel

● La notion de « peuple corse » est contraire à la Constitution

● Le statut de l'île est maintenu

Le Conseil constitutionnel, dans une décision rendue publiquement jeudi 9 mai au terme de trois séances de travail, a validé l'essentiel du nouveau statut de la Corse, à l'exception de l'article premier qui reconnaissait l'existence du « peuple corse », composante du peuple français, et qui avait fait l'objet d'intenses polémiques. Le Conseil constitutionnel avait été saisi par M. Alain Poirer, en sa qualité de président du Sénat, par les députés du RPR, de l'UDF et de l'UDC, et par les sénateurs du RPR, de l'Union centriste, des Républicains et indépendants et du Rassemblement démocratique et européen. M. José Rossi (UDF-PR, Corse-du-Sud), rapporteur du projet à l'Assemblée nationale, ne s'était pas joint à cette saisine. Voici les principaux éléments de la décision.

« Le peuple corse composante du peuple français ». — Cette notion, sur laquelle s'était cristallisé l'essentiel du débat, figurait dans l'article premier du texte voté par l'Assemblée nationale (voir l'encadré). Pour la juger contraire à la Constitution, le Conseil constitutionnel fait remarquer que, dans le préambule de 1958, comme dans celui de 1946 et dans la Déclaration des droits de l'homme de 1789, « le peuple français » est toujours écrit au singulier. Il ajoute que « la Constitution de 1958 distingue le peuple français des peuples d'outre-mer auxquels est reconnu le droit à la libre détermination » et que « la référence faite au « peuple français » figure d'ailleurs depuis deux siècles dans de nombreux textes constitutionnels » ; il en conclut qu'« ainsi le concept juridique de « peuple français » a une valeur constitutionnelle ».

La règle de base est ainsi rédigée : « Considérant que la France est, ainsi que le proclame l'article 2 de la Constitution de 1958, une République indivisible, laïque, démocratique et sociale qui assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens quelle que soit leur origine ; que des lors la mention faite par le législateur du « peuple corse, composante du peuple français » est contraire à la Constitution, laquelle ne connaît que le peuple français, composé de tous les citoyens français sans distinction d'origine, de race ou de religion ».

Le Conseil déclare donc inconstitutionnel l'ensemble de l'article premier. Mais il ajoute qu'il ne ressort pas du texte de celui-ci que « ses dispositions soient insupportables de l'ensemble de la loi » qui lui est soumise. C'est pourquoi, contrairement à ce que souhaitait M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), rédacteur de la saisine des députés, il n'annule pas pour autant l'ensemble du texte.

« L'organisation particulière de l'île ». — Les membres de l'opposition estimaient que la Corse ne pouvait être dotée d'un statut par trop dérogatoire à celui des régions de métropole, la Constitution, à leurs yeux, ne permettant une « organisation particulière » que pour les seuls territoires d'outre-mer.

Le Conseil leur répond que celle-ci, en son article 74, permet au législateur de fixer « les principes fondamentaux de la libre administration des collectivités locales, de leurs compétences et de leurs ressources ». L'autorité, par son article 72 — comme le Conseil l'a décidé en 1982, déjà à propos de la Corse, — à créer une nouvelle catégorie de collectivités locales (en dehors des communes et des départements) « même ne comprenant qu'une unité » et à doter celle-ci « d'un statut spécifique ». Il estime donc que « la consécration par les articles 74 et 76 de la Constitution du particularisme de la situation des territoires d'outre-mer, si elle a notamment pour effet de limiter à ces territoires la possibilité pour le législateur de déroger aux règles de répartition des compétences entre la loi et le règlement », ne fait pas obstacle à l'application des principes mentionnés à l'article 34.

Des limites existent pourtant à cette possibilité offerte au Parlement : il « doit se conformer aux règles et principes de valeur constitutionnelle et notamment au principe de libre administration des collectivités territoriales énoncé au deuxième alinéa de l'article 72 (et) assurer le respect des prérogatives de l'État comme l'exige le premier alinéa du même article ». Or le Conseil constate que ces exigences sont respectées par le statut spécifique qui était soumis à son examen.

« Incompatibilité spécifique ». — A la demande des socialistes, soutenue par M. Rossi, l'Assemblée nationale avait décidé que les conseillers généraux des deux départements corses ne pourraient pas être membres de l'Assemblée de la nouvelle collectivité territoriale. La droite avait vivement contesté cette disposition. Le Conseil lui a donné raison. Il a en effet constaté que, pour la plupart des autres dispositions du code électoral, les conseillers de Corse étaient assimilés aux conseillers régionaux du continent, et il ne voit pas en quoi la spécificité insulaire justifierait une incompatibilité qui n'existe pas ailleurs. Cette disposition est donc annulée.

« Election des sénateurs ». — Les députés de droite, savaient aussi contesté le mode d'élection des sénateurs de l'île, qui prévoit que les membres de l'Assemblée insulaire, élus dans une circonscription unique, sont répartis entre les collèges électoraux des deux départements. Valant cette règle, le Conseil fait remarquer que, sauf exception, les sénateurs sont élus dans le cadre du département, et qu'il n'y a d'obstacle ni dans la Constitution ni dans une loi organique, dont la modification exige en l'espèce l'accord du Sénat, à la participation au collège électoral sénatorial de députés de collectivités territoriales autres que le département.

« Compétences des deux départements de l'île ». — Les mêmes requérants s'étaient plaints que le nouveau statut réduise les pouvoirs des deux conseils généraux de Corse, alors que, dans une décision du 25 juillet 1984, à propos d'une loi sur les compétences des régions d'outre-mer, le Conseil constitutionnel avait refusé que leur soient transférées de trop grandes compétences des départements. Cette fois, il fait remarquer que « le statut de la Corse (...) la répartition entre plusieurs catégories de collectivités territoriales de leurs attributions respectives ». Il ajoute que le nouveau statut de la Corse « n'a pas pour conséquence d'affecter de façon substantielle les attributions des deux départements » de l'île.

« Enseignement de la langue corse ».

« Les sénateurs n'acceptaient pas que soit prévu un enseignement de la langue corse « dans le temps scolaire ». Le Conseil n'y voit pas d'objection. Pour lui cet enseignement « n'est pas contraire au principe d'égalité des lois qu'il ne revêt pas un caractère obligatoire ; qu'il n'a pas davantage pour objet de soustraire les élèves scolarisés dans les établissements (de l'île) aux droits et obligations applicables à l'ensemble des autres élèves français ».

« Refonte des listes électorales ». — L'ensemble de la droite et du MRG avait vivement contesté l'annulation des actuelles listes électorales, dans la seule Corse, pour les élections de 1992. Le Conseil n'y a pas vu d'atteinte au principe d'égalité. Il rappelle que « la législation électorale ne confère pas aux citoyens une totale liberté de choix de leur lieu d'inscription sur les listes électorales », puisqu'il faut respecter de strictes conditions de domiciliation « réelles ou légales », ou de résidence, ou payer dans la commune choisie, depuis cinq ans, des impôts locaux. Or il considère que « la situation des listes électorales des communes de Corse, telle qu'elle ressort des informations fournies lors des débats parlementaires, présente des particularités » qui justifient que soit appliquée une procédure différente de celle du continent.

« Consultation de l'Assemblée de Corse et des parlementaires ». — Le nouveau statut prévoit que l'Assemblée de la nouvelle collectivité territoriale devra être consultée par le gouvernement sur ses projets de lois ou de décrets « comportant des dispositions spécifiques à la Corse », qu'elle pourra faire elle-même des propositions de modifications législatives, que dans ce cas le premier ministre fixe le délai de sa réponse, celle-ci ne pouvant intervenir après la prochaine session ordinaire de cette Assemblée, et que les parlementaires de l'île seront associés à ces procédures.

La droite n'avait pas contesté ces dispositions. Mais le Conseil a rappelé que celles-ci « ne sauraient avoir une quelconque incidence sur la régularité de la procédure législative », qui ne relève que de la Constitution et de lois organiques ; en clair, que la non-

consultation de l'Assemblée de Corse n'aurait pas d'effet juridique, contrairement à ce qui se passe pour les territoires d'outre-mer où la consultation est rendue impérative par la Constitution.

Le Conseil a même estimé qu'il était non constitutionnel d'enjoindre au premier ministre de répondre dans un délai donné. De même, il souligne que les parlementaires sont les « représentants du peuple » ; il en déduit qu'il n'est pas possible de faire bénéficier certains d'entre eux, « en raison de leur élection dans une circonscription déterminée, de prérogatives particulières dans le cadre de la procédure d'élaboration de la loi ». Il a donc annulé leur association à ces procédures de concertation.

« Dispositions financières ». — Fixant les conditions d'aide de l'Etat à la Corse, le texte voté par l'Assemblée nationale imposait certaines formes de rédaction au budget de l'Etat. Fidèle à sa jurisprudence, le Conseil a annulé ces dispositions qui ne peuvent figurer que dans une loi de finances, que la Constitution dote d'un statut particulier.

Th. B.

L'article premier

L'article premier, annulé par le Conseil constitutionnel, du projet de loi du gouvernement, était ainsi rédigé : « La République française garantit à la communauté historique et culturelle qui constitue le peuple corse, composante du peuple français, les droits à la préservation de son identité culturelle et à la défense de ses intérêts économiques et sociaux spécifiques. Ces droits liés à l'insularité s'exercent dans le respect de l'unité nationale, dans le cadre de la Constitution, des lois de la République et du présent statut. »

Jugeant ses trois ans à Matignon

M. Rocard : « Bilan honorable »

MULHOUSE

de notre envoyé spécial

M. Michel Rocard, qui répondait à une invitation du maire socialiste de Mulhouse, M. Jean-Marie Bockel, a inauguré, jeudi 9 mai, la 44^e foire-exposition de cette ville. Le premier ministre, qui a jugé la reprise économique « probable, mais pas certaine » au deuxième semestre, a souligné que, « dans le contexte mondial que nous connaissons, la France se comporte mieux que la plupart de ses partenaires », ce qui représente « le fruit des efforts déployés depuis dix ans pour assainir notre économie ».

Tout en insistant sur une « stratégie tournée vers la création d'emplois » depuis 1988, M. Rocard a observé qu'en matière d'inflation, la France sera, en 1991, « ruban bleu ou numéro deux parmi les pays de la Communauté ». Pour le premier ministre, notre pays est « l'un des

milleurs défenseurs de l'emploi chez lui, par la force de sa monnaie ».

Devant les militants de la majorité présidentielle du département, qui, avec un jour d'avance, lui ont offert un gîteau d'anniversaire pour ses trois ans à Matignon, M. Rocard s'est dit « optimiste », en jugeant que son gouvernement est « un bilan honorable » et qu'« il n'y a vraiment pas de quoi enterrer notre drapeau ». « La société solidaire en économie de marché (...) progresse », a-t-il ajouté.

En quelques semaines, Mulhouse a reçu la visite de trois ministres et un quatrième, M. Jospin, est attendu. Ces visites pour la ville et surtout pour son maire tiennent largement au fait que les chefs de courant du PS sont cooptés par M. Bockel, membre atypique du courant Socialisme et République, va couper définitivement les ponts avec M. Jean-Pierre Chevènement.

J.-L. A.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte Bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER (voir note)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	185 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	460 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-80-32-80

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1 place, Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____
du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
RUE _____
N° _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____
PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

● N° CB _____

Expire à fin _____ Signature obligatoire _____

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

LES apparences ne doivent pas abuser. La décision du Conseil constitutionnel refusant d'admettre que « le peuple français » soit l'addition de « composantes » aux origines diverses, qu'elles soient géographiques, sociales ou religieuses, avise l'essentiel du nouveau statut de la Corse.

Si l'on rétablit l'équilibre entre le symbole et la réalité juridique, les cris de victoire de l'opposition sont exagérés, puisque c'est l'ensemble du texte de la loi, préparée par M. Pierre Joxe du temps où il était ministre de l'Intérieur, qu'elle contestait. De plus, en acceptant que l'île soit dotée d'institutions fort différentes de celles des régions du continent, les gardiens de la Constitution ont pratiqué une ouverture vers une différenciation des institutions régionales et ainsi porté un coup sérieux au jacobinisme.

Les socialistes se seraient pourtant passés, à la veille du dixième anniversaire de la première élection de M. Mitterrand, de l'interdiction qui leur est signifiée de donner une valeur législative à la reconnaissance du « peuple corse ». Après les mises en garde que leur avaient prodiguées, non seulement le droit, mais aussi certains de leurs amis, comme les radicaux de gauche, et même quelques-uns des leurs, comme les proches de M. Jean-Pierre Chevènement, ce rappel à l'ordre est pour eux, pour le gouvernement, et même pour le président de la République, un camouflet.

Volontairement, le Conseil constitutionnel a été sec et succinct dans l'exposé des raisons qui l'ont conduit à annuler ce fameux article premier du texte accordant un nouveau statut à la Corse. Il a ainsi nettement signifié que l'unicité du peuple français ne pouvait être mise en cause. Son appel au respect de la tradition constitutionnelle, affirmée tout au long de l'histoire de la République, confirme qu'il s'agit là d'un des grands principes fondateurs de cette République. Son rappel que les citoyens français ne peuvent être distingués par leur origine, leur race, ou leur religion, montre, en ne

peut plus clairement, qu'il redoutait une dérive raciste, s'il était accepté que « le peuple français » soit une juxtaposition de peuples régionaux. Faudrait-il avoir trois grands-parents dans l'île pour être membre du « peuple corse » ? S'il y avait un « peuple breton », un « peuple alsacien », et pourquoi pas un « peuple bours » et un « peuple jiffi » ?

Le refus brutal du Conseil constitutionnel ne signifie pas qu'il n'y a pas de différence culturelle, voire ethnologique, entre les Corses, les Bretons ou les enfants d'immigrés, mais simplement — ce qui est l'essentiel — qu'au sein de la République française, il ne peut y avoir de distinction juridique sur la base d'une reconnaissance législative de cette différence.

Les bombes ou le bulletin de vote

La leçon est sévère pour M. Joxe, pour le gouvernement tout entier, mais aussi pour M. François Mitterrand. Certes, l'inventeur de la formule « le peuple corse composante du peuple français » est Gaston Defferre. Mais le président avait repris celle-ci à son compte lorsqu'il s'était agi de la faire figurer dans l'exposé des motifs du premier statut de l'île, celui de 1982. C'est aussi lui qui avait imposé de le reprendre dans l'article premier du statut Joxe, lorsque le conseil des ministres avait examiné l'avis du Conseil d'Etat qui avait estimé que la seule notion de « peuple corse » était contraire à la Constitution. Il est des cadeaux d'anniversaire plus agréables.

Les grands vainqueurs moraux sont les amis de M. Chevènement, et tout particulièrement M. Roland Carrez, qui, seul de son espèce, avait jusqu'au bout refusé d'approuver ce passage de la loi. Le Conseil constitutionnel vient de leur apporter un soutien certain dans leur bataille pour une intégration républicaine.

La triomphalisme affiché par le MRG et par la droite, politiquement compréhensible, perdit, en revanche, quelque peu d'exagération. Ils

ne peuvent faire oublier qu'ils contestaient l'ensemble du statut et refusant que la spécificité corse se traduise par une différenciation institutionnelle. Or, sur ce point, le Conseil constitutionnel leur a donné entièrement tort. Laure prises de positions victorieuses pourraient même justifier la réaction des nationalistes de l'île, lorsque ceux-ci voteront un certain jour une loi de statut, alors que M. Joxe espérait, grâce à ce nouveau statut, les convaincre d'échanger le menagement des bombes contre l'utilisation des bulletins de vote.

Les uns et les autres ne doivent pas oublier que le quasi-totalité de ce statut a été jugé conforme à la Constitution, y compris la refonte des listes électorales qui avait tant fait hurler le MRG et qui satisfont tant ceux qui en escomptent une moralisation de la vie politique insulaire. L'article premier du projet en effet n'était que la justification politique des institutions particulières accordées à l'île. Il n'avait aucune conséquence juridique.

La reconnaissance de la possibilité d'une spécificité institutionnelle pour une région française est presque aussi importante que le rappel de l'unicité du peuple français. Certes, le Conseil constitutionnel avait déjà, indirectement, accepté que Paris dispose d'un statut formellement dérogatoire par rapport à celui des autres villes françaises. Mais c'était, une fois encore, le capitaine de l'Etat qui était ainsi privilégié. La tradition jacobine n'était en rien atteinte. Car le jacobinisme, ce n'est pas seulement que tout soit dirigé du centre. C'est aussi d'imposer que la règle soit la même à Marseille et à Lille.

Un exemple pour l'outre-mer ?

Ajaccio échappe donc dorénavant à ce principe ancien, et rien ne s'oppose à ce que soit aussi reconnu dans leurs institutions la particularisme de Bayonne, de Strasbourg, voire de Clermont-Ferrand. Pour accepter une telle remise en cause de la tradition, le Conseil constitu-

tionnel a dû infléchir sa jurisprudence. Examinant, en 1982, le premier statut de la Corse, il avait été très prudent dans la reconnaissance juridique de la particularité insulaire. Le même année, il avait même refusé aux départements d'outre-mer une organisation différente de celle de leurs homologues métropolitains.

Aujourd'hui, il accepte des institutions corses qui s'apparentent plus à celles de la Polynésie française qu'à celles des régions continentales, même si, à bon droit, il remarque que l'Assemblée de l'île n'aura pas, contrairement à celle des territoires d'outre-mer, de pouvoir émissaire sur ceux du Parlement français. Pour ce faire, il s'est appuyé sur l'article 72 de la Constitution, qui laisse, à ses yeux mais pas à ceux de la droite, une large marge de manœuvre au législateur dans l'organisation des collectivités territoriales métropolitaines, alors qu'en revanche, en voulant protéger la spécificité de l'outre-mer, la loi fondamentale a limité la liberté d'action de ce même législateur.

Le paradoxe est étonnant : le conseil général de Guyane doit être élu comme celui de la Lozère, mais les conseillers de la collectivité territoriale de Corse peuvent l'être de manière bien différente de celles des conseillers régionaux de Poitou-Charentes. Les socialistes doivent aujourd'hui regretter de ne pas avoir attendu des jours meilleurs pour essayer de modifier le statut des départements d'outre-mer, à moins qu'ils ne soient, après cette décision, tentés de remettre en chantier la réforme qui avait échoué devant le Conseil constitutionnel en 1982.

L'usure, voire les contradictions, de la Constitution de 1958 apparaissent ainsi nettement. Comme sa révision est politiquement très difficile, les gouvernements ne peuvent compter, en attendant mieux, que sur la souplesse de la jurisprudence du Conseil constitutionnel.

هنا من الفصل

POLITIQUE

sur le statut de la Corse

Les réactions dans l'île...

BASTIA

de notre correspondant

Les organisations nationalistes publiques n'ont pas encore réagi, vendredi 10 mai, à l'annulation par le Conseil constitutionnel de l'article premier du nouveau statut de la Corse. A Cuneo, et l'ANC devenant d'expression dans la journée, tandis que le MPA juge que la situation est « grave » et justifie que le choix d'une position revienne à son congrès constitutif, qui doit se réunir dimanche à Corte.

En revanche, du côté des autonomistes, M. François Alfonsi, secrétaire général de l'UPC, conseiller régional, a affirmé jeudi : « C'est une décision coloniale de l'Etat français. L'Etat français fait à nouveau la preuve qu'il est l'Etat le plus rétrograde d'Europe. Cet article premier fonde la démarche politique du peuple corse. Nous avons toujours soutenu qu'elle en était la base politique essentielle, et donc la censure politique effectuée par les magistrats du Conseil constitutionnel fait tourner court un espoir de dialogue. Il s'agit donc d'un échec politique, qui est avant tout celui du gouvernement car le peuple corse existe, et il imposera sa réalité de toutes façons. »

Toujours parmi les partisans d'après l'article premier, M. Lau-

rent Croce, premier secrétaire de la fédération du PS de Haute-Corse, conseiller régional, a soutenu : « Galilée a été condamné pour hérésie, parce qu'il affirmait une réalité : la terre tourne. La décision du Conseil constitutionnel n'annule pas l'existence d'une communauté historique vivante : le peuple corse. Dans le cadre de l'unité nationale, les socialistes continueront le combat pour une nouvelle Corse, celle de la dignité, de la responsabilité, du développement économique et de l'espoir. »

M. Dominique Buccichio, conseiller régional, maire communiste de Sartène, a affirmé également : « Je ne peux être qu'un détracteur de la décision du Conseil constitutionnel sur l'article premier, la simple raison que les fédérations de Corse du PC français et le groupe parlementaire avaient adhéré à cette idée que nous défendons depuis longtemps. Cela dit, la loi ne se doit pas d'être parfaite, comme il se doit, étant donné que ce qui est en jeu est important, c'est l'union d'action pour qu'il y ait un volet économique important afin de sortir la Corse de l'ornière. »

Parmi les adversaires de la reconnaissance du « peuple corse », M. François Giacobbi, sénateur

MRG, président du conseil général de Haute-Corse, et l'un des principaux pourfendeurs de l'article premier, a déclaré : « Quand vous reconstruisez le peuple corse à l'intérieur du peuple français, vous faites une distinction raciste ! »

De même, M. Emile Zuccarelli, député MRG de Haute-Corse et maire de Bastia, a affirmé : « La Constitution est incontestable. Il n'y a en France qu'un seul peuple. Il ne faut pas confondre unité du peuple et les possibilités qui restent dans le cadre de nos institutions, pour une région comme la Corse, de préserver, de défendre son identité culturelle, ses spécificités de tradition, de langue, de paysage, d'architecture. Tout cela reste valable, et la collectivité reçoit les moyens de défendre ces particularités. »

Enfin, M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député RPR de Corse-du-Sud, président de l'Assemblée de Corse, a indiqué : « C'est un grave échec pour le gouvernement et pour tous ceux qui ont soutenu ce projet et je me réjouis de ce que le droit constitutionnel ait prévalu contre l'initiative politique du PS et de ceux qui se sont associés à ce projet. Maintenant, il reste à tout refaire. Ce statut nouveau est une coquille vide. »

M. C.

... et sur le continent

En cette période d'anniversaire élyséen, l'opposition salue avec plaisir la décision du Conseil constitutionnel. Le RPR y voit une sanction directe contre le chef de l'Etat. M. Pierre Mazeaud, rédacteur du recueil des lois, estime que M. Mitterrand a été sanctionné « car c'est lui qui a tenu à ce que cette disposition figure dans l'article premier de la loi ». « J'ai suffisamment dit au Parlement, a-t-il expliqué, qu'on ne réglait pas les problèmes de sécurité et d'ordre par des statuts particuliers. » Le Conseil constitutionnel a sanctionné une politique néfaste, qui mettait en cause l'unité de la Corse et était préjudiciable à la Corse et aux Corsais », a affirmé, quant à lui, M. Jacques Chirac.

Pour M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, la décision vaut « implicitement une condamnation de la politique suivie depuis trois ans en Corse par le gouvernement ». « Les ministres de l'intérieur successifs, et surtout Pierre Joxe, n'ont pas cessé

de s'incliner devant les revendications nationalistes », a-t-il expliqué sur France-Info, ajoutant : « Le gouvernement avait maintenu cette notion car il avait pris des engagements envers les séparatistes en contrepartie d'un sursis à exécution de la loi. Mais, comme ces attentats n'ont jamais cessé en Corse. »

Quant à M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, il a estimé que cela donnait « un coup d'arrêt à la politique Mitterrand-Joxe-Marchand ». « C'était une politique de tractations avec les autonomistes et les indépendantistes, une politique d'impulsion calculée de l'Etat, a-t-il expliqué sur RTL. Je suis aujourd'hui un citoyen heureux d'un peuple soumis à une seule loi. La Corse fait partie intégrante de la République française. Le droit d'entendre la voix de la Corse à part entière se réjouissent de cette décision. » M. Roger Cérad Schwartzberg, président d'honneur du MRG et

député du Val-de-Marne, s'est également félicité de la décision des « neuf sages », en soulignant le fait que les radicaux de gauche « ont toujours considéré que cette nation était la contradiction avec le principe de la République indivisible ». « Cette nation comportait un risque pour l'unité nationale en créant un précédent dont d'autres auraient pu se réclamer, notamment en Bretagne et au Pays basque », a-t-il expliqué.

M. Philippe Marchand, a quant à lui, jugé, vendredi 10 mai, que le Conseil constitutionnel « n'avait pris aucune décision qui mette obstacle à la mise en place de la nouvelle structure régionale ». Interrogé sur l'actualité d'une recrudescence de la tension en Corse, le ministre de l'intérieur a souligné que « malgré la déception que ressentiront certains, chacun se met à l'œuvre pour l'avenir de la Corse ». « Maintenant ce qui importe pour moi, a-t-il conclu, c'est la mise en place du statut de la loi. »

Hauts risques

par Jean-Louis Andréani

Pour bon nombre de Corsais, qui ont l'impression conviction de former un peuple à part, la décision du Conseil constitutionnel d'inscrire dans la loi le statut de la Corse, dans la longue série d'incompréhensions, voire de mauvais traitements, de la part de Paris, qui a marqué les relations entre la Corse et le continent depuis que l'île a été, en 1769, rattachée à la France.

Pour eux, cette nouvelle évanescence d'autant plus douloureuse qu'elle marque une sorte de point de non-retour : pour la République française, le peuple corse n'existe définitivement pas. Si l'on considère que, d'après plusieurs sondages d'opinion récents et de trente ans de présence de la France en Corse, les Corsais de moins de trente ans se sentent en majorité très attachés à l'idée d'un « peuple corse » ; si l'on ajoute que les autonomistes, les communistes et une partie des socialistes partagent ce sentiment, la déception risque d'être assez largement ressentie dans l'île.

Certes, une partie des Corsais, notamment dans les générations les plus âgées, s'inquiétaient d'une telle reconnaissance, dont ils craignaient qu'elle ne précède à l'abandon de la Corse par la France. D'autres Corsais y étaient même farouchement opposés. Sénateur MRG de Haute-Corse, M. François Giacobbi, leur porte-parole, a gagné sur ce point, même s'il a perdu sur d'autres, comme la refonte des listes électorales. Il semble, toutefois, se garder de tomber dans un « triomphisme », qui inquiéterait Paris, dans la mesure où cela reviendrait à jeter de l'huile sur le feu, alors qu'autonomistes et nationalistes sont en crise et que la Corse entre dans une nouvelle période à hauts risques.

Il est clair, en effet, que les nationalistes prendront très mal l'annulation de l'article premier : la reconnaissance du « peuple corse » était une revendication constante et essentielle pour eux. Iront-ils jus-

qu'à ramener en cause le « trêve perdue » aujourd'hui en vigueur, selon l'expression de l'un des nationalistes, à la responsabilité de la Corse ? Il est d'autant plus difficile de répondre à cette question que la famille nationaliste est profondément divisée. Les plus radicaux ne prendront pas la peine de dissocier l'exécutif du Conseil constitutionnel : le jugement que le gouvernement a emporté la semaine dernière que le Conseil constitutionnel exprimait la vraie nature de l'Etat colonialiste français.

Male le surprise désagréable, pour Paris, peut venir des nationalistes « modérés » du MPA, qui encouraient jusqu'ici les sarcasmes des « durs » d'A Cuneo Nazunista, à cause de leur attitude relativement ouverte vis-à-vis de la démarche gouvernementale. Pour le MPA, le choc est rude, plus peut-être que pour A Cuneo, de tous les façons beaucoup plus critique. Dans son hebdomadaire « Pensée », 11 avril, le MPA jugeait et acquiesce à la reconnaissance du peuple corse, « à moins d'un incroyable coup de Trafalgar venant du Conseil constitutionnel ».

Le coup de Trafalgar ayant eu lieu - à la grande surprise, semble-t-il, non seulement du MPA mais aussi d'A Cuneo - les nationalistes peuvent oublier leur et faire bloc contre l'Etat dans une reprise de l'action armée de la part de leurs clandestins (1). C'est le scénario catastrophe.

Hypothèse exactement inverse : les nationalistes ravalent leur déception, tiennent compte de ce que cette défaite symbolique n'annule pas les avancées institutionnelles du statut et décident de s'insérer dans le processus démocratique en préparant, comme les autres forces politiques de l'île, les élections de 1992.

Il peuvent être encouragés dans cette attitude par le fait que la

refonte des listes électorales - essentielle à leurs yeux - a été acceptée par le Conseil constitutionnel et modifie les règles du jeu. C'est précisément pourquoi le RPR et le MRG de Corse, les deux forces politiques traditionnelles qui s'opposent à cette refonte, ont opposé à cette refonte. C'est pourquoi la ministre de l'intérieur ou l'intention de s'y atteler avec encore plus de rigueur que ce qui était prévu.

Entre ces deux hypothèses extrêmes, se glissent de multiples hypothèses intermédiaires fondées, notamment, sur le maintien de la division à l'intérieur de la famille nationaliste et l'adoption, par les différents mouvements, de stratégies différentes.

Le gouvernement, à l'inverse, ne peut adopter qu'une seule ligne de conduite. Il devra mettre à profit l'année qui va s'écouler avant l'entrée en vigueur du statut pour convaincre que l'Etat, cette fois, est vraiment décidé à assurer le développement économique de l'île, conformément à ce qu'a promis M. Philippe Marchand.

L'entourage du ministre assure même que de « nouvelles avancées culturelles, politiques », dans la pratique quotidienne, sont réalisables, afin que le renforcement de la présence de l'Etat en Corse ne se traduise pas seulement par une action plus ferme de la police et de la justice, qui devront, pour leur part, faire face à une éventuelle aggravation de la tension sur le plan de l'ordre public. M. Marchand n'a pas fini d'entendre parler de la Corse...

(1) Le MPA et A Cuneo sont les deux principales organisations nationalistes publiques, auxquelles il faut ajouter l'ANC. Le MPA et A Cuneo soutiennent chacun une organisation clandestine : le FLNC « canal habillé » pour le MPA, le « FLNC » « canal historique » pour A Cuneo. Il y a une troisième organisation clandestine, « Resistanza ».

LES 10 ANS DU 10 MAI

BIBLIOGRAPHIE

La quête déçue de M. Léotard

M. François Léotard ne fait décidément rien comme les autres et l'on devine que cette seule distinction suffit à son bonheur. L'énigme « Léo » se nourrit de paradoxes et l'on perçoit que cela le comble d'aise.

Dans un monde politique où tout est bruit et fureur, le maire de Fréjus admet par-dessus tout le silence, le seul ami qui, en politique comme ailleurs, ne trahisse jamais. Quand chacun se dispute au pied du maître de cocagne, M. Léotard, il déserte subitement la présidence du Parti républicain pour faire retraite. Quand tout est plus qu'un image, formes et voluptés, la voilà qui se fonce à l'âme perdue et plume menue dans l'écriture, cette oasis de l'homme d'action.

A l'heure où l'on se presse pour complimenter ou vilipender la gent mitterrandienne à coups de petites phrases et de raccourcis gratuits, M. Léotard livre ainsi à la réflexion collective une grosse centaine de pages distillant avec une légèreté d'écriture assez rare ses impressions sur les dix années socialistes passées. Il y révèle un sonnet politique où l'écriture personnelle semble par trop teinte pour un luxe, une perte de temps, sinon une gageure. M. Léotard a l'art du mot, le goût de la formule bien faite et de la référence utile. Le seul risque serait qu'il en abuse.

A la poursuite des chimères

Il ne faudra pas s'étonner de voir ce talent déployé dans sa première floraison publique pour le seul « sujet » qui vaille à ses yeux : le dénouement. M. François Mitterrand, Car M. Léotard n'a jamais caché plus qu'il avait pour le président de la République une sorte de révérence de l'art pour l'art hooorant, comme il le confiait voici quelques années, cet homme « qui

le frappe par son monisme du verbe » (1). Et l'on sent qu'en guise de reconnaissance, ou à défaut de récompense, l'auteur voudrait bien, à présent, recueillir du maître quelques observations gratifiantes le confortant sur ce bon chemin.

Son propos n'est pourtant pas tendre. Sur ce pré carré du verbe, sa plume s'élève dans ces limites littéraires qui somme toute rendent moins cruelles les évidences. Comme jadis le prince à son souper, c'est une adresse au chef de l'Etat que M. Léotard fait dépecher par poste républicaine, avec la forme délicate mais respectueuse que ce genre de correspondance contient.

La charge est belle et anible. Modestie suprême, elle se veut celle, comme disait Camus, d'un « homme moyen », avec une exigence, celle d'une France droite et fière. Appellant à la ressource Sainte-Beuve, Stendhal, Victor Hugo et bien d'autres, M. Léotard dresse gravement le bilan du « pont de l'Etat » de l'opposition qui l'espère déçu de la fin de siècle, tenant la rédaction d'un nouveau « Coup d'Etat permanent ». Mitterrand lui pardonnera ce coup d'Etat recréé, cette façon de vouloir convaincre avant de désertir ou de vaincre.

Spéctateur engagé dans ce théâtre d'illusions, M. Léotard a encore le mérite, au la naïveté, de croire à une sorte de romantisme politique qui, inspiré d'un Chateaubriand ou d'un Lamartine, se déverserait dans une ardeur à poursuivre la séduction des chimères avec un cœur se hâtant de ses propres sauteries. Ce n'est pas, tant s'en faut, le chemin le plus aisé.

L'ultime appel

Cet écrit-là résonne en définitive comme l'ultime appel, la dernière quête à un homme sur le départ : « Laissez-vous aller, dites ce que vous ressentez, écoutez cette voix qui un jour vous a permis - contre tout le monde - de rompre avec la peine de mourir. » M. Léotard, au bout de ces dix ans, aurait pu user un « J'accuse » de fin de siècle, tenter la rédaction d'un nouveau « Coup d'Etat permanent ». Mitterrand lui pardonnera ce coup d'Etat recréé, cette façon de vouloir convaincre avant de désertir ou de vaincre.

Spéctateur engagé dans ce théâtre d'illusions, M. Léotard a encore le mérite, au la naïveté, de croire à une sorte de romantisme politique qui, inspiré d'un Chateaubriand ou d'un Lamartine, se déverserait dans une ardeur à poursuivre la séduction des chimères avec un cœur se hâtant de ses propres sauteries. Ce n'est pas, tant s'en faut, le chemin le plus aisé.

DANIEL CARTON

(1) Cf. le livre d'entretiens avec M. François Léotard à mots découverts. Editions Grasset, 1987.

Adresse au président des Républiques françaises, de François Léotard. Quai Voltaire, 138 p., 80 F.

Le FN dresse le bilan d'un « échec total »

M. Jean-Marie Le Pen devait fêter le dixième anniversaire de l'élection de M. François Mitterrand en tant que ministre à la présidence de la République vendredi 10 mai, au lieu de la profanation du cimetière juif de Carpentras, qui s'était déroulée dans la nuit du 8 au 9 mai 1990. Le président du Front national devait prendre la tête d'une manifestation, se déborder d'oprémi, à Paris, devant le théâtre Marigny, qui jouait l'Elysée. En fin d'après-midi, no rassemblement d'extrême droite a réuni un document d'une soixantaine de pages intitulé : « Histoire de dix ans de l'Etat français ». Le titre est un peu décevant, car le document ne traite que de la politique de la France de 1980 à 1990, face au pouvoir de Mitterrand, à l'endroit où s'élevait le vélodrome d'hiver (1).

Le parti d'extrême droite a rédigé un document d'une soixantaine de pages intitulé : « Histoire de dix ans de l'Etat français ». Le titre est un peu décevant, car le document ne traite que de la politique de la France de 1980 à 1990, face au pouvoir de Mitterrand, à l'endroit où s'élevait le vélodrome d'hiver (1).

Ce document, rédigé sous la direction de M. Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique et président du groupe du Front national au conseil régional d'Ile-de-France,

traite prioritairement de l'évolution de la criminalité, de l'immigration, des omissions étrangères, mais aussi, de l'environnement, des prévisions obligatoires, du chômage, de la démographie, des retraites, de la fonction publique, de la santé, de l'agriculture, des logements et de la défense.

Selon le Front national, la justice est « affectée par les manipulations du pouvoir. Son manque d'indépendance et sa syndicalisation orientée ont fait perdre son caractère sacré ». « La morale publique n'existe plus », « la nation elle-même est sapée dans ses fondements. L'immigration, qui ne cesse de se développer comme une invasion permanente et silencieuse, est en train de détruire la communauté nationale ». « L'intégration européenne, telle qu'elle est pratiquée à Bruxelles, compléte la destruction de la nation ». « La famille a perdu toute priorité », « l'armée est sinistrée », « l'éducation nationale est en pleine crise ». Bref, « toutes les institutions sont en crise ».

(1) Les 16 et 17 juillet 1982, la police française arrêta seize mille juifs - hommes, femmes, vieillards et enfants - furent dirigés vers le vélodrome d'hiver, avant d'être parqués au camp de Drancy puis déportés à Auschwitz.

Dans le « Corriere della sera »

« La France a fait la paix avec elle-même »

« En 1981, Mitterrand a hérité d'une France dévorée par l'idéologie », estime le correspondant du Corriere dello zero qui écrivait, mercredi 8 mai : « Encore aujourd'hui, dix ans après, la politique divise les Français. Mais les oppositions idéologiques ont perdu de leur fascination. Une trêve que François Mitterrand incarne plus que tout autre, et pas seulement en France. Un historien certainement non partisan comme Furet a écrit qu'avec la présidence socialiste de la V^e République, le cycle révolutionnaire initié en 1789 s'est interrompu au bout de deux cents ans. Le seul fait qu'en 1982, grâce aux convictions morales de Robert Badinter, le point de mort ait été aboli, montre à quel point la France, aujourd'hui, a fait la paix avec elle-même. »

M. Méhaignerie pour une autre majorité avec M. Rocard. M. Pierre Méhaignerie a affirmé, jeudi sur O'FM, qu'il serait « très heureux de travailler » avec M. Rocard si ce dernier quittait le Parti socialiste, ce qui ne semble de temps en temps opposer à l'Assemblée nationale et ailleurs, pour qu'il ne quitterait-il pas le PS pour faire une autre majorité, mais je ne le rejeterais pas », a-t-il dit.

Dans l'éditorial, Claude Cabanes, souligne, à cet effet, que « la gauche dispose désormais d'un otage inévit » car « les communistes français ne sont plus ce qu'ils étaient ». Enfin, l'Humanité publie une interview de M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme.

Le Monde des PHILATÉLISTES

MAI 1991

DOSSIER

LES TIMBRES ET LES CARTES POSTALES CITROËN

- Histoire postale : l'exposition coloniale de 1931 à Paris.
- Les timbres perforés d'Alsace-Lorraine.
- Collections : les carnets de timbres des tics Anglo-Normandes.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



LE MONDE

LES 10 ANS DU 10 MAI

Têtes d'affiche

Que sont devenus les dix militants qui entouraient le candidat sur les panneaux publicitaires de la campagne ?

Après avoir comparé les décennies présidentielles du général de Gaulle et de M. Mitterrand, dressé le bilan politique, économique et diplomatique des dix dernières années, présenté le point de vue de plusieurs ministres de la « cohabitation » et tracé le portrait de trois proches collaborateurs du chef de l'Etat, M. Guigou, MM. Védrine et Bienco (le Monde des 7, 8, 9 et 10 mai), nous examinons le façon dont les hommes et les femmes de la « génération Mitterrand » se sont emparés des leviers de commande dans l'Etat et dans la société — même si certains des compagnons de la première heure ont connu des destins obscurs.

Pour la droite, ce furent les « dix salopards », les deux femmes et les huit hommes — une proportion à l'égard des féministes — qui aidèrent François Mitterrand à exprimer que, pour monter à l'assaut de l'Elysée, il était à la tête d'une équipe. Dans les semaines qui précéderont le « joli mois de mai », les panneaux publicitaires se couvrirent d'une double affiche « 4 sur 3 » prouvant que le candidat des socialistes ne gravissait pas « l'autre chemin » en solitaire.

Comme toujours, l'idée était de Jacques Séguéla, grand prêtre de la publicité socialiste. Dans un entretien publié dans la *Politique à l'Affiche* (1), il explique : « Face à Giscard d'Estaing, accusé d'avoir gouverné la France en monarchie, il fallait présenter François Mitterrand comme l'homme de la concertation. Le socialisme, c'est d'être intelligent à plusieurs (...). L'affiche renfermait déjà tous les signes de la campagne. Un ciel en bleu, blanc, rouge et un slogan simple et poétique : « L'autre chemin ». C'était l'affiche du physique ; le changement tranquille. Hélas ! je n'ai pas pris de rug. Le résultat fut une pantalonnade. Je voulais présenter les hommes du président en chair et en os. Je ne m'attendais pas à ce que les hommes du Musée Grévin... »

Le panel était pourtant astucieusement choisi. Par ordre d'entrée en scène (de gauche à droite) : un amoureux de la nature qui se bat depuis toujours contre les risques que l'homme fait courir à son environnement (Haroun Tazieff) ; un diplomate de haut rang, familier de l'Europe et qui, comme il fut le chef de cabinet du président du conseil de la paix en Indochine, apportait l'héritage du mitterrandisme (Claude Cheysson) ; un docteur en droit spécialiste de la fonction publique, au maintien très BCBG (Catherine Lalumière) ; le candidat lui-même, « *renon* » pour les militants socialistes, mais pas encore Dieu.

Vient ensuite : un jeune universitaire, qui a su arracher sa bonne ville, bourgeoise, dans l'Ouest catholique de sucreries, Rennes, à la droite lors des muni-

cipales de 1977 (Edmond Hervé) ; un homme d'expérience qui, doté d'une modeste licence, fait jeu égal avec les plus brillants technocrates, qui, pour avoir été à la Banque de France, rassure les patrons sur l'orthodoxie financière de la politique économique qui sera suivie et qui, pour avoir été un des plus proches collaborateurs de Jacques Chaban-Delmas, apporte son expérience du pouvoir et témoigne, déjà, de l'ouverture de la nouvelle équipe (Jacques Delors) ; un médecin, passé de l'invention de la survenue à la défense du milieu marin et à la protection de l'environnement (Alain Bombard) ; un vieux compagnon de route de François Mitterrand, qui a l'étoffe d'un avocat d'avoir, non sans mal, converti les socialistes à la dissuasion nucléaire, et qui est donc apprécié des militaires (Charles Hernu) ; une brillante juriste du Conseil d'Etat, spécialiste des

Thureau. Les ordinateurs des politiciens et des instituts de sondage ont dû tourner des heures pour arriver à un tel résultat. Jacques Séguéla peut être fier. Il l'est, puisqu'il fait remarquer que trois mois après cette campagne d'affichage sept de ses vedettes ont été nommés ministres.

Sept ministres, d'entrée

Le passage d'Alain Bombard au secrétariat d'Etat à l'environnement a été plus rapide que sa traversée de l'Atlantique : ce naufrage volontaire, il a duré qu'un mois, le temps de la campagne des législatives. Député européen, il n'en veut pas aux socialistes d'avoir été, comme il l'a reconnu lui-même, « manipulés » pendant quelques semaines.

Ministre de la solidarité nation-

président de la Commission de Bruxelles, il a rang de chef d'Etat et qu'en cette période décisive pour la construction européenne il est apparu comme un nouveau « père de l'Europe ».

Ministre des relations extérieures dans les gouvernements de Pierre Mauroy puis pendant quatre mois et demi sous Laurent Fabius, Claude Cheysson a dû se contenter, un temps, de retrouver le poste de commissaire des Communautés européennes qu'il avait quitté le 10 mai 1981, puis de s'engager au sein du gouvernement de la gauche. Il a critiqué l'engagement trop pro-américain à ses yeux de la France dans la guerre du Golfe et s'est laqué, avec Max Gallo et Charles Fiterman, dans une entreprise de « refondation » de la gauche.

Charles Hernu aurait pu rester,

lorsque, après l'intermède Chirac, la gauche est revenue aux affaires. Depuis 1986 il se contente de siéger à l'Assemblée nationale et de gérer sa ville de Rennes.

Catherine Lalumière a virevoité, de 1981 à 1986, au gouvernement, de la fonction publique où elle fit un passage rapide à la consommation puis aux affaires européennes. Depuis 1989 elle est secrétaire générale du Conseil de l'Europe.

L'agriculteur et l'ouvrier oubliés

Haroun Tazieff a goûté, lui aussi, mais avec retard, aux plaisirs gouvernementaux dans l'équipe de Laurent Fabius en qualité de secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs.

Puis il a accepté de mettre sa compétence au service d'Alain Carignon, ministre RPR de l'environnement dans le gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac, puis au conseil général de l'Isère, où l'ancien compagnon d'affiche de François Mitterrand s'est fait élire, en 1988, contre le candidat de la gauche.

Comme souvent dans la politique française, les deux seuls oubliés ont été l'ouvrier et le paysan. Jean Oehler doit se satisfaire, depuis 1981, de son mandat de député du Bas-Rhin.

Aux municipales de 1988, il a été contraint de laisser sa place de leader des socialistes strasbourgeois à Catherine Trautmann, afin de faciliter la conquête de la capitale alsacienne. Quant à Bernard Thureau, sa modestie et sa fierté de militant lui permettent de se contenter du mandat de député européen que lui a laissé, en juin 1981, Edith Cresson, lorsqu'elle est entrée au gouvernement.

THIERRY BRÉHIER

(1) *La Politique à l'Affiche*, par Jean-Marie et Philippe Benoit, et Jean-Marie Lech. Editions Du May, 1986.



questions sociales et de l'immigration (Nicole Questiaux).

Les deux derniers : pour ne pas désespérer Billancourt, un ouvrier — mais il milita à la CFDT — alsacien, de cette province plutôt rétive à la gauche, et qui parle le dialecte, ce qui plaît aux régionalistes (Jean Oehler) ; enfin, car il ne faut jamais l'oublier, un agriculteur, qui a pris des responsabilités importantes dans sa profession : il est plus qu'un simple membre de la FNSEA, mais tant pis, car il est clair que de ce côté il n'y a pas grand-chose à gagner (Bernard

Thureau). Les ordinateurs des politiciens et des instituts de sondage ont dû tourner des heures pour arriver à un tel résultat. Jacques Séguéla peut être fier. Il l'est, puisqu'il fait remarquer que trois mois après cette campagne d'affichage sept de ses vedettes ont été nommés ministres.

« Père la rigueur » des débuts du premier septennat, Jacques Delors, qui se voyait bien succéder à Matignon à Pierre Mauroy dont il était ministre de l'économie, des finances et du budget, a été la victime, en 1984, du bouleversement gouvernemental (Laurent Fabius premier ministre et Pierre Bérégovoy aux finances). Il n'a pas perdu au change puisque, en qualité de

tranquillement au ministère de la défense si, un jour de juillet 1985, dans un port de Nouvelle-Zélande, des nageurs des services spéciaux français n'avaient saboté le *Rhinocéros*. Confronté à la démission le 20 septembre 1985, il est décédé le 17 janvier 1990.

Après deux petites années passées au ministère de l'énergie (faire renoncer à la construction de la centrale de Flageol par un élu breton, c'était de la bonne politique), Edmond Hervé est devenu le spécialiste de la santé pour le reste de la première législature socialiste. Mais il n'a pas retrouvé son mini-

Une génération aux commandes

Suite de la première page

A cette mise à jour près, la typologie des trajets recensés par M. Dagnaud et Mehrl reste valable.

La « génération Mitterrand » des gens de pouvoir — haute hiérarchie des cabinets, directeurs d'administration, responsables d'organismes publics ou parapublics, patrons du secteur financier et industriel contrôlé par l'Etat ou dépendant de lui, dirigeants de médias ou d'entreprises de « communication » — est composée de quelques compagnons de longue date du président de la République ; d'anciens « experts » des commissions d'études du PS, comme M. Bernard Gaudillère, aujourd'hui président de la Banque régionale de l'Ouest ; d'anciens membres de cercles ou clubs de hauts fonctionnaires, comme M. Pierre-Yves Cossé, commissaire au Plan ; et, dans une moindre mesure, d'anciens militants, qui ont bénéficié de promotions administratives.

En 1986, l'une des principales préoccupations de M. Mitterrand, après la formation d'un gouvernement de droite, est que celui-ci n'entreprene pas de faire la chasse à ceux que la gauche a mis en place ou qui avaient accepté de travailler avec elle. Les nominations, sur lesquelles le président de la République veille jalousement, ont été l'occasion de quelques-uns des accrochages de la cohabitation, en dépit de la promesse de M. Jacques Chirac d'agir « avec le plus petit compresseur (2) ».

La troisième alternance, qui a vu la gauche reprendre les leviers gouvernementaux et parlementaires du pouvoir, a marqué une évolution dans la pratique du « système des dévoués » à la française. Les bénéficiaires de la période Chirac n'ont pas tous eu à souffrir de la défaite de la droite face à un président qui avait fait campagne contre « les paris qui veulent tout » et promis l'« ouverture ».

Les fonctionnaires et les responsables économiques dépendant de l'Etat ont éprouvé, eux aussi, à cohabiter d'un bord politique à l'autre,

et les socialistes ont dû accepter, bon gré mal gré, de laisser de la place à leurs adversaires. L'épisode le plus haut en couleur, dans cet ordre de choses, a été la désignation du PDG de la télévision publique par le CSA, qui a choisi, en 1989, un étranger à la gauche, M. Philippe Guillaumet.

Bien qu'il ait cru apaiser le courroux des socialistes en prenant pour directeurs généraux deux anciens des cabinets les plus élevés — M. Jean-Michel Gaillard ayant appartenu à celui de l'Elysée, M. Dominique Alduy à celui de Matignon — M. Guillaumet, quels que soient les reproches qu'il peut s'adresser à lui-même, a eu à subir une campagne de dénigrement permanente.

Si l'audiovisuel privé et public demeure un champ d'affrontements où les affinités politiques jouent un rôle décisif, il n'a pas tout fait de même dans les secteurs financier et industriel. Un voyage dans les couloirs du pouvoir économique montre qu'après dix ans de « socialisme », les principales manettes de la puissance économique ne sont toutes ni par des proches de M. Mitterrand, ni par une armée de militants socialistes.

En revanche, le « choc de 1981 » a provoqué une importante redistribution dans l'establishment français : les *baby-boomers* roses — les hommes et les femmes nés au lendemain de la seconde guerre mondiale — ont profité d'une promotion rapide, d'un généreux coup d'accrocher. M. Ambroise Roux a pris sa retraite. M. Jean Peyrelevade est arrivé.

Bien que très fidèle en amitié, M. Mitterrand n'a guère profité de sa position à l'Elysée pour favoriser ses proches dans l'appareil économique. Hormis quelques très rares exceptions (M. André Rousselet à Canal-Plus, Jean-Pierre Aubert au CFC-Paris, René Thomas à la BNP...), il n'y a pas de véritable « génération Mitterrand » dans le club des patrons influents de l'économie française. Les industriels du secteur privé que l'on disait proches des socialistes avant 1981, comme feu Jean

Riboud, le PDG de Schlumberger, n'ont non plus véritablement bénéficié, dans leur propre carrière, de l'élection de leur champion.

Un coup de jeune

La décennie Mitterrand a profondément modifié, cependant, la composition de la nomenclature qui détent le pouvoir économique. Elle s'en est enrichie de peu, mais, très nettement, elle a été renouvelée. Il y a eu un formidable effet de génération. Les *baby-boomers* ont été brusquement propulsés à des postes de pouvoir », remarque M. Denis Kessler, un exemple type du phénomène. A l'âge de trente-trois ans, président de la puissante Fédération française des sociétés d'assurance.

Certes, entre 1981 et 1984, le PS a placé de nombreux hommes à lui aux principaux postes économiques sur lesquels le pouvoir politique est en jeu : à la direction de la FNSEA, à la tête de la puissante Fédération française des sociétés d'assurance. Mais les nationalisations, notamment bancaires, ont été l'occasion de nominations de personnalités davantage reconnues pour leur qualité politique que pour leurs qualifications professionnelles.

Mais l'aggravation des socialistes de 1983 a eu plutôt des conséquences inverses. Alors qu'il détiendait encore une influence directe ou indirecte sur le tiers de l'économie nationale, l'Etat a accordé désormais la priorité au professionnalisme. Globalement, dans l'économie nationale, les hommes liés directement au PS sont peu nombreux.

Comme dans l'ancien régime, le passage par un cabinet ministériel s'est avéré efficace. M. Robert Lico (du cabinet Mauroy) est, depuis 1982, à la tête de la puissante Caisse des dépôts et consignations. M. Jean Peyrelevade (Mauroy) est PDG de l'UAP, la principale compagnie publique d'assurances. M. Daniel Lebègue (Mauroy) est directeur général de la BNP. M. Schweizer (Fabius) est le numéro deux de Robault, l'assurance de la banque de France. M. Worms chez Suez et M. Mestrallet (Delors) Davignot à la Générale de Belgique. M. Gallois (Chevenement) préside la Sacma. Le Floch (Dreyfus) Elf-Aquitaine. M. Carrel (Bérégovoy) la banque Hervet. M. Lyon-Caen (Rocard) dirige le Crédit national et M. Blanc (Rocard) la RATP...

Certains ont évité le passage par les cabinets, comme M. Alain Gomez, le président de Thomson, M. Francis Lorentz, celui de Bull, ou M. Michel Albert, le patron des AGF. Le pouvoir socialiste a pourtant nommé ou laissé à des postes d'influence à sa disposition des hommes éloignés de ses options politiques comme l'ancien directeur de cabinet de M. Edouard Balladur rue de Rivoli, M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, M. Jacques de la Rosière, gouverneur de la Banque de France, M. Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais, M. Jean-René Fourtout, de Rhône-Poulenc, ou M. François Heilbronn, du GAN.

« La gauche a déstabilisé l'establishment de l'ancien régime en y introduisant un nouveau profil », estime un économiste, M. Elie Cobo. S'il se voit pas très éloigné sociologiquement de leurs prédécesseurs, les nouveaux dirigeants promus par la gauche ont fait les mêmes erreurs, « même si on peut relever un léger recul des *grands corps* » (inspection des finances, X, Mines...).

De gauche ou de droite ? Patrons d'abord !

Ils ont, souvent, un passé de militants socialistes, mais ils sont, surtout, plus jeunes. « Nos interlocuteurs étrangers sont souvent impressionnés par la jeunesse des patrons français », reconnaît l'un d'eux, qui a eu à négocier avec des dirigeants de groupes japonais. Le choc Mitterrand a propulsé à la tête de grandes entreprises des patrons relativement jeunes comme M. Louis Gallois (Soeema, quarante-sept ans), M. Bernard Attali (Air France, quarante-sept ans) ou M. Jean Peyrelevade (UAP, cinquante et un ans). Il est rare de trouver aux Etats-Unis, au Japon ou en Allemagne des PDG aussi jeunes à la tête d'entreprises comparables.

Ces patrons promus par la gauche sont-ils des patrons de gauche ? « Il est impossible, même au microscope électronique, de distinguer un patron de gauche d'un patron de droite », ironise M. Elie Cobo, qui ajoute : « Par rapport à leurs aînés, ils sont curieusement d'un capitalisme moderne, de mouvement, conquérant et européen. On les retrouve d'ailleurs, désormais, au sein du CNPF : M. Lebègue y fait partie de la commission économique. M. Frédéric Siot-Gours (ex-directeur de cabinet du ministre du budget, M. Emmanuel, et aujourd'hui directeur

général d'Automobiles Peugeot) participe à la commission fiscale du patronat, et M. Claude Vincent (ex-PDG de la CGCT) a été chargé d'un groupe de travail sur les télécommunications.

« Nous sommes, il est vrai, très business-minded », explique pour sa part M. Peyrelevade, celui que certains considèrent déjà comme le pivot du nouvel establishment français. Il reste convaincu que subsistent des différences entre patron de gauche et patron de droite. Refusant d'être assimilé à des hommes comme M. Bernard Arnault (PDG de Louis Vuitton-Moët-Hennessy), M. Jacky Leterrier (PDG de la banque Darnley) ou M. Vincent Bolloré (PDG de Bolloré-Technologies), des capitalistes propriétaires de leurs propres affaires, il estime avoir une vue à plus long terme des activités qu'il mène dans l'entreprise. « Nous ne vivons sans doute pas nos relations avec le pouvoir syndical de la même façon », observe-t-il encore.

Très minoritaires, mais puissants par les leviers dont ils disposent, ces hommes, qui doivent une partie de leur promotion au pouvoir socialiste, se sentent-ils une dette à l'égard du PS ? « D'une façon générale, ils ne se sentent pas une dette à l'égard du PS », répond-il en chœur. « L'intérêt de l'entreprise d'abord », ajoute M. Peyrelevade, qui a fait la démonstration en refusant, à l'automne 1988, de participer à l'offensive menée par M. Georges Pèbereau et M. Pierre Bérégovoy sur la Société générale.

L'échec du raid sur cette banque privée, dernier avatar des batailles de frontières entre l'Etat et le secteur privé, ou, selon une autre version, entre le PS et le RPR, a d'ailleurs sonné le glas de cette conception maoïschénne de la vie des affaires. Tout entier mobilisé au service du développement de la France, l'establishment n'est plus guère, aujourd'hui, traversé par des oppositions politiques internes. Il n'est pas sûr que cette paix soit définitive.

Dix ans d'exercice du pouvoir ou de présence au pouvoir — de la gauche ont permis à beaucoup de faire du chemin dans la vie et d'acquiescer à vivre. Une dure sélection s'est opérée, écartant des fonctions opérationnelles ceux qui répugnaient au réalisme ou aux mutations idéologiques des années

1983-1984. En sens inverse, les responsables administratifs, politiques, économiques déjà en place ou éloignés de la gauche ont pris l'habitude de travailler avec cette nomenclature rose, qu'ils ont su faire évoluer davantage, peut-être, qu'ils n'ont eux-mêmes changés. Cette intégration pourrait être remise en cause lorsque l'heure viendra, pour la droite, d'incarner à son tour l'alternance, à laquelle cette génération de quarante-cinq ans doit, depuis dix ans, son bonheur.

ÉRIK IZASLEWICZ et PATRICK JARREAU

(2) *Le Mariage Blanc*, par Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhonnau, Grasset, 1987.

DEMAIN

- Les vieux amis du Morvan, par JEAN-LOUIS SAUX.
- Les hauts et les bas de la popularité, par GILLES PARIS.

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde
 Comité de direction :
 Jacques Lemaire, gérant
 directeur de la publication
 Bruno Freppart
 directeur de la rédaction
 Jacques Guille
 directeur de la gestion
 Manuel Loubert
 secrétaire général

Rédacteurs en chef :
 Jacques Amalric
 Jean-Marie Colombani
 Robert Solé
 (adjoint au directeur de la rédaction)

Thomas Frenaud
 Philippe Harmanet
 Jacques-François Simon

Daniel Vernet
 (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
 Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
 Jacques Fauriol (1989-1989)
 André Laurens (1982-1989)
 André Fontaine (1988-1989)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
 15, RUE FALGUIÈRE
 75001 PARIS CEDEX 15
 Tél. : (1) 40-55-25-26
 Télécopieur : 40-55-25-29
 ADMINISTRATION :
 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
 92022 NANTY-SEINE-SAINT-DENIS
 Tél. : (1) 40-55-25-25
 Télécopieur : 40-50-30-10

صكرا من الاميل

SOCIÉTÉ

Les silences de Carpentras

Un an après la profanation de son cimetière juif
la sous-préfecture du Vaucluse balance entre l'oubli et l'exigence de vérité

CARPENTRAS
de notre envoyé spécial

Les herbes sauvages ont repoussé, drues, autour de la tombe de Félix Germon. Le marbre resté de la sépulture d'Emma Ulmann luit sous le timide soleil de mai. La nature a repris tous ses droits dans l'unique cimetière juif de Carpentras, redevenu, un an après sa profanation, le paradis des herbes folles et du silence éternel. Un lieu de paix où les tombes semblent avoir poussé ciles aussi au hasard depuis des siècles. La végétation a eu raison de la terre outrageusement remuée, et les pierres semblent avoir oublié le déferlement médiatique-politique de l'an passé.

Carpentras tout entière s'est mise aux abois. Mercredi 8 mai, à l'approche du premier anniversaire du drame, les responsables de la communauté juive ont posé pour quatre jours un cadenas sur le portail d'entrée déjà fermé à clé, afin de dissuader un peu plus les visiteurs, et la police a repris sa surveillance nocturne du cimetière. Le responsable de la synagogue est parti en vacances. Le maire, « injoignable », lui aussi, n'est apparu que pour déposer les gerbes du 8 mai au monument aux morts.

Même M. Félix Germon a fini par suivre la consigne et a quitté la ville après s'être fait filmer par la télévision sur la tombe de son épouse, un grand dam des juifs pieux de Carpentras, furieux de la voir se prêter à des mises en scène dans un lieu sacré au recueillement. La chronique locale n'a pas manqué de le faire, jour après jour, à l'anniversaire de la découverte de la profanation, qu'une vague cérémonie de l'honneur... des associations gymnastes de Vevey, ville suisse jumelle de Carpentras.

« Les coupables
sont parmi nous »

« Pourquoi voulez-vous que nous commémorions cet acte de barbarie ? », interroge M. Joseph Amar, vice-président de l'association culturelle israélite. Nous avons été agressés, comme d'habitude. Alors pourquoi faire un acte de fixation sur Carpentras qui est une ville très calme et tolérante ? Mais nous ne pouvons pas donner l'impression. Si dossier était classé, nous nous révol-

lions. » Faire toute la lumière mais surtout aucun bruit, telle est le mot d'ordre dans la communauté juive, traumatisée par la profanation, puis choquée par son exploitation politique.

Exorcisme
collectif

Carpentras n'a, du reste, jamais vraiment compris par quel mauvais coup du sort son nom, symbole de la pérennité et de l'intégration du judaïsme français, avait pu être soudain jeté en pâture au monde entier comme preuve de la résurgence d'un antisémitisme bestial. « La ville a souffert deux fois, d'abord de cet acte odieux, puis de la pression médiatique », assure le maire (UDF), M. Jean-Claude Andrieu. Désignée du doigt pour un sacrilège d'abord attribué à une cause extérieure - la recrudescence de l'extrême droite au plan national - la paisible sous-préfecture meurtrie, est essuie entrée en transes lorsque les enquêteurs, dès le mois de juin, ont commencé à interpellés des jeunes du cru adeptes des jeux de rôle macabres dans le cimetière juif.

Des « fils de bonne famille » forest mis en garde à vue, des noms circulant, ainsi qu'une photo de lycéens carpentrassiens,

drapés de noir, se livraient à une sarabande sur des tombes, mais le soupçon demeure aujourd'hui encore vivace. « Pourquoi a-t-on cherché les coupables si loin ? Ceux qui ont fait le coup sont parmi nous », s'entend-on répondre à l'heure du pastel. Pour sortir du cauchemar et de la culpabilité diffuse, on secoue, mais l'on cherche surtout à oublier. « Toute la ville est gênée, le sujet est parfaitement tabou », assure un lycéen de dix-neuf ans, amateur de jeux de rôle, qui fut interrogé par les enquêteurs en juin dernier. Comme d'autres jeunes, il justifie ses voyages dans des rôles de sciences-fiction par l'ennui propre à Carpentras, où les vacances scolaires s'étirent entre les trois cafés réputés « branchés », les deux cinémas récemment rouverts, et les « boîtes ».

Tout se passe comme si la profanation, en révélant les activités nocturnes et morbides d'une partie de la jeunesse, avait donné le signal d'un vaste et inhabituel déballage de liège sale, voire d'un « extrémisme collectif », selon l'expression de *Vaucluse matin*. Depuis l'automne dernier, la chronique carpentrassienne s'est enrichie de deux scandales touchant deux des mamelles de la ville : la truffe et le melon. L'adjoint (RPR) au maire chargé de la police a été inculpé pour avoir revendu des melons d'Espagne comme melons

de Provence, tandis qu'un autre élu, a été lui aussi ébloué pour avoir commercialisé au prix des truffes noires de vulgaires truffes blanches teintées au brou de noix. Le maire lui-même a fort à faire avec la liquidation des biens d'une société d'économie mixte qu'il préside. Sans compter, la soudaine mobilisation policière contre les trafics de main-d'œuvre étrangère clandestine au profit des maraichers, et les activités de maraichers de sommeil d'un militant local du Front national. D'où le fait que, après la profanation, Carpentras ne bruisse plus guère des rumeurs sur le cimetière juif. La ville préfère de beaucoup commenter sa crise municipale, les dégâts du gel sur les cerisiers et la vigne, et surtout le nouveau plan de circulation et ses multiples sens uniques qui scandalisent les commerçants.

« On ne saura
jamais »

La profanation, reconnait-on cependant ces derniers, d'a pas fait que du tort à la ville : les touristes, attirés depuis toujours par la cathédrale Saint-Siffrein, le synagoge, les charmantes ruelles et la proximité du mont Ventoux, seraient encore plus nombreux depuis on a fait étape à Carpentras. Le cimetière juif, discrètement implanté sur la route du Ventoux, est désormais signalé par les panneaux routiers.

Pourtant, la ville aurait préféré un autre genre de publicité. Dépitée et frustrée, elle oscille à présent entre la tentation de l'oubli et l'exigence de vérité. « Carpentras a tourné la page. La vie continue et nous voulons montrer que la ville est autre chose que le siège d'une profanation. Mais le sujet, qu'on sache la vérité. Sinon, le marque sera indélébile », prévient le maire. Faire éclater la vérité afin d'avoir la conscience totalement tranquille : l'idée ne déplaît pas aux Carpentrassiens, au contraire. Mais ils semblent sceptiques. « On ne saura jamais », résume un vieux vauclais à leur accent rocailleux. « On ne saura jamais », ont répété des lycéens lors d'un mini-soufflage dans une classe. Cette conviction, si elle peut témoigner de la crainte de révélations gênantes pour la ville, se nourrit aussi la conviction de se trouver devant une affaire pourrie, voire manipulée par le pouvoir politique, comme le martèle l'extrême droite.

D'où le snobisme de M. Guy Macary, conseiller municipal et régional du Front national, lorsqu'il évoque « l'effet boomerang » de « Carpentras » sur Carpentras et sa lumineuse idée de faire venir M. Le Pen sur place pour l'anniversaire de la profanation, qui a finalement tourné court, la grande salle polyvalente étant indisponible. Dans cette atmosphère de doute généralisé, M. Magdeleine Germon, la veuve de Félix Germon dont le cadavre a été outrageusement trahi par sa conviction : « Je ne veux pas mourir avant de connaître la vérité », répète cette solide femme de quatre-vingt et un ans, fille d'immigrés italiens catholiques, une constitution de partie civile vers un avocat parisien agent une ville qui voudrait, faute de la connaître, exorciser les fantômes de son cimetière juif. Et cesser d'évoquer l'horreur sans attendre que l'herbe de l'oubli envahisse les esprits à leur tour.

PHILIPPE BERNARD

UN VRAI JOURNAL DE PROGRAMMES

Le Monde

RADIO TELEVISION

Chaque samedi

numéro de dimanche-lundi

Au congrès des Unions de jeunes avocats

M. Nallet défend le projet de réforme de l'aide légale

Le 47^e congrès de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA), qui s'est ouvert mercredi 8 mai à Montpellier, s'achèvera le 12 mai avec l'élection du successeur de M. Didier Dalin à la présidence. Le congrès a raçu, jeudi 9 mai, la visite du ministre de la Justice, M. Henri Nallet, qui a défendu le projet, contesté par la FNUJA, de réforme de l'aide légale.

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale

Le garde des sceaux ne s'attendait sans doute pas à un accueil triomphal. A Montpellier, face aux jeunes avocats, M. Henri Nallet a été servi : à peine installé à la tribune, il a eu droit à un long concert de sifflets et de huées.

Entre la chancellerie et les jeunes avocats, les contentieux, il est vrai, ne manquent pas. Toutefois le mécontentement de la FNUJA s'est cristallisé sur la réforme de l'aide légale. Le projet de la chancellerie, qui a été adopté par l'Assemblée nationale le 30 avril dernier (le Monde du 3 mai), étend cette aide, qui garantit l'accès au droit des plus démunis, à tous les contentieux, toutes les procédures civiles, pénales, administratives ou disciplinaires. Les seuls d'accès en ont été revus : le plafond de ressources a été porté à 4 400 francs pour l'aide totale et à 6 600 francs pour l'aide partielle.

Le nombre de justiciables pauvres y a fait appel a du même coup énormément progressé : selon la chancellerie, l'aide est désormais accessible à 11,5 millions de foyers fiscaux contre 3,6 millions auparavant. Le budget total de l'aide légale, qui était de 400 millions de francs en 1991, devrait d'ailleurs passer à un milliard de francs en 1992 et à un milliard et demi en 1994.

Les avocats de la FNUJA restent pourtant réservés. Ce projet fait d'eux, affirme Didier Dalin, « des chibis pour une justice de troisième zone ». « L'accès au droit, ce n'est pas une gigantesque broderie avec des avocats en soldes et procédures en promotion, lance-t-il, c'est le rétablissement de l'égalité des chances entre justiciables. Cela signifie que l'on n'impose pas à l'avocat du plus pauvre de travailler en-dehors d'un seul de rentabilité de son cabinet. »

Les calculs des jeunes avocats de la fédération sont simples : si l'enveloppe consacrée à l'aide légale s'accroît, le nombre de bénéficiaires s'accroît aussi. Aux yeux de la FNUJA, la profession, qui dénonçait ces dernières années la très faible rémunération des commissions d'office, n'y gagne finalement pas grand-chose : les rémunérations versées aux avocats pour les dossiers de ces justiciables démunis sont jugées « dérisoires ». « Quelle entreprise pourrait survivre en rendant à perte - pratiquement au dénuement - à 30 ou 50 % de sa clientèle », conclut Didier Dalin.

La FNUJA dénonce également la mise à contribution des CARPA (les caisses anonymes des règlements pécuniaires des avocats), qui financent déjà certaines consultations gratuites et une part impor-

tante des dépenses de formation professionnelle. La position de la FNUJA est claire : le financement de l'accès au droit des plus démunis relève de l'Etat et de lui seul. La participation des CARPA est une mesure « démagogique, dangereuse et sans incidence réelle par rapport au coût de l'aide juridique », conclut M. Dalin avant de se tourner vers M. Henri Nallet.

Malgré les sifflets et les sours de la salle, le garde des sceaux s'est alors attaché à défendre cette réforme dont il est le parrain. Soulignant l'effort budgétaire sans précédent engagé par le gouvernement, M. Nallet s'est contenté de rappeler quelques chiffres. « Si-est-ce dit, compte tenu de la montée en charge progressive du financement budgétaire, de passer, pour une affaire prud'homale de 1 120 francs en 1992 et à une somme variant selon les barreaux entre 3 100 francs et 4 100 francs en 1994 ? a-t-il précisé. Est-ce dérisoire pour un divorce demandant deux heures de travail de passer de 2 250 francs aujourd'hui à 3 000 francs en 1992 et à une somme variant entre 3 720 et 4 920 francs en 1994 ? ». Mais les jeunes avocats ne se laisseront pas convaincre. Entre deux sifflets, la salle offusquée dénoncera le « scandale » de la réforme de l'aide légale.

Projet sur l'instruction
à l'autonne

Restait la procédure pénale. Sur ce terrain, le garde des sceaux savait qu'il rencontrerait un peu plus de compréhension : les jeunes avocats de la FNUJA réclament depuis des années une réforme de l'instruction. M. Henri Nallet est donc longuement revenu sur les ambitions de la chancellerie qui a annoncé qu'elle présenterait son projet dès l'automne prochain.

Les objectifs de cette réforme ont été une nouvelle fois programmés par le garde des sceaux : il s'agit de rééquilibrer l'instruction en faveur de la défense, de renforcer le caractère contradictoire de tous les actes de la procédure et de lutter pour le respect des « délais raisonnables » prévus par la convention européenne des droits de l'homme. Le ministre de la Justice s'est toutefois gardé de donner des précisions sur le contenu de la réforme à venir.

Évoquant les analyses « pénitentes » du rapport de la commission Justice pénale et droits de l'homme présidée par Mme Mireille Delmas-Marty, M. Nallet s'est contenté de préciser qu'il n'était pas question « d'en adopter forcément toutes les suggestions ». « Toutes nos décisions ne sont pas encore prises », a-t-il précisé. Dans ce domaine, la chancellerie souhaite éviter à son projet le destin des réformes de M. Robert Badinter et de M. Alain Chalon, qui, malgré leur adoption, n'avaient jamais pu rentrer en application. M. Nallet demande aujourd'hui du temps : il ne souhaite pas, dit-il, engager « à la hâte », une troisième réforme qui risque de rester lettre morte.

ANNE CHEMIN

Pour des enquêtes judiciaires

La police est accusée d'avoir « copié » un procédé d'expertise breveté

BORDEAUX

de notre correspondante

M. Loïc Le Ribault, fondateur du Centre d'applications et de recherches en microscopie électronique (CARME), installé à La Teste (Gironde), accuse le ministère de l'Intérieur d'avoir abusivement copié un outil de prélèvement de particules dont il a déposé le brevet en 1986. M. Le Ribault collabore avec l'expertise judiciaire depuis une dizaine d'années. Premier en France à utiliser un microscope à balayage électronique dans le cadre d'enquêtes judiciaires, ce chercheur a réalisé pour le compte de la police et de la gendarmerie plus de mille cinq cents expertises.

Mais cette collaboration semble désormais compromise. Les objets du litige sont des tampons, des pastilles métalliques munies d'adhésif double face, utilisées pour collecter des microparticules sur les lieux d'un crime. Le format des tampons permet leur utilisation directe

dans un microscope électronique. M. Loïc Le Ribault affirme détenir la preuve que « la police » a copié son invention. Son avocat, M. Gilbert Collard, s'apprête donc à engager, devant le tribunal de grande instance de Paris, une action civile en contrefaçon dirigée contre M. Olivier Foll, responsable de la police technique en France.

Pour M. Le Ribault, il est « inadmissible » que la police se contente de copier les méthodes des laboratoires privés alors que l'Etat refuse de financer des recherches dans le domaine de la criminalistique ». Le fondateur du CARME a vendu son laboratoire en 1990 à son principal concurrent, ICE. La criminalistique ne représentait, en fait, qu'un tiers du chiffre d'affaires de la petite entreprise qui tire l'essentiel de son activité du secteur électrochimique. M. Le Ribault, qui a abandonné la direction après la vente, y conserve cependant une activité de consultant.

GINETTE DE MATHA

Les enquêteurs privilégient la piste locale

Après un en d'enquête, l'hypothèse selon laquelle les auteurs de la profanation de Carpentras seraient à rechercher localement reste la plus couramment évoquée dans les milieux policiers, même si l'on reconnaît volontiers que la piste des lycéens amateurs de jeux de rôle macabres « grandeur nature » n'a pas débouché jusqu'à présent. Pas plus que les investigations menées par les services de l'extrême droite, chez les skinheads ou les personnes impliquées dans d'autres profanations de cimetières.

L'enquête, confiée au service régional de la police judiciaire de Montpellier et à son détachement d'Avignon, et à la sixième division de la direction centrale de la police judiciaire, chargée du terrorisme et des milieux extrémistes, a mobilisé plus de cent enquêteurs pendant plusieurs semaines. Ils semblent avoir appris davantage sur les baptêmes druidiques, les groupuscules néo-nazis, les sectes de Seten et diverses sectes lucifériennes que sur les profanations de Carpentras. Au total, plus de cent personnes ont été interpellées et près de huit cents procès-verbaux dressés. L'ensemble étant contenu dans sept dossiers bourrés de papier pelure.

L'impression selon laquelle l'enquête a déterrée sur des bases fragiles demeure. Le réinhumation de M. Germon, autorisée par le procureur de la République à la demande des autorités religieuses juives, a retardé l'eutopie ; l'irruption dans le cimetière du ministre de l'Intérieur et des Juifs quelques heures après la décou-

verte de la profanation a limité la recherche d'indices, éliminant même la rumeur, antérieure par le Front national, d'une « manipulation » politique. Aucune empreinte digitale n'a pu être relevée. Seules des traces de chaussettes et six bouteilles de bière ont été retrouvées, mais ces éléments, soumis à d'intenses investigations, n'ont livré aucun secret déterminant sur la profanation.

Plusieurs éléments semblent cependant avoir été établis : la profanation, découverte le 10 mai 1990, a été commise probablement par quatre personnes, dans la nuit du 8 au 9 mai 1990, entre 22 h 30 et minuit, et non pas, comme cela avait été dit d'abord, la nuit suivante, juste après le passage de M. Le Pen à l'émission « L'heure de vérité ». L'opération aurait été à la fois organisée et improvisée car le piquet de parais qui a servi pour tenter d'empêcher le cadavre de M. Germon a été trouvé sur place.

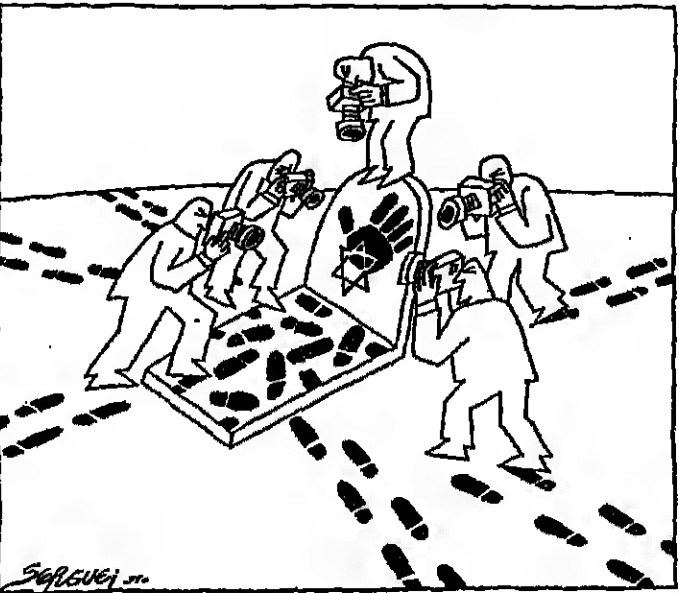
Preméditation ?

Le caractère antisémite des actes commis résulte, selon Mme Manique Guemann, procureur général de Nîmes, « tant du choix du cimetière de Carpentras consacré aux juifs que de la mise en scène consistant à planter un piquet dans le pli fessier d'un cadavre après l'avoir exhumé, attaché à son cercueil, et lui avoir placé une étoile de David sur la ventre, sous la main droite » (la Mande du 9 juin 1990). Mais les enquêteurs, s'ils ne nient pas le caractère objectivement antisémite de la profanation, ne sont pas convaincus qu'il y ait eu préméditation, esti-

mant que les actes commis ont pu dépasser la volonté des auteurs. M. Guemann évoit d'autre part affirmé que, contrairement à ce qu'indiquait le premier procès-verbal, l'empalement du cadavre de Félix Germon n'était pas établi, même s'il y avait eu « intention d'empaler », assurance que les policiers ne reprennent pas à leur compte aujourd'hui. Cette précision donne sur un élément qui avait particulièrement choqué l'opinion, en accentuant l'horreur de la profanation de Carpentras. Elle devait, elle aussi, éliminer la polémique. Aujourd'hui, les témoignages et les déclarations, nombreux pendant les semaines suivant le drame, ont cessé d'effluer et l'enquête plénière, même si, affirme-t-on, « des éléments nouveaux arrivent ». En mai dernier, des jeunes originaires de Cavallon et d'Avignon ont été interrogés après qu'ils se furent vantés, dans une discothèque de Montpellier, d'être les auteurs de la profanation de Carpentras. Mais leurs « aveux » semblent ne résulter que d'une discussion d'après-boire.

Les policiers continuent de suivre certaines pistes, comme celle de ces adeptes d'une musique d'inspiration satanique, amateurs de crânes humains, entendus et relâchés voici quelques semaines. Les enquêteurs comptent sur le temps pour délier les langues, ou provoquer des dissensions au sein de l'équipe responsable de la profanation. Cependant, l'idée d'une impasse complète des investigations, n'est pas écartée. « Les enquêteurs ne se bonifient malheureusement pas en vieillissant, à l'inverse du bon vin », rappelle un connaisseur.

Ph. Be.



Cannes

Ouverture sous le pluie, surmédiasée. Les télévisions s'enchevêtrent. Valse des parapluies, Carole Bouquet montre ses jambes en montant quatre à quatre le fameux escalier. Bonne dernière, Gina Lollobrigida fait son entrée de star, étincelante de pierres précieuses sur sa gorge très dévoilée. Jack Lang, qui avait déjà subi l'orage du 10 mai 1981 reconstitué lors de la fête du PS au Bataclan, ne s'est pas senti dépaycé.

91

de nos envoyés spéciaux
SÉLECTION OFFICIELLE

Parano blues

Un film dur pour l'ouverture, un polar sur fond de racisme

HOMICIDE
de David Mamet

Une loi non écrite veut que le film d'ouverture du Festival de Cannes soit léger, tout en paillardes, di-ver-tis-sant. Une entrée en douceur dans le grand bain, hors compétition habituellement. L'ouverture 91 restera, par sa vaillante transgression de cette loi, dans les annales. *Homicide*, de David Mamet, qui a nuvert la compétition est noir, un vrai scalpel, dé-ran-geant.

Mamet, auteur dramatique et scénariste huppé, avait déjà prouvé, avec *Engrenages* et *Parrain d'un jour*, ses premières mises en scène de cinéma, toute sa jouissance, propension à l'aragique psychologique, sa virtuosité vacharde à faire rire là où il ne faut pas, à détourner les poncifs et, carrement les genres. Bref à mettre le spectateur dans un shaker avant de le mettre dans sa

poche. Mais on était resté jusque-là dans le registre de la comédie, nostalgique pour *Parrain d'un jour*, fustier et ludique pour *Engrenages*. *Homicide* est d'une autre trempe. Fini de rire, na alors par éclats douloureux, ventre déjà ouvert, au scintillement de répliques impensables (d'un flic un peu borné : « Il ne travaillait pas Joe Louis dans un bol de riz »).

Une étoile
de David

En fait, c'est en apparence une histoire de flic, surtout l'histoire de Bobby Gold (Joe Mantegna), « 22 citations pour bravoure », grand type taciturne au regard de chien. La « crim », c'est sa famille, il ne rentre jamais chez lui, a-t-il seulement un chez lui ? Avec son « partenaire », Sullivan (William H. Macy), il est sur une grosse vilaine affaire de « blacks » qui ont buté des « cops »,

nous sommes à Chicago. Et puis, manque de chance, Gold arrive le premier sur les lieux d'un homicide, comme dit le titre, la vieille patronne d'une confiserie établie dans un quartier noir vient de se faire descendre très salement. On ne voit pas son visage, seulement la médaille qu'elle portait, une étoile de David.

Et tout de suite, comme dirait Mamet, c'est l'engrenage, on refile la première affaire à Gold, on veut le mettre sur la seconde, parce qu'il est juif, ça concerne « des gens de la rue ». Son supérieur noir l'insulte, « sale youpin » (le Monde du 10 mai), la haine est là comme une bouffée puante, dans ce couloir étroit de commissariat.

On va suivre Gold, briguebalé d'une enquête à l'autre, une balle qu'un renvoi contre un mur. On va le suivre dans ses virées nocturnes, où l'on défonce sans cesse des portes

qui donnent sur le vide. C'est magnifiquement filmé, de très près, avec des poussées brèves de violence comme des accès de mauvaise fièvre, suivies de scènes élégantes, glaciales, hitecockiennes. Est-on dans une réalité piégée, ou dans la parano de Gold qui aurait besoin d'un petit congé ? On ne sait. Gold n'arrête pas, quand il bonge il est assez malade, mais il parle bien, il a la « tchache ». Il fouille partout, là, buté, il veut trouver le meurtrier de la vieille dame (peut-être des néonazis ? mais non, mon pauvre vieux, tu verras, c'est encore pire), il veut prendre vivant le black assassin, il veut être quelque chose pour quelqu'un.

Il n'aura rien. Rien que des mensonges, des fausses pistes, rien que des juifs qui lui reprochent de ne pas être assez juif, des Noirs qui lui reprochent de l'être trop et le reste de l'humanité qui lui reproche d'être

flic. Portrait vitral d'une communauté dont les membres ne se reconnaissent que dans la haine qu'ils se vouent, tableau féroce et désenchanté de la grande et libre Amérique d'aujourd'hui. Mamet avec *Homicide* a réussi un splendide exercice de masochisme appliqué qui procure un malaise durable. Et émet souvent grâce à Joe Mantegna, surpris par sa propre scombroune, désarmé toujours, même un flingue à la main.

Mais à ne montrer que des minorités exaspérées, Mamet ne risque-t-il pas de conforter ce que les majorités n'ont de pire ? Lorsqu'il fait dire : « Si l'on a tant d'antisémitisme depuis 2000 ans, c'est sûrement que les juifs l'ont cherché », on tremble, quel que soit le degré où cette phrase est prononcée, qu'elle ne provoque un jour des applaudissements dans une salle. Qui trop dénonce mal éteint.

DANIELE HEYMANN

Une ville tout-cinéma

De l'action culturelle à la production en passant par la formation, et les ambitions de la municipalité

CANNES

de notre correspondant régional

Ancien professionnel de la communication, Michel Monillet, maire (PR) de Cannes depuis 1989, est cinéophile. Son « cinéma Paradiso » fut l'arrière-salle d'un bar du quartier de Caude, à Nice, sa ville natale où, plus tard, il fut adhérent d'un club Jean Vigo, où il fit de la figuration aux studios de la Victorine. Il veut que Cannes devienne une capitale permanente du septième art.

Premier objectif : donner, au redonnant, le goût du cinéma aux Cannois à travers une politique volontariste de diffusion visant toutes les couches de la population. Instrument de cette politique : un département cinéma, créé en septembre 1990 et dirigé par Jean-Pierre Magnan, ancien enseignant de cinquante-deux ans, membre du bureau de l'AFCAE et délégué régional du Festival international des programmes audiovisuels (FIPA).

Première cible : les écoles et collèges de la ville. Grâce à un programme de projections en salle, intégré dans le tiers-temps scolaire, chacun des 7 500 élèves des écoles primaires peut désormais voir de quatre à six films par an, choisis, dans chaque classe, sur une liste de dix films de référence.

Ce cycle « Cinéma et école » s'adresse, aussi, aux enseignants d'ant, le plus souvent, la culture reste cantonnée à de vagues souvenirs d'adolescence. Au moment du festival, une Nuit du cinéma, avec douze films au programme, leur est spécialement réservée, et à laquelle participent les réalisateurs présents à Cannes. La ville vient également de soutenir la création d'un club (Les Allus cinés) doté d'un statut normal de salle de cinéma et directement géré par les lycéens, qui sélectionnent eux-mêmes leurs programmes, passent commande aux distributeurs, organisent leur propre communication et gèrent de bout en bout leur budget. Sans l'égide du département cinéma, des échanges d'étudiants ont également commencé avec des universités américaines et, plus récemment, avec l'Union des cinéastes de Moscou.

Le « bel âge »

Reste le troisième âge, pour lequel sont organisés des cycles de projections, d'octobre à mai, à raison de quatre ou cinq séances par semaine. Chacun des neuf foyers

du « bel âge » — selon l'appellation cannoise — propose sa liste de films, récents ou anciens, en établit la programmation, avec des horaires adaptés, et prend matériellement en charge les séances. Les exploitants locaux ont, pour leur part, saisi l'intérêt de cette politique qui, à terme, ne peut qu'élargir leur clientèle. L'effort de la ville — qui doit signer prochainement une convention avec le Centre national du cinéma — s'élève à environ 2 millions de francs par an. Somme à laquelle s'ajoute le coût (1 300 000 F) des Rencontres cinématographiques de Cannes qui ont lieu chaque année en décembre (15 000 spectateurs en 1990), et les 13 millions versés au festival.

La municipalité veut aller plus loin, et créer une filière économique. Dans le domaine de la formation professionnelle, elle possède, depuis peu, outre un allège à dominante cinéma (préparant au bac A3), une école régionale d'acteurs, l'ERAC. Elle a également en projet la construction d'une médiathèque de 30 000 mètres carrés qui accueillera notamment une école des métiers de l'image et du son, avec en complément un IUT de communication qui recevra à terme 2 000 étudiants. Le dernier

maillon de la chaîne devrait être l'implantation de studios.

D'autre part, un programme de projections et d'événements « autour du festival » permettra aux Cannois de voir, pour la première fois cette année, dans plusieurs salles, l'ensemble des sélections parallèles pour no annuellement global de 550 films. Cinq mille places sont par ailleurs mises à leur disposition pour assister, au palais, à la projection des films en compétition. La population cannoise aura aussi la possibilité, pour la première fois, de vivre, en direct, la soirée de clôture du 20 mai qui sera filmée et retransmise sur un écran spécial de 160 mètres carrés installé sur une barge devant la Croisette (1). Et, le lendemain, elle sera invitée à participer à une soirée spéciale de post-clôture pour découvrir, en premier public, la Palme d'or 1991, avec tapis rouge, présentateur et orchestre...

QUY PORTE

(1) Il s'agit du plus grand écran commercialisé au monde, de conception et de construction 100 % françaises (société Megapixel) sur lequel les images sont parfaitement visibles en plein jour grâce à sa puissance lumineuse et à son mode de fonctionnement vidéo graphique et alpha numérique.



Whoopi Goldberg, jurée

Le temps d'une soirée d'ouverture, Whoopi Gold-Reebok s'est transformée en Mrs Goldberg, membre du jury, venue d'une robe créée pour elle par Helen Miller, la couturière de *Dynasty*. « Mais là, il est resté très simple », Whoopi Goldberg fait à deux reprises venir à Cannes. La première, c'était pour *Couleur pourpre*, de Steven Spielberg. L'année où Kordaï faisait des siennes. La deuxième fois, pour *Clara's Heart*. Finalement, la film ne fut pas sélectionné. La troisième fois est la bonne. Lorsqu'on lui fait remarquer qu'avec trois réalisateurs américains et quatre africains, jamais, sans doute, la sélection officielle n'a affichée autant de cinéastes noirs : « Je ne tente jamais de définir les films comme des films black. De toute façon, je suis toujours heureuse de voir quelqu'un décrocher un job. » Et si on évoque sa polémique passée avec Spike Lee qui lui reprochait ses yeux parfois bleus (fontaines de larmes), elle l'évacue, répétant : « Ce sont les films que nous avons à juger. »

H. B.

Vendre à l'Est

Les délégations des pays de l'Est viennent à Cannes mais les films français entrent difficilement en Europe centrale

Lafayette le mardi, *Farfou la tulipe* et *Assommoir* pour l'échafaud le mercredi. Les carabinières et *La vie, l'amour, la mort* le jeudi, *Train d'enfer* et un film de de Fuxes, le samedi. *La dernière femme*, le dimanche et quelques autres encore : cette semaine-là, en octobre dernier, il y avait sur les petits écrans de Prague vingt heures de cinéma français. Hasard de la programmation, sans doute, et aussi du télescope entre chaînes nationales et programmes frontaliers. Il n'empêche : la télévision tchèque comme celles de tous les autres pays de l'Est se précipitent sur les films français. Un intérêt qui coïncide exactement avec la chute des régimes communistes.

Le 22 décembre 1989, Nicolai Ceausescu est chassé du pouvoir. Le 29, les nouvelles autorités prennent contact avec Paris pour demander d'urgence... des films et des programmes de télévision. En pleine révolution, la Roumanie se préoccupe de remplir les écrans en se faisant prêter des œuvres qu'elle ne peut ni produire ni acheter. Dans les mois qui suivent, la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie, la Yougoslavie et l'URSS connaissent des scénarios similaires. Partout, l'effondrement politique des régimes libère les initiatives dans l'audiovisuel, mais au même moment la faillite économique frappe de plein fouet la télévision et le cinéma.

A Paris, le ministère des affaires étrangères comprend rapidement l'enjeu de la situation. « Avant les bouleversements politiques », raconte M. Michel Lummeaux, directeur de la communication, chaque pays de

l'Est centralisait dans un organisme unique ses maigres relations commerciales avec l'audiovisuel français. En quelques mois, les organismes ont disparu mais les dérives aussi. Au moment où la demande s'est faite la plus forte, elle est devenue insolvable. Une situation trop risquée pour nos entreprises privées qui ont pris leurs distances. La puissance publique, elle, devait faire un effort pour maintenir la présence de la production française sur les écrans de l'Est.

L'objectif est atteint : il n'est pas un pays de l'Est qui n'ait aujourd'hui sa dose d'images françaises. Les chaînes bulgares, hongroises, polonaises, roumaines, tchèques et yougoslaves regroupent deux à trois heures quotidiennes de programmes transmis par Canal France International. En URSS, la nouvelle télévision de Russie dispute les émissions de la banque de programmes française aux chaînes de Cosmotelesto. Les programmes téléphoniques de TV 5 alimentent les réseaux câblés en Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie, et s'approprient à peindre dans les autres pays. La SEPT a surenchérit sur les efforts du ministère des affaires étrangères et a signé des accords de diffusion avec les télévisions hongroises, polonaises, roumaines, tchèques, huit télévisions régionales yougoslaves et la chaîne de Leningrad.

Par ces trois canaux, chaque pays reçoit quatre à cinq films français par semaine. Sans débiter un centime. Mais le cinéma français n'est pas lésé : après avoir pioché allégrement dans le catalogue de droits acquis par

le ministère des affaires étrangères, CFI et TV 5 achètent désormais sur le marché. Et, le manque de coordination aidant, il n'est pas rare qu'un distributeur vende deux à trois fois pour le même film les droits de diffusion dans les pays de l'Est.

Une étude qui vient d'être réalisée au ministère par M. Christian Boudier donne une idée de l'enjeu. L'URSS compte 4 800 salles officielles et sans doute quelques 150 000 salles « polyvalentes ». On en dénombre 3 000 en Bulgarie, 2 000 en Tchécoslovaquie, autant en Pologne et un peu plus en Hongrie. Des salles que les spectateurs boudent beaucoup moins qu'en Europe occidentale. L'URSS affiche à elle toute seule quatre milliards d'entrées par an. Les autres pays d'Europe centrale en totalisent 400 millions. Un pactole à côté des maigres 121 millions d'entrées du marché de l'Hexagone.

Troc
avec du pétrole

Mais la plus grosse partie de ce pactole est en train de passer aux mains d'Hollywood. Depuis leur libération, tous ces pays ont vu leurs spectateurs déserter les productions nationales et se ruier sur les films américains. En Yougoslavie les *majors* récoltent 70 % de la recette. En Hongrie, 80 % et en Pologne jusqu'à 90 %. Séduction des productions hollywoodiennes sans doute mais aussi aggrégation commerciale des *majors*. Columbia et Time Warner s'installent en URSS, construisent de nouvelles salles ou créent leurs réseaux de distribution. Fox a fait une percée en

Tchécoslovaquie. En Pologne, en Hongrie et en Yougoslavie, toutes les grosses entreprises hollywoodiennes sont désormais représentées. La part de marché du film français, si elle a subi depuis trois ans une nette érosion, n'est pourtant pas négligeable : 8 % en Hongrie, 12 % en Roumanie, 15 % en Tchécoslovaquie et sans doute 5 % en URSS. Mais nos entreprises nationales n'ont pas les reins assez solides pour se lancer à l'aventure comme leurs concurrentes américaines.

Il est vrai que la distribution de films dans les pays de l'Est est encore loin d'être une activité rentable. Dans de nombreux pays comme en URSS, le contrôle de la billetterie a totalement disparu, ce qui rend impossible toute rémunération au pourcentage. Le prix des places est encore très bas (en moyenne 2 ou 3 francs) et les devises sont presque toutes inconvertissibles. Pour tourner cette dernière difficulté, les distributeurs étrangers peuvent utiliser leurs recettes pour acheter des prestations techniques ou mannaie locale aux grands studios d'Europe centrale. Des studios qui ont su tourner, *Cyrano*, *Taxi Blues*, ou le *Bratier* pour des coûts très inférieurs à ceux pratiqués à l'Ouest.

Mais le filon commence à s'épuiser. Victimes de la désorganisation économique, les studios de l'Est demandent aujourd'hui des devises étrangères pour pouvoir acheter de la pellicule et du matériel cinématographique. L'UGC contourne le problème en ayant recours à une forme sophistiquée de troc. La société française a monté en URSS son propre circuit de distribu-

tion, Parimedia, avec Sovexport Film et Interaga — qui organise la conversion des recettes en roubles... en important du pétrole.

Si la distribution des films en salles s'organise lentement, la vidéo fait, elle, une percée fulgurante. La censure dans les salles et sur les télévisions, pendant des années, fait du magnétoscope le seul accès aux œuvres interdites. On en dénombre 1,5 million en Pologne, presque autant en URSS, 800 000 en Tchécoslovaquie, 600 000 en Hongrie. Il faut y ajouter tous les « vidéo-théâtres » ou « salons vidéo » plus ou moins clandestins. On en trouve près de 450 dans la seule Moscou. Les *majors* américaines s'intéressent de près à ce marché et Parimedia leur a emboîté le pas. Mais seule la Pologne s'est, à ce jour, dotée d'une législation « anti-piraterie » capable d'assurer la vente ou la location de cassettes.

A l'exception d'UGC et de l'accord de Marin Karmitz avec les studios Lenfilm à Leningrad, les initiatives commerciales françaises à l'Est sont encore très timides. Aussi France Cinéma Diffusion qui s'était jusqu'à présent spécialisée dans la défense du film français en Orient, en Amérique Latine et au Maghreb, s'intéresse maintenant aux salles de l'Est. Le GIE cherche à rassembler des fonds européens pour racheter des salles dans les pays d'Europe centrale et créer ainsi un embryon de réseau de diffusion.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Le Monde
est en vente
le soir même
à Cannes
pendant la durée
du Festival
9 - 20 MAI 1991

سكس من الفصل

SPECTACLES

VENDREDI 10 MAI

CINÉMAS

LA CINÉMA THÉÂTRE

PALAIS DE CHAILLOT

Année trentaire : adaptation littéraire : Angelica (1939), de Jean Choux, 18 h ; Derrière le miroir, v.f., de Nicolas Rey, 19 h ; l'Année dernière à Marienbad (1961), d'Alain Resnais, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

Les 9 Rencontres de Quimper : Hommage au studio Bela Balazs : Automne (1991), v.o., traduction simultanée, de Zoltan Kozak, 18 h ; Tol (1981), v.o., traduction simultanée, d'Istvan Szabo ; Concert (1981), v.o., traduction simultanée, de Mark Novak ; Le Monde est à nous (1983), v.o., traduction simultanée, de Ferenc Renoczka ; Rencontre (1983), v.o., traduction simultanée, de Judit Elek ; Trois Histoires sur le romantisme (v.o., traduction simultanée) : Epiphany (1987), v.o., traduction simultanée, de Sándor Sára, 18 h ; Cantate (1983), v.o., s.t.f., de Miklós Jancsó, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : le Minaret de la mort (1929), de Vsevolod Vijslavski, 14 h 30 ; Polygone (1989), v.o., traduction simultanée, d'Oraz Rymjanov et Vladimir Reikhi, 17 h 30 ; le Commissaire extraordinaire (1970), v.o., s.t.f., d'Ali Khanov, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Paris en quartiers : le 19^e arrondissement : le 19^e arrondissement à travers Gaumont (1910-1930) : le Sang des bêtes (1948) de Georges Franju, 14 h 30 ; Studio des Buttes-Chaumont (1959) de Claude Degues et Roger Bonamou, Les Costumes de la RFF (1988) de Frédéric Hadegues, 18 h 30 ; Vivre à Paris : le 15 à Belleville (1982) de Georges Buisson et Alain Grasset, Passage de Flandre (1978) d'Alain Rémond, 18 h 30 ; Parc des Buttes-Chaumont (1989) de Jack Sanger ; le Jardin des Buttes-Chaumont (1987) de Jack Sanger, Parc des Buttes-Chaumont (1989) de Jack Sanger, le Maison de Pologne (1983) de Joseph Morder, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (v.o.) : Cinémas, 4 (46-33-10-82).

ALICE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; Action Ecologie, 5 (45-74-94-84) ; UGC Rotonde, 9 (45-74-94-84) ; UGC Ritz, 11 (45-62-20-40).

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Mistrall, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

AN ANGEL AT MY TABLE (info-éducatif, v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ratin Odéon, 6 (43-28-18-68) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ratin Odéon, 6 (43-28-18-68) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

ARACHNOPHOBIE (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Mistrall, 14 (45-39-82-43).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Studio Galende, 5 (43-54-72-71) ; Cinémas, 4 (46-33-10-82).

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) : Lucerna, 9 (45-44-57-34).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; UGC Ritz, 11 (45-62-20-40).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-68) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-65).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (iranien, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).

BONS BAISERS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Studio 28, 18 (46-06-38-07).

BUSINESS OBLIGE (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Studio 28, 18 (46-06-38-07).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARS (A., v.o.) : Cinémas, 4 (46-33-10-82) ; Club Gaumont (Publicis Mistrall), 13 (45-31-91-7) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; Sept Parnassiens, 14 (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-84) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Mistrall, 14 (45-39-82-43) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-94-84) ; UGC Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 9 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-06-20-40) ; UGC Ritz, 11 (45-62-20-40) ; UGC Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Eclair, 13 (47-07-55-88) ; Mistrall, 14 (45-39-82-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-84) ; UGC Mistrall, 17 (40-88-00-18).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-71) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES FILMS NOUVEAUX

AKIRA. Film japonais de Katsuhiro Otomo, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40).

CLASS ACTION. Film américain de Michael Apted, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (45-33-78-38) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LA FÈVRE D'AIMER. Film américain de Luis Mandoki, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Haute-Faule, 8 (45-33-78-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-18-08) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-58-31) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

L'HOMME IMAGINÉ. Film français de Patrice Bardon, v.o. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-87-77).

HOUSE PARTY. Film américain de Reginald Hudlin, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31).

PUMMARO. Film italien de Michele Placido, v.o. : Latina, 4 (42-78-47-68) ; Utopia, 5 (43-26-84-65).

LES DOORS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-18-08) ; UGC Ritz, 11 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; Mistrall, 14 (45-39-82-43) ; Kinoscop, 15 (43-06-50-50) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-94-84) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

EATING (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52).

EDWARD AUX MAINS D'ARGENT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 9 (45-74-94-84) ; UGC Ritz, 11 (45-62-20-40).

END OF THE NIGHT (A., v.o.) : Pathé Haute-Faule, 8 (45-33-78-38).

L'ÉVEIL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88).

FARRENDI (Fr.-It.-Esp., v.o.) : Images d'ailleurs, 15 (45-39-82-43) ; Studio 28, 18 (46-06-38-07).

FORTUNE EXPRESSÉ (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Lucerna, 9 (45-44-57-34).

GAWIN (Fr.) : Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40).

GHOST (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-64-48-88).

GRAND CANYON (A.) : La Géode, 19 (40-05-80-00).

GREEN CARD (A., v.o.) : UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

HALFMOON (Fr.-It., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HANFUL OF TIME (Nor., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; L'Entrepôt, 14 (45-43-41-83).

HENRY & JUNE (Fr., v.o.) : Cinémas, 4 (46-33-10-82).

HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00) ; Élysées Lincoln, 6 (43-58-38-14).

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-87-77).

L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-06-51-33) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

HOT SPOT (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTÉ (A., v.o.) : Cinémas, 4 (46-33-10-82).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-28-48-16) ; Sept Parnassiens, 14 (43-35-30-40).

LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-18-08) ; L'Entrepôt, 14 (45-43-41-83).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinémas, 4 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88).

LUNG TA (Fr., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

MADAME BOVARY (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-67-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-84) ; UGC Mistrall, 17 (40-88-00-18) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-35-30-40) ; Studio 28, 18 (46-06-38-07) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-58-31) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-58-31) ; Pathé Haute-Faule, 8 (45-33-78-38) ; La Pagode, 7 (47-06-20-40) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-67-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-84) ; UGC Mistrall, 17 (40-88-00-18) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Wexler II, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-33-10-82).

LE SILENCE DES AGNEAUX (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-58-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-89-52) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-

صكنا من الامل

Le Monde

S A N S V I S A

Brunei: de l'or pour l'islam

Jadis refuge précaire d'émirs corsaires, le sultanat pétrolier de Bornéo met aujourd'hui ses nouvelles richesses aussi bien au service de l'islamisation qu'à celui de l'art musulman. La capitale, Bandar-Seri-Bégawan, demeure cependant fidèle à ses habitations lacustres, comme aux temps héroïques du djihad maritime.



Vingt-neuvième souverain de la dynastie Bolkiah, islamisée vers l'an 1400, le sultan Hassanal est un ancien stagiaire de l'académie militaire britannique de Sandhurst. Lors de certaines cérémonies, il porte la lourde tiare de Brunei, célèbre dans toute l'Asie pour ses perles et ses rubis.

bruneien régit par la loi islamique. Cousine du souverain, la sultane Saleha, plus exactement « Sa Majesté l'épouse du chef » selon la titulature en vigueur, depuis leur union en 1965 a donné six enfants au sultan, dont le prince héritier Mouhtadi-Billah, ancienne hôtesse de l'air des Royal Brunei Airlines, la sultane Myrham, plus précisément « Son Altesse royale l'épouse de la famille », épousée en 1980, a porté à neuf le nombre global des enfants royaux, dont trois garçons au total.

Cette situation de famille, qui enchante Brunei, n'est pas sans créer parfois quelques anicroches protocolaires, ducs, par exemple, au fait qu'un bon époux musulman doit traiter équitablement ses épouses. La dynastie nipponne n'avait eu à connaître que de la conjointe numéro un lorsque, pour changer, le sultan, à l'occasion de l'investiture du nouvel empereur du Japon, fit savoir à Tokyo qu'il assisterait aux cérémonies en compagnie de la conjointe numéro deux. Refus horripilé du protocole du mikado, embarras à Brunei. Finalement, c'est un de ses trois frères qu'Hassanal a amené avec lui au couronnement de son pair japonais.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Pérochon-Hugoz
Lire la suite page 16

Le paysage est gouverné par une haute montagne noire et clôturée par les eaux éternellement grises de la mer de Chine méridionale. Entre le solide et le liquide, une barre verte sombre, tenant des deux éléments, herminette géographique mêlant jungle et boue salée : c'est la côte de Brunei (1) comme au matin d'un monde inachevé.

Heureux « pays le plus riche du monde » - en tout cas par capita par habitant - les 220 000 Bruneïens se partagent (inégale) chaque année environ 20 milliards de francs provenant à parts égales de l'exploitation des hydrocarbures et du revenu des placements à l'étranger - qui a su rester « nature ».

Rien n'a changé dans l'étroite passe par où s'interpénètrent le fleuve Brunei et la mer, par où pénétrèrent, vers l'an 1400, les

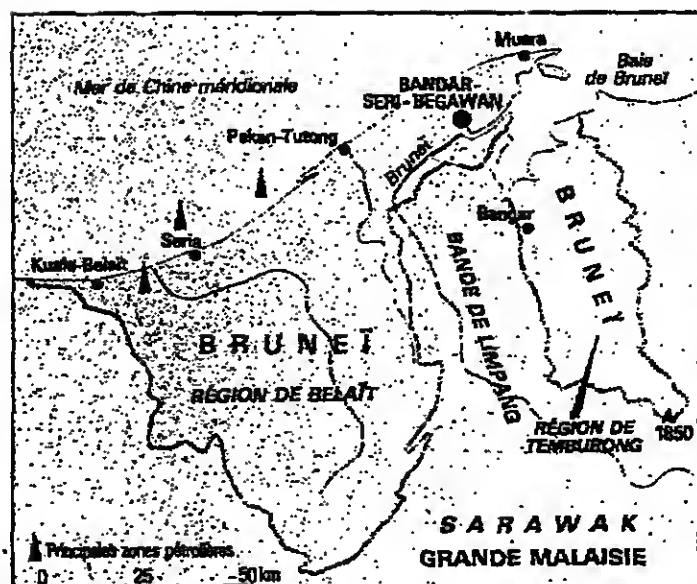
bateaux transportant les missionnaires-marchands-guerriers de l'islam. Cet islam qui devait pour toujours arracher ce coin perdu de Bornéo (Bornéo et Brunei ne furent au départ que deux façons de prononcer le même mot sanscrit, *Bhumi*, pays) aux suprématies chinoise et hindoue, au paganisme natif de l'île immense.

Gardons-nous naturellement d'entrer dans les inépuisables querelles d'historiens et de politiciens sur les origines raciales du coranisateur initial de Brunei (malais? arabe? voire chinois?). Ce qui est moins incertain, c'est que l'humble chef malais local, lui-même d'origine ultramarine et alors tributaire de l'Etat hindou-javanais du Majapahit, embrassa l'islamisme en se faisant circoncire et en prenant le prénom béni de Mohamed.

Le bonhomme avait vu loin. Et son fils Ahmed *idem*, qui maria sa fille à un « émir » arrivé opportunément d'Arabie avec le titre de *chérif* (2); ce descendant de Mahomet apporta donc à sa belle-famille le sang du Prophète et en contrepartie devint lui-même sultan, à la disparition de son beau-père, sous le nom de Chérif-Ali. Les califes du Caire ou le chérif de La Mecque devenaient cousins des infimes dynasties bruneïennes.

Avant le troisième quart du quinzième siècle, le Majapahit s'effondrait sous les coups des marins mahométans. L'insulte changeait de religion et de vision du monde. Les références venaient désormais de l'extrémité occidentale du continent. Les très modestes pirates de la côte septentrionale de Bornéo étaient devenus des princes héréditaires de la plus glorieuse lignée, dont la vingt-neuvième édition, depuis Mohamed le Converti, est l'actuel sultan Hassanal.

Né en 1946, il a coiffé dès 1967 (3) la tiare royale de Brunei, casque d'or ourlé à aigrette de diamants et perles et pendeloques de rubis, que s'était lassé de porter son père Omar Ali Saïfedoloe III, « l'épée-de-la-Religion », vicié original atteint de *churchillomanie* (entre autres hommages à l'ancien premier britannique, il lui éleva un musée et une statue dans sa capitale) et qui est mort en 1986.



Grand comme la moitié du Liban, Brunei a son territoire coupé en deux par la bande de Limbang. Pour se rendre de Bandar à Bangar, il faut prendre un bateau. Le Sultanat, qui contrôlait jadis tout le nord de Bornéo, n'a jamais cessé de réclamer la restitution du Limbang.

Les conseillers royaux se disent « fatigués » de répondre aux sempiternelles questions des journalistes occidentaux sur l'utilisation de ses revenus par le souverain régnant : « Oui, nous avons acheté l'hôtel Dorchester à Londres. Et alors? » « Nous n'avons pas acquis le Ritz à Paris. Et après? » « Oui, c'est l'hôtel Hyatt de Singapour qui assure le service du palais sultanien, qui ledit Hyatt appartient à Brunei. Ça vous gêne? » « Non, le gouvernement de Sa Majesté le sultan n'a pas trempé dans l'arrogance, mais étant anticomuniste il voulait logiquement aider financièrement les contras du Nicaragua. Est-ce un mal? », etc.

La ftonia n'a guère d'intérêt et il faudrait en fait un putsch pour savoir quels sont les montants qui appartiennent en propre à la dynastie Bolkiah et ceux qui relèvent de l'Etat bruneïen *stricto sensu*. Tout au plus peut-on noter que 35 % des revenus pétroliers sont gérés par une agence gouvernementale *ad hoc*, tandis que le reste est confié à des financiers japonais, britanniques, suisses, américains. Suscité sans doute par l'Indonésie, une révolution faillit d'ailleurs se produire en 1962 à Brunei, mais les Anglais étaient encore là (le sultanat fut protectorat britannique de 1888 à 1984) et ils intervinrent à temps. Pour veiller au grain, Londres a laissé en partant quelques-uns de ses officiers et deux bataillons des très sûrs gorkhas népalais.

Il faut se dire que si Brunei dut jadis son existence à l'islam, il la doit sans doute aujourd'hui à ses sultans. Leur trône renversé, la Grande-Malaisie ne ferait probablement qu'une bouchée de ce Koweït d'Extrême-Orient qui, avec ses 5 765 km² discontinus, s'enfonçait comme deux doigts indécents entre les provinces malayésiennes de Sarawak et de Sabah. Et il s'ensuivrait peut-être un conflit entre le royaume électif de Malaisie et la république militaire d'In-

AU SOMMAIRE



Jeanne d'Arc et ses effigies parisiennes p. 17
Colmar met des verrières à sa gare allemande p. 15
Café : les nouveautés des grands crus p. 19
Sherlock Holmes au rendez-vous du fan-club p. 20
Echecs (p. 14) • Têlex (p. 14)
Jeux (p. 18) • Table (p. 19)

CET ÉTÉ LA SCANDINAVIE

CIRCUITS, CROISIÈRES DE TRADITION ET DE QUALITÉ SCANDINAVE

Demandez la brochure

SCANDITOURS ÉTÉ 91

à votre Agent de Voyages ou à
LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES
36, rue Tronchet 75009 Paris, Tél. (1) 47 42 38 65

SCANDITOURS

TOUTES LES FORMULES DE VOYAGES
VERS LES PAYS NORDIQUES

Récits d'Anglais



RIEN ne traduit mieux ce que le voyage est à la culture britannique que l'intraduisible *travelogue*. Les dictionnaires évoquent un heureux mariage entre *travel* (voyage) et *monologue*, mais le mot *travelogue* déborde le sens qu'ils lui donnent. S'il est un récit de voyage, il est davantage que cela. Il trahit un penchant plus marqué chez les Anglais que chez les autres peuples, à arpenter le monde, soi-même ou par procuration, caractéristique d'une nation d'illusions, affligée à certaines périodes de leur histoire de deux cent cinquante jours de pluie par an.

Les Britanniques ont été de tous temps de fameux migrants et, aujourd'hui encore, ils s'évadent à l'étranger deux fois plus que les Français. Les Allemands de l'Ouest ont beau être devenus, au fil des années, plus voyageurs qu'eux, ils le doivent à un certain Thomas Cook, l'inventeur - britannique - du tourisme de masse. L'honneur est saisi.

Le voyage, le vrai, qui n'a rien à voir avec des vacances moutonniers, a toujours tenu une place à part dans l'imaginaire du Royaume-Uni. Au temps où la télévision ne donnait pas l'illusion d'avoir été partout, les sujets de Sa Grâce, les princes, occupaient volontiers leurs soirées à lire et, pour les privilégiés, à écouter les récits de leurs globe-trotters. La diapositive et le caméscope ont élargi la palette du *travelo-*

gue, mais cette forme typiquement *british* de sociabilité reste très prise. Elle reflète un art de vivre à peine érodé par le temps, au même titre qu'une réunion de *gentlemen* dans un club de Mayfair, le *five o'clock tea* ou les verdoyants paysages du Sussex.

Aucune librairie britannique qui se respecte ne saurait priver sa clientèle d'un rayon « *travelogue* » ou « *travel literature* », distinct de celui des guides de voyage. Car les Anglais, aujourd'hui encore, aiment s'enthousiasmer aux récits de leurs *travelers*, dont s'enchaînaient leurs aïeux aux siècles précédents.

L'EXOTISME et le désir d'évasion sont les ressorts obligés du *travelogue*, sur lesquels jouent déjà les pièces « italiennes » de Shakespeare, d'*Othello* à *Roméo et Juliette*. C'est de ce temps-là, celui de la Renaissance, que date le tropisme des Britanniques pour les pays étrangers, au point qu'un jeune aristocrate se devait, dès cette époque, de parfaire son éducation par un grand tour, un voyage de trois mois à un an sur les routes du Continent. Siles écrits de ces jeunes nobles ont résisté au tamis des années, ce qu'ils racontent,

à leur retour, de leur périple initiatique à Florence, Chartres et Cordoue est une distraction très appréciée de la bonne société, qui en manque.

Ce pli étant pris, il n'est pas surprenant de voir un tic social s'épanouir en genre littéraire et un principe d'éducation se muer en trait culturel. On attribue souvent, à tort, l'inclination des Britanniques pour les voyages à l'immensité de ce qui

fut leur empire, alors que ce goût de l'ailleurs préexistait à leur expansionnisme. La notion de *travelogue* sinon le mot, qui n'apparaît qu'en 1903, est là pour en témoigner.

Certains soutiennent même que, sans cette propension à s'affranchir de leurs frontières - et de la Manche... - les Britanniques n'auraient pas été les bâtisseurs d'un empire aussi vaste, sur lequel le soleil ne se

couchait jamais. On ne compte plus les voyageurs qui s'acharnèrent à persuader le gouvernement de Londres de laisser l'*Union Jack* sur les contrées dont ils revenaient, surtout aux époques, élisabéthaine et victorienne, de forte expansion coloniale.

C'EST au voyageur le plus intrépide de son temps, James Bruce, que la Couronne doit, par exemple, son intérêt prémonitoire pour l'Égypte. Parti, à la fin du dix-huitième, à la recherche des sources du Nil, il se livre, chemin faisant, à la première tentative sérieuse de relevé géographique des rives de la mer Rouge. En 1773, il convainc le bey de Suez et si, par crainte des Ottomans, le premier ministre de l'époque ne donne pas suite à cet arrangement, ce n'est que partie remise.

James Bruce a laissé cinq volumes dans lesquels il raconte ses *Voyages pour découvrir la source du Nil, travelogue* avant la lettre dont ses contemporains firent leur miel comme, avec la même gourmandise, les générations suivantes.

Enrichi par les années, ce genre littéraire fait encore des adeptes, au point que les éditeurs britanniques continuent d'en exhumer les morceaux de

bravoure. Ainsi la collection « *Travelers* » des éditions Century, qui compte une quarantaine de titres dont l'excellent *Pèlerinage dans le Neuf* d'Anne Blunt, la seconde femme à s'être aventurée au cœur de ce qui est aujourd'hui l'Arabie saoudite.

Annabella King-Noel, c'est son nom de jeune fille, ne dépareille pas la glorieuse galerie des voyageurs anglais. Son pedigree est même irréprochable. Petite-fille de Byron, elle épouse en 1869 un aristocrate désargenté avec lequel elle sillonne pendant plusieurs années le centre de l'Arabie, vêtue à la mode des Bédouins et vivant parmi eux.

Lady Anne Blunt n'est pas de ces écrivains qui se regardent voyager, façon Paul Morand, mais de ces voyageurs que leur passion métamorphose en écrivains. Partageant les dattes et le lait caillé des nomades, dans la touffeur du Nedj, elle n'en oublie pour autant, d'où elle vient, au sens propre comme au figuré. Aux Bédouins qui s'étonnent de leur présence, à son mari et à elle, dans une région aussi reulée et leur demandant qui ils sont, ils se présentent comme des « *persons of distinction from England* ». Une explication qui, à leurs yeux, tient lieu de passeport et dans laquelle il faut voir la quintessence de ce qui fait « *le travelogue* ».

Bertrand Le Gendre

ESCALES

Bivouacs malgaches

Une île non galvaudée. L'infrastructure touristique est sommaire, les pistes cahoteuses secouent le voyageur, la pauvreté ne se cache pas. Madagascar, pourtant, vaut le voyage. Explorator (16, place de la Madeleine, 75008 Paris, tél. : 42-66-66-24) a choisi le Sud. Au long des 800 kilomètres, dont 250 environ de piste, découverte d'Antsirabé, d'Ambositra, la ville des roses, de l'oasis d'Ihosy, porte du grand plateau de l'Hornbe. Le massif de l'Isalo est propice aux balades et Tulear, la blanche, point de départ d'une journée en pirogue. En pirogue également, le lagon d'Ankazo autour de l'île de Nosy-Bé, sanctuaire des paille-en-queue rouges, avant l'immense lac salé de la réserve ornithologique de Tsimanampetso, les tombeaux Mahafaly, le marché d'Antananarivo - l'un des plus beaux du monde - et la luxuriante côte de Tamatave. Dix-sept jours, 21 200 F, tout compris. Déplacements en véhicules tout terrain, minibus et train. Nuits en bivouac sous la tente, nourriture locale à base de produits frais, achetés sur les marchés. Départs les dimanches 14 juillet, 4 et 18 août et 6 octobre. A lire avant le voyage : *Madagascar*, par Pierre Verin (Karthala, 248 p., 100 F) et « *L'île-Cendillon* », l'article paru dans le supplément « *Le Monde Voyages* » du 8 avril.

Le rendez-vous d'Oulan-Bator

Les youtres encerclent Oulan-Bator. Des milliers de youtres portant les symboles lamaïques. La youtre ? Une tente de feutre circulaire soutenue par une armature en bois et supportant une ou plusieurs couches de feutre en laine de chameau ou de mouton. Au sommet, une ouverture pour l'air et la lumière. On dormira dans les youtres. On devra aussi écouter le *dah-lama* dispenser son enseignement, le Kalachakra. Mais les autorités chinoises ont fait pression pour qu'il ne vienne pas. Alors, pour ne pas être privé de Mongolie, on a choisi un autre itinéraire. Oulan-Bator : slogans

géants en caractères cyrilliques, esplanade stalinienne, mausolée aux héros de la Révolution et, très vite, la Mongolie qu'on espère : la flotille des youtres, l'odeur du beurre rance, les temples de Ganden et de Chölchin-Lama. Pendant dix jours, promenade dans l'ouest de

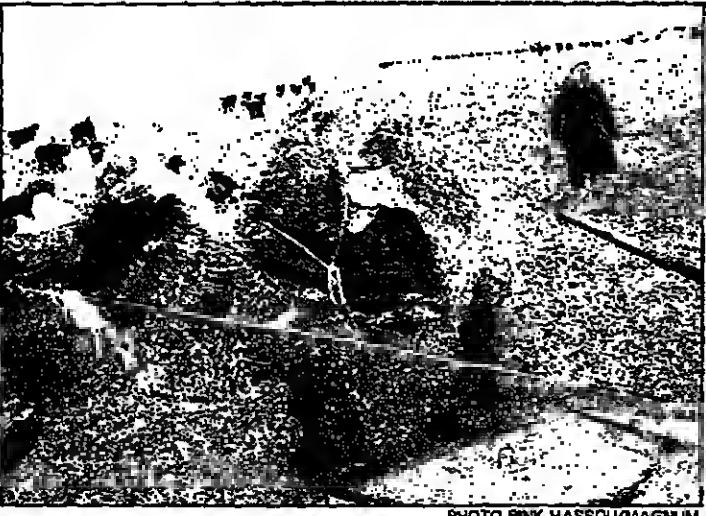


PHOTO PINK HASSOUNMAGNUM

la Mongolie. Plus haut, dans les vallées, yaks, cerfs, ibex et loups. De l'Altai, on gagne Karakorum, première capitale des Turcs et des Mongols nomades, fondée au XII^e siècle par les descendants de Gengis Khan. A 6 kilomètres, Erdem-Dzuu, l'un des plus anciens monastères lamaïstes, fondé en 1586 par le prince Khalkha Abdai-Khan, qui s'était converti au bouddhisme. En 1918, il y avait encore 30 000 lamas et 2 500 édifices religieux. Il ne reste aujourd'hui que quelques monastères, qui ont été restaurés, et les murs d'enceinte. Avec une semaine supplémentaire, visite, en Asie centrale soviétique, de Tachkent, Samarcande, Boukhara, Durgensh et des trésors architecturaux de Khiva. Deux (ou trois) semaines, 23 600 F (ajouter 6 400 F), départs les 7 juillet, 4 août et 1^{er} septembre. Artou (8, rue de Rive, 1204 Genève, tél. : (22) 21-84-08. Logement en hôtel et dans des youtres. Vols intérieurs à bord d'avions bimoteurs à ailes hautes, ce qui dégage le champ visuel.

Raids à thème

Tous les deux ignorent le chronomètre. Le premier, un raid auto-photométrique, effectuée du 1^{er} au

30 août, une liaison Paris-Cap Nord, traversant Allemagne, Suède, Finlande, Suède, Norvège, Danemark, Pays-Bas et Belgique, 13 000 kilomètres au total. Une aventure axée sur le reportage, la photo et la vidéo dont l'objectif, au propre et au figuré, est la

et le ravitaillement en carburant collaborant à sa réalisation. Frais d'inscription : 9 000 F par personne tout compris sauf l'essence. Ajouter 3 700 F (voiture) ou 1 500 F (moto).

Quatuors toscans

Castiglionchio, à 15 km de Florence. Dans ce bameau fortifié, une grande villa toscane dont les jardins se perdent dans la campagne environnante. Une villa qui vibre de sons : un petit ensemble de musiciens et leurs amis s'y réunissent pour jouer les œuvres qu'ils aiment. Alexandre Brussilovsky, violoniste et directeur artistique, le quatuor Borodine, Frédéric Cambréling, harpe, Felix Cottalab et Alexandre Paley, piano, Nellie Lee, soprano, ont choisi des œuvres de Tchaïkovski, Gluck et Stravinsky - qui virent souvent en Toscane - Rimski-Korsakov, Chostakovitch et Mozart. Concerts publics tous les soirs, sur place ou dans les petites églises, de la région. Les participants à FNAC Voyages (6, bd de Sébastopol, 75004 Paris, tél. : 42-71-31-25) pourront en outre assister aux master classes et aux répétitions. Ce séjour (du 1^{er} au 14 septembre), en milieu convivial et international, est destiné aux mélomanes aimant la musique classique. L'ensemble du bameau est aménagé en appartements de deux pièces (5 300 F par participant sur la base de deux personnes pour une semaine en demi-pension) et de trois pièces (4 500 F par participant sur la base de quatre personnes). Alternative parmi les possibilités de ce spécialiste du voyage musical : Saintes. La capitale de la Saintonge abrite en juillet un festival de musique ancienne qui fête cette année sa vingtième édition sous la direction de Philippe Herreweghe avec un programme choisi : Bach - une cantate tous les matins, la *Passion selon saint Matthieu*, les sonates pour flûte - Haydn, Gesualdo. Intégrités connues des habitués : la Chapelle royale et le Collegium Vocale, le Trio Mosaique, le Ricercar Consort, l'Ensemble Hesperin XX et Jordi Savall. Deux formules : du 11 au 15 juillet (de 1 400 F à 2 800 F, hôtels, concerts et activités musicales) ou du 11 au 22 juillet, soit tout le festival (de 3 300 F à 6 700 F, mêmes conditions).

Au château de Vasecoul, dans l'Eure, où Michelet travailla pendant vingt ans à son *Histoire de France*, trois manifestations : envoi de montgolfières, les 18, 19 et 20 mai, et expositions d'œuvres de Segovia (jusqu'au 23 juin) et de Mihail Chemiakin (du 30 juin au 11 novembre). Dans le parc, le musée Michelet, créé par M^{re} François Papillard, auteur de *Michelet et la Normandie* (éd. Charles Orlet), est ouvert tous les jours de 14 h 30 à 18 h 30. Renseignements, tél. : 35-23-62-35.

Quatre week-ends de remise en forme proposés par Episodes, du 31 mai au 23 juin, à des tarifs réduits : 700 F par personne aux Sables-d'Olonne, 825 F à Dinard, pour deux nuits en chambre double et demi-pension avec accès à l'Espace Forme Marin, local équipé de bains d'algues, sauna, hammam, piscine d'eau de mer, jacuzzi et salle de gym. En prime, tennis gratuit et découverte de la Vendée ou de la Bretagne. Pour réserver, même la veille du départ, tél. : (1) 46-98-97-97.

Coup double avec P & O European Ferries (agence de voyages ou au (1) 42-66-40-17) qui, pour tout billet « *tarif standard* » (aller/retour, passagers et véhicule) acheté avant le 15 juin, offre un billet A/R gratuit pour un voyage sur la même ligne, avec le même nombre de passagers, billet valable pour un séjour de 72 heures en Grande-Bretagne, entre le 1^{er} octobre 1991 et le 15 mars 1992. Quant à Sealink (agences de voyages), il propose 50 % de réduction sur les excursions en Grande-Bretagne (le billet doit être acheté dans une agence avant le 31 mai et le voyage effectué avant le 30 juin) et 25 % de réduction, jusqu'au 30 juin, sur quatre des hôtels programmés à Londres.

L'Irlande en liberté avec une formule proposée jusqu'au 21 juin par Go Voyages : une semaine chez l'habitant pour 2 625 F, prix comprenant le vol Paris/Cork A/R, une voiture en kilométrage illimité (base 4 personnes) et l'hébergement avec petit déjeuner, en ferme ou dans des maisons privées. Seule la première nuit est réservée, le visiteur choisissant ensuite ses étapes en fonction de son itinéraire. Renseignements au

22, rue de l'Arcade, 75008 Paris, tél. : 42-66-18-18, ou dans les agences agréées Go Voyages en province (liste sur Minitel 3615 Go Voyages).

Village frontalier entre Bavière et Tyrol, Erl fut à plusieurs reprises ravagé par la guerre. Depuis 1613, ses habitants ont décidé d'y faire entendre un message de paix en y jouant les *Jeux de la Passion*. Mis en scène tous les six ans, cet impressionnant spectacle, présenté entre mai et octobre, suscite une mobilisation importante, 550 des 1 200 habitants du village se muant en acteurs et se laissant pousser cheveux, barbe et moustache pour interpréter Jésus, Judas, Ponce Pilate ou saint Jean. Au total, quarante-trois représentations qui se dérouleront dans un théâtre moderne de deux mille places (de 40 à 120 places). Renseignements auprès de l'Office autrichien du tourisme, 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57.

Un nouveau guide Orion pour l'été. Après les fêtes et la chine, la chaîne locale met l'accent sur la balade (à pied, à vélo, en voiture, en roulotte, en bateau ou en petit train), avec cinquante propositions à partir de vingt-neuf sites où elle dispose de résidences. Disponible sur demande à la Centrale de location Orion, 20, place d'Italie, 75013 Paris, tél. : 40-78-54-54.

Accompagnateur en montagne diplômé, Francis Ouddane (« *Le Bilet* », 69870 Saint-Just-d'Avray, tél. : 74-03-11-42) propose aux marcheurs motivés et en bonne santé « *des itinéraires différents, hors traces, hors normes, à la manière d'un artisan* », avec une organisation souple, au sein de petits groupes favorisant les contacts. Au menu : une semaine en Lubéron (2 180 F), deux itinéraires à la Réunion (onze ou treize jours, 5 550 F et 6 559 F), les lacs situés de part et d'autre de la frontière franco-italienne, de Briançon à Menton (plusieurs circuits, de huit à dix-sept jours, de 2 650 à 5 300 F), six jours dans l'Ubaye (2 350 F), le Briançonnais (1 950 F), le Mercantour (1 950 F) et les monts et vignobles du Beaujolais (3 550 F).

صكنا من الامل

SANS VISA

Le Monde • Samedi 11 mai 1991 15

EN FRANCE

La gare de Colmar

L'art dans la rue, l'art à la gare. Un artiste, Jean Le Gac, invité par la SNCF à travailler en vraie grandeur, dans un monument ferroviaire que l'Art nouveau, à l'allemande, a légué à l'Alsace.

SOUFFLÉS par l'explosion d'un train de maillots en 1944, les vitraux de la gare de Colmar allaient-ils rester peints blancs tandis que la SNCF décidait, en 1989, de rénover l'édifice, classé monument historique en 1984 ? Allait-on restituer la décoration d'origine de cette gare « allemande », construite en 1907 dans un style éclectique — tour médiévale, briques roses à coins de pierre, fenêtres à meneaux, un peu de Renaissance, beaucoup d'Art nouveau — ou laisser des verrières transparentes, ou bien demander à un artiste de s'emparer de l'espace et de créer ?

Réponse le 29 avril dernier avec l'inauguration par le maire de Colmar, le directeur régional de la SNCF et le délégué aux arts plastiques du ministère de la Culture du monument restauré, aménagé, où les verrières de Jean Le Gac croisent quotidiennement le regard des voyageurs (1).

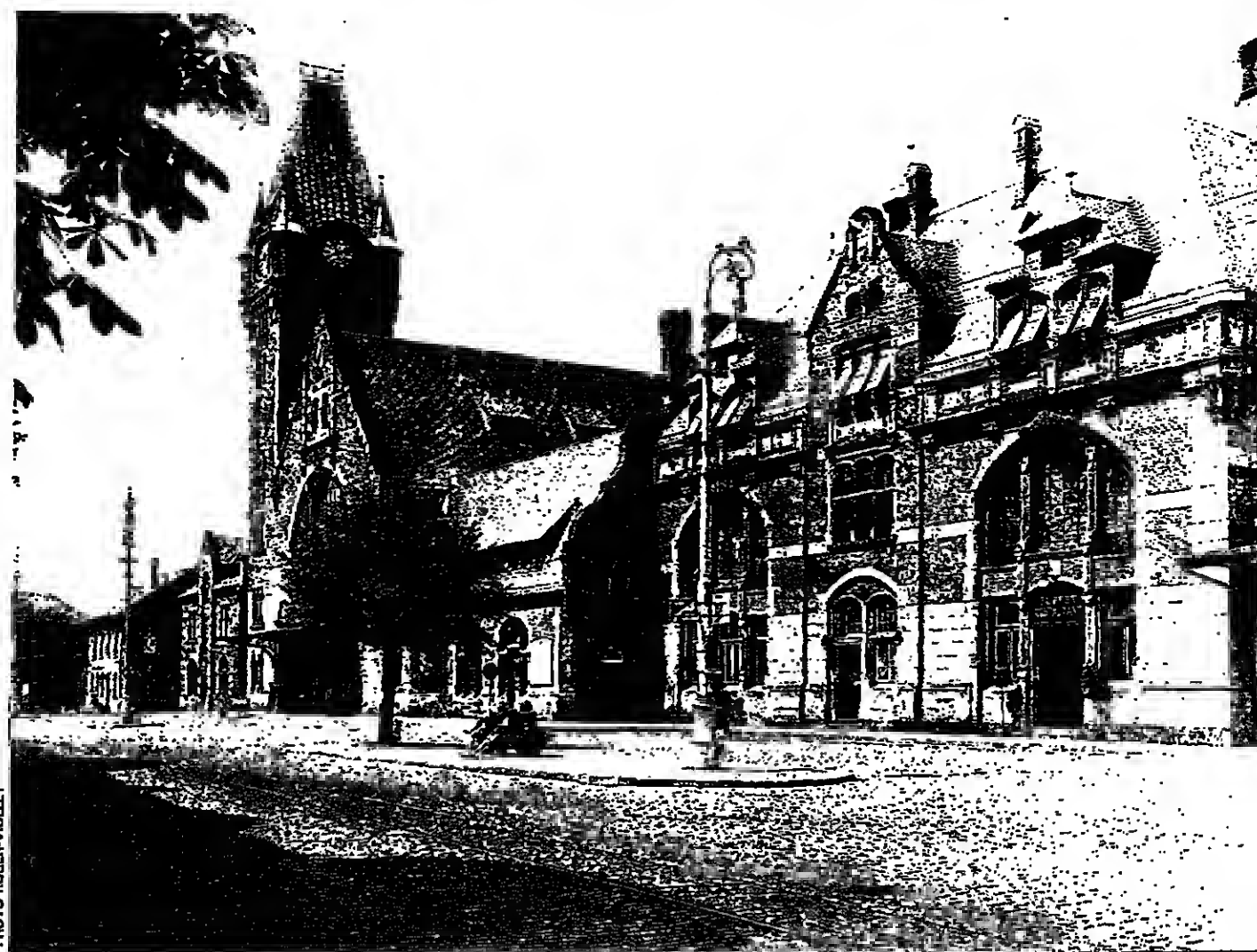
La période allemande a laissé Colmar et ce Lorrain de nombreux repères bâtis, des souvenirs « en dur » pour lesquels la population a longtemps nourri des sentiments qui allaient de l'indifférence à l'hostilité. Mais si l'on a pensé un moment, dans les années 50, démolir le Palais du Rhin, à Strasbourg, et si aujourd'hui on reconnaît plus volontiers les qualités de l'urbanisme germanique, les gares, utiles, n'ont jamais été vraiment menacées et sont désormais cotées dans le patrimoine : moins typées, et un peu moins significatives d'ailleurs, que l'« impériale », massive et aéronautique gare de Metz, celle de Colmar, placée à l'écart du centre, affiche l'aimable style campesque d'un château qui n'aurait pas ostentement choisi son époque.

Allemende, certes, mais folklorique, accueillante comme peut l'être le buffet, très Weinstraße, qui, lui, a gardé ses vitraux d'origine.

Que faire avec une gare ? Que faire avec un monument historique ? Que faire avec la commande publique ? L'artiste s'explique. Jean Le Gac explique son intervention.

« Les deux verrières sont très grandes, 6 mètres sur 8, des demi-cercles. Placées très haut, elles se détachent sur le ciel, sans qu'un bâtiment interfère. Je n'ai pas vu les vitraux d'origine, sur un thème très wagnérien, la Force domptant la vapeur ; je connais le dessin de Hansi qui représente en tout cas le sentiment des Alsaciens à l'égard du « kolossal » de cette architecture. Dessin descriptif au carter, je ne sais, mais qu'importe... »

« J'ai choisi le thème du peintre du dimanche à qui il arrive des aventures. Très narratif. D'un côté, deux jeunes femmes allongées, des jumelles, ligotées, le train au loin, le peintre arrive, il va les sauver. Deuxième image, la promenade, elles deviennent les modèles du peintre. Un thème très présent dans la littérature de gare, le roman populaire et le cinéma muet : le héros et l'héroïne liés sur la voie, et le train va arriver. Des images aussi qui rejoignent mes préoccupations les plus anciennes : j'avais travaillé, en 1972, à la gare de Cauterets, sur des voies ferrées abandonnées,



je me mettais en scène, « le peintre est perdu », ligoté sur la voie. »

« Le dessin que j'ai fait tout de suite s'est réalisé, un an et demi plus tard, très conforme à la première idée. Mais l'interprétation des images faussement réalistes se fait, toujours dans le sens le plus « dur » : la SNCF, confrontée chaque semaine à des tentatives de suicide, était extrêmement préoccupée, craignait une incitation. Et j'ai cédé : les voles sont à côté, elles ne passent plus sous les personnages. Mais je sais que le romanesque joue sur quelques détonations, toujours les mêmes, on a beau mettre des parenthèses ou des guillemets pour que les images soient moins vives, on voit tout de même l'image, le fantasme est présent. »

On apprend alors que Jean Le Gac collectionne les romans de la série Harry Dickson, détective américain, et on se souvient qu'il a donné à Belleville un mur peint où surgit Fantômas.

« Je le voyais en noir et blanc. Nous avons tenté la couleur, la SNCF y tenait, je l'ai aquarellé, le dessin restait dominant. Mais bien que des publicités vantent cette possibilité, les fabricants ne pouvaient pas garantir la tenue des couleurs. Nous sommes revenus au noir et blanc : le résultat me plaît, je suis très content. C'est moins illustratif, plus fort. »

« Il ne s'agit pas de vitraux, mais de verrières : une feuille de plastique traitée en sérigraphie, scellée entre deux glaces épaisses. C'est Eric Linard, sérigraphe à Strasbourg, avec qui je travaille beaucoup, qui a eu l'idée. Et nous avons expérimenté avec une filiale de Saint-Gobain, la Sivaq, spécialisée dans le verre feuilleté, qui ne l'avait jamais pratiquée dans de telles dimensions. C'est une première. Ils le font à l'échelle de fenêtres : comme les gens ont le vertige devant ces grandes baies, on imprime de faux balcons. Je voulais le rendu du crayon ; il a fallu, à cause de

1907-1991



la transparence, augmenter les densités. » Pour la couleur, Jean Le Gac s'en remet au ciel : « On le voit beaucoup, on voit les nuages, l'image est animée. A l'échelle inouïe, on a intérêt à rester sobre. Les publicitaires doivent frapper l'imagination pour quelques jours, quelques semaines. Nous, nous durons.

C'est toujours délicat, la commande publique, c'est compliqué : à la fois, on a envie de sortir de l'atelier, de la galerie, d'être dans un autre cadre.

« Mais on redoute d'être bridé, de subir un thème imposé. Dans cette expérience, tout s'est admirablement passé, car j'ai eu la chance d'être appelé à Colmar par le conseiller aux arts plastiques de la région Alsace, Jean-Yves Babinier, très bon diplomate, qui a réussi à convaincre la SNCF de me laisser libre. La direction régionale a joué le jeu. C'est vrai, notre discours ne fonctionne pas toujours vis-à-vis des personnes trop éloignées de l'art. Quelquefois, c'est une question de mots, une façon de raconter les choses.

« Répondre à une commande, cela ne va pas de soi. J'étais très tenté par Colmar, mon itinéraire le prouve. Ma véritable carrière d'artiste commence alors que je tournois le dos au milieu de l'art, dans les années 70.

« Je suis entré dans le monde de l'art par la petite porte. Enfant d'un pays minier, Carmaux, j'ai vu un jour un peintre du dimanche, ses boîtes et ses couleurs. J'ai voulu être artiste : j'irais à Paris, je rencontrerais André Breton. Je suis venu à Paris, je n'ai jamais su où était l'art, ni rencontré aucun artiste. Devenu professeur de dessin, on m'a nommé à Béthune. Encore la mine. Après neuf années, retour à Paris : quittant les pincesaux, je suis devenu artiste. Hors des lieux de l'art, je louais un salon vélu dans un hôtel et j'envoyais des invitations, je décrivais « œuvre

d'art » la vitrine d'un chauffagiste, et j'organais un « vernissage ». A plusieurs, nous invitons à des promenades dans un parc, nous parlions. C'étaient des « actions ». C'était après 68, tout était bloqué, les galeries au plus bas, la situation n'était pas drôle (2).

« Depuis, on expose dans des usines, dans des fermes ; un jour peut-être, il n'y aura plus de trains. La gare de Colmar sera un musée. En fait, c'est mieux ainsi, je pense qu'on ne peut apercevoir l'art que par surprise, quand on ne s'y attend pas. Un vernissage, une exposition, même pour les œuvres les plus belles, c'est toujours un peu quelque chose d'après, un terrain connu.

« La gare n'est pas un milieu qui predispose à l'art, on n'a pas le temps, on y est souvent dans une situation excessive, ou même dramatique, un départ, un pareil malade. Pas une seconde pour voir de l'art, mais les verrières sont là. En fait, les gens disent : je ne comprends pas, ce sont eux qui ont raison. Car ils vont au-delà de l'image intelligible. Il n'y a rien dans ma façon de travailler qui en révèle la modernité. Mon dessin est de type classique. S'il laisse une trace, fugace, elle sera de l'ordre de l'apparition. Si c'est fort, j'aimerais qu'elle entre directement dans le domaine du souvenir.

« L'expérience humaine capitale, c'est la mémoire. La mort, on ne peut rien en dire, la maladie, c'est trop dur. Le présent n'existe pas, l'avenir, on ne le connaît pas. Il reste ce qu'on a été. Travailler sur le souvenir. Jouer avec la mémoire. » Cette gare en style composite me convient à mai qui travaille la chronologie, avec l'imagerie d'autrefois que j'omène dans l'actualité. » Jean Le Gac prépare ce moment ce qu'il nomme ses « Fantômes », personnages de la littérature et de la fiction romanesque, du cinéma au de la bande dessinée qu'il réunit sur des trises et accompagne de textes écrits, de brouillons de lettres, de signes de la vie quotidienne. « Le sujet de la peinture, c'est le peintre », affirme Le Gac depuis vingt ans, mêlant le texte et le dessin, la photographie et les coupures de journaux, posant dans ses expositions les instruments de l'art, le chevalet, l'appareil photographique, ou une effigie du peintre peignant. « A Colmar, l'image du peintre surgit, en sauteur, dans l'imagination de celui qui passe.

« Si l'art n'existe pas en dehors du milieu, s'il n'est pas essentiel, s'il ne peut répondre aux questions du naïf que je suis, il ne m'intéresse pas. »

Propos recueillis par Michèle Champenois

(1) Les verrières de Colmar ont été financées par la SNCF et la Délégation aux arts plastiques à parts égales (600 000 F) avec une subvention de la ville de 100 000 F pour un total de 1,3 million de francs.

(2) Les artistes du groupe (disons depuis) auquel appartenait Le Gac dans les années 1968-1972 sont présentés à Rennes, du 13 mai au 30 juin prochains, par l'université de Rennes, sous le titre « Une scène parisienne ». Parmi eux, Boltanski, Borgeaud, Annette Messager et Sarkis.

Des prix à vous faire partir !

FORT-DE-FRANCE 3300F

POINTE-A-PITRE 3300F

Tél. : 40 53 07 11 • 181, bd Pétrole, 75017 PARIS



THAÏLANDE. CET ÉTÉ PLUS QUE JAMAIS.

THAI EUROPE - 23, AV. DES CHAMPS-ÉLYSÉES 75008 PARIS - TÉL. : 44.20.70.15 - RÉSERVATIONS : TÉL. : 44.20.70.80.
THAI CÔTE D'AZUR - 6, AV. DE SUÈDE, PARK HÔTEL 06012 NICE - TÉL. : 93.16.27.77.

Brunei : de l'or pour l'islam

Suite de la page 13

Le palais que s'est fait construire l'actuel sultan, au milieu de la forêt, qui commence aux portes mêmes de la capitale, Bandar-Seri-Bégawan, compte mille sept cent quatre-vingt-huit pièces (à croire qu'à Brunei on connaît l'histoire de France et qu'on y est superstitieux). Mais les deux coupes qui le ponctuent ne sont pas en or massif, contrairement à ce que Gérard de Villiers veut faire croire à ses lecteurs dans *Arnaque à Brunei*...

Les dômes palatiaux sont seulement recouverts de fines feuilles d'or pur, comme d'ailleurs la coupole de la mosquée lacustre Omar-Ali-Seïfédine-III, édifée en 1958 par le précédent souverain, première construction géante en dur du sultanat, premier étalage monumental de la prospérité pétrolière, comme le sera la dizaine de clochetons prévus à la nouvelle grande mosquée, dont la réalisation a été retardée par un terrain qui prend du gîte.

Bandar-Seri-Bégawan est située à une quinzaine de kilomètres de la mer, au confluent spongieux et boisé du Kédayan et du Brunei, longtemps refuge idéal contre les incursions maritimes, seul danger redouté par le sultanat corsaire

pillé de nuit les navires de commerce longeant le littoral bornéan, on se jetait dans le protecteur fjord équatatorial, quasi invisible du large.

Autre avantage, la marée, le courant, emportaient épluchures et autres rejets des habitations. Aujourd'hui, les Bruneïens consomment force boissons, aliments, couches pour nourrissons et autres mouchoirs en papier, dont ils balancent par la fenêtre les emballages, comme leurs parents faisaient des simples écorces de fruit. Résultat : les rues liquides de Bandar offrent souvent le spectacle d'une décharge flottante, permanente là où l'eau stagne parmi les palétiers et autres plantes balophiles.

La partie de la ville construite au cours des dernières décennies sur la terre qu'un appelle ferme, faite de vécable mieux adapté, est un peu mieux entretenue que les quartiers lacustres, mais elle est d'une laideur sans rémission, alignant ses blocs de béton bon marché, ses commerces strictement utilitaires, ses conditionneurs d'air à bruit d'avion. Une petite cité nord-américaine de second ordre, peuplée surtout de Chinois.

Et de Chinois grognons, furieux contre un Etat qui, au nom des

d'ailleurs reconnu sans détonner par les Fils du Sol, de la présence économique de ces immigrés dans le monde malais.

Il n'y a pas que les Chinois. Il y a aussi - et surtout - les Chinois. Avec des riens, une main légèrement mais si savamment passée sur les aubaines rasées des Malais, une robe longue fendue très haut sur des cuisses quelconques des lars promues fuseaux interminables, un sourire aussi léger qu'entendu, avec ces riens, donc, elles érotisent le moindre bar minable, pour peu que les lumières soient roses. Gérard de Villiers n'a pas craint, dans le livre déjà mentionné, d'imaginer (de reconstituer ?) des soirées très fines sino-bruneïennes ayant pour cadre jusqu'à des demeures dynastiques...

Les docteurs et autres desservants du culte sunnite régnant ont fini par tonner. Comment ! un prince de la Famille sainte, revenu

ici qu'aux hommes de conduire.

Dans son cours de civilisation, le professeur Hadj Mohamed Nazir se plait de plus en plus fréquemment à dénoncer « l'Occident basé sur le matérialisme, sur l'excès de liberté pour les femmes, désormais impliqués dans toutes sortes d'offenses et qui, du coup, abandonnent leur moissonne (...). La nation n'est pas préparée à ça, les occidentaux menacent la stabilité de la société malaise dont la culture refuse l'utilitarisme sexuel, le sensationnalisme, l'individualisme, éléments déléteurs diffusés par le Rotary Club, le Lion's Club, les francs-maçons, le sionisme, l'organisation juive internationale Bnai-Britz ».

Le clergé chrétien, qui gère quelques milliers de fidèles autochtones dans la jungle, ou chinois dans les agglomérations, est entré à son tour dans le collimateur, l'un des deux prêtres catholiques du Sultanat se voyant contraint de partir après le refus administratif de renouveler son permis de séjour. Une boutique tenue par un jeune Pathan du Pakistan s'est ouverte dans une artère du district terrestre de Bandar-Seri-Bégawan. On y vend les textes classiques musulmans en malais mais aussi l'hagiographie éditée en Malaisie du cheik égyptien Hassan El Banna, fondateur des Frères musulmans en 1928, des pamphlets décrivant les catholiques comme des « adorateurs d'un moulin » (l'Agneau de Dieu) ou, comme des « contables » puisqu'ils mangent leur « divinité faite homme ».

Ce ne sont évidemment pas de pailles faisaies - de plus en plus répandues maintenant en Afrique et en Asie - qui sont débitées au Centre de Daoua - littéralement « l'invite » (à s'islamiser) - installé depuis 1985 dans les environs de Bandar. Les cadres de cette mini-propaganda Fide opinent de la cécité en velours noir, dont ils sont uniformément coiffés, lorsque leur directeur, Hadj Mohamed Amine, nous indique que « rien n'est mauvais en soi dans la vie contemporaine. Bien que tout aille trop vite de nos jours, l'islam doit s'adapter à relever le défi du monde moderne et, par définition, il le peut puisqu'il est conçu par Dieu lui-même pour répondre à toutes les questions passées, présentes et à venir posées par l'humanité ».

La tâche de la Daoua est facilitée par le fait qu'à Brunei, comme dans la majorité des régimes musulmans, « seule est autorisée la propagation de l'islam ». Dans les écoles, le dogme de la foi dominante est enseigné à tous les élèves sans distinction de religion. « Nous n'attaquons pas les autres confessions, nous dépe-

gnons l'islam tel qu'il est et, dans bien des cas, c'est suffisant pour amener la conversion du sujet », énonce placidement le responsable du Centre qui se félicite « de l'existence de soixante-dix mosquées à Brunei et des trois cents à quatre cents nouveaux croyants, dont des Européens, amenés ici en moyenne chaque année à la foi islamique ».

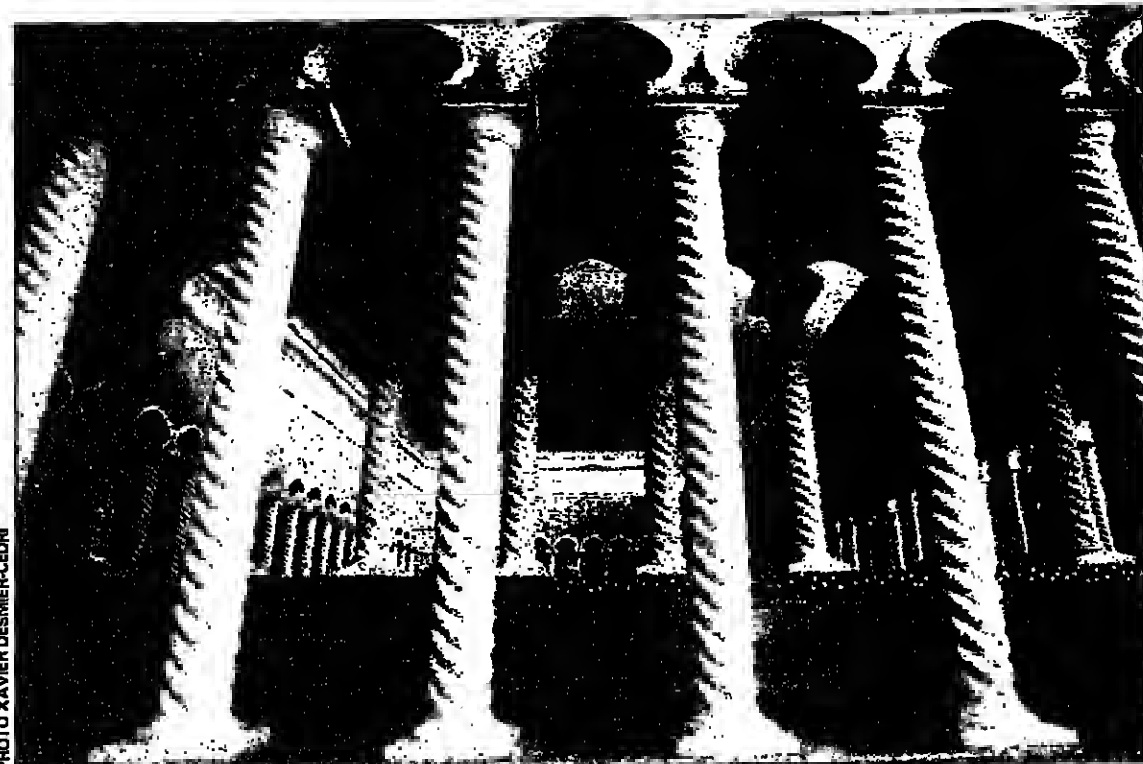
Bénéficiaires donc le naphthé et la Brunei Shell Petroleum (dont la partie non-bruneïenne, la Royal Dutch Shell, empêche à chaque exercice, soit dit en passant, environ 10 milliards de francs dans des conditions de rentabilité annuelles sur la planète) sans lesquels la coranisation serait sans trésorerie ! La compagnie pétrolière finance elle-même directement, parmi ses propres employés, des concours annuels de récitation du Coran, avec section masculine et section féminine, dont la finale nationale fait rituellement la « une » du *Borneo Bulletin* et du *Borneo Post*, entre les nouvelles internationales et les réclames pour montres suisses montées sur un dollar en or.

Ces dollars servent aussi, quel-

quefois, à l'art pour l'art. Avec un bien des cas, c'est suffisant pour amener la conversion du sujet », énonce placidement le responsable du Centre qui se félicite « de l'existence de soixante-dix mosquées à Brunei et des trois cents à quatre cents nouveaux croyants, dont des Européens, amenés ici en moyenne chaque année à la foi islamique ».

A l'occasion de la récente reconstitution maritime de la Route de la soie par l'UNESCO, à l'époque de Brunei-Darussalam (« Brunei-Porte-de-la-Paix », nom officiel du Sultanat) des experts de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture se sont rendus compte que, dans leur hâte, les jeunes conservateurs bruneïens avaient interverti quelques étiquettes des objets d'art... L'UNESCO, dont Brunei n'est pas encore membre, a proposé aux autorités de Bandar-Seri-Bégawan, de venir remettre de l'ordre dans les inscriptions. Le sultanat doit encore peaufiner son islam.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



La double colonnade du bassin des ablutions de la mosquée Omar-Ali-Seïfédine-III, élevée en 1958 par le père du sultan actuel. Ce sanctuaire fut le premier geste de la prospérité pétrolière en faveur de l'islam.



Entre jungle et fleuve, le quartier lacustre de Bandar-Seri-Bégawan.

qui, en revanche, ne craignait guère les aborigènes de l'intérieur, en dépit de leur réputation de « coupeurs de têtes ».

Aujourd'hui encore, environ la moitié des soixante mille habitants de la capitale vivent dans des bungalows en bois sur pilotis, dans une sorte de Venise avant Venise, mais munie du confort moderne, pourvue d'écoles neuves sur piliers de béton, de mosquées, de magasins, de poussoirs, de jardins, le tout relié par des praticables donnant un air de théâtre à l'ensemble ou par des canots-taxi conduits à gauche.

Les « vrais Bruneïens », comme ils s'appellent eux-mêmes, sont très attachés à ce mode de vie aquatique, hérité des temps héroïques où, après avoir arraisonné et

trois M - monarchie, musulmane, malaise - se méfie de leur sinité, prône l'islamisation générale, refuse sa citoyenneté aux non-Malais. Au cours des cinq dernières années, peut-être 20 % des cinquante mille Chinois de Brunei (inclus dans le chiffre total de la population cité supra) sont allés voir si on les aimerait mieux dans les espaces canadiens ou australiens ; mais l'émigration s'est ralentie depuis que les partants ont constaté que là-bas on payait l'impôt, ce qui n'est quand même le cas pour aucun particulier, Malais ou non, à Brunei.

Dans le sultanat, exactement comme en Malaisie ou en Indonésie (« le Monde sans visa » des 16 février et 16 mars), la suspicion à l'égard des Fils du Ciel n'est comparable qu'au besoin,

triomphalement de La Mecque en 1987 avec un Coran sous le bras, pouvait-il continuer à tolérer ces turpitudes dans ses Etats ? La sentence n'a pas tardé à tomber : depuis le 1^{er} janvier, l'importation d'alcool est interdite. Ces diaboliques de Chinois devront se passer de cet artifice si elles veulent continuer à séduire.

Le fibou, que le sultan lui-même avait refusé naguère pour les présentations de la télévision locale, est apparu ces derniers temps sur la tête d'épouses de ministres, même parfois sur celle des sultanes, sur le chef d'un nombre grandissant d'étudiants parmi lesquelles certaines refusent désormais de serrer la main de leurs condisciples de l'autre sexe et trouveraient normal que, comme en Arabie, on ne permette

COURRIER

Guernica

M. Roger Codou, de Villemomble, nous écrit :

Dans votre supplément « Sans visa » du samedi 4 mai, je relève une erreur dans l'article consacré à Saint-Sébastien. En effet, vous situez le bombardement de Guernica, par les avions de la légion Condor, le 26 avril 1936. Le coup d'Etat franquiste a eu lieu le 17 juillet 1936 et le crime de Guernica, le 26 avril 1937.

La Chaussée d'Antin

Après la publication de l'article sur le quartier de la Chaussée d'Antin (« Le Monde sans visa » du 16 février), M. Jérôme Perrin nous a adressé la lettre suivante : Nous habitons, ma femme et moi, le 9^e arrondissement depuis dix ans et le trajet bi-quotidien, que je fais à pied, entre mon domicile et mon lieu de travail me conduit à traverser systématiquement le quartier décrit dans votre article.

Comme nous l'avons souvent fait à l'occasion de visites guidées dans Paris, je me suis mis à lever le nez, à tenter d'ouvrir certaines portes, en suivant vos recommandations éclairées. J'agrémente ainsi régulièrement un trajet qui finissait par devenir assez répétitif.

Bravo pour votre très bonne connaissance du quartier et de son bistrot. Si j'ai pu apprécier votre sélection d'immeubles considérés comme typiques de l'architecture de l'époque, je vous signale que le numéro 33 de la rue Laffitte n'a pas survécu à votre article. Il vient en effet d'être la victime des démolisseurs, ce qui est d'autant plus surprenant dans notre quartier où se multiplient les rénovations d'immeubles anciens préservant les façades (rue Laffitte, rue Le Pelletier, rue de Provence, rue Blanche, etc.).

Dans ce quartier comme dans maints autres sites, un comité de défense serait le bienvenu pour préserver l'harmonie architecturale d'autant plus exceptionnelle que la construction du quartier s'est étalée sur une période relativement courte (environ soixante-dix ans) et me semble représenter un exemple intéressant d'ensemble architectural éclairé, puisque les artistes fortunés de la Nouvelle Athènes sont venus pondérer avec grâce la rigueur ostentatoire des immeubles de la haute finance.

Chez Monet

M^{me} Marie Peltier, de Meudon, nous fait part de sa « perplexité » à la lecture de « Giverny, cimaises d'Amérique » dans « le Monde sans visa » du 13 avril :

Lorsque, dans les années 60, j'allais rêver chez Monet, c'était avec une certaine mélancolie devant l'état d'abandon de la maison ! J'étais alors étonnée que l'Institut, illustre propriétaire, ne se soucie point d'un entretien même modeste. Il a fallu l'intervention étrangère pour que Giverny devienne le lieu de « hantise touristique » actuel dont chacun peut penser ce qu'il veut.

Voici maintenant qu'un musée se construit dans la prairie, financé encore par des capitaux américains.

Pour ce qui est du musée Marmottan, si agréable en dehors des grandes expositions, n'est-ce point un généreux japonais qui a permis de mettre en valeur les salles du rez-de-chaussée ? L'Institut a des problèmes avec la Cour des comptes : cela ne me gêne pas, mais en revanche je déplore son incurie, sa pauvreté de gestion, son manque de grandeur, et j'ai bonte de constater que les étrangers défendent notre patrimoine sur notre propre sol ! Je les en remercie avec un goût amer dans la gorge.

IMMOBILIER DE TOURISME

Chaque deuxième semaine du mois
le VENDREDI, daté SAMEDI,
dans le supplément MONDE SANS VISA
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV

Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.

Renseignements insertions : 45-55-91-82, p. 4324.



AU PRINTEMPS C'EST MOINS CHER !

PREPAREZ DES MAINTENANT VOS
REPAS GASTRONOMIQUES DE L'ANNEE

Loin de France, la vraie gastronomie vous manque.

Quel que soit le pays où vous habitez, retrouvez-la !
N. TALLON a sélectionné pour vous les meilleurs produits du terroir :
FOIES GRAS, TRUFFES, CONFITS, CASSIOULETS, ETC.
Demandez dès maintenant votre catalogue, sous la référence SHM10 ;
une agréable surprise vous est préparée par :
N. TALLON S.A.R.L.
14 résidence des Roses Rouges - 94800 VILLEJUIF (France)

صوتنا من الامم



Aujourd'hui la statue de Rude est au purgatoire, dans les

AUTRICHE

LA BONNE ADRESSE

Altenburg
★★★★

Romantisme et distractions...
LOISIRS DE LA VILLE (BAINESBACH) & S.N.J. - CALME REPOUSANT DE LA CAMPAGNE (POINT DE DÉPART IDEAL POUR PETITES VILLAGES ET GRANDES RANDONNÉES EN MONTAGNE) - ANCIEN ENSEMBLE - RESTAURANT GASTRONOMIQUE - SOUVENS - AMBITION DE GRANDE CLASSE - SAUNA - SOLARIUM - BAINS ROMAINS.

Nikolova et Karin Wiedner - M-6482 MUTTERSENBOI, Kladsko 4
TEL. 79/327/59.70/53 - Fax 79/327/59.70/53 - 33

Bridge

n° 1434

CHAMPIONNAT D'EUROPE
PAR PAIRES

La plus belle donne du Championnat d'Europe par paires qui n'a eu lieu qu'une fois à Salsomaggiore est sans doute celle qui a permis au Finlandais Vitasalo de réussir ce chelem.

♠ 443
♥ RV752
♦ ROV93
♣ 10863

♠ AR109752
♥ 1093
♦ 1098
♣ 1042

Ann : O. don. NS vuln.

Ouest Nord Est Sud
Feichtin 2 SA 4 6 6
Contre Passe Passe Passe

Ouest ayant entamé l'As de Cœur, comment le Finlandais Vitasalo a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A TRÈ-FLE contre toute défense ?

RÉPONSE
Si on se laisse tenter par l'affranchissement de l'une des couleurs rouges, on va chuter chaque fois que les atouts seront 3-0, c'est-à-dire dans 22 % des cas. D'autre part, même si les Trèfles sont 2-1, il faudra que les Cœurs soient répartis 4-3 (peu probable d'après l'ouverture) ou que la Dame de Carreau soit troisième pour que l'on puisse faire douze levées.

Alors que faire ? Au lieu d'espérer les atouts 2-1 et de choisir la couleur rouge qu'il faut libérer, il vaut mieux essayer de faire douze levées en *douze coups*.

Voids comment le Finlandais Vitasalo a joué : il a coupé l'entente à Cœur (avec le 3 de Trèfle), puis il a tiré l'As de Carreau et a coupé un deuxième Cœur avec le 9 de Trèfle pour jouer le Roi de Carreau et *défausser le singleton de Pique*. Ensuite il a coupé un Pique (avec le 5 de Trèfle), un troisième Cœur (avec le Valet de Trèfle) et un deuxième Pique (avec le 6 de Trèfle) sur lequel est tombée la Dame de Pique. Alors il a coupé une quatrième fois Cœur (avec la Dame de Trèfle) et un Carreau (avec le 7 de Trèfle). Enfin une *cinquième coupe à Cœur* (avec le Roi de Trèfle) a permis une dixième levée, et il ne restait plus qu'à faire les deux derniers atouts de Sud :

♠ 1042 ♠ 840V ♠ R109
♥ VVAA8

Sud joue le Valet de Cœur, Ouest coupe et se jette dans la fourchette As 8 à Trèfle.

LA RENTRÉE MYSTÉRIEUSE
Quand la richesse d'un mort semble inaccessible, il faut faire preuve

d'imagination comme le prouve cette donne :

♠ 53
♥ A74
♦ OV9742
♣ D85

♠ OV98
♥ ROV93
♦ 10863
♣ 1096432

♠ AR742
♥ 83
♦ AR0
♣ RV7

Ann : E. don. Tons vuln.

Ouest Nord Est Sud
Passe 30 Passe 3 SA

Ouest a attaqué le Roi de Cœur, la Dame de Cœur et le Valet de Cœur pris par l'As de Cœur du mort sur lequel Est a fourni son dernier Cœur. Comment Sud peut-il gagner TROIS SANS ATOU contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES
L'ouverture de « 3 Trèfles » vulnérable est particulièrement faible, mais les barrières sont tellement gênantes que certains joueurs n'hésitent pas à les lever même avec un nombre de levées de jeu insuffisant.

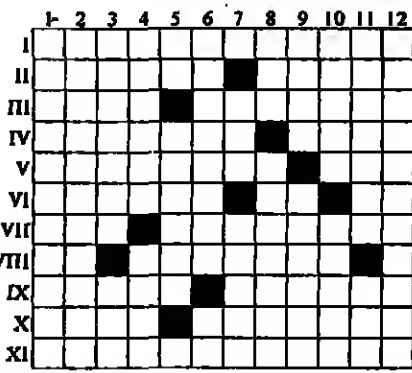
COURRIER DES LECTEURS
Pour ne pas perdre la bonsoir « On m'a demandé, écrit un lecteur, si je jouais le 2 Trèfles Boussole, et j'aimerais bien savoir ce que c'est. »

Il s'agit d'une convention nouvelle d'un emploi très rare. Elle n'a d'intérêt que si vous faites de la haute compétition. Depuis toujours il est admis (et c'est logique) que dans la situation suivante : S : 1 Cœur - 0 : 1 SA - N : 2, Nord doit automatiquement *contester à partir de 8 points* pour montrer à l'ouvertur que le camp est majoritaire. Toute annonce sans suite d'une couleur par Nord (2 Trèfles ou 2 Carreaux ou 2 Piques) montre donc une main faible avec une couleur d'au moins cinq cartes. C'est ici qu'intervient le 2 Trèfles Boussole : au lieu d'en faire une enchère d'arrêt avec une couleur à Trèfle, on se transforme en 2 Trèfles en une sorte de *Slayman* (comme si c'était le partenaire qui avait ouvert de 1 SA). L'enchère, qui est forçant, promet au moins 7 points et, en principe, deux majeurs. Par conséquent : S : 1 Cœur - 0 : 1 SA - N : 2 Trèfles n'indique pas une « mistère » à Trèfles, mais une main positive avec des majeurs. D'autre part, si l'ouvertur est 1 Cœur ou 1 Pique, la surenchère de 2 Trèfles (sur 1 SA) garantit l'autre majeure et une mineure.

Philippe Bugnon

Mots croisés

n° 663



HORIZONTALEMENT
I. Très récent mouvement. - II. On l'a raté. Y alla avec les pieds. - III. Produit de la condensation. Peut tourner à la renverse. - IV. Ont malmené le peu lisse. A moitié sonné. - V. Certains la cultivent, parfois avec profit. Un peu de fatigue. - VI. Une loi répressive. Flèvre. Son ascension un mal tourné. - VII. A aussi un prix. Fera un mépris au bonheur. - VIII. Pronom. Pour en venir à bout, il faudra l'abattre. - IX. Ce sont leurs mâles qui font leur mauvaise réputation. Tout à fait ordinaire. - X. Fait rêver d'Amérique. On y entre sans réver. - XI. Distinguent bruyamment.

VERTICALEMENT
1. Accueillera le monde. - 2. Débordante. - 3. Fait la récolte. Personnel bouleversé. - 4. Donna les lettres. Va plain. - 5. Adverbe. Offrent de jolies protections. - 6. Parfaitement tranquilles. Aux bords du pied. - 7. Points cardinaux. Crus. - 8. En arrière-fond. Ont besoin des coordonnateurs. -

9. Direction. On les fait suivre quand elles sont pleines. - 10. Métales les couleurs. La refuse des gondoles. - 11. Encorda pour la montée. Indispensable un mouchoir. - 12. Ne vont pas tarder à dépeir.

SOLUTION DU N° 662
Horizontalement
1. Ramirogritis. - II. Enanera. Cida. - III. Fends. Ladres. - IV. Ordo. Adras. - V. Réaliste. Ile. - VI. Tona. CAC. - VII. Apartés. Rha. - VIII. Tride. Meroi. - IX. EOR. Niab. Nge. - X. Ustés. Léonin. - XI. Ressentiment.

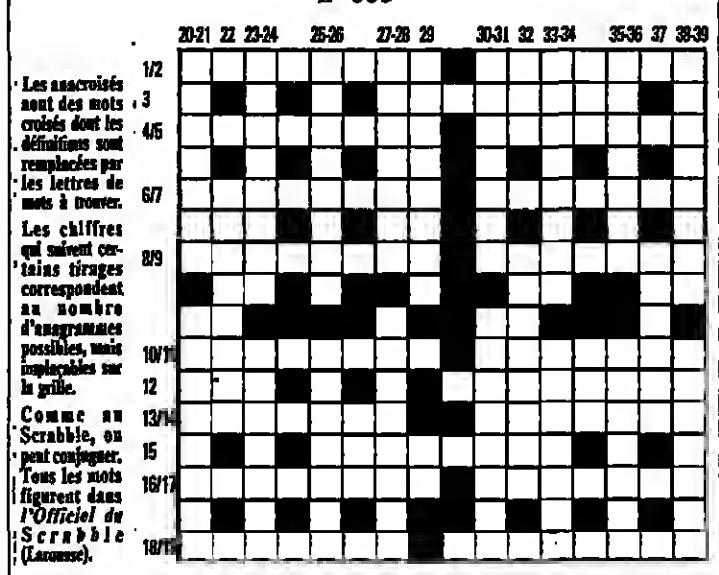
Verticalement
1. Réformateur. - 2. Amère. Prose. - 3. Mandataires. - 4. Indolore. Ea. - 5. Nés. Intense. - 6. Ar. Asse. - 7. Galet. Smalt. - 8. Arc. Obéi. - 9. OCDE. Arr. OM. - 10. Berichonne. - 11. Idéal. Engin. - 12. Sarsesant.

François Doriet



Anacroisés

n° 665



HORIZONTALEMENT
1. EPOLOQU. - 2. ENOSTUV (+1). - 3. AALNSTTU. - 4. ACDEILRU (+1). - 5. EENRTU. - 6. EELNLS. - 7. EEORTU (+2). - 8. AAEINTT (+2). - 9. ABELT (+1). - 10. EENRTU. - 11. EELTUV. - 12. ADEEFIRS (+4). - 13. AADLRTU. - 14. ENORSY (+2). - 15. EEFIGNOR. - 16. AEEILMS (+4). - 17. EENRTU (+1). - 18. AENSSS. - 19. ACCEEFIR.

VERTICALEMENT
20. AAGRTV (+1). - 21. ACORSU. - 22. AAEINRT. - 23. ACEILST (+3). - 24. AENNUV. - 25. ADEGHNU (+1). - 26. AAEGRIR (+4). - 27. EENRTU (+8). - 28. DEEMMS. - 29. AEEINRSU (+1). - 30. AEIORTU (+1). - 31. ACEHRTV. - 32. BEEFIRS. - 33. EENLRTU. - 34. EELRTT. - 35. EENRTU (+1). - 36. EEORSV (+1). - 37. AANRT (+3). - 38. AENRSSTU (+3). - 39. CEENSS (+1).

SOLUTION DU N° 664
1. TOREADOR. - 2. OUBIER (BOISEUR, BOUSIER, OUBES). - 3. ENIVRANT (INNERTAT, RAVI-

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PIS
1	LTYUXE	EXULT(A)(a)	H 3	100
2	OPPOIR	POIRE	G 9	18
3	QIISTRS	ASSORTIS	8 H	74
4	EDTUCIA	OECRUAT(b)	12 O	74
5	AKBMAW	KAWA	13 A	47
6	MOU+OUNZ	KOU	13 A	42
7	MOU+AYVI	NOTEZ	10 F	52
8	MU+OUNI	VOYAIT	M 3	38
9	COU+DEI	MUNI	I 1	20
10	COU+PENO	JUMEL	1 G	39
11	COU+PENO	PECAN (c)	B 10	34
12	COU+PENO	HARD	2 L	35
13	ODT+ESFR	MESSE	E 11	35
14	LOU+UOR	FERTES	15 O	39
15	LBNEABG	ONOULEUR	5 B	72
16	LETAUCR	BENGAL	2 A	85
17	HIOEAB	SURGELAT	O 8	80
18	BAENIMV	HIE	6 B	32
19	EE+EOFAQ	VIMANA (d)	14 J	36
20	FOLE	13 M	24	
21	EEEAQ	1 A	21	
22	EQ	L 1	21	
				1016

(a) ou LITE(A)UX ou L(A)NTEUX. (b) ELUCIDAI, 6 G, 69. (c) DOYEN, 5 K. (d) pour pyramide indienne: ENVENIMAT, C 1, 32. L. S. Philp: 924; 2. L. Bertholon: 912; 3. F. Caspard: 874.

Echecs

n° 1436

Tournoi international de Bad-Wörshofen, 1991.
Blancs : C. Asieiev.
Noirs : C. Steffens.
Défense sicilienne.

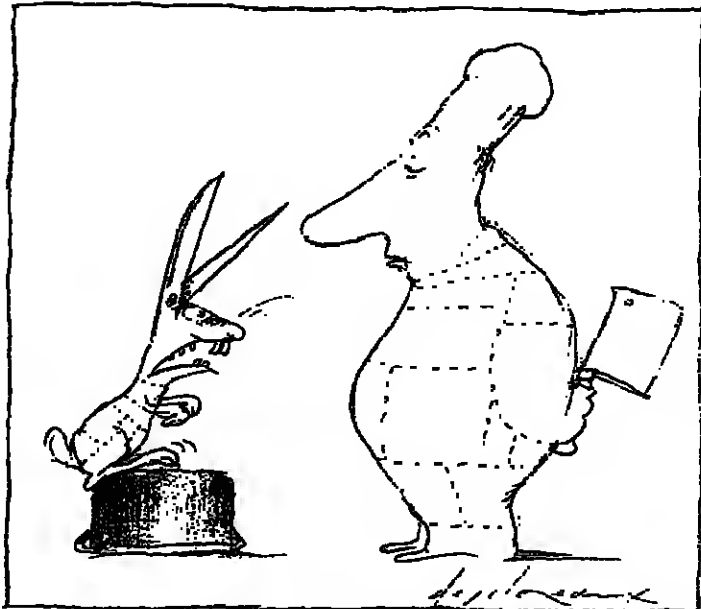
1. f4. 2. c3. 3. d4. 4. cxd4. 5. c3. 6. d5. 7. f4. 8. d6. 9. f5. 10. f6. 11. f7. 12. f8. 13. f9. 14. f10. 15. f11. 16. f12. 17. f13. 18. f14. 19. f15. 20. f16. 21. f17. 22. f18. 23. f19. 24. f20. 25. f21. 26. f22. 27. f23. 28. f24. 29. f25. 30. f26. 31. f27. 32. f28. 33. f29. 34. f30. 35. f31. 36. f32. 37. f33. 38. f34. 39. f35. 40. f36. 41. f37. 42. f38. 43. f39. 44. f40. 45. f41. 46. f42. 47. f43. 48. f44. 49. f45. 50. f46. 51. f47. 52. f48. 53. f49. 54. f50. 55. f51. 56. f52. 57. f53. 58. f54. 59. f55. 60. f56. 61. f57. 62. f58. 63. f59. 64. f60. 65. f61. 66. f62. 67. f63. 68. f64. 69. f65. 70. f66. 71. f67. 72. f68. 73. f69. 74. f70. 75. f71. 76. f72. 77. f73. 78. f74. 79. f75. 80. f76. 81. f77. 82. f78. 83. f79. 84. f80. 85. f81. 86. f82. 87. f83. 88. f84. 89. f85. 90. f86. 91. f87. 92. f88. 93. f89. 94. f90. 95. f91. 96. f92. 97. f93. 98. f94. 99. f95. 100. f96. 101. f97. 102. f98. 103. f99. 104. f100. 105. f101. 106. f102. 107. f103. 108. f104. 109. f105. 110. f106. 111. f107. 112. f108. 113. f109. 114. f110. 115. f111. 116. f112. 117. f113. 118. f114. 119. f115. 120. f116. 121. f117. 122. f118. 123. f119. 124. f120. 125. f121. 126. f122. 127. f123. 128. f124. 129. f125. 130. f126. 131. f127. 132. f128. 133. f129. 134. f130. 135. f131. 136. f132. 137. f133. 138. f134. 139. f135. 140. f136. 141. f137. 142. f138. 143. f139. 144. f140. 145. f141. 146. f142. 147. f143. 148. f144. 149. f145. 150. f146. 151. f147. 152. f148. 153. f149. 154. f150. 155. f151. 156. f152. 157. f153. 158. f154. 159. f155. 160. f156. 161. f157. 162. f158. 163. f159. 164. f160. 165. f161. 166. f162. 167. f163. 168. f164. 169. f165. 170. f166. 171. f167. 172. f168. 173. f169. 174. f170. 175. f171. 176. f172. 177. f173. 178. f174. 179. f175. 180. f176. 181. f177. 182. f178. 183. f179. 184. f180. 185. f181. 186. f182. 187. f183. 188. f184. 189. f185. 190. f186. 191. f187. 192. f188. 193. f189. 194. f190. 195. f191. 196. f192. 197. f193. 198. f194. 199. f195. 200. f196. 201. f197. 202. f198. 203. f199. 204. f200. 205. f201. 206. f202. 207. f203. 208. f204. 209. f205. 210. f206. 211. f207. 212. f208. 213. f209. 214. f210. 215. f211. 216. f212. 217. f213. 218. f214. 219. f215. 220. f216. 221. f217. 222. f218. 223. f219. 224. f220. 225. f221. 226. f222. 227. f223. 228. f224. 229. f225. 230. f226. 231. f227. 232. f228. 233. f229. 234. f230. 235. f231. 236. f232. 237. f233. 238. f234. 239. f235. 240. f236. 241. f237. 242. f238. 243. f239. 244. f240. 245. f241. 246. f242. 247. f243. 248. f244. 249. f245. 250. f246. 251. f247. 252. f248. 253. f249. 254. f250. 255. f251. 256. f252. 257. f253. 258. f254. 259. f255. 260. f256. 261. f257. 262. f258. 263. f259. 264. f260. 265. f261. 266. f262. 267. f263. 268. f264. 269. f265. 270. f266. 271. f267. 272. f268. 273. f269. 274. f270. 275. f271. 276. f272. 277. f273. 278. f274. 279. f275. 280. f276. 281. f277. 282. f278. 283. f279. 284. f280. 285. f281. 286. f282. 287. f283. 288. f284. 289. f285. 290. f286. 291. f287. 292. f288. 293. f289. 294. f290. 295. f291. 296. f292. 297. f293. 298. f294. 299. f295. 300. f296. 301. f297. 302. f298. 303. f299. 304. f300. 305. f301. 306. f302. 307. f303. 308. f304. 309. f305. 310. f306. 311. f307. 312. f308. 313. f309. 314. f310. 315. f311. 316. f312. 317. f313. 318. f314. 319. f315. 320. f316. 321. f317. 322. f318. 323. f319. 324. f320. 325. f321. 326. f322. 327. f323. 328. f324. 329. f325. 330. f326. 331. f327. 332. f328. 333. f329. 334. f330. 335. f331. 336. f332. 337. f333. 338. f334. 339. f335. 340. f336. 341. f337. 342. f338. 343. f339. 344. f340. 345. f341. 346. f342. 347. f343. 348. f344. 349. f345. 350. f346. 351. f347. 352. f348. 353. f349. 354. f350. 355. f351. 356. f352. 357. f353. 358. f354. 359. f355. 360. f356. 361. f357. 362. f358. 363. f359. 364. f360. 365. f361. 366. f362. 367. f363. 368. f364. 369. f365. 370. f366. 371. f367. 372. f368. 373. f369. 374. f370. 375. f371. 376. f372. 377. f373. 378. f374. 379. f375. 380. f376. 381. f377. 382. f378. 383. f379. 384. f380. 385. f381. 386. f382. 387. f383. 388. f384. 389. f385. 390. f386. 391. f387. 392. f388. 393. f389. 394. f390. 395. f391. 396. f392. 397. f393. 398. f394. 399. f395. 400. f396. 401. f397. 402. f398. 403. f399. 404. f400. 405. f401. 406. f402. 407. f403. 408. f404. 409. f405. 410. f406. 411. f407. 412. f408. 413. f409. 414. f410. 415. f411. 416. f412. 417. f413. 418. f414. 419. f415. 420. f416. 421. f417. 422. f418. 423. f419. 424. f420. 425. f421. 426. f422. 427. f423. 428. f424. 429. f425. 430. f426. 431. f427. 432. f428. 433. f429. 434. f430. 435. f431. 436. f432. 437. f433. 438. f434. 439. f435. 440. f436. 441. f437. 442. f438. 443. f439. 444. f440. 445. f441. 446. f442. 447. f443. 448. f444. 449. f445. 450. f446. 451. f447. 452. f448. 453. f449. 454. f450. 455. f451. 456. f452. 457. f453. 458. f454. 459. f455. 460. f456. 461. f457. 462. f458. 463. f459. 464. f460. 465. f461. 466. f462. 467. f463. 468. f464. 469. f465. 470. f466. 471. f467. 472. f468. 473. f469. 474. f470. 475. f471. 476. f472. 477. f473. 478. f474. 479. f475. 480. f476. 481. f477. 482. f478. 483. f479. 484. f480. 485. f481. 486. f482. 487. f483. 488. f484. 489. f485. 490. f486. 491. f487. 492. f488. 493. f489. 494. f490. 495. f491. 496. f492. 497. f493. 498. f494. 499. f495. 500. f496. 501. f497. 502. f498. 503. f499. 504. f500. 505. f501. 506. f502. 507. f503. 508. f504. 509. f505. 510. f506. 511. f507. 512. f508. 513. f509. 514. f510. 515. f511. 516. f512. 517. f513. 518. f514. 519. f515. 520. f516. 521. f517. 522. f518. 523. f519. 524. f520. 525. f521. 526. f522. 527. f523. 528. f524. 529. f525. 530. f526. 531. f527. 532. f528. 533. f529. 534. f530. 535. f531. 536. f532. 537. f533. 538. f534. 539. f535. 540. f536. 541. f537. 542. f538. 543. f539. 544. f540. 545. f541. 546. f542. 547. f543. 548. f544. 549. f545. 550. f546. 551. f547. 552. f548. 553. f549. 554. f550. 555. f551. 556. f552. 557. f553. 558. f554. 559. f555. 560. f556. 561. f557. 562. f558. 563. f559. 564. f560. 565. f561. 566. f562. 567. f563. 568. f564. 569. f565. 570. f566. 571. f567. 572. f568. 573. f569. 574. f570. 575. f571. 576. f572. 577. f573. 578. f574. 579. f575. 580. f576. 581. f577. 582. f578. 583. f579. 584. f580. 585. f581. 586. f582. 587. f583. 588. f584. 589. f585. 590. f586. 591. f587. 592. f588. 593. f589. 594. f590. 595. f591. 596. f592. 597. f593. 598. f594. 599. f595. 600. f596. 601. f597. 602. f598. 603. f599. 604. f600. 605. f601. 606. f602. 607. f603. 608. f604. 609. f605. 610. f606. 611. f607. 612. f608. 613. f609. 614. f610. 615. f611. 616. f612. 617. f613. 618. f614. 619. f615. 620. f616. 621. f617. 622. f618. 623. f619. 624. f620. 625. f621. 626. f622. 627. f623. 628. f624. 629. f625. 630. f626. 631. f627. 632. f628. 633. f629. 634. f630. 635. f631. 636. f632. 637. f633. 638. f634. 639. f635. 640. f636. 641. f637. 642. f638. 643. f639. 644. f640. 645. f641. 646. f642. 647. f643. 648. f644. 649. f645. 650. f646. 651. f647. 652. f648. 653. f649. 654. f650. 655. f651. 656. f652. 657. f653. 658. f654. 659. f655. 660. f656. 661. f657. 662. f658. 663. f659. 664. f660. 665. f661. 666. f662. 667. f663. 668. f664. 669. f665. 670. f666. 671. f667. 672. f668. 673. f669. 674. f670. 675. f671. 676. f672. 677. f673. 678. f674. 679. f675. 680. f676. 681. f677. 682. f678. 683. f679. 684. f680. 685. f681. 686. f682. 687. f683. 688. f684. 689. f685. 690. f686. 691. f687. 692. f688. 693. f689. 694. f690. 695. f691. 696. f692. 697. f693. 698. f694. 699. f695. 700. f696. 701. f697. 702. f698. 703. f699. 704. f700. 705. f701. 706. f702. 707. f703. 708. f704. 709. f705. 710. f706. 711. f707. 712. f708. 713. f709. 714. f710. 715. f711. 716. f712. 717. f713. 718. f714. 719. f715. 720. f716. 721. f717. 722. f718. 723. f719. 724. f720. 725. f721. 726. f722. 727. f723. 728. f724. 729. f725. 730. f726. 731. f727. 732. f728. 733. f729. 734. f730. 735. f731. 736. f732. 737. f733. 738. f734. 739. f735. 740. f

Duchambais ou du Chambet ?

GUEUX, glorieux, gourmands, disaient-on autrefois des « bourbonnais ». L'oyonade (ragoût où l'oie en morceaux est cuite au lard, mouillée de vin rouge de Saint-Pourçain et de sang mêlé du foie écrasé), la tourtière de poulet aux sautés, le fricassin de chevreau, les pâtes aux tartouffes (pommes de terre), les sanciaux (crêpes épaisses), le piquenbague (poires cuites en pâte), etc., sont les « fanions » du régionalisme gourmand. Avec aussi le lièvre et le canard...

me semble plus ingénu. C'est M^{me} Lucien Lamoureux, femme de l'ancien ministre d'avant guerre, dans sa ferme-château de Creuzier-le-Vieux, qui, un jour que nous nous régalaient de « sang » (sang de l'oie, crème fraîche, lardons et vinaigre de vin), m'expliqua qu'il existait, proche La Palisse, un château du Chambet. Qu'en 1815 les troupes « alliées » occupèrent le château et que les soldats autrichiens d'occupation apprissent au queux dudit du Chambet à apprêter ainsi un lièvre.

Regardons d'abord la recette : il faut préparer deux bols de crème fraîche mêlée d'un quart de verre de vinaigre, sel, poivre, échalotes hachées. Le lièvre dépeçé est aussi salé et poivré, revenu en cocotte avec un peu de



beurre, puis enrichi d'un des bols de crème aigre par le vinaigre. Couvrir et cuire à petit feu, au four (ou sous la braise), en arrosant souvent et en retournant l'animal. Après deux heures de cuisson, on retire le lièvre, on le

découpe en morceaux, on le remet dans la cocotte vidée, on y ajoute le second bol de crème et on cuit encore un quart d'heure, en remuant.

Ce qui rend plus plausible cette origine d'Europe centrale est

l'usage de la crème aigre. Car Lapalisse n'est-elle pas la capitale de l'évidence depuis qu'un copiste maladroit, prenant un « f » pour un « s » ancien, se trompa de chanson ?

Monsieur de La Palice est mort Il est mort devant Paris. Hélas ! S'il n'était pas mort, Il ferait encore envie...

Et, le temps de la chasse étant trop court, un chef (peut-être celui du château du Chambet ?) imagine alors un canard à la manière (ou à peu près) du lièvre. Le canard est découpé à cru, les morceaux revenus au lard avec des échalotes hachées. A coloration, on ajoute de la farine roussie, du vinaigre de vin, on mouille de bouillon et on cuit au four. En fin de cuisson, on lie la sauce de crème fraîche.

On trouve à l'Hôtel de Paris, à Moulins, une canette rôtie à la façon du Chambet. Et peut-être, en saison de chasse, le lièvre qui l'inspire, tandis que, du côté de Moulins, le « Duchambais » semble oublié.

Mais le Bourbonnais reste, sinon dans les restaurants à la mode, du moins dans les petites auberges – et surtout chez les particuliers et en famille – une terre de tradition. C'est ainsi que Gannat (où se déroule, en juillet, le Festival mondial du folklore) ne figure sur aucun des grands guides (Michelin, Gault-Millau, Bittin gourmand), alors que sa fameuse brioche (au fromage) est une bien agréable chose que l'on aimerait trouver sur les cartes des restaurants.

La Reynière

Semaine gourmande en Bourbonnais

Le Jacquemart à Moulins

La très bonne cuisine de M. de Roberty, mais n'y cherchez rien du folklore, de l'émancipation de canard au gingembre à la feuille de banane au vieux rhum. Menus : 140 F (semaine), 190 F, 290 F et 390 F à la carte, compter 450 F-500 F.

► Jacquemart, 10, place de l'Hôtel-de-Ville, 03000 Moulins. Tél. : 70-44-32-58. Fermé dimanche soir et lundi. CB-AC-DC. Chiens acceptés.

La Fontaine à Creuzier-le-Vieux

A 5 kilomètres de Viehy – où plus aucun restaurant ne mérite mention, si ce n'est, pour le dépaysement Le Gong (7, rue de

Banville, 03200 Viehy. Tél. : 70-97-54-02), mêlant cuisine victorienne et cuisine antillaise d'une dame d'ARC, Madeleine Weiss, à 5 kilomètres donc et avec la cuisine d'une autre dame d'ARC, la chère Marguerite Trompeau, une petite auberge, domaine des plaisirs simples et des plats rustiques (avec la canette à la du Chambet, bien sûr). A la carte, compter 250 F.

► La Fontaine, 03300 Creuzier-le-Vieux. Tél. : 70-31-37-45. Fermé mardi soir et mercredi. Parking. AE-DC-CB. Chiens acceptés.

Le Chêne vert à Saint-Pourçain

Ce fut un « conservatoire » de la cuisine du pays, hier ! Aujourd'hui, celle de J.-G. Siret est bien

savoureuse, certes, et l'accueil de Martine Siret, aimable. Alors on oublie le poulet au fromage et la brioche de Gannat des précédentes en dégustant le filet de canard aigre-doux et le panaché de saumon aux pétales de saint-jacques. Mais la cave des vins du pays est remarquable. Menus : 85 F (semaine), 135 F et 175 F à la carte, compter 250 F-300 F.

► Le Chêne vert, 35, boulevard Ledru-Rollin, 03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule. Tél. : 70-45-40-65. Fermé dimanche soir et lundi hors saison. Parking. AE-DC-CB. Chiens acceptés.

L'Espérance à Magny-Cours

Belle maison au bord de la route, et surtout agréable cuisine d'un bon cuisinier, Michel Dray.

Sa viande de charolais à la moelle, ses blancs de volaille saucés aux morilles et son foie gras de canard poêlé (qui n'aurait point besoin de la confiture d'ananas d'accompagnement !) sont remarquables. N'oublions pas le homard au foie gras et la pomme de ris de veau poêlée aux artichauts. Cave exceptionnelle. Cadre remis à neuf et aussi accueillant que le sourire de M^{me} Dray régnant sur un service efficace. Bar élégant au premier étage. Chambres. Salons de 10 à 40 couverts. Menus : 200 F, 280 F, 350 F et 430 F à la carte, compter 650 F.

► L'Espérance, au bourg, 58470 Magny-Cours. Tél. : 88-58-10-40. Fermé dimanche soir et lundi. AE-CB.

Les crus du café

Dans le quatrième volume de la Grande Encyclopédie Miam-Miam (1), le capitaine Emile Beauriste rappelle la recette du café, tel qu'en 1887 Rimbaud (Arthur), négociant, a pu le boire au Grand Hôtel de l'Univers à Aden, quelques années avant sa mort en 1891 : il y a juste cent ans. « Mon travail ici consiste à faire des achats de café », écrivait-il d'Aden en 1885. Et encore : « El boun (en arabe) dans une cafetière de pierre à gros bec, un café aussi clair que l'osane de tilleul, à peine plus parfumé, et poivré au gingembre » (2).

En Arabie et en Abyssinie, le poète arabe connu la route des origines du café ; les pistes des hauts plateaux que traversaient les caravanes pouilleuses de Ménélik II, parmi les cafetiers luxuriants. Le coffea arabica Liné – du nom du naturaliste – est originaire d'Ethiopie, premier café découvert et exploité au treizième siècle, puis répandu dans le monde arabe, et ensuite, via Constantinople et Marseille, en Europe occidentale. Avant d'être exporté, à nouveau, par les colonisateurs dans toutes leurs possessions tropicales, d'un bout à l'autre de l'univers esclavagiste et civilisé ! Le kahwa oghadi des Turcs, le « kahwa », avait gagné ses lettres de noblesse.

Fortetier, dans l'édition de 1691 de son dictionnaire, rapporte que le café fut découvert par un berger, dont le bétail – qui en était friand –

« veillait et frottait toute la nuit », et que son usage fut répandu par le prieur d'une abbaye « pour empêcher que les moines s'endorment à méditer ». Emile Beauriste, officier méhariste en retraite, connaissait certainement cette légende et laisse entendre que ledit Rimbaud, tenu éveillé par le café, entretenait des relations amicales avec son fidèle camel. La vérité oblige à dire qu'Arthur se maria avec une belle Abyssinie chrétienne, à la peau couleur de café au lait.

Le coffea arabica est un arbre de 8 à 10 mètres de haut. Il donne une floraison d'un blanc pur et éphémère. Son fruit, qui ressemble à une cerise, est d'un rouge éclatant. Il est cueilli à la main et traité de façon savante pour extraire la « fève ». Mais cela est une autre histoire, et, comme dit encore Rimbaud, « la main à plume vaut la main à charrue ». C'est la fascinante aventure de cet excitant pour beaux esprits – et pour les autres – qui doit nous retenir. De Voltaire à Balzac, qui en faisait son ordinaire, que serait le commerce de l'esprit sans le café ? La médecine moderne a confirmé ses propriétés de vigilance, dues à la caféine. Sans lui, le Neveu de Rameau n'existerait peut-être pas ; pas plus que l'Etre et le Néant !

Le coffea canephora Pierre, de basse altitude, son rival, est originaire du Congo. C'est le robusta. Il est connu des pauvres de la planète,

et donc plus familier du plombier-zingueur de Prévert que de la duchesse de Guermantes. Il représente 95 % de la production de la Côte-d'Ivoire.

L'arabica est multiple, et ses variétés infinies. Seul un encyclopédiste insomniaque peut distinguer le moka d'Ethiopie du maragoupe d'Amazonie. De rares spécialistes, à Paris, torréfient chaque jour le café vendu le lendemain. Pas plus de quatre ou cinq. Tel Pierre Verlet (256, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}), comparable à un grand parfumeur. Chez lui, tout est fait main : choix, mélange, torréfaction ; avec amour. Les habitués ont « leur » café : Grand Pavois, Haute Mer et ce mélange de saison qui, selon Pierre Verlet, emprunte sa métaphore à la musique. D'ailleurs, il torréfie à l'oreille, et la magie des saveurs chante selon un accord aérien. Aucun robusta dans les « jus » qu'il exporte jusqu'à Osaka. Pierre Verlet a conscience de participer à la qualité de la table française. Dernier des Mohicans, il passe trois heures par jour à surveiller la couleur de ses pépites parfumées. André d'Amico (Brillier Davaul, passage Danoy, 12-14, rue Davaul, Paris-11^e) contrôle la couleur de son nouveau mélange, avant que les fèves ne deviennent « robe de moine ». Son échoppe, avec ses sacs de jute, est des plus pittoresques.

Faguis (30, rue de la Trémoille, Paris-8^e) est le fournisseur des quartiers chics. On y trouve le Caracoli, fleur de cime, le café du Négus, le Blue Mountain (Jahuluim), le Jamaïque – le café le plus cher du monde – est en vente au Comptoir marin (à Rennes) et à Saint-Malo. On le trouve aussi, à côté du café de Cuba, à la Maison des colonies (26, rue Beauboulevard, Paris-4^e), et plusieurs autres établissements à Paris et banlieue). Chez Méo, rue Saint-Antoine, le Blue Mountain, en vrac – mais passablement éméché – ne justifie en rien son prix – excessif – de 95 francs les

250 grammes ! A éviter. Les grandes épiceries (Fauconn, Hédiard, Méné, Le Bon Marché, Vigneau-Desmarest) et quelques grandes surfaces commercialisent des mélanges de grande qualité. Suaviser est la référence, de même que le café Sublime de Baumann (sur commande). Un conseil : il faut goûter, tester sans relâche – par exemple l'excellent Hawaii de Verlet – et comparer souvent.

L'Italie voisine a élevé des temples au café. Qui ne connaît le Florio ou le Quadri à Venise, lorsque l'or du couchant écrase les grains byzantins des mosaïques de Saint-Marc ? Mais c'est à Padoue que triomphe la splendeur néoclassique du café Pedrocchi, « l'excellent Pedrocchi, le meilleur de l'Italie... et presque égal à ceux de Paris », selon Stendhal, qui déserte Venise pour Padoue, lorsqu'il a « besoin d'idées sèches ».

La liste des grands cafés d'Europe (3) est infinie, comme celle des variétés et des saveurs de la « fève » (4). Mentionnons à égalité, pour leurs qualités urbaines, le Rosati de la Piazza del Popolo à Rome, et Les Deux Magots, à Paris. Leur trait commun sera leur fréquentation par Jean-Paul Sartre, à la belle époque du « Castor ». Le café n'est-il pas le seul breuvage qui, pour son usage, a suscité une architecture notable : de Piranese, qui décora le Café des Anglais, à Christian de Portzamparc, dont le Café Beauboulevard procure à chacun le plaisir d'un espace lumineux et étudié, perception lumineuse par l'hyperméthode que procure la divine liqueur.

Jean-Claude Ribaut

(1) Aux Editions A. Tempora, 5, rue Legouvé, 75010 Paris, 1984.

(2) Alain Borer, Rimbaud en Abyssinie, Essai/Seuil, 1984.

(3) « Cafés urbains », in Le Bureau du XIX^e siècle, de Didier Nourissin, Albin Michel, 1990.

(4) Le Livre du café, de Lucette Chabou, Bords, 1988.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES

HÔTEL LIGURE ****
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48.
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur, Tél. direct, minibar.

MANDELIEU - LA NAPOULE

ROCHER SOLEIL

RÉSIDENCE HÔTELIÈRE

STUDIOS, 2 et 3 PIÈCES
de très grand confort.
Bar, restaurant, salon, piscine, sauna,
salle de gym, jeux d'enfants.
Face au golf, à 800 m de la plage.
INFORMATIONS - RÉSERVATIONS :
(16-1) 44-01-60-68.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON

Best Western ****
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
38 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-87-62-56 - Tél. 470410.
Téléfax 93-16-17-59.

HÔTEL VICTORIA

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05340 PELVOUX

Pension complète + clubs enfants +
montagne + soirées + rafting + V.T.T. +
piscine + tennis : 1498 F semaine
réduction enfants de 25 % à 50 %.
AUBERGE LA BLANCHIE
N° VERT APPEL
GRATUIT 05-03-29-21.

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS

HTES-ALPES - STATION VILLAGE

à 5 km de St-VÉRAN

HÔTEL LE CHAMOIS

LOGIS DE FRANCE
Soleil, calme, rando, tennis
Demi-pension, pension
Tél. : 92-45-03-71.

Paris

PORTE DES LILAS

HÔTEL LILAS GAMBETTA

223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (290 F à 340 F)
TV couleur, Tél. direct, minibar.

SOUS LEZARD

06000 NICE

GRAND HOTEL

ADRIANO

Ville Patrice 42

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

Tél. 93-39-03-11

SORBONNE

HÔTEL DIANA

73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.,
TV couleur.
Tél. direct. FAX : 46-34-24-30.
De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

Provence

VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION

AUX BAUX-DE-PROVENCE

LE MAS DE L'OLIVIER

Un nouvel hôtel grand confort,
avec 20 chambres climatisées, au cœur
d'une oliveraie.
Magnifique piscine paysagée. Tennis.
Parking fermé, à proximité ; golf 9 et
18 trous, équitation, vol à voile...
Et, tout autour, le site prestigieux et
idyllique des BAUX-DE-PROVENCE.
Tél. : 90-54-35-78. Fax : 90-54-44-31.

Italie

VENISE

OFFRE SPÉCIALE

JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1991

RAMADA HOTEL VENISE

Seulement 750 FF
par personne pour 3 nuits
avec le petit déjeuner compris
Pour réserver, téléphoner :
1939-41-5310500
Fax : 1939-41-5312278
Tél. : 433294 RAMVE

Suisse

LUGANO

L'HÔTEL WASHINGTON

Situation calme près gare et
centre-ville - Grand parc et parking
1/2 pension : FS. 73 à 85 par pers.
Tél. : (1949) 56-41-36.

TOURISME

SUISSE

VALAIS : Magnifique chalet.

soleil, vue. 0041 614020333.

Home d'enfants

Vacances d'été

HAUT DOUAS (900 m alt.) 3 h de
Paris par TGV, agrément Jeunesse et
Sports. Yves et Liliane accueillent vos
enfants dans une ancienne
ferme XVIII^e, confort, rénov., au
milieu des forêts et pâturages. Accueil
limité à 14 enfants, cuis, saïne et
équilibrée, chères 2 ou 3 avec sabb.
W.C. Activités avec moniteur :
poney, tennis, jeu, ping-pong, V.T.T.,
initiat. échecs, peinture sur bois,
herbiers, fabrication du pain,
découverte environnement.
Tarif tout compris : 1 880 F/semaine
par enfant + option V.T.T.
Tél. : (161) 81-38-12-51.
Le Crêt-Agneau - La Longeville
25650 MONTBENOIT.

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE J.-B. MICHEL

B.P. n° 5

MOUSSY 51200 EPERNAY

Propriétaire-viticulteur

Doc. et tarifs sur demande

Etiquettes personnalisées

* « l'abus d'alcool est dangereux pour la santé ».

L'ORT VERT

CAVE VITICOLE

DE CLEEUROG

Vente par correspondance. Tarif sur demande.

Livraison rapide dans toute la France et à l'étranger.

67160 Wissembourg - Tél. : 88-94-30-33

Sherlock Holmes

Inventés par Conan Doyle, les personnages de Sherlock Holmes s'échappent chaque année des pages où ils se morfondent depuis un siècle, et ils reprennent vie à Meiringen, en Suisse. Là où l'auteur avait mis lui-même un terme aux aventures de son héros.

« SUISSE : DOUBLE DISPARITION ENIGMATIQUE DANS LA RÉGION D'INTERLAKEN. »
Un double crime, particulièrement énigmatique, a eu lieu samedi dernier 4 mai 1991 aux abords des fameuses chutes de Reichenbach, à dix minutes à pied du petit village paisible de Meiringen, dans l'Oberland bernois. La victime, inconnue, et son agresseur supposé, un certain Mister Moriarty, de Londres, ont péri ensemble, vraisemblablement noyés dans les eaux tourbillonnantes des chutes ; et bien que le crime ait été vu par plusieurs centaines de personnes, les corps des deux protagonistes du drame se sont comme volatilisés. Seul le chapeau de l'un d'eux, de type deer-stalker, qu'on utilise habituellement pour la chasse à la grouse en Écosse, a pu être retrouvé, ainsi qu'un dépliant, et un porte-cigarettes en argent appartenant, pense le police, à la victime, et frappé des initiales S. H. (bur. suisse de l'Ag. tél. Reuter, le 10 05 1991).

Tel pourrait être le point de départ d'une des énigmes de Sherlock Holmes que seule la sagacité du premier consulting detective du monde pourrait résoudre... S'il ne s'agissait précisément du récit de sa propre mort !

Drôle de casse-tête qui possède cependant, comme les énigmes du Chien des Baskerville, de la Ligue des rouquins et des Cinq Pépins d'orange, une solution simple parce que logique. « Lorsque vous avez éliminé l'impossible, ce qui demeure, aussi improbable qu'il puisse paraître, doit être la vérité » : faisant nôtre ce théorème méthodologique du fondateur de la police scientifique, il nous est en effet permis de révéler d'entrée le pot aux roses élémentaire de cet incroyable crime apparemment sans solution. Oui, il y a bien un double crime à Meiringen, le 4 mai 1991 : nous y étions ; mais il ne s'agissait, en réalité, que d'une reconstitution, presque d'un rituel — une de ces *private jokes* qu'affectionnent entre eux les membres anglophones de la digne Sherlock Holmes Society of London.

Explicite cette assertion. Tous les ans, en effet, invariablement, le 4 mai, les « holmésiens », comme l'on dit, les plus fous du monde, se retrouvent à Meiringen, à 30 kilomètres à l'est d'Interlaken, afin d'y rejouer en habits d'époque la mort et la résurrection de leur héros. Cérémonial immuable, presque aussi fermement codifié qu'un rite d'église. Arrivés la veille par train spécial, les fans du premier « privé » de l'histoire du roman policier, grimés, qui en *Irregulars* de l'East End, ces gamins des rues de Londres que



Sherlock Holmes utilisait pour ses filatures délicates, qui en princesses Clithilde Lothman van Saxe-Meningen, an encore en Charles Auguste Milverton, l'ignoble maître chanteur d'un des récits du *Retour de Sherlock Holmes*, après être descendus au Park Hotel Sauvage, l'ex-Hôtel des Anglais, se rassemblaient le matin au pied des chutes impressionnantes de Reichenbach.

Absurdisant spectacle, comme si tous les personnages inventés par Conan Doyle, s'échappant des pages où ils se morfondent depuis un siècle, prenaient brusquement vie. Il y a là des nobles, des ecclésiastiques, mais aussi des bourgeois, gros et petits, et des gens du peuple ; des mondaines, des demi-mondaines, et des respectueuses. On rencontre Wilson, l'étonnant dresseur de canaris de *Peter le Noir*, qui ne se déplace jamais sans sa petite cage grillagée ; Neville Saint-Claire de *l'Homme à la lettre torquée*, gentleman à la double vie ; Klopman, le nihiliste, tout habillé de noir, une hambe dans la main droite, de *Son dernier coup d'archet*. On reconnaît aussi Wiggins, le chef des *Irregulars* de Baker Street, Mrs. Hudson, la logeuse du 221 b ; l'inspecteur G. Lestrade de Scotland Yard ; et bien sûr, le fidèle d'entre tous les fidèles le bon docteur John Watson.

Paraît alors, sous les applaudissements de cette foule victorienne en diable, Sherlock Holmes lui-même, revêtu de son fameux *liverness* en tweed, et coiffé de son chapeau de chasse, sa pipe courbée dans une main et sa légendaire loupe dans l'autre ; puis, sous les huées, entre en scène son ennemi, le « *Napoleón du crime* », l'infâme professor



toujours pas mort

Moriarty, à l'âme aussi sombre que l'habite.

Le spectacle peut commencer. Sur le petit chemin escarpé qui monte le long des chutes de Reichenbach, Sherlock Holmes s'affronte à Moriarty. Éternel combat du Bien et du Mal, qui se termine, hélas, par un adieu match nul : deux mannequins représentant les deux protagonistes se voient sans ménagement précipités du haut de la falaise dans les eaux tourbillonnantes des chutes. Cris, lamentations, pleurs, regrets éternels. Sherlock Holmes est mort avec son ennemi ! Chacun, un ruban de crêpe noir accroché à son costume, redescend alors par funiculaire dans la vallée afin d'y célébrer un office au disparu.

C'est alors qu'au beau milieu des oraisons funèbres, bien sûr humoristiques, réapparait, comme dans *la Maison vide*, sous le déguisement d'un vieillard difforme... Sherlock Holmes lui-même. Le Bien avait triomphé du Mal ! Poursuivi par la bande de l'infâme Moriarty, le détective s'était tout simplement caché, voyageant de par le monde, en Perse et au Tibet, rencontrant le dalaï-lama, et rendant au passage quelques fiers services au calife de Khartoum. Il est revenu, le divin détective ! Les holmésiens rentrent en procession à Meiringen. Après les pleurs, c'est le temps des libations. Et bien sûr, comme en n'importe quel pub anglais, les horaires en moins, l'alcool coule à flots.

Parvenu en ce point de notre récit, le lecteur trop cartésien ou non informé de la mythologie, presque de la Passion holmésienne, peut légitimement s'interroger : à quoi tout cela peut-il bien rimer ? Pourquoi cette cérémonie ? Et pourquoi précisément à Meiringen.

A cette double énigme, il y a aussi, comme dans toutes les affaires traitées par Sherlock Holmes, une explication simple et logique — disons le mot : élémentaire. — si tant est, ainsi que le formule le détective positiviste, qu'il n'est pas au monde de combinaison d'événements à laquelle l'esprit humain ne puisse apporter une explication rationnelle. C'est en effet ici, à Meiringen, que, lassé par un personnage qui l'encombraient et qui même, pensait-il, était en train d'accueillir sa véritable « œuvre littéraire », le digne Sir Arthur Conan Doyle résolut, il y a tout juste un siècle, de faire passer de vie à trépas sa créature.

« Il m'apparut, expliqua-t-il plus tard, en parlant des chutes de Reichenbach, que si un homme voulait en finir de façon éclatante avec la vie, ce lieu romantique fournissait vraiment un cadre idéal. »

Aussitôt pensé, aussitôt fait : de retour d'une série de conférences en Suisse, l'éminent Dr Doyle publiait en octobre 1893 dans *The Strand Magazine* un conte intitulé *The Last Problem*, dans lequel il racontait la mort, survenue deux ans plus tôt, de son héros, à la suite d'une bagarre avec son ennemi, le professeur Moriarty, dans ce site impressionnant.

Hélas pour les ambitions littéraires de Doyle, mais heureusement pour ses fans, on ne se débarrasse pas si facilement, comme nous l'avons vu, de Sherlock Holmes ! Poursuivi par ses lecteurs — l'un d'entre eux lui écrivit qu'il était « une brute » — et par de persistants problèmes d'argent dus à l'insuccès radical de ses grandes fresques historiques sérieuses à la Walter Scott, Conan Doyle reprenait, dix ans plus tard, le chemin du 221 b Baker Street et ressuscitait, sans

taire décrit par Conan Doyle à la collection de pipes, qui n'étaient pas toutes, soit dit en passant, courbées, sans oublier, bien sûr, le coin laboratoire, la cape jetée hâtivement sur une chaise, la robe de chambre et le célèbre Stradivarius acheté 45 shillings à un brocanteur.

Les esprits malins, comme peuvent en être certains, chercheront, il en va de soi, à apercevoir sur le manteau de la cheminée les fameuses seringues hypodermiques lestées d'une solution de cocaïne à 7 %, ramassées en cachette à 5 % par le brave Watson, dont Sherlock Holmes faisait usage en période d'inactivité trois fois par jour. Elles s'y trouvent. Mais, Suisse oblige, prudemment enfoncées sous un amoncellement bienvenu de journaux.

Bien sûr, toutes ces reconstitutions sont furieusement *british*, tout comme le fut l'extraordinaire menu du dîner de gala qui devait enligner cette manifestation où, de la soupe de queue de bœuf, relevée par un doigt de sherry, à la classique mousse aux chocolats noir et blanc, ponctuelle de whisky, en passant par un étrange *monk-fish* à la sauce moutarde et un veau rôti relevé au fenouil qu'entre-coupait une crème froide à la menthe, on fit le tour gastronomique des plats qu'aurait pu consommer Sherlock Holmes il y a un siècle à l'Hôtel des Anglais. Mais, heureusement, l'humour, qui est universel, sauva la mise.

Dans le hall, lui aussi fort victorien, du Park Hotel Sauvage, c'était même comme si, par instants, l'on s'était trouvé dans ce légendaire Charing Cross Hotel, tout près de la place Trafalgar, dans le fumoir duquel fut piégé Hugo Olshstein, avec, dans sa valise les « Plans du Bruce Partington ».

Bref, si Sherlock Holmes est bien mort, en tant que créature de fiction, à Meiringen, tout se passe comme s'il était devenu ici un personnage réel. Aux lettres que le détective reçoit encore aujourd'hui au 221b Baker Street, l'on sait qu'une secrétaire renvoie invariablement cette réponse : « Mr. Holmes est bien vivant, mais il a pris sa retraite dans le Sussex, où il élève des abeilles. »

Délivrons donc, pour finir, la seule information vraie de cet article : Sherlock Holmes est, bien entendu, vivant, mais il réside aujourd'hui à Meiringen, où il mène depuis plusieurs mois sa plus difficile enquête : la recette de la meringue est-elle ou non née à Meiringen et, qui, des deux, a donné son nom à l'autre ?

De notre envoyé spécial
Patrice Bollon



22 Une étude sur les prélèvements obligatoires
Les projets fiscaux du gouvernement

23 La réinsertion des chômeurs
Communication

24 Marchés financiers
25 Bourse de Paris

BILLET

Le RMI en Europe ?

Un revenu minimum sera-t-il assuré aux citoyens les plus démunis de tous les pays européens ? Sur le principe, la Commission de Bruxelles est d'accord et elle vient de rédiger une recommandation en ce sens qui rassurera ceux qui déplorent le manque de dimension sociale de la construction européenne. Mais le chemin à parcourir est encore long. Les Douze doivent maintenant s'entendre sur le contenu d'une directive qui risque de faire resurgir plusieurs obstacles auxquels se heurte traditionnellement l'édification européenne.

Hormis la probable désapprobation de la Grande-Bretagne, qui reste encore très rétive à toute intervention de Bruxelles dans le domaine du droit du travail ou de la protection sociale, un clivage Nord-Sud pourrait se dessiner. A l'heure actuelle, les pays européens les plus développés, comme la France, la RFA, les Pays-Bas, la Danemark ou le Royaume-Uni, disposent de mécanismes garantissant un revenu minimum. En revanche, la Grèce ou le Portugal ignorent de tels dispositifs, que, pour leur part, l'Italie et l'Espagne n'ont guère développés. Les Etats membres du Sud risquent ainsi de retarder une éventuelle harmonisation, à laquelle ils considèrent ne pas avoir les moyens de s'associer.

Quant à la France, elle ne peut que se féliciter de la proposition de la Commission. A l'heure du bilan de dix années de présence de M. François Mitterrand au pouvoir, le RMI créé par les socialistes — qui établit un lien systématique entre revenu et insertion — ne fait-il pas figure de formule la plus élaborée en Europe ? Le gouvernement devrait pourtant faire preuve de modestie, car un récent rapport du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) confirme que l'insertion est encore loin de constituer un droit effectif.

Selon le CERC, guère plus de 10 % des bénéficiaires du RMI ont été concernés par des stages de formation et 44 % ne sont pas encore suivis par des travailleurs sociaux. Les pouvoirs publics, même s'ils mettent en doute cette évaluation, doivent aussi s'interroger sur l'efficacité d'un dispositif qui fait de l'Etat un simple bailleur de fonds, l'essentiel du « travail social » devant être assuré par les collectivités locales.

J.-M. N.

Continental et Pirelli pourraient reprendre les discussions en vue d'une fusion

Selon le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, la réunion extraordinaire du conseil de surveillance de Continental, qui se tenait le 9 mai, s'est achevée par le départ de M. Horst Urbach, président depuis octobre 1987, et la décision de reprendre les discussions avec l'italien Pirelli. Cet événement annonce peut-être la fin du feuilleton qui a commencé en septembre dernier, lorsque Pirelli a proposé une fusion de leurs activités pneumatiques à l'allemand Continental. Avec le départ de M. Urbach, qui avait battu le rappel des actionnaires allemands contre l'assailant italien, un sérieux obstacle vient d'être levé à la fusion entre le numéro quatre et le numéro cinq des entreprises mondiales de pneumatiques.

Le Koweït se résignerait à céder des participations dans des groupes industriels

Le Koweït doit faire face à une grave crise de trésorerie, qui entrave la tâche de reconstruction de l'Emirat, mise à sac par l'occupation irakienne. Ces problèmes financiers pourraient contraindre le gouvernement à entamer son portefeuille sage-ment constitué de participations industrielles, estimant les milieux financiers londoniens.

LONDRES

correspondance

La potique appellation « Koweït Inc. » appartenait-elle au passé ? D'après les analystes de la City, le « trou » de trésorerie du Koweït devrait s'élever à 18 milliards de dollars en 1991. A titre de comparaison, les réserves de la banque centrale de l'Emirat atteignent 5 milliards de dollars.

Les milieux bancaires du « square mille » s'inquiètent de la dérive des finances koweïtiennes. Côté dépenses, la lourde contribution nationale à l'effort de guerre allié est chiffrée à 16 milliards de dollars, dont seulement 5,5 ont été réglés. Le soutien financier à chaque famille koweïtienne installée à l'étranger (plus de 400 000 Koweïtiens vivent en exil depuis le 2 août), le moratoire sur les dettes des particuliers, estimées à 4 milliards de dollars, le paiement des arriérés de salaires aux 70 000 fonctionnaires et la gratuité de l'essence pendant six

semaines ont fortement grévé le budget de l'Emirat.

Sur le plan des recettes, les dividendes du « bas de laine » placé sur toutes les grandes places financières de la planète ne devraient pas dépasser les 6 à 8 milliards de dollars. A ces revenus, il convient d'ajouter 1 milliard de dollars au titre de la contribution de la Kuwait Petroleum Company, la compagnie nationale qui a poursuivi ses activités depuis Londres pendant les 210 jours de l'occupation irakienne. Les effets de cette crise financière se font déjà sentir. Des maîtres d'œuvre de la première phase de reconstruction, chargés de la remise en état des infrastructures, se plaignent des retards de paiement et de la lenteur de la signature de contrats.

Tirelire

presque épuisée

Pour couvrir les dépenses courantes, les autorités koweïtiennes ont continué à entamer leur capital placé à l'étranger. Le gouvernement koweïtien en exil avait vendu au cours de la crise du Golfe entre 8 et 10 milliards de dollars d'avoirs facilement mobilisables : bons du trésor japonais, obligations, dépôts bancaires, avoirs en or et devises. Mais aujourd'hui, cette tirelire de liquidités semble presque épuisée. « Avant la guerre, les Koweïtiens, gens obsédés par le long terme, avaient investi leurs richesses dans les valeurs industrielles dites de bon père de famille, dans l'immobilier, dans

l'hôtellerie. Leurs avoirs liquides à court terme n'étaient guère importants. Ils ont déjà vendu la plus grande partie pour financer la guerre et le gouvernement en exil », note un banquier du « square mille ».

La marge de manœuvre du gouvernement du cheikh Saad Al Ahmad Al Sabah est limitée. Arc-boutés sur leur refus de se séparer des participations industrielles gérées par le Kuwait Investment Office (KIO), les princes de Koweït-Ville ont tenté d'emprunter sur le marché international des capitaux. La banque centrale s'est déclarée prête à offrir les réserves d'or noir, en garantie. Mais les établissements de crédit rechignent à délier les cordons de leur bourse. « La mise sur pied des lignes de crédit au Koweït est l'affaire des gouvernements, pas des banques. Nous aidons nos clients qui participent à la reconstruction », explique un porte-parole de la National Westminster Bank, reflétant le sentiment général.

« Les banques américaines et britanniques ont d'autres chats à fouetter que d'aider financièrement le Koweït. Elles ont dû constituer d'importantes provisions pour mauvaises dettes de l'industrie latine et de l'Europe de l'Est. La récession les incite à la prudence. De plus, deux éléments sont défavorables au Koweït. Le problème de la propriété légale des avoirs n'est pas réglé : la tirelire appartient-elle à l'Etat ou à la famille régnante ? Ensuite, les Al Sabah refusent d'offrir comme garantie la seule chose qui

intéresse les banquiers : les avoirs gérés par le KIO », explique Pamela Ann Smith, spécialiste de l'Emirat auprès de la *Middle East Economic Digest*, un hebdomadaire qui fait autorité dans le domaine des finances proche-orientales.

Le trésor du KIO est estimé entre 80 et 100 milliards de dollars. Opposée à toute liquidation d'actifs dits « insubmersibles », la famille régnante, qui tient toujours les commandes du patrimoine, est soumise aux pressions conjuguées des familles marchandes de l'Emirat et du Congrès américain, favorables à une cession substantielle d'actifs. Confrontés à une grave crise financière, les responsables koweïtiens semblent s'être résignés à liquider certains avoirs.

Pour la City, le KIO pourrait d'abord se séparer de ses participations en Espagne. A l'appui de ces rumeurs, la décision de M. Javier De La Roca, le mystérieux représentant du KIO dans la péninsule ibérique, de créer sa propre société financière. Ce désengagement d'un pays dont l'appui à la guerre a été plus que symbolique apparaît politiquement plus aisé qu'une vente de participations dans des groupes de pays aux premiers rangs du combat anti-Saddam, comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la France. Dans un deuxième temps, le KIO pourrait se séparer des éléments les plus controversés de son portefeuille, comme les 9 % du capital de BP qu'il détient.

MARC ROCHE

L'ONU propose d'assouplir le gel des avoirs irakiens

Le comité des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, jeudi 9 mai, d'autoriser un dégel des avoirs irakiens chaque fois que le gouvernement de Bagdad aura besoin de fonds pour l'achat d'aliments et de médicaments.

La décision a été adoptée par consensus entre les représentants des quinze pays membres du Conseil de sécurité. Le président du comité, l'ambassadeur suisse M. Peter Hohenbühler, a été chargé de rédiger une lettre pour communiquer cette décision aux gouvernements concernés.

Les membres du comité des sanctions sont également tombés d'accord pour estimer que le dégel des avoirs irakiens est du ressort de chaque pays.

La majeure partie des biens irakiens à l'étranger (un peu moins de 1 milliard de dollars), qui ont été gelés par la résolution 661 du Conseil de sécurité adoptée le 6 août 1990, se trouve aux Etats-Unis. Or le représentant adjoint des Etats-Unis auprès de l'ONU, M. Alexander Watson, a déclaré à plusieurs reprises que son gouvernement n'a pas l'intention pour le moment de débloquer les biens irakiens.

Le Golfe exsangue

Les capitaux ont disparu, les caisses publiques sont vides, les projets d'investissement sont gelés. Pour la première fois depuis vingt ans, les riches pétromonarchies sentent les effets de la contrainte financière

MANAMA (Bahreïn)

de notre envoyée spéciale

Souks bondés mais coffres-forts vides. Manama, la capitale financière du Golfe persique, est encore en état de choc. Depuis la fin des combats, le 28 février, les échappées pittoresques de la vieille ville ne démentissent pas : à la clientèle ordinaire, enfui guéri de la peur, se mêlent non seulement les Koweïtiens en goguette, compensant sept mois de destructions par des orgies de friandises et d'électroménager, mais aussi les « marines » américains, qui, pressés de rapporter un souvenir au pays, marchandent maledroitement sous l'oeil indulgent mais intéressé des commerçants.

« Clientèle de pacotille ! », grogne un banquier. Car dans les luxueuses tours vitrées où prospéraient jadis les plus grandes banques de la région, l'atmosphère est tout autre. Sept mois de conflit militaire et politique ont laissé le Golfe exsangue. On ne s'en aperçoit nulle part mieux qu'à Bahreïn, ce Luxembourg à la mode orientale, aujourd'hui transformé en champ de bataille financier. Entre les établissements mis sous cocon, les sinistres qui ont licencié leurs cadres par dizaines et ceux qui, comme la Société générale, la Bank of America ou le CCF, ont purement et simplement plié bagage, difficile de dénicher un interlocuteur optimiste.

« La guerre a coûté très cher. Il faudra du temps pour que la crise soit digérée », explique l'ambassadeur de France à Bahreïn. On commence seulement à s'en apercevoir : le conflit a littéralement asséché l'économie du Golfe. Il a cassé net la fragile reprise qui, après sept années de récession, commençait à poindre, opérant largement aujourd'hui les chances de sursaut lié à la reconstruction.

Première hémorragie : la disparition des capitaux. L'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août, a déclenché une fuite massive de fonds privés. « Soixante milliards de dollars (1) et même plus, sont partis du Golfe. Si une petite partie revient, nous aurons de la chance ! », estime M. Kachaboudian, président de la Bahrein Bank for Middle East (BBME). Un chiffre énorme, confirmé par la plupart des observateurs. Certains établissements à vocation régionale ont perdu en quelques semaines jusqu'à la moitié de leurs dépôts, assure un banquier français, ajoutant : « Tous les jours, j'aurais des comptes en Suisse, au Luxembourg ou dans les îles Caïman... » Il a fallu que la SAMA, la banque

centrale saoudienne, intervienne massivement pour empêcher le krach pur et simple. Le pire a été évité... mais un peu tard. Les capitaux restent pour l'essentiel dehors.

Secund drama : le conflit a vidé aussi les caisses publiques qui, dans ces économies de rente, constituent le principal moteur de l'activité. Sans même parler de l'Irak, littéralement saisi et « torturé » de l'histoire pour vingt ans au moins, selon un diplomate saoudien, ni du Koweït, qui, totalement privé de revenus pétroliers, devra vivre sur ses réserves pour encore un an et demi au bas mot, l'addition est lourde.

L'Arabie saoudite obligée d'emprunter

Eo Arabie saoudite, placée en première ligne, le coût total de la guerre sur sept mois (2) est estimé à 30 milliards de dollars, selon une source proche du gouvernement. Cela sans compter les engagements pris pour l'avenir, tant auprès des alliés occidentaux (achats d'armes notamment), que des pays amis plus défavorisés : Egypte, Syrie, Maroc, etc. Tout compris, les dépenses du royaume pourraient atteindre, selon des sources américaines citées récemment par le *Washington Post*, quelque 64 milliards de dollars sur un an (d'août 1990 à août 1991).

Or les revenus pétroliers « tombés du ciel » à la suite de la guerre sont loin de compenser ces « extras ». L'envoie des cours du brut d'août à janvier et la hausse de la production nécessaire pour compenser le déficit créé par l'embargo ont certes gonflé les recettes de l'Arabie saoudite. Mais le total sur sept mois (2) est estimé, selon la revue *Pétrostratégie*, à 15 milliards de dollars, soit tout juste la moitié des dépenses supplémentaires engagées pendant la même période.

Dans les autres pays membres du Conseil de coopération du Golfe (3), le coût de la guerre a certes été moins lourd, mais la manne pétrolière a été aussi moins importante. Tout compte fait, le seul gagnant de la crise est l'Irak, qui a touché les bénéfices du conflit sans en payer les frais.

Résultat : pour la première fois depuis près de vingt ans, les riches pétromonarchies sentent nettement les effets de la contrainte financière. Le budget saoudien pour 1991, toujours en gestation, sera « ric-rac », assure un observateur, et, signe des temps, le royaume a décidé, pour la



première fois, d'emprunter 3,5 milliards de dollars sur le marché international des capitaux.

Un geste doublement symbolique : le gouvernement signifie ainsi à tous ses interlocuteurs que ses capacités financières ne sont pas illimitées. Et il rassure en même temps les banques, qui, échaudées par les nombreuses ardoises essayées ces dernières années auprès du secteur privé au nom de la récession et des lois islamiques (4), refusent de financer le moindre projet sans garanties publiques en béton. « Si l'Etat saoudien lui-même accepte les conditions du marché international, nous serons convertis juridiquement », explique un banquier de Bahreïn.

Le pétrole n'est plus la manne de jadis

Rien de tragique : hormis l'Irak et l'Iran, tous les Etats de la région possèdent encore un solide matelas de réserves financières. Et le pétrole est là qui assure à moyen et long terme des revenus réguliers et confortables. Mais les réserves, écornées par la récession, sont nettement moins

confortables qu'elles ne l'étaient il y a dix ans.

Quant au pétrole, ce n'est plus la manne de jadis. La flambée des cours après le 2 août 1990 n'a été qu'un feu de paille. Retombés dès la mi-janvier aux alentours de 20 dollars le baril, les prix du brut ont peu de chances de dépasser largement avant longtemps ce niveau. Au contraire, le retour de l'Irak sur le marché pourrait précipiter une chute. « Dans cinq ans, les six pays du Conseil de coopération du Golfe percevront des revenus pétroliers de 450 milliards de dollars par jour, prévoit le ministre du pétrole de Bahreïn, mais d'ici là... »

Comment dans ces conditions relancer la machine, grippée par sept mois de crise ? A Riyad, après le 2 août, ne restaient que les « patriotes » et les « expatriés », plaignant-on aujourd'hui dans le Royaume. La panique qui, après l'offensive irakienne, a vidé les grandes villes et les coffres-forts, a aussi cassé net la croissance. Dans tout le Golfe jusqu'au Sultanat d'Oman, pourtant fort éloigné du champ de bataille, la vie des affaires s'est brutalement arrêtée au milieu de l'été. « Tout le monde a cessé d'acheter sauf les militaires », dit un cadre supérieur.

Consommation en berne, sauf dans les rares créneaux ouverts par la présence de G.L. transports aériens et maritimes perturbés, usines stoppées faute de main-d'œuvre, chantiers abandonnés, seul le secteur pétrolier a échappé au marasme. L'économie a tourné au ralenti pendant sept mois... et continue à piétiner. Un bon mois de ramadan dans les échoppes de Dahrân ou de Manama ne fait pas une reprise. Or, pendant le conflit, tous les projets d'investissements publics et privés ont été gelés. Et le racisme.

La guerre a beau être terminée, l'armistice signé, la confiance est loin d'être revenue. Preuve en est la spéculation entretenue contre le riyal saoudien dans l'attente d'une hypothétique dévaluation. « Il y a un malaise », constate M. Sarnelli, le conseiller commercial français à Ryad.

Une crise de confiance

Malaise politique : l'incertitude pesant sur l'avenir de l'Irak entretient une inquiétude générale sur l'avenir et la stabilité de toute la zone. Malaise social : les revendications démocratiques clairement exprimées à Koweït éveillent des échos dans toutes les pétromonarchies et tracasent les régimes en place qui redoutent la contagion. Malaise tout court : « L'avenir du Golfe ? Les gens du pays eux-mêmes n'y croient pas, ils achètent des maisons en Grande-Bretagne, placent leur argent en Suisse, et la crise du Koweït n'a rien arrangé, au contraire, sur ce plan », dit un financier libanais.

Et la reconstruction, le « boom » qui partout suit toujours l'armistice ? Banquiers et observateurs font la moue. « Quelle reconstruction et avec quel argent ? », disent-ils tous en substance. A Koweït, le mirage s'est vite dissipé : la reconstruction aura bien lieu, mais elle coûtera beaucoup moins cher que prévu : vingt-cinq à trente milliards de dollars au pire, dont les deux tiers au moins pour le seul secteur pétrolier.

VÉRONIQUE MAURUS
Lire la suite page 22

(1) 1 dollar en 1990 valait environ 5,60 francs.
(2) D'août 1990 à février 1991.
(3) Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Emirats arabes unis et Sultanat d'Oman.
(4) La loi islamique interdit en principe les intérêts.

LE MONDE

diplomatique



► **LE CRI DES CITÉS-BANLIEUES :** Jeunes sans avenir, par Denis Clerc. — Où donc apprendre encore à maîtriser le sort ? par Claude Liauzu. — Misère et solidarité dans les bidonvilles de Marseille, par Magali Canavaglia. — A la Réunion, un record de chômage, par Jean-Pierre Alaux.

► **PROCHE-ORIENT :** Quel ordre régional ? par Alain Gresh. — La paix, sans les Palestiniens..., par Samir Kassir. — A nouveau l'oubli sur les territoires occupés, par Florence Beaugé. — Israël plus que jamais l'enfant chéri de l'Amérique, par Serge Halimi. — La Turquie réclame son dû... à Chypre, par Christophe Chiclet.

► **MÉDIAS, SOCIÉTÉS ET DÉMOCRATIE :** L'ère du soupçon, par Ignacio Ramonet. — Aux ordres du Nord, l'ordre de l'information, par Jacques Decornoy. — CNN, rythme infernal et suspense à l'état brut, par Yves Eudes. — Manipuler et contrôler les cœurs et les esprits, par Herbert I. Schiller. — Le complexe militaro-médiatique, par Martin A. Lee. — Vidéo-résistance à l'heure des satellites, par Nathalie Magnan. — Le spectacle de la propagande, par Pierre Guislain. — « Faxer » on périt, une culture de l'urgence, par Maurice Ronai. — Trop fascinants mondes virtuels, par Michel Colonna d'Istria. — Sauve qui peut, les programmes, par Bernard Cassen.

Également au sommaire de ce numéro :

- **YUGOSLAVIE :** La Fédération est-elle menacée d'écroulement ? par Catherine Samary. — Les cicatrices de l'histoire, par Catherine Lutar.
- **ALBANIE :** A l'école des tambours de la démocratie, par Jean-Michel de Waele.
- **CEE :** Le grand marché contre la grande Europe, par Bernard Cassen.
- **THAÏLANDE :** Ces campagnes, pauvres et tellement rentables..., par Michel Chossudovsky.
- **CUBA :** Les exilés de Miami pour le dialogue avec La Havane, par Francis Pisan.
- **MOZAMBIQUE :** La reconstruction marque le pas, par Rachel Waterhouse.
- **ÉCONOMIE :** Au nom du libre-échange, Washington à l'assaut du continent latino-américain, par James Petra et Morris Morley.
- **CINÉMA :** Des films pour croire en l'avenir de l'Afrique, par Thérèse-Marie Deffontaines.

NUMÉRO DE MAI - 32 pages
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ÉCONOMIE

Sauf pour les revenus très élevés

Les prélèvements obligatoires sont moins progressifs en France qu'à l'étranger

« A l'exception des titulaires de revenus très élevés - plusieurs millions de francs par an, - les contribuables français supportent un impôt plus faible et, en général, beaucoup plus faible que leurs homologues étrangers. » L'étude que l'INSEE vient de publier sur la fiscalité française (1) ajoute que, dans l'Hexagone, on « paie davantage de cotisations sociales qu'à l'étranger, contrairement à l'impôt sur le revenu, sont proportionnelles au salaire, voire dégressives. Dans son ensemble, le système des prélèvements français se caractérise par une quasi-proportionnalité, qui contraste avec la nette progressivité observée à l'étranger. »

L'étude de l'INSEE souligne d'abord le caractère « tout à fait particulier » du système français de prélèvements, notamment son barème compliqué, appliqué pour le calcul de l'impôt sur le revenu et « les raffinements d'une législation » (2) qui ne sont en aucune manière « un gage de plus grande équité, mais seulement une source de complexité et d'incompréhensions ». Et de citer les abattements de 10 % et 20 %, l'application du quotient familial maintenant plafonné, celui de la décote, celui de la minoration, sans parler des dix-neuf taux réels du barème (treize officiels), alors que les États-Unis ont seulement quatre tranches (15 %, 28 %, 33 % et 38 %) et les Britanniques deux (25 % et 40 %).

L'impôt sur le revenu des personnes physiques rapporte globalement très peu : 5,7 % du PIB, soit deux fois

moins que dans la moyenne des pays de la CEE (11,2 %) ou de l'OCDE (12 %). Si son poids était comparable à ce qu'il est à l'étranger (un peu plus de 10 % du PIB), il rapporterait 300 milliards de francs de plus environ, alors qu'il en a rapporté 230 milliards en 1988 (l'étude a été faite sur les chiffres de cette dernière année).

L'étude de l'INSEE souligne que l'impôt sur le revenu rapporte peu à l'État parce que les contribuables paient peu individuellement, sauf à des niveaux de revenus très élevés. Pour un salaire net de 100 000 F par an (8 300 F par mois), qui correspond au revenu moyen en France, l'impôt d'un couple représenté en France quinze jours de salaire, aux États-Unis un mois et dans les autres pays européens entre 00 mois et demi et deux mois. A 300 000 F (revenu au-delà duquel se situent moins de 5 % des foyers français), l'impôt français, s'il est équivalent à l'impôt américain, reste toujours très nettement inférieur aux autres impôts européens. C'est aux alentours du million de francs qu'il rattrape l'impôt britannique ou l'impôt allemand. Ce n'est qu'à partir de 2 millions de francs de salaire que le contribuable français « peut apparaître comme relativement surtaxé par rapport au Britannique ou à l'Américain, tout en restant moins imposé que le Néerlandais, l'Italien, l'Allemand ».

Autre exemple de la faiblesse de l'impôt français : un impôt de 10 000 F correspond à un salaire deux fois plus élevé en France (130 000 F) que dans les autres pays d'Europe (73 000 F à 83 000 F, selon les pays). Ces comparaisons de pression fiscale sont effectuées, indique l'INSEE, pour des couples sans enfant. Pour les célibataires, l'impôt

français se rapproche davantage de celui des autres pays, tout en restant sensiblement inférieur. Pour les familles, ou contraire, le quotient familial, système plus avantageux que les dispositifs applicables à l'étranger, accentue la modicité relative de l'impôt français.

Fort concentration de la charge fiscale

L'INSEE démontre ensuite que l'exonération de nombreux contribuables (11 millions au total depuis 1987, du fait de l'extension du système dit de la décote) a eu pour conséquence de concentrer fortement la charge fiscale. Un couple français qui gagne 60 000 F par an est exonéré, alors que son homologue européen paie un impôt qui représente entre 6 % et 11 % de son salaire. Le seuil d'imposition se situe à un niveau nettement plus élevé en France qu'à l'étranger : le célibataire est exonéré jusqu'à un salaire de 49 000 F en France, alors que dans les autres pays il est imposé dès 30 000 F environ. Pour un couple disposant d'un seul salaire, le seuil d'exonération est en France deux fois plus élevé que dans les autres pays européens et, pour une famille de deux enfants, 2,5 fois plus élevé.

Le niveau élevé du seuil d'imposition en France a pour effet d'exonérer 48 % des foyers. De ce fait, 52 % de la population paient l'intégralité de l'impôt, et les 5 % de foyers disposant des plus hauts revenus paient, en moyenne, 52 % du produit de l'impôt sur le revenu, alors qu'ils reçoivent 21 % de l'ensemble des revenus.

En réalité, la progressivité de l'impôt est plus forte en France que dans les autres pays, mais elle est limitée aux revenus très élevés. Pour les salaires compris entre 100 000 F et 1 million de F, l'impôt est plus faible en France ; sa progressivité est comparable à celle observée dans les autres pays. Pour les revenus faibles et moyens - inférieurs à l'impôt français est, dans une certaine mesure, que pour les très hauts revenus, au-delà de 1 million de francs, que l'impôt est sensiblement plus progressif en France. En effet, le taux maximum d'imposition, s'il est relativement important (56,8 %), ne s'applique qu'à partir de revenus très élevés : 807 790 F de salaire pour un couple sans enfant. « En outre, un foyer disposant de tels revenus bénéficie de

l'effet cumulatif des taux marginaux plus faibles sur ses premières tranches de revenus. »

De ce fait, un couple sans enfants disposant de 810 000 F de salaire (soit 67 000 F par mois), bien qu'il subisse un taux marginal de 56,8 %, ne verra au final que 31,6 % de son salaire. C'est une particularité de la législation française que le taux maximum de l'impôt, s'il est relativement élevé, ne concerne qu'une frange marginale de la population.

L'INSEE attire enfin l'attention sur un point souvent mis en relief : l'impôt sur le revenu rapporte moins qu'à l'étranger, mais la France a des dépenses publiques comparables. Elle fait donc appel à d'autres sources de financement, comme la TVA et les cotisations sociales, qui sont proportionnelles aux revenus et non progressives.

A l'étranger, on paie, toutes charges comprises, de 50 000 F supports une cotisation faible et peu ou pas d'impôt, alors qu'un salaire de 120 000 F supporte une cotisation également faible, plus un impôt significatif. En France, ces deux salaires sont soumis à des cotisations proportionnelles plus élevées et sont exonérés d'impôt ou soumis à une faible imposition (cas d'un salaire de 120 000 F pour un contribuable ayant un ou plusieurs enfants). « Ainsi, comparativement aux situations étrangères, la faiblesse du produit de l'impôt français et le recours compensatoire à des cotisations proportionnelles se traduisent par une relative surtaxation des salaires modestes et une certaine sous-taxation des salaires moyens. »

En guise de conclusion, l'étude de l'INSEE propose de modifier le système actuel : « L'augmentation de l'impôt sur le revenu - par l'élargissement de son assiette et la réduction du nombre d'exonérations - et la diminution corrélative des cotisations sociales entraîneraient (à montant global de prélèvements obligatoires inchangé) une diminution du prélèvement sur les bas salaires, y compris ceux qui, actuellement exonérés, deviendraient imposables, et rapprocheraient la progressivité du système de prélèvements français de celle des systèmes étrangers. »

(1) Économie et statistique, n° 241, mars 1991. Étude de M. Gérard Malbouche, rapporteur général pour le onzième rapport du Conseil des impôts.

(2) « L'impôt sur le revenu, un mécanisme complexe », par le même auteur, dans le même numéro d'Économie et statistique.

Les projets fiscaux du gouvernement

M. Bérégovoy : « Pas question de toucher à l'assurance-vie »

Interrogé vendredi 10 mai sur France-Inter à propos des projets fiscaux du gouvernement, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie a déclaré qu'« il n'est pas question de toucher à l'assurance-vie », celle-ci représentant « 150 milliards de francs d'épargne longue ». « Nous avons besoin de cette épargne », a justifié le ministre. Mercredi 8 mai à Montpellier, devant le congrès des notaires, M. Charasse, ministre délégué au budget, avait laissé entendre que certains contrats d'assurance-vie étant utilisés pour échapper aux droits de succession, le gouvernement pourrait envisager d'en modifier la fiscalité.

Appelé à commenter le bilan de la déconcentration de M. Mitterrand, le ministre de l'économie a reconnu que les socialistes « n'avaient pas encore créé assez d'emplois ». Mais, a-t-il expliqué : « nous avons réduit les inégalités sociales », évoquant à ce sujet la revalorisation du SMIC (dont le pouvoir d'achat a augmenté de 21 % en dix ans, contre 9 % pour le salaire moyen), l'impôt

sur les grandes fortunes et le plan d'épargne populaire (PEP). Estimant que « l'esprit monarchique » était encore trop présent dans certaines cotisations, le ministre d'État s'est déclaré partisan d'un « nouvel élan à la politique sociale sur le plan contractuel, des rapports sociaux dans l'entreprise en particulier ».

□ **Droits de succession :** précision. — Dans nos éditions du 10 mai, nous avons écrit que le code des impôts prévoyait un abattement personnel de 275 000 francs sur les droits de succession en ligne directe, ajoutant que la nécessité d'un relèvement de cet abattement avait souvent été évoquée. En fait, la loi de finances 1991 prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 1992 l'abattement de 275 000 francs sera porté à 300 000 francs sur la part de chacun des enfants vivants et à 330 000 francs sur la part du conjoint survivant.

Le Golfe exsangue

Suite de la page 21

Une misère par rapport aux chiffres avancés avant la libération : 60, 80 voire 100 milliards ! De plus l'essentiel ira aux entreprises occidentales, surtout américaines. « Il y aura une reconstruction mais elle ne profitera pas aux entreprises locales », dit M. Katchadourian, « nous aurons les miettes... ».

Partout ailleurs manque le nerf de la guerre : l'argent. L'Arabie saoudite et les autres pétromonarchies d'ont manifestement plus les moyens de financer le « new deal » à l'échelle du Golfe qui pourrait relancer l'activité à coups de grands travaux. Miraculeusement épargnées par les combats, elles d'ont d'ailleurs pas d'économies besoins.

La guerre a certes montré quelques faiblesses dans les équipements de transport ou de communication, mais le plus gros des infrastructures est depuis longtemps achevé sur les rives du Golfe : les Emirats arabes unis ne comptent-ils pas à eux seuls cinq aéroports internationaux ? L'unique secteur susceptible de justifier des dépenses massives est la défense. Hélas, là encore, elles bénéficieront peu aux économies locales.

Reste l'Irak et l'Irak. La République islamique, grande gagnante du conflit, a de gros besoins et peu de dettes. Avant recouverts des relations diplomatiques et commerciales avec la plupart de ses voisins, y compris l'Arabie saoudite, et avec les pays occidentaux sauf les États-Unis, le pays bénéficie d'un crédit international total. Mais toujours empêtré dans ses contradictions internes, l'Irak hésite à emprunter massivement et, confronté à des difficultés économiques énormes, encore aggravées par l'afflux des réfugiés kurdes, il n'a pas les moyens de se lancer dans une politique de relance tous azimuts. La manne pétrolière lui permettra de réaliser sans problème les dépenses pré-

santes. L'annonce d'une reconstruction globale, touchant non seulement le Koweït mais aussi l'Irak et l'Irak, est pourtant la seule hypothèse vraiment favorable, assurément en faveur des banques et experts. « C'est la seule chose qui puisse déclencher un boom économique », dit un homme d'affaires local, mais cela passe par l'établissement dans les deux pays du nord du Golfe de régimes favorables. Ce n'est pas le plus probable. »

Certains en rêvent pourtant. « Si les trois pays s'engagent dans la reconstruction, cela représente un marché de 500 milliards de dollars sur dix ans au moins... », médite le ministre du pétrole du Bahreïn. Un plan Marshall pour le Golfe ? Les Américains, paraît-il, y songent. Mais avec quel argent ?

VÉRONIQUE MAURUS

LOGEMENT

□ M. Besson lance un appel aux propriétaires de logements vacants. — M. Louis Besson, ministre de l'équipement, des transports et du logement, a lancé, devant le congrès de la Confédération nationale du logement (CNL), jeudi 9 mai à Vénissieux (Rhône), un appel à une prise de conscience des propriétaires de logements vacants, qui sont peut-être, selon lui, inoccupés « des besoins qui existent et de toutes les possibilités d'aide » pour mettre ces logements en location. M. Besson a jugé « inadmissible l'existence de 1 800 000 logements privés vacants ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Comptes de l'exercice clos le 28.12.1990
Actif net au 28.12.1990 : F. 158.584.900
Valeur liquidative au 22.04.1991 : F. 1.238,86
Performance du 28.12.1990 au 22.04.1991 : + 14,92 %

CAPITALISATION DES REVENUS.

Le Président François FLOQUET a déclaré :
La spécificité d'AURECIC permet aujourd'hui aux investisseurs de bénéficier en "prise directe" des effets de levier liés à l'or et au dollar.
Le Crédit Français International a été nommé au Conseil d'Administration où il sera représenté par Monsieur Roger BAUER.

AGO du 23.04.91

GRUPE CIC

مكتبة المصلح

ÉCONOMIE

Selon l'INSEE

La réinsertion des chômeurs ne s'est pas améliorée entre 1983 et 1989

En dépit de la reprise de l'emploi intervenue à partir de 1987 et de l'ampleur des politiques d'aide à l'embauche, un chômeur n'avait guère plus de chances de retrouver un emploi en 1989 qu'en 1983, estime l'INSEE, dans une étude publiée le vendredi 10 mai (1). Un constat qui amène l'institut de la statistique à plaider en faveur d'une politique de l'emploi davantage centrée sur les publics les plus défavorisés.

L'INSEE observe une « extraordinaire progression » des « chômeurs passifs » (personnes inscrites à l'ANPE, mais déclarant ne pas effectuer de démarches concrètes de recherche d'un emploi) dont le nombre est passé de 56 000 en 1983 à 69 000 en 1989. De même, ceux qui se trouvent sans emploi depuis plus de trois ans étaient 310 000 en 1987, contre 110 000 quatre ans plus tard, avant de légèrement diminuer. Ces catégories ne sont pas totalement

exclues du marché du travail, mais bénéficient peu de l'amélioration de la situation générale de l'emploi. Ainsi, la proportion de chômeurs de plus de trois ans d'ancienneté et de chômeurs « passifs » ayant retrouvé une activité au bout de deux ans reste stable entre 1983 et 1989 (de 32 % à 36 % pour les premiers, de 21 % à 23 % pour les seconds). Les chômeurs inscrits depuis moins d'un an retrouvent plus facilement un travail (44 % après un an, 56 % après deux ans), mais, à l'exception de la proportion d'inscrits de moins de six mois, la proportion n'évolue guère. « En fait, note l'INSEE, le nombre de chômeurs retrouvant un emploi a varié de façon proportionnelle au nombre des chômeurs et non au nombre des emplois. »

Cependant, « malgré cette tendance à la moindre fluidité du marché du travail, les mécanismes d'exclusion n'affectent pas les chômeurs de manière mécanique selon des critères simples ». Il apparaît, par exemple,

que les plus de cinquante ans diplômés retrouvent plus souvent un emploi que les chômeurs « passifs » plus jeunes et diplômés, alors que « les chômeuses de très longue durée ont un taux de retour à l'emploi supérieur à celui des chômeurs âgés mais diplômés ».

En conséquence, « la définition des publics en voie d'exclusion ne reflète que très imparfaitement la réalité des flux sur le marché du travail ». Ce constat, conclut l'INSEE, devrait inciter le gouvernement à mener une politique de l'emploi marquée par une « concentration beaucoup plus restrictive des aides sur les publics les plus défavorisés ». En clair, il s'agit de « distribuer moins souvent des subventions en faveur d'embauches qui se seraient produites de toute façon ».

J.-M. N.

(1) Économie et Statistique, n° 241, Mars 1991.

COMMUNICATION

Difficultés budgétaires et emprise du gouvernement

La télévision hongroise en crise

La télévision hongroise, et notamment la deuxième chaîne MTV2, doit actuellement affronter une double crise, financière et politique. Le budget de MTV2, de l'ordre de 300 millions de forints (environ 23 millions de francs), ne suffirait pas à lancer les nouveaux programmes. Le président de la télévision hongroise, M. Elemér Hankiss, auparavant sociologue, a demandé au gouvernement de M. József Antall une subvention trois fois plus élevée (1 milliard de forints, soit 81 millions de francs), qui lui a été refusée. En outre, lundi 6 mai, la société de radio-diffusion hongroise a annoncé la diffusion des nouveaux programmes nationaux qui devaient commencer cette semaine sur MTV2, ce qui a été refusé. En outre, ce jour-là, la chaîne d'avait pas payé ses frais de diffusion.

Ces difficultés ont pris un relief particulier avec la démission fracassante, mardi 7 mai, de M. Tamas Vitray, l'actuel directeur de MTV2 qui est aussi l'un des plus populaires animateurs de la télévision hongroise. M. Vitray a laissé entendre que le gouvernement hongrois cherchait à contrôler les programmes en refusant à la télévision les moyens financiers nécessaires à son expansion. L'opposition, et notamment les libéraux, s'est saisie de l'affaire et a critiqué le gouvernement, accusé de recourir aux mêmes méthodes de pression que l'ancien régime communiste, en gardant le contrôle financier de la télévision.

Interpellé devant le Parlement, le premier ministre hongrois, M. József Antall, s'est défendu de vouloir exercer une quelconque mainmise sur les médias. Il a indiqué que le budget de la télévision avait été voté par le Parlement et que l'Etat était actuellement incapable d'augmenter ce budget. Mais l'opposition n'en est pas restée là : elle reproche aussi au gouvernement d'ajourner un projet de loi mettant fin au monopole de l'Etat sur les fréquences radio-télévisées.

Cette loi, très attendue en Hongrie, permettrait de créer des chaînes privées qui échapperaient à la tutelle de l'Etat. Plusieurs magnats de la communication d'origine étrangère se sont déjà portés candidats au lancement de télévisions commerciales en Hongrie. Parmi eux figurent MM. Silvio Berlusconi, Robert Maxwell et Rupert Murdoch.

□ Springer crée une agence de presse en Hongrie. La société Axel Springer Budapest, filiale hongroise du groupe allemand Axel Springer, va ouvrir une agence de presse dans ce pays. L'agence sera chargée « d'altérer en informations » les journaux publiés par le groupe en Hongrie et de diffuser des articles « sur les événements les plus importants de la vie hongroise », a indiqué le directeur général de la société, M. J. Bayer. (AFP)

La bataille du câble aux États-Unis

CNBC est autorisée à reprendre la chaîne d'information économique FNN

La chaîne de télévision par câble Consumer News and Business Channel (CNBC), filiale du « network » américain NBC, a gagné, jeudi 9 mai, la bataille de l'information économique et financière par câble.

Un juge des Faillites de New-York a en effet autorisé la reprise sous une nouvelle concurrence, la chaîne Financial News Network (FNN). Pour l'emporter, CNBC, une division de General Electric Co., a accepté de racheter FNN pour 145 millions de dollars (plus de 800 millions de francs) au comptant et de payer 9,3 millions de dollars (55 millions de francs) de redevances de dette.

C'était mieux que l'offre concurrente faite en association par les sociétés Dow Jones and Co. (propriétaire du Wall Street Journal, notamment) et Westinghouse Broadcasting Corp. (qui contrôle 22 stations de radio et 5 stations de télévision). Déjà, ces deux sociétés ont immédiatement surchuté au portant leur offre à 167 millions de dollars (plus de 960 millions de francs) et annoncé leur intention de faire appel.

CNBC touche 16 millions de dollars américains annuels au câble et FNN 35 millions. En difficulté, cette dernière était jusqu'ici détenue à 46 % par le groupe Infotechnology, propriétaire notamment de l'agence de presse UPI.

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-66-25-99
Télax : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-66-30-10
Télax : 261.311 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE, BELGIQUE, LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

PP Pens RP
111 MON 03

Le Monde


Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs de Monde » Association Hubert-Beuve-Méry Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises M. Jacques Lesourme, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourme, président
Françoise Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télax : MONDUPUB 206 136 F
Télécopieur : 45-55-04-70 - Société Rôle du journal Le Monde et Repro Press SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tappe LEMONDE ou 36-15 - Tappe LM
Imprimerie de Monde
12, V. Gambourg
94852 IVRY CEDEX



King Faisal International Prize

**APPEL AUX NOMINATIONS
POUR LE PRIX INTERNATIONAL DU ROI FAISAL
POUR LA MÉDECINE ET POUR LA SCIENCE 1992**

La Secrétariat Général du Prix International du Roi Fayçal a le plaisir d'inviter les universités et les centres de recherche spécialisés du monde entier à soumettre des candidatures pour :

**le Prix International du Roi Fayçal pour la Médecine sur le thème :
« MALADIES DES ARTÈRES CORONAIRES »**

et

**le Prix International du Roi Fayçal pour la Science sur le thème :
« BIOLOGIE »**

Les candidatures doivent répondre aux conditions suivantes :

1. Avoir réalisé d'importants travaux académiques sur ce thème pour le bien de l'humanité et le progrès de l'homme.
2. Les travaux soumis doivent être originaux et avoir été publiés.
3. Seuls les instituts d'enseignement et de recherche reconnus peuvent soumettre des candidatures.
4. Les dossiers de candidature doivent comporter :
(a) une lettre officielle à l'intention de chaque candidat.
(b) une liste dactylographiée des travaux soumis.
(c) un C.V. dactylographié précisant la formation académique, l'expérience professionnelle et la liste des publications du candidat.
(d) dix exemplaires pour chacun des travaux soumis.
(e) un exemplaire des diplômes du candidat.
(f) trois photographies récentes couleur 4" x 5".
(g) l'adresse postale du candidat comprenant :
(1) l'adresse professionnelle avec numéros de téléphone, télex, télécopie, adresse et numéro de téléphone personnels.
(2) l'adresse personnelle.
5. Les candidatures seront soumises à un Comité de Sélection composé de spécialistes reconnus dans le domaine.
6. Le prix peut être partagé par plusieurs lauréats.
7. Les travaux du candidat seront refusés si :
(a) ils ont déjà été primés par une organisation internationale.
(b) il s'agit d'une thèse ou d'un mémoire universitaire.
(c) ils n'ont pas fait l'objet d'une publication.
8. La candidature sera refusée si :
(a) le candidat est décédé.
(b) la candidature est soumise par un particulier ou par un parti politique.
(c) la candidature ne répond pas à toutes les conditions du Prix.
(d) la candidature est reçue après la date fixée.
9. Le Prix est constitué des éléments suivants :
(a) un certificat en nom du lauréat comportant un résumé du travail primé.
(b) une médaille d'or.
(c) la somme de trois cent cinquante mille riyals saoudiens (environ 93.333 \$US).
10. Le nom ou les noms des lauréats seront annoncés en février 1992 et le prix sera remis lors d'une cérémonie officielle tenue à une date ultérieure.
11. La date limite de réception des dossiers de candidature complets est fixée au 1^{er} octobre 1991.
12. Aucun élément du dossier ne sera rendu à l'expéditeur, que la candidature ait été primée ou non.
13. Toute correspondance est à adresser en recommandé par avion à l'adresse suivante :

The General Secretariat, King Faisal International Prize
P.O. Box 22476, Riyadh 11495, Kingdom of Saudi Arabia
Tél: 4652255, Tlx: 404667 PRIZE SJ, Fax: 4658685, Cable: JAEZAH

Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

4^e arrdt
RAMBUTEAU 3 P.
170 000 F + v.c. v.é.
Bon immeuble, 43-38-17-39

6^e arrdt
M^e ODEON
Dans hôtel part., calme.
Liv. 40 m², 1 ébrie + gd bureau.
ent., cuis., bns + studio indép.
1 p., cale, dèche, total 115 m²
Belle décoration.
12 rue de l'Éclair.
Sens., dm. 15 h à 18 h.

STUDIO 360 000 F
17 m², linch., salle eau, w.c.
SPECTO RIVE DROITE
45-86-43-43

7^e arrdt
7^e CHAMP-DE-MARS, Rue
Impr. revêt. BEAU STUDIO.
1^{er} étage, e/rue, Cuisine, e.
de l'ère, wc.
630 000 F 43-27-81-10

12^e arrdt
M^e DAUMESNIL
Impr. revêt. BEAU 2 P.
sur rue, Cuis., bains, wc.
Cave, Prix 740 000 F
Crd. poss. 48-04-84-48

17^e arrdt
BATIGNOLLES
BEAU 2 P. Tout ch. Cus.
Avec terrasse, imm. revêt.
Calme, Digicode, Gardien.
570 000 F 42-71-87-24

19^e arrdt
MÉTRO BOLIVAR
BEAU STUDIO e/rue, 2^e ét.
Tous confort.
Px 310 000 F. Crdt. total
possib. 48-04-85-85

92 Hauts-de-Seine
LA DÉFENSE Résidence
Stard, BEAU 2 P. 57 JARD.
Gd balc. Cuis., T1 confort.
Baignoires, Cave, 850 000 F.
Calme, 4 F. avec garage.
Région La Mairie au Neuf.
Tél. 43-89-11-31

ASNIÈRES 3/4 P. 75.5 m2
Dm. imm. revêt. 1974, 3^e ét.
Tout confort. Dble exposition
Dble living, 2 gr. chambres
Cuis. équip. et s.d-b (nouveau)
Pois. blindée, Parking couvert.
850 000 F Tél. 40-85-08-89

Province
DEAUVILLE
Dans IMMEUBLE résidentiel.
part. vcl beau studio, prox.
Hôtel Royal, 150 m plage.
27 m² hab., 15 m² ent. priv.
Prix, cave, 11 cent. Etai
Impact 43-89-74-mais.

appartements achats

**PAIE COMPTANT
STUDIO OU 2 PIÈCES.
OCCUPATION IMMÉDIATE.**
N. HUBERT
Tél. 48-04-83-48

**RECHERCHONS
STUDIOS A 3 PIÈCES
PAYS OU SEIN, SUD,
PAIEMENT COMPTANT.**
N. DATH, 43-27-81-10

locations non meublées demandes

ETRANGER
Part. rech. en Tunisie
location 1 an au plus.
Début septembre 1991.
Ville ou au bord de mer.
Calme, 4 F. avec garage.
Région La Mairie au Neuf.
Tél. 43-89-11-31

villas

VAR, PLAN DE LA TOUR
15 km Salin-Maxime.
Maison pleine de charme sur
un terrain de 5 000 m²,
bordé par une rivière, com-
prenant très beau living,
cuisine, 2 chambres, 2 salles
de bains.
Prix : 2 580 000 F.
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél. 94-87-30-31

VAR, RAMATUELLE
60 m de plage de Pampelonne.
VILLA, prévenue d'une
superficie de 300 m², sur un
terrain de 2 870 m² comp-
nant 5 chambres, 3 salles de
bains. Grand living double.
Piscine. Situation exception-
nelle le calme à 10 mn de
Saint-Tropez.
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél. : 94-87-30-31

VAR, GRIMAUD
VILLA récente dans un lotis-
sement à 300 m de la plage,
sur un terrain de 1 200 m²,
comportant très beau living
ouvert sur terrasse et pis-
cine avec vue mer, 3 chbres,
1 s. bns, 1 s. d'eau, Garage.
Prix : 2 580 000 F.
(Italie résumé).
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél. : 94-87-30-31

VAR, GASSIN
Dans lotissement résidentiel
5 km de Saint-Tropez.
VILLA de type provençal,
comportant living, 3 chbres,
1 s. bns, 2 s. d'eau, 2 s. d'eau
+ studio indép. Piscine.
Px 2 700 000 F.
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél. 94-87-30-31

propriétés

**RARE, CACHET
EXCEPTIONNEL** A 65 ne Paris.
Direct. w.a. AS, au Sud de
NEMOURS, vend
CAUSE SUCCESSION
ANCIEN CORPS DE FERME
en lre à cheval, 400 m² batus.
Bâties dépendances.
L'ensemble sur terrain
34 HECTARES
O'UN SEUL TENANT.
A. n. b. P. n. 1 100 000 F.
Crédit 100 % per. Crédit
Agricole. Remboursable
comme un loyer constant.
(16) 38-85-22-92, 24 h/24

terrains

VAR, RAMATUELLE
Dans le campagne, à 4 km
des plages, 2 km du village,
terrain plat et arboré d'une
superficie de 5 000 m².
Possibilité de construction.
300 m² + 80 m² annexes.
Px : 1 900 000 F.
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél. : 94-87-30-31

bureaux

Locations

**VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS**
Construction de nouvelles
et services 43-85-17-50

L'AGENDA

Vacances

Tourisme

Loisirs

PARTICULIER
Loue deux villas neuves.
Grand standing avec piscine
et parc. Vue mer. Bénéfice.
Juillet / août / septembre.
Ecr. Heures Réglées St-Tropez
N° 945

GRAU-DU-ROI (30)
Part. loue STUDIO plain-
piéd, et ch. pour sole 2 enf.
100 m plage. Proche tous
commerces. Petit jard. Coin
très agréable. Juillet 5 000 F.
Tél. (16) 75-58-55-38

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

MARCHÉS FINANCIERS

Selon une étude américaine

Les sociétés françaises prennent la deuxième place dans la course aux acquisitions dans l'ex-RDA

Selon une étude réalisée par la publication spécialisée américaine *The World Deal Review* sur les fusions-acquisitions en ex-RDA, cinquante acquisitions transfrontalières, représentant au total quelque 2,15 milliards de dollars (12,7 milliards de francs), ont été réalisées entre juin 1989 et décembre 1990.

Au vu des statistiques compilées par la publication new-yorkaise, l'ancienne République fédérale d'Allemagne arrive en tête des pays acquéreurs, tant pour le nombre d'acquisitions — avec vingt-huit opérations réalisées sur la période — que pour le montant des investissements (1,69 milliard de dollars, soit 9,8 milliards de francs). Ce résultat est dû, pour l'essentiel, à l'action des trois groupes commerciaux de l'ex-RFA, RWE, Preussag et Bayernwerk, qui, en août dernier, prenaient une participation de 75 % dans le groupe d'électricité est-allemand pour un valeur totale de 1,2 milliard de dollars, soit 7 milliards de francs.

Montée en puissance de la Grande-Bretagne

Selon cette étude, la France se place en deuxième position des pays acheteurs en ex-RDA. Mais c'est seulement depuis le mois de mai 1990 que les industriels français ont accéléré la cadence. Parmi les plus grosses opérations : les investissements massifs du groupe Suez dans la société d'assurances Danag (37,1 millions de francs), le rachat complet de Karsdorf par Lafarge Coppée, de Tega et d'une unité de Chemietechnik par L'Air Liquide, ainsi que la prise de participation de Gaz de France et Elf-Aquit-

Un consortium international emporte le premier marché des trains de banlieue espagnols

C'est un consortium international réunissant CAF, Mitsubishi, ABB, et les trois filiales du groupe franco-britannique GEC-Alsthom (MTM, Ateinsa et Meinfels), qui a obtenu le marché de 70 trains de banlieue, du type actuel 446, adjudiqué jeudi 9 mai, par la compagnie nationale espagnole des chemins de fer (RENFE) : un marché représentant 33,9 milliards de pesetas (1,85 milliard de francs). Le consortium a emporté sur deux concurrents espagnols, Herederos de Ramon, d'une part, Tafesa, de l'autre.

En revanche, MTM et Ateinsa se présentent contre CAF-Mitsubishi et Siemens-ABB pour les 50 unités de type 447 (modèle similaire au 446 avec alimentation triphasique) — un marché évalué à 20 milliards de pesetas — comme GEC-Alsthom et ses trois filiales espagnoles contre CAF-Siemens pour les 70 automotrices et les 80 trains à impulsion.

Devanlay fait appel contre l'OPA sur les Nouvelles Galeries

La Société des Bourses françaises a donné son feu vert à l'OPA lancée par les Galeries Lafayette sur 1 560 039 actions des Nouvelles Galeries, qui permettront au grand magasin parisien d'atteindre les deux tiers du capital de celles-ci (le montant du 4 mai). Mais le groupe Devanlay, qui détient 34 % des actions et 47,6 % des droits de vote et cocontrôle avec ses alliés les deux tiers du capital des Nouvelles Galeries, a décidé de faire appel de la décision du Conseil des Bourses de valeurs qui a contraint les Galeries Lafayette à lancer cette OPA et à rompre ainsi le pacte qui liait les deux groupes. Il soutient que les Galeries Lafayette et le CCF, ayant tous deux racheté les titres détenus par le groupe suédois Proventus et agi de concert, vont devoir ensemble plus de 50 % des droits de vote et que l'OPA doit donc porter sur la totalité du capital.

taïne dans le distributeur de gaz est-allemand Verbundnetzgas.

Autre pays dont la montée en puissance est spectaculaire : la Grande-Bretagne, avec un nombre d'opérations au cours de cette période égal à celui réalisé par les États-Unis (quatre). Cette avancée a été particulièrement vigoureuse dans les trois derniers mois de l'année 1990, sous l'aiguillon des prises de participation de Maxwell, le groupe de presse anglais, dans le journal est-allemand *Berliner Verlag*. Le tout pour un montant de 163,1 millions de dollars (946 millions de francs).

De son côté, l'Union soviétique a fait une apparition remarquée au septembre dernier, avec la tentative de rachat du distributeur de gaz Gasanlagar par le groupe d'État soviétique Gazprom, pour un total de 322,3 millions de dollars, soit 1,9 milliard de francs. Au cours du même mois, Gazprom annonçait sa volonté de prendre une participation dans Verbundnetzgas. Les autres pays ayant engagé récemment des opérations en ex-RDA sont l'Italie, la Suisse, la Suède, la Belgique et le Japon.

C'est dans les secteurs de l'énergie et de la chimie que le plus grand nombre d'acquisitions a été enregistré dans la partie est de l'Allemagne, à savoir 17 opérations sur les 50 réalisées au cours de la période. Le secteur de la banque s'est situé au deuxième rang, parmi les plus actifs, suivi du secteur de l'assurance. Dans le domaine bancaire, la palme revient aux trois grandes institutions financières de l'ex-RFA (la Dresdner Bank, la Deutsche Bank et la Berliner Volksbank), qui, dès l'unification des deux régions, ont été saisies d'une frénésie de rachats.

Cinquante candidats pour le rachat d'Interhotel

Une cinquantaine d'investisseurs ont déposé, avant la date limite du mercredi 8 mai, auprès de la Treuhandanstalt, organisme chargé des privatisations dans l'ex-RDA, des propositions de reprise pour les 35 hôtels de la chaîne hôtelière de gamme Deutsche Interhotel AG. Quelques-uns seulement concernent la totalité de la chaîne, la plupart portant sur ses cinq ou six hôtels. Néanmoins, la firme SG Warburg, conseil pour cette vente, espère en retirer au moins 2 milliards de deutschemarks (environ 6,8 milliards de francs) et peut-être 3 milliards.

La Treuhand a annoncé, le 8 mai, la mise en vente des 35 petits hôtels de la chaîne Travel Hotel GmbH, représentant un total de 2 000 chambres et situés dans 17 villes. Les acheteurs potentiels doivent déposer leurs propositions avant le 21 mai. Quarante investisseurs se sont déjà déclarés intéressés.

Disney va créer un nouveau parc de loisirs en Floride. Le groupe Walt Disney a présenté, jeudi 9 mai, un projet de nouveau parc de loisirs à thème en Floride, d'une superficie de 3 000 hectares, d'un montant de 18 milliards de dollars (sur un terrain de 235 hectares dont il est propriétaire, près du parc qu'il possède et exploite déjà à Anaheim. Le nouveau parc, baptisé Westcot, présenterait les conditions de vie dans l'avenir et dans les différentes régions du monde ; il comporterait un lac artificiel de 3 hectares et trois hôtels.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

A compter du 10 Août 1991, les frais de gestion annuels s'élèveront à 1 % maximum (HT) pour les SICAV ci-après :

NATIO PLACEMENTS • NATIO EPARGNE
NATIO EPARGNE TRESOR • EPARGNE CAPITAL
EPARGNE OBLIGATIONS • NATIO INTER • NATIO OBLIGATIONS
NATIO EPARGNE RETRAITE • NATIO IMMOBILIER
NATIO VALEURS • EPARGNE CROISSANCE
EPARGNE VALEUR • NATIO PATRIMOINE

NEW-YORK, 9 mai ↑

Poursuite de la reprise

Wall Street a continué à gagner du terrain jeudi, dopé notamment par le relatif succès des adjudications trimesestrielles du Trésor américain. L'indice Dow Jones des valeurs vendettes a clôturé à 2 971,15, en hausse de 40,25 points, soit un gain de 1,37 %. Quelque 180 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des titres en hausse a largement dépassé celui des valeurs en baisse dans un rapport de plus de 2 contre 1, soit 1 114 contre 495. 488 titres sont restés inchangés.

Selon les experts, le bon déroulement des trois adjudications (trois, dix et trente ans) laisse présager un nouvel assouplissement des taux d'intérêt. Les investisseurs attendent maintenant la publication, vendredi 10 mai, de l'indice des prix de gros sur États-Unis. Si cette statistique reflète une diminution des pressions inflationnistes, cela pourrait encourager une baisse des taux à long terme.

VALEURS	Cours du 8 mai	Cours du 9 mai
Alcoa	70 1/2	70 7/8
AT&T	56 1/4	56 3/4
Borg	47 1/8	47 3/8
Chrysler	18 1/8	18 1/8
IBM	124 1/2	124 1/2
Exxon	41 3/4	41 1/2
General Motors	38 1/4	38 1/4
Johnson & Johnson	72 1/2	73 1/2
Merck	72 1/2	73 1/2
Microsoft	103 1/2	104 1/2
Motorola	68 1/4	69 1/8
Pepsi	55 7/8	56
Rockwell	53 1/8	53 1/8
Schlumberger	89 7/8	89 3/4
U.S. Steel	15 1/2	15 1/2
Union Carbide	23 1/8	23 1/8
Westinghouse	27 1/8	27 1/8
Xerox Corp.	55 5/8	57 1/4

TOKYO, 10 mai ↓

La baisse revient

Le marché de Tokyo a clôturé en baisse vendredi, à l'issue d'une séance calme dominée par des opérations programmées. L'indice Nikkei, dont le balancier a été tiré par la hausse de l'ensemble du marché, a cédé 164,21 points à 2 674,29, soit une perte de 0,62 %. Le volume des transactions a pu varier, passant de 330 millions d'actions, jeudi, à 340 millions.

VALEURS	Cours du 9 mai	Cours du 10 mai
Alstom	1 050	1 050
Bois	1 110	1 110
Canon	1 850	1 840
Fujitsu	2 800	2 800
Honda Motors	2 000	1 990
Mitsubishi Electric	1 720	1 700
Mitsubishi Heavy	750	750
Sony Corp.	6 290	6 290
Toyota Motors	1 820	1 800

FAITS ET RÉSULTATS

■ Nestlé prévoit une augmentation de son bénéfice 1991. — Le groupe alimentaire Nestlé prévoit une augmentation de son chiffre d'affaires et de son bénéfice en 1991. Le président de son conseil d'administration, M. Helmut Maucher, mercredi 8 mai à Zurich, les dirigeants du groupe ont fait état d'une baisse du chiffre d'affaires au premier trimestre par rapport aux trois premiers mois de 1990 (-1,8 % à 11,1 milliards de francs).

■ Accor attend près de 50 % de la hausse de la restauration sur le marché de la restauration sur le marché de la restauration, contre 2,9 milliards pour les douze mois clos en janvier. ■ Accor attend près de 50 % de la hausse de la restauration sur le marché de la restauration, contre 2,9 milliards pour les douze mois clos en janvier.

■ Rhône-Poulenc Rorer : forte hausse de résultat trimestriel et division du titre par deux. — Rhône-Poulenc Rorer (RPR), filiale pharmaceutique de droit américain du chimiste français Rhône-Poulenc, a dégagé un bénéfice net (part du groupe) de 54 millions de dollars (517 millions de francs) au premier trimestre, multiplié par près de 2 comparé aux 8 millions de dollars de la même période de 1990. Rhône-Poulenc Rorer, qui a été racheté par la fusion des activités pharmaceutiques de Rhône-Poulenc avec celles de l'américain Rorer, poursuit sa stratégie de concentration et a cédé des sites non stratégiques en Italie et en Espagne. Le produit de ces cessions, dont le montant a été de 20 millions de dollars, n'est pas pris en compte dans les résultats du premier trimestre 1991. Enfin, RPR a décidé de diviser son titre et d'accroître son dividende.

■ Sears : baisse de 37 % du bénéfice annuel. — Le groupe britannique de distribution Sears, propriétaire du grand magasin Selfridges de Londres et de plusieurs chaînes de magasins de chaussures, a subi une baisse de 37 % de son bénéfice annuel, à 146,9 millions de livres (1,4 milliard de francs) contre 231,4 millions. Sears a indiqué que ses résultats avaient souffert l'an dernier de ventes pratiquement stagnantes alors que ses coûts continuent à augmenter. La guerre du Golfe a également

PARIS, 10 mai ↑

Mieux orientée

Au lendemain de deux jours légers, à la veille du week-end, le marché de Paris a tenu, ce vendredi, à effacer le terre souvenant laissé mardi soir. En hausse sensible des premières transactions (10,47 %), les valeurs françaises ont conduit leur progression tout au long de la journée. A la mi-journée, elles affichaient une hausse non négligeable de 0,7 %. En début d'après-midi, leur avance était ramenée à 0,6 %. Plus tard dans la journée, peu avant que ne débutent les échanges à la Bourse de New-York, l'indice CAC 40 s'inscrivait en progrès de 0,66 %.

De toute évidence, cette séance a été bien mieux orientée que la précédente. A tel point, les volumes d'affaires, qui s'élevaient à 1,5 milliard de francs, étaient beaucoup plus étoffés que ceux observés mardi. A la mi-journée, 700 millions de francs avaient déjà été échangés sur les marchés à règlement mensuel et comptant confondus, dont 400 millions au bout d'une heure et demie de transactions, soit le double du volume échangé mardi dans le même laps de temps. Les valeurs françaises réagissaient plutôt bien. Sur les quarante valeurs composant le panier de l'indice CAC 40, moins du quart (9 valeurs) affichaient une baisse, et déclinaient entre 0,09 % et 1 %.

L'environnement boursier international était lui aussi mieux orienté. Londres, Francfort, Madrid progressaient à la même allure que Wall Street, le volume, dont le clôture en nette hausse (1,37 %) a, dans une certaine mesure, servi de « correctif » à toutes les places.

LONDRES, 9 mai ↑

Progression

Les valeurs ont nettement progressé jeudi au Stock Exchange, soutenues par l'ouverture en hausse de Wall Street et les gains du marché à terme. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a atteint 2 541,8, soit un gain de 0,7 %. Le volume des échanges a atteint 407,6 millions de titres contre 385,3 millions mercredi.

Le marché n'a pas été affecté par le lancement de plusieurs augmentations de capital pour un montant de plus de 100 millions de livres, dont la plus importante a été lancée par BSA Group pour 79 millions. La plupart des secteurs ont progressé, les banques, la construction, les brasseries et les chimiques.

■ Albert (textile) : 12 millions de francs de pertes en 1990. — Le groupe spécialisé dans les vêtements d'enfants Albert a annoncé lundi 6 mai une perte consolidée de 12 millions de francs pour l'année 1990 alors qu'il prévoyait en décembre un résultat proche de l'équilibre. En 1989, le groupe avait fait 15 millions de francs de bénéfice net. L'année dernière, son résultat a été nettement affecté par le non-paiement d'une créance importante sur l'URSS (38 millions de francs) qui a fait peser des frais financiers importants sur le groupe vendéen. Cette créance a été recouvrée en février 1991. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 990 à 601 millions de francs contre 372 millions l'année précédente. Cette année, le groupe espère reverser aux bénéficiaires, qui devraient atteindre, selon ses prévisions, 10 millions de francs.

■ British and Commonwealth remonte son procès contre Quadrex. — British and Commonwealth Holdings (B and C), le conglomérat financier britannique placé sous administration judiciaire depuis le 3 juin 1990 (le *Monde* du 6 juin 1990) avec des dettes supérieures à 1,3 milliard de livres (15 milliards de francs), a remporté, mercredi 8 mai, un procès-fleuve avec l'opposant à la société de Bourse américaine Quadrex Holdings et à la banque d'affaires britannique Samuel Montagu. B and C accuse Quadrex d'être revenue en 1987 sur une promesse d'acquisition de deux firmes de courtage, M. W. Marshall et William Street, pour 280 millions de livres. Samuel Montagu, filiale de Midland Bank, qui conseille Quadrex, a indiqué qu'elle allait faire appel du jugement.

PARIS :

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citels	3825	3830	IC C.	252	252
Amatut Associes	287	280	IDA	380 50	371 30
B.A.C.	160	160	Idem	135	135
Bouygues	880	885	Idem	901	901
Bouygues B.V.	375	380	Idem	100	100
Bolton (Lyot)	219	210	Idem	258	258
CAL-de-R. (C.C.I.)	1059	1105	Idem	91 50	91 20
Calsonic	401	402	Idem	125	125 10
Carif	702	683	Idem	145 20	145 20
C.E.G.E.P.	179	180	Idem	84	84
C.F.P.	301	310	Idem	380	380
C.N.I.M.	920	920	Idem	635	630
Compteur	258	260	Idem	301	301
Concorde	846	842	Idem	100	100
Crédit	249	235 70	Idem	102	102
Dagblin	467	455	Idem	452	452
Deltan	1019	1001	Idem	130	130
Demachy Worms Co.	365	379 60	Idem	274	257
Desquenne et Giral	275	278	Idem	236	236
Develuy	1274	1270	Idem	230	227
Diveille	400	400	Idem	229	229
Dolans	138	132	Idem	101	101
Edisons Beland	218	225	Idem	731	725
Europ. Population	332	340			
Finacor	129	129			
Frontiers	135 90	136			
G.F. (group. I.)	300	299			
Grand Lins	370	370			
Gravographe	224	224			
Groupe Omy	719	720			
Gutini	1050	1051			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 7 mai 1991
Nombre de contrats : 42 429

COURS	ÉCHÉANCES		
	juin 91	sept. 91	dec. 91
Dernier	106,88	106,84	106,78
Précédent	106,90	106,92	106,82

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	juin 91	sept. 91	juin 91	sept. 91
106	1,05	1,69	0,20	0,92

CAC 40 A TERME (MATIF)			
COURS	Mai	Juin	Juillet
Dernier	1 840	1 830	1 818,50
Précédent	1 836	1 829	1 823

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 5,8650 ↑		PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)	
Le dollar s'échangeait à 5,8650 F, vendredi matin, au cours des premiers échanges interbancaires, contre 5,8240 F à la clôture des échanges entre banques de mardi (le marché des changes italiens fermé à Paris pour les fêtes de la victoire de 1945 et de l'Accession) et 5,8370 F au fixing du même jour.		Industrielles : 2 930,90 2 971,15	
A Tokyo, quelques heures plus tôt, le billet vert gagnait 0,35 yen par rapport à la clôture de la veille.		LONDRES (Indices et Financial Times)	
FRANCFORT 8 mai 10 mai		100 valeurs : 2 523,49 2 541,80	
Dollar (en DM) : 1,7306 1,7332		30 valeurs : 1 964,10 1 996,28	
Tokyo 9 mai 10 mai		Mises d'Etat : 144,60 146,60	
Dollar (en yen) : 138,23 138,58		Fonds d'Etat : 84,84 85,03	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		FRANCFORT	
Paris (10 mai) : 9-9 1/8 %		Dax : 1 671,46 1 697,28	
New-York (9 mai) : 5 11/16 %		TOKYO	
		Dax : 2 523,49 2 541,80	
		Indice général : 1 964,10 1 996,28	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	à l'av.	à l'ar.	à l'av.	à l'ar.	à l'av.	à l'ar.
\$ E.-U.	5,8540	5,8650	+ 162	+ 172	+ 315	+ 335
\$ can.	5,0772	5,0811	+ 2	+ 15	+ 4	+ 22
Yen (100)	4,2234	4,2263	+ 41	+ 54	+ 90	+ 110

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	à l'av.	à l'ar.	à l'av.	à l'ar.	à l'av.	à l'ar.
DM	3,3809	3,3840	+ 2	+ 17	+ 2	+ 19
Florin	3,9013	3,9038	+ 2	+ 5	+ 8	+ 7
£ (100)	16,4530	16,4580	+ 20	+ 70	+ 130	+ 170
PS	3,9959	4,0000	+ 26	+ 41	+ 51	+ 73
L (1 000)	4,5697	4,5730	+ 89	+ 71	+ 170	+ 144
£	10,9511	10,9570	+ 240	+ 210	+ 410	+ 360

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL
ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Vendredi 10 mai
En raison d'une soirée football, il n'y a pas d'émission.

Lundi 13 mai
Daniel Bourgeois, président de la Chambre commerciale du sud.

السنة الأولى

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 10 MAI

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Obligations			C.I.M.	1200	....	Magnat	750	....	Etrangères		
Emp. Etr. 8,9477...	122 05	8 48	C.I.T.R.A.M. (B)	2425	....	M&M Display	570	....	AEG	700	....
Emp. Etr. 9,9578...	100 80	3 23	Cofirag	258	....	Misc.	135 20	135 20	Alco In Steel	325	....
10,26% 1994	110 45	5 14	Cofirag	372	375	Navigation (M)	216	216	American Alum.	115	....
13,45/83	110 45	5 14	Cofirag	582	....	Oxyg.	308	300	American Refin.	107	107 10
Emp. Etr. 12,23/84	304	7 35	Cofirag	4450	4382	Optic (S)	635	1050	American Refin.	238	....
Emp. Etr. 11% 95	111 37	3 25	Cofirag	880	850	P&H	1180	1164	American Refin.	894	888
10,26% 98 85	105 42	1 65	Cofirag	32 50	32 70	P&H	582	....	Austrian Metals	171	....
QAT 10% 5/2000	107 50	9 10	Cofirag	344	317 0	Parifarm	185	180	Banco Popular Esp.	588	....
QAT 9,9% 12/1987	105 50	9 10	Cofirag	717	127 50	Parifarm	650	648	B. N. Belgians Int.	245 10	245 00
QAT 5,9% 1/1995	103 85	2 68	Dashley	120	....	Paris France	216	225 80	C&I	100	....
QAT 10,30% 1985	1768	....	Dashley	1825	1831	Paris France	254 10	253 60	Chrysler Corp	77	74
PTT 11,25% 86	107 60	4 98	Dashley	1625	1620	Parifarm Intern	324	322	C.I.R.	12	....
10,26% 95 85	101 80	2 79	Dashley	1825	1820	Parifarm Intern	1200	1081 0	Commodity	850	864
QAT 10,25% 98 50	....	1 57	Dashley	3850	....	Parifarm Intern	1850	1850	De Beers (S.A.)	137	....
CNA 10% 1978	....	1 59	Dashley	1987	1958	Parifarm Intern	540	545 d	De Beers (S.A.)	23	70
CNB Bques 5000F	99 76	3 81	Dashley	2760	2750	Parifarm (S)	1416	1415	De Beers (S.A.)	580	580
CNB Paribas 5000F	96 76	3 81	Dashley	1020	1025	Parifarm (S)	715	715	De Beers (S.A.)	1050	....
CNB Suez 5000F	99 99	3 81	Dashley	273	279	Parifarm (S)	112	....	De Beers (S.A.)	110	....
CNE 11,74% 85	102 65	9 86	Dashley	774	....	Parifarm (S)	307	305	De Beers (S.A.)	130	....
CNE 11,92% 85	99 75	3 81	Dashley	357	353	Parifarm (S)	460	....	De Beers (S.A.)	182	....
CNE 10,50% 85/86	97 30	9 73	Dashley	3500	3550	Parifarm (S)	472	471	De Beers (S.A.)	75 50	74
CNE 10,50% 85/86	107 30	9 73	Dashley	2136	2130	Parifarm (S)	298	....	De Beers (S.A.)	32 30	30
CNE 10,50% 85/86	107 30	9 73	Dashley	1650	1657 20	Parifarm (S)	180	185	De Beers (S.A.)	310	310
CNE 10,50% 85/86	107 30	9 73	Dashley	147 80	....	Parifarm (S)	328	328	De Beers (S.A.)	22	....
CNE 10,50% 85/86	107 30	9 73	Dashley	1810	1810	Parifarm (S)	129 70	129 70	De Beers (S.A.)	88	....
CNE 10,50% 85/86	107 30	9 73	Dashley	700	700	Parifarm (S)	685	685	De Beers (S.A.)	11	....
CNE 10,50% 85/86	107 30	9 73	Dashley	580	....	Parifarm (S)	138	....	De Beers (S.A.)	590	590
CNE 10,50% 85/86	107 30	9 73	Dashley	841	841	Parifarm (S)	739	739	De Beers (S.A.)	341	....
CNE 10,50% 85/86	107 30	9 73	Dashley	....	....	Parifarm (S)	....	....	De Beers (S.A.)	485	....
CNE 10,50% 85/86	107 30	9 73	Dashley	....	....	Parifarm (S)	....	....	De Beers (S.A.)	20 20	20 20

SICAV (sélection)[illegible]

Marché libre de l'or

COURS DES					MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/5	
MARQUE OFFICIEL	COURS 5/5	COURS 10/5	achat	vente				
Euro-Unit (1 unit.)	5 637	5 585	6 600	6 100				125 20
Algeria (100 ad.)	8 861	8 950		349	Or fin (le on barre)	67000	67200	310
Algeria (100 ad.)	338	340	338	349	Or fin (le on barre)	67000	67000	775
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Napoleon (20 fr.)	382	383	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (10 fr.)	375	400	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	383	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	361
Algeria (100 ad.)	16 488	16 422	15 950	31 350	Place Fr (20 fr.)	381	382	1938
Algeria (100 ad.)	300	330	290	340	Place Fr (20 fr.)	381	382	

Equity Associates	24676 3
Equity Capital	9788 3
Equity Fund	814 0

Argentine Republic	2476 31	20328 58	Veracruz	1235	1235 02		
Bahamas	980 43	1320 43	Virgin Islands	1305	1305 00	Infirmary	5193 02
Bahamas Coast T. Term.	814 06	1801 00	Mato-Huasteco	23116 83	23119 63	U.A.P. Aviation	451 76
Bahamas Colonies	1759 56	1711 45	Mato Obligations	529 75	515 57	U.A.P. Act. F.	562 84
Bahamas Indochina	93 35	900 45	Mato-Paravine	1424 95	1390 71	U.A.P. Acc. Sfr.	62 48
Bahamas J.	9332 04	80328 04	Mato-Pharmacia	69845 41	63945 41	U.A.P. Acctf.	585 25
Bahamas Long Term	1356 70	130 48	Mato-Pharmacia	10345 43	1033 12	U.A.P. Act. Sfr.	159 86
Bahamas Maritime	1313 32	1320 39	Mato-Pharmacia	10345 43	1033 12	U.A.P. Act. Sfr.	157 40
Bahamas Obligations	1320 79	165 85	Mato-Pharmacia	832 86	811 61	UAP Moya's Term.	126 20
Bahamas Privil.	13248 89	1249 32	Mopon-Cat	6642 84	6388 31	UAP Pen. Catg.	1055 86
Bahamas Quatre	1181 44	107 49	Hard Soil Develop.	1417 48	1419 48	U.A. Obligations	122 22
Bahamas-Unit.	1305 29	1274 40	Mat-Huasteco	140 48	134 08	U.A. Assoc.	1307 64
Bahamas Vickers	446 45	434 45	Mat-Huasteco	1874 45	1874 45	U.A. Act. Sfr.	54 13
Bahamas Vickers	1250 59	1218 47	Mat-Huasteco	1077 88	1077 88	U.A. Obligations	1331 80
Bat. Cash acct.	7941 51	7216 42	Ching, Inc. post.	184 66	162 42	U. G. G. G.	1405 26
Bat. Cash acct.	675 46	654 33	Obilion	117 22	1244 77	Univers.	2630 85
Bat. Cash acct.	1003 40	1034 37	Obilion-Sov.	1287 22	11867 23	Univers.	218 82
Bat. Cash acct.	1200 97	117 18	Obilion	3519 17	52320 35	Univers. Actions	1287 21
Bat. Cash acct.	8684 97	8680 90	Obilion	3004 25	1740 77	Univers. Obligations	1285 37
Bat. Cash acct.	1320 55	1320 55	Obilion	8471 58	8471 58	Univers. Obligations	1686 18
Bat. Cash acct.	5775 88	5775 88	Obilion	1373 05	1382 05	Univers.	14845 91
Bat. Cash acct.	290 28	290 28	Obilion	1894 81	1892 79	Vale	28322 91
Bat. Cash acct.	106 105	103 83	Obilion	131 97	125 58		
Bat. Cash acct.	343 31	334 94	Obilion	680 38	556 73		
Bat. Cash acct.	458 83	454 29	Obilion	94 86	93 72		
Bat. Cash acct.	432 49	443 63	Obilion	205 17	201 16		
Bat. Cash acct.	112 19	112 19	Obilion	831 04	812 85		
Bat. Cash acct.	1213 18	1168 11	Obilion	1307 86	1307 86		
Bat. Cash acct.	38 87	38 20	Obilion	555 43	555 43		
Bat. Cash acct.	12802 52	12802 52	Obilion	6041 13	60293 54		
Bat. Cash acct.	240 48	236 93	Obilion	959 16	970 74		
Bat. Cash acct.	31 85	31 87	Obilion	1175 77	1108 07		
Bat. Cash acct.			Obilion	127 16	123 76		

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ■ : marché continu

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Le rêve des coquelets de combat

SUR le ring de la cabane en bambou, avec leurs gants de boxe plus gros que leur tête, Eck Thaï et Super Big se sont battus comme des chiffonniers. A coups de pieds, de poings, de genoux, jusqu'à la victoire, ils avaient, ces deux gamins, de la peur et de la colère dans l'œil, en ce premier combat. Derrière eux, les parieurs, les adultes, hurlaient, maudissaient, changeaient la mise au rythme des destins enfantins.

Super Big a perdu. Et le regard humilié, coupable, qu'il a adressé à sa mère, saisi par la caméra de Nadine Trintignant, contenait tout le désespoir du monde. Le rêve était brisé, comme un jouet, comme ce boxeur de poche qui, la veille sous la moustiquaire, les yeux brillants, se reconstituait un destin de Rocky thaïlandais.

La réalisatrice de cinéma, comme d'autres, avait, à l'occasion de Cannes, reçu commande d'un reportage pour « Envoyé spécial ». Elle n'a pas raté l'occasion, a offert une étude au pays, la Thaïlande, dont les enfants ne sont pas souvent les rois.

Le sujet était simple : deux garçons de sept ans, deux gamins secs et vifs, deux bagarreurs repérés par les sergents recruteurs de la boxe thaï, comme ailleurs les gymnastes en barboteuse ou les bébés crocodiles du tennis. La boxe thaï, danse violente et

rituelle, est, en combat, interdite aux enfants. Mais la passion du jeu est telle que ces combats ont lieu tout de même, dans le clandestinité relative d'un fait admis. Parier sur des enfants boxeurs, coquelets de combat sans vice ni calcul, est un délectable plaisir au palais thaïlandais.

Nadine Trintignant a su regarder cela, sans moraliser. Regarder simplement et donc voir, donner à voir le rêve douloureux et violent de ces petits Thaïs qui seront champions ou perdants. Et elle était bien belle, cette balade des enfants du ring, elles étaient bien belles ces images pudiques des petits princes au regard grave.

Super Big a sept ans. C'est un âge bien suffisant pour courir trois heures d'un seul tenant, filer à l'école, y apprendre l'orthographe et la propreté, et puis, le soir, retrouver cet entraîneur, tatoué comme un méfieux japonais, qui subvient aux besoins de son école de boxeurs nains avec des gourmandises de rentier. Eck Thaï a sept ans et un père ancien boxeur. Sept ans, c'est assez aussi pour ouvrir ce père dans une sorte de lupanar où les prostituées sont vieilles, au moins seize ans, et où les boxeurs qui n'ont pas réussi finissent leur carrière sur des rings de fortune. Sept ans, c'est largement assez pour implorer Bouddha de ne pas finir boxeur dans un lupanar.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 10 mai

TF 1

- 20.45 Variétés : Tous à la Une.
- 22.45 Soirée spéciale : Mitterrand dix ans après. A 23.45, débat animé par Michèle Cotta et Gérard Carreyrou.
- 0.45 Canevas 91.
- 0.55 Au trot.
- 1.00 Journal, Météo et Bourse.

A 2

- 20.45 Divertissement : Balhazzar.
- 21.55 Magazine : Caractères. Spécial polar. Invité : Serge Quadrupani (V). Tony Hillerman (Coyote et H.R.F. Keating (l'inspecteur Galt en Californie) ; Patrick Raynal (l'arrêt d'urgence et l'enquête sur femmes) ; Howard Engel (Benny Cooperman, détective privé et un privé dans les Aragonais) ; Didier Desbrières (le facteur fatal).
- 23.10 Journal et Météo.
- 23.30 Cinéma : Amora. ■■■ Film italien de Roberto Rossellini (1947-1948). Avec Anna Magnani (v.o.).
- 2.00 Magnétoscope : Lutte libre. Championnat d'Europe (120 min).

FR 3

- 20.35 Magazine : Thalassa. Thalasso business, de William Garin.
- 21.35 > Téléfilm : Sing.
- 22.30 Journal et Météo.
- 22.55 > Traverses. Jamuna, les eaux du déluge, documentaires de Patrick Benquet et Vincent Tardieu.
- 23.45 Magazine : Musicales.

CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : Vaincre à tout prix.
- 22.20 Magazine : Exploits 2.
- 22.45 Flash d'informations.
- 22.48 Le Journal du Festival.
- 23.00 Cinéma : Liaison fatale. □ Film américain d'Adrian Lyne (1987).
- 0.55 Cinéma : Désorganisation de malfaiteurs. □ Film américain de Jim Kouf (1989) (v.o.).

LA 5

- 20.50 Téléfilm : Une proie pas comme les autres.

- 22.30 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks (4^e épisode, rediff.).
- 0.00 Bruits de Cannes.
- 0.10 Journal de la nuit.
- 0.15 Demain se décide aujourd'hui.

M 6

- 20.40 Téléfilm : Pas si fous, les fils de Midwatch.
- 22.20 Série : La Mélédiction du loup-garou.
- 22.45 Magazine : Vénus.
- 23.15 Magazine : La 6^e Dimension. Thème : Qui es-tu, Tonton ?
- 23.46 Capital.
- 23.55 Six minutes d'informations.
- 0.00 Musique : Live. Elton John en concert.

LA SEPT

- 21.00 Téléfilm : Jeanne d'Arc.
- 22.35 Téléfilm : Lieutenant Lorena.
- 23.50 Court métrage : Les Plinsons.
- 0.10 Documentaire : Palettes. L'Utopie orange vert pourpre.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives.
- 21.30 Musique : Black end blues. Histoire du trio. 1. Histoire du trio en jazz.
- 22.40 Les nuits magnétiques. Gens du Merle (rediff.).
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Les têtes raides.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (émiss de Sarrebruck) : Les Crâtes de Prométhée, ouverture en ut majeur op. 43. Concerto pour piano et orchestre n° 4 en sol majeur op. 59, de Beethoven ; L'Artésienne (extrait), de Bizet, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Emmanuel Krivine ; sol : Oleg Malenbergs, piano.
- 23.07 Poussières d'étoiles. New Age. A 0.00, Poissons d'or, avec David Hykes, compositeur. A 1.30, Les poissons d'or du passé : Paysages et marines, de Koechlin.

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Les injustices de la justice ?
- 13.50 La Une est à vous (et à 14.30, 18.10).
- 13.55 Série : Vivement lundi.
- 16.00 Tiercé-quoté + à Enghien.
- 17.30 Divertissement : Mondo dingo.
- 18.00 Magazine : Trente millions d'amis.
- 18.30 Jeu : Une famille en or.
- 18.55 Série : Merc et Sophie.
- 19.25 Le Roule de la fortune.
- 19.50 Tirage du Loto.
- 20.00 Journal, Tiercé, Tsplis vert, Météo et Loto.
- 20.45 Variétés : Surprise sur prise.
- 22.16 Magazine : Ushuala.
- 23.25 Magazine : Formule sport.
- 0.20 Magazine : C'est à Cannes.
- 0.30 Au trot.
- 0.35 Journal et Météo.

A 2

- 13.35 Magazine : Objectif jeunes. Passe ton bac d'abord : Toute la famille bécote ; Bac story : Les coulisses du bac ; L'exemple sudais.
- 14.00 Magazine : Animalia. Des animaux et des dioux ; Le quart de la semaine.
- 14.55 Magazine : Sports passion. Basket-ball : championnat de France (quart de finale).
- 16.45 Sport : Rugby. Championnat de France : quart de finale.
- 18.30 Jeu : Le Chevalier du labyrinthe.
- 18.55 INC.
- 19.00 Série : Espionne et taise (rediff.).
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Téléfilm : Kaléidoscope.
- 22.20 Magazine : Bouillon de culture. Thème : l'état-spectacle à la télévision depuis dix ans.

- Invités : Serge Moati, réalisateur, Jean Amadou, humoriste, Alain Duhamel, journaliste et écrivain, Georges Filloud, président de l'IRA, Jean-François Ravel, écrivain ; La Véritable Histoire des roses du Penthéon, enquête de Marc van Essel.
- 23.50 Journal et Météo.
- 0.05 Série : Médecins de nuit (rediff.).
- 1.00 Série : Le Saint (rediff.).

FR 3

- 13.00 Télévision régionale.
- 14.00 Magazine : Rencontres. Thème : Épargne et consommation.
- De 15.00 à 19.00 La Sept —
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
- De 20.00 à 0.05 La Sept —
- 0.10 Série rose : A la feuille de Rose, maison turque.
- 0.40 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : Une affaire d'Etat.
- 14.50 Le Journal du Festival.
- 15.00 Documentaire : Cinéma Africa et poulets bicyclettes.
- 15.50 Surprises : Spécial Cannes.
- 16.10 Documentaire : Les Allumés...
- 16.35 Jeu : V.O.
- 17.05 Les Superstars du catch.
- En clair jusqu'à 20.30 —
- 18.00 Décade pass Bunny.
- 18.05 Dessin animé : Les Simpson.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Top 50.
- 20.30 Téléfilm : Le Vénus à Lulu.
- 22.00 Les Nuls... l'émission.
- 22.50 Flash d'informations.
- 22.55 Le Journal du Festival.
- 23.00 Cinéma :

- Metamorphosis. □ Film italien de George Eastman (1988).
- 0.30 Cinéma : Meurtre à Hollywood. ■ Film américain de Blake Edwards (1988). Avec Bruce Willis (v.o.).
- 2.15 Cinéma : Et Dieu créa la femme. ■ Film français de Roger Vadim (1958). Avec Brigitte Bardot.

LA 5

- 13.30 Sport : Automobile. Grand Prix de formule 1 (essais), en direct de Monaco.
- 14.15 Série : Happy days.
- 14.40 Série : La Loi de Los Angeles.
- 15.30 Série : Lou Grant.
- 16.20 Série : Soko, brigade des stup.
- 17.10 Série : Le Retour de Mike Hsmer.
- 18.00 Magazine : Intégral.
- 18.30 Divertissement : Rires parade.
- 19.00 Série : L'Enfer du devoir.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Divertissement : Grain de folie.
- 22.35 Débat : A boulets rouges. Thème : Nationalisme, demain, la guerre.
- 23.45 Bruits de Cannes.
- 23.55 Le Journal de la nuit.

M 6

- 13.30 Série : Cosby Show (rediff.).
- 14.00 Série : Supercopier.
- 14.45 Série : Laramie.
- 15.35 Série : Les Espions.
- 16.30 Jeu : Hit hit hit hurra !
- 16.40 Série : Vegas.
- 17.35 Série : L'Homme de fer.
- 18.30 Série : Les Têtes brûlées.
- 19.20 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Téléfilm : Une fille dans l'équipe.
- 22.15 Téléfilm : La Revanche d'un innocent.

- 23.46 Six minutes d'informations.
- 23.50 Musique : Rapline.
- 0.45 Boulevard des clips.

LA SEPT

- 13.30 Téléfilm : Lieutenant Lorena (3 et fin).
- 14.45 Court métrage.
- 15.00 Une leçon particulière de musique avec René Jacobs.
- 16.00 Documentaire : La Vie selon Lorang.
- 17.00 Magazine : Avia de tempête.
- 19.00 Documentaire : L'Univers intérieur, une exploration du corps humain (6).
- 20.00 Le Dessous des cartes.
- 20.05 Histoire parallèle (v.o.).
- 21.00 Documentaire : Dix ans après (10 mai 1981-10 mai 1991).
- 22.45 Soir 3.
- 23.15 Documentaire : Jerry Lee Lewis.
- 23.35 Documentaire : Johnny Clegg, e révolution with a smile.
- 0.10 Théâtre : Cripure.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Christine Jodis, écrivain.
- 20.45 Dramatique. Biederman et les incendiaires, de Max Frisch.
- 22.35 Mueque : Dpus, Les Baile Les chants des « fous » du Bengale.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Opéra (donné le 20 juillet 1955 lors du Festival d'Aix-en-Provence) : Les Noces de Fauré, de Mozart, par l'Orchestre de la société des concerts du Conservatoire, dir. Hans Roedel, et la chorale du Conservatoire de Paris, dir. Elisabeth Brasseur.
- 23.05 Poussières d'étoiles. Vive la technique !

Dimanche 12 mai

TF 1

- 12.53 Météo, Trafic Infos et Journal.
- 13.20 Série : Hooker.
- 14.10 Série : Rick Hunter, inspecteur choc (rediff.).
- 15.00 Série : Columbo (rediff.).
- 16.15 Divertissement : Vidéo gag.
- 18.45 Disney Parade.
- 18.00 Magazine : Téléfoot.
- 18.55 Loto sportif.
- 18.05 Magazine : 7 sur 7. Invités : Les Inconnus.
- 20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.
- 20.45 Cinéma : Scorpio. □ Film américain de Michael Winner (1972).
- 22.40 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.45 Cinéma : Coup de tête. ■■ Film français de Jean-Jacques Annaud (1978). Avec Patrick Dewaere, France Dougnac, Jean Bouise.
- 0.15 Magazine : C'est à Cannes. Présenté par Alain Boverini.
- 0.26 Journal et Météo.

A 2

- 13.25 Dimanche Martin (et à 15.50).
- 15.00 Série : Mac Gyver (rediff.).
- 16.30 Téléfilm : Les Étoiles filantes.
- 17.20 Documentaire : L'Équipe Cousteau à la redécouverte du monde. Le Règne des hommes crocodiles.
- 18.10 Magazine : Stade 2. Cyclisme : Football ; Rugby : Images et résultats de la semaine ; Basket-ball ; Handball ; Gymnastiques rythmique ; Automobile.
- 19.30 Série : Maguy.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Téléfilm : La Gorille dans le cocotier.
- 22.05 Empreintes. Le Temps des épidémies.
- 23.05 Journal et Météo.
- 23.25 Série : Le Saint (rediff.).

FR 3

- 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
- 13.30 Magazine : Musicales. L'Œil écoute... Madrid (1^{re} partie).

- 14.30 Magazine : Expression directe. Union centriste ; CGPM.
- 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Cyclisme ; Moto-cross 500.
- 17.30 Magazine : Montagne. Ski extrême.
- 18.00 Amuse 3.
- 18.00 Le 19-20 de l'information. De 18.12 à 19.30, le journal de la région.
- 20.05 Série : Benny Hill.
- 20.40 Documentaire : Cirque Grass.
- 22.00 Magazine : La Divan. Invité : Simon Casas, ancien metteur, organisateur de comédies.
- 22.20 Journal et Météo.
- 22.40 Cinéma : Anna Karénine. ■■■ Film américain de Clarence Brown (1935). Avec Greta Garbo, Frederic March, May Robson (v.o.).
- 0.15 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 14.00 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.
- 14.45 Sport : Rugby.
- 16.45 Le Journal du Festival (rediff.).
- 17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.).
- 18.00 Cinéma : Les Yeux de la forêt. ■ Film américain de John Hough (1980). Avec Bette Davis, Carol Baker, David McCallum.
- En clair jusqu'à 20.40 —
- 19.20 Flash d'informations.
- 19.26 Ça cartoon.
- 20.30 Die Jérôme...
- 20.35 Magazine : L'Équipe du dimanche.
- 20.40 Cinéma : Quelle heure est-il ? ■■ Film franco-italien d'Ettore Scola (1989). Avec Marcello Mastroianni, Massimo Troisi, Anne Parillaud.
- 22.10 Flash d'informations.
- 22.16 Le Journal du Festival.
- 22.20 Magazine : L'Équipe du dimanche.

- Football ; Boxe ; Basket-ball américain.
- 1.05 Cinéma : Les Baselines du mot d'apôtre. ■■ Film américain de Lindsay Anderson (1987). (v.o.).
- 2.30 Surprises : Spécial Cannes. La Fête des mères.

LA 5

- 13.25 Dessin animé : Show Bug's Bunny.
- 13.55 Série : L'homme qui valait trois milliards.
- 14.45 Magazine : Le Club F1. Formule 1 : Grand Prix de Monaco.
- 17.50 Tiercé à Longchamp.
- 18.06 Série : La Loi de Los Angeles.
- 18.55 Série : L'Enfer du devoir.
- 19.50 Journal.
- 20.10 Magazine : Dimanche 20 h 10 Elkabbach.
- 20.45 Journal des courses.
- 20.50 Cinéma : Recherche Susan désespérément. ■ Film américain de Susan Seidelman (1985). Avec Rosanna Arquette, Madonna, Aidan Quinn.
- 22.50 Magazine : Reportage. Sois beau et tais-toi.
- 23.50 Magazine : Top chrono.
- 0.50 Bruits de Cannes.
- 1.00 Le Journal de la nuit.

M 6

- 13.00 Série : L'Ami des bêtes.
- 13.55 Série : Supercopier.
- 14.45 Variétés : Duvert le dimanche.
- 16.20 Série : Vic Daniels. Fil à Los Angeles.
- 16.50 Série : Laredo.
- 17.40 Série : L'Homme de fer.
- 19.30 Série : Les Routes du paradis.
- 19.25 Magazine : Culture pub.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Ma sorcière bien-aimée. Magazine : Sport 6 (et à 0.05).
- 20.40 Téléfilm : Le Vent de la colère.
- 22.25 Capital.
- 22.35 Cinéma : Scandaleuse Gilda. □ Film italien de Gabriele Lavia (1985).
- 0.00 Six minutes d'informations.
- 0.05 Magazine : Sport 6.

LA SEPT

- 15.30 Documentaire : Josef Svoboda.
- 16.30 Documentaire : Les Heures chaudes de Montparnasse.
- 17.25 Téléfilm : Jeanne d'Arc.
- 18.55 Documentaire : Live.
- 20.00 Documentaire : Palettes.
- 20.30 Cinéma : Haxan. ■■ Film danois de Benjamin Christensen (1921).
- 21.50 Moyen métrage : Le Plus Fort.
- 22.30 Cinéma : La Salle de bain. ■■ Film français de John Luff (1988).
- 0.00 Court métrage : La Coup du berger.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radiophonique. Acte IV : Les ténées, par Christian Rosset.
- 22.35 Musique : Le concert. Siga pour Grand Orchestre, Oré pour acteur et grand orchestre, Attaca, concerto pour percussion solo et bande, Exemple pour grand orchestre, création de Malec, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Ivo Malec, sol : Jean Geffroy, percussion, Frédéric Stochi, acteur.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Mezza voce.
- 20.30 Concert (donné le 3 février lors de la semaine Mozart de Salzbourg).
- 23.05 Poussières d'étoiles. Les soulèvements, création de Renouard Lavière.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPINGE »

Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration de « Le Monde ».

BRÉSIL : après le départ du ministre de l'économie

Démissions en chaîne dans l'équipe du président Collor

Plusieurs membres du gouvernement brésilien proches collaborateurs de M. Zelia Cardoso de Mello, l'ancien ministre de l'économie qui a quitté ses fonctions jeudi 9 mai, devaient remettre vendredi leur démission au président Fernando Collor de Mello.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Vingt-quatre heures après l'annonce de la démission du ministre brésilien de l'économie, M. Zelia Cardoso de Mello, une grande fébrilité agite les milieux politiques de Brasília. Principale raison de cette agitation, la vague de démissions en chaîne qui a touché pratiquement l'ensemble de l'équipe économique du président Fernando Collor de Mello. Outre le président de la banque centrale, M. Ibrahim Eris, ont renoncé à leurs fonctions le ministre de l'infrastructure, M. Eduardo Teixeira, le secrétaire de

politique économique, M. Antonio Kandr, le négociateur de la dette extérieure, M. Jorio Dauster, et une vingtaine de membres du cabinet de l'ancien ministre.

Ce départ massif est en quelque sorte la conséquence de l'hétérogénéité de pensée qui régnait parmi les collaborateurs de M. Zelia Cardoso de Mello, ainsi que de la fidélité réaffirmée à l'égard de celle qui a déjà annoncé son intention de reprendre ses cours d'économie à la faculté de São Paulo. Le chef de l'Etat, qui a beaucoup fait pour empêcher une telle « fuite », n'a pu compter qu'un seul membre de son « équipe », le secrétaire de l'administration João Santana, qui sera dorénavant en charge du ministère de l'infrastructure. M. Jarber Passarinho, ministre de la justice et coordinateur politique du gouvernement, n'a, par ailleurs, pas formellement écarté d'autres changements au niveau ministériel puissent encore intervenir.

Le nouveau ministre de l'économie et des finances, M. Marcelo Marquês Moreira, qui devait prendre officiellement ses fonctions vendredi doit donc constituer une équipe entièrement nouvelle. Le futur président de la Banque centrale a d'ores et déjà été désigné, sous réserve de son approbation par le Sénat. Il s'agit de M. Francisco Gross, un économiste de 49 ans formé à Princeton, qui occupa ce même poste en 1987 pendant trois mois sous la précédente présidence de M. José Sarney, et a fait l'essentiel de

sa carrière au sein de différents organismes bancaires.

Le ministre devait poursuivre ses consultations pour désigner ses futurs collaborateurs mais a déjà annoncé, lors d'un entretien accordé jeudi à la chaîne de télévision Globo, qu'il n'y aurait pas de changement dans la politique libérale définie par le président. « La pire étant déjà passée en ce qui concerne la lutte contre l'inflation, il est cependant possible d'imaginer quelques compensations sociales sans renoncer à la rigueur », a précisé M. Marquês Moreira, en ajoutant qu'il espérait « arriver à un accord avant la fin de l'année avec la communauté financière internationale sur le problème de la dette extérieure », et que « le remboursement de l'épargne bloquée lors du premier plan de stabilisation serait effectué comme prévu à partir du mois de septembre ».

Commentaires éphémères

Si la démission du ministre de l'économie et des finances a entraîné le plus important remaniement ministériel du gouvernement Collor, elle n'a, pour l'heure, pas eu de grandes conséquences sur les marchés financiers. Les Bourses de São Paulo et de Rio-de-Janeiro ont fermé en légère hausse, et, sur le marché des changes, le dollar ne subissait qu'une augmentation de quelques points. Dans les milieux bancaires, même si les incertitudes persistent sur les chances de

réussite de la politique économique, l'unanimité était à peu près totale en ce qui concerne les futures négociations sur la dette extérieure, en raison des talents de diplomate du nouveau ministre et de sa bonne connaissance du dossier.

Les commentateurs, faisant fi de la nécessaire période d'adaptation du futur cabinet et des complications entraînées par ces multiples démissions, étaient assez euphoriques jeudi, en n'hésitant pas à prédire un rapide retour des financements internationaux et un coup d'arrêt à la récession en cours. Dans les milieux politiques, l'opposition craint en revanche avant tout que ce remaniement ne consacre un tournant plus conservateur de la politique économique. La période de transition a été enfin l'occasion pour quelques distributeurs et commerçants de procéder en catimini à un relèvement de leurs tarifs. Une attitude - alors que le blocage des prix est toujours en vigueur - qui a entraîné une première et rapide mise en garde du nouveau ministre.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

■ RECTIFICATIF : Une « coquille » dans le bulletin consacré au Brésil, « Modernisation difficile » (Le Monde du 10 mai), nous a fait écrire que l'arrivée au pouvoir du président Collor de Mello datait de mars 1976 alors qu'il s'agit de mars 1990.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Sur le pont

Q'EST-CE que je fous ici, moi, aujourd'hui, vous pouvez me dire ? Non, c'est vrai, revenir pisser de la copie antra deux fêtes chômées et un week-end, ça ressemble à quoi ? A ce que je suis : une gourde. C'est sa faute aussi, à mon Mimi. Dix ans de règne, ça se célèbre autrement que par un boum minable au Bataclan donné par des faux d'arches du PS dans une atmosphère à couper au couteau. A la dague, plutôt. Tu qu'occupe fillette comme disait l'autre ! Et donnée quand ? A l'avance ! Le 7 au lieu du 10 mai, histoire de pas le rater, eux, leur pont. Pourquoi tu nous a pas invités à danser à la Bastille, ce vendredi, pour l'anniversaire de ton avènement ? Pas la peine d'aller travailler, c'est fêté, c'est le 14 juillet. Je te dis pas qu'on serait venus, on serait partis en courant se mettre au vert chez bella-maman. Mais, bon, après l'heure Mitterrand, le jour Mitterrand aurait figuré à jamais dans la calendrier. Juste au lendemain de l'Ascension et, au sur lendemain de la Victoire, c'était tout indiqué, non ?

Quelle victoire, au fait ? On a ramporté tellement, depuis Waterloo, qu'on ne sait plus où donner du cocoric. Ah oui ! celle de 1945, c'est ça, celle qu'on est lasse de honorer au risque d'en perdre une autre de guerre, la guerre économique. Ils rigolent, les Sov, les British et les Américains, ils trouvent qu'un l'occurrence on en fait un peu beaucoup. Ça, c'est pas mal ! Qu'est-ce qu'ils seraient devenus sans nous, hein ? Ils auraient été écrabouillés par les Allemands, qui se marrent, eux aussi. Les Jap, par exemple. Si on est dans le camp des vainqueurs, c'est vraiment pas notre faute !

Alors, dis, m'sieur le Président, déjà que tu ré-ré-élection sera un dimanche, tu vas quand même pas m'obliger à attendre jusqu'en 2002 pour être dispensé de bosser en ton honneur. C'est le 17 septembre prochain, date de ton entrée dans le livre des records, t'auras battu celui de de Gaulle, qu'il faut déclarer jour férié. Ça tombe bien, en plus : ça tombe un mercredi. Pila entre deux ponts. Ensuite, la mardi 24, rebelle, la première conférence de presse, on la commémorera à grand fracas dans les médias, à grand travail à l'Elysée, et la France pourra enfin se mettre en vacances du 1^{er} mai au 1^{er} octobre.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

De Léon XIII à Jean-Paul II, par René Rémond : Arménie, Aldous, par Patrick Donabédian... 2

La guerre civile

au Sri-Lanka
Intensification des combats... 5

Les 10 ans du 10 mai

Un livre de M. François Léotard : « Adresse » au chef de l'Etat... 7

Justice

M. Nallet défend le projet de réforme de l'aide sociale... 9

Arshile Gorky

exposé à Marseille
Découverte en France d'un mailleur essentiel de l'art américain... 11

SECTION B

SANS VISA

● Brunet : de l'or pour l'Islam
● Réécits d'Angela... La gare de Colmar ● Aux pieds de Jaanne d'Arc ● Table : Duchambais ou du Chambert ? ● Les crues du café... 13 à 20

SECTION C

Le RMI en Europe

La Commission de Bruxelles suggère que le revenu minimum garanti soit étendu à l'ensemble de la Communauté... 21

Les impôts en France

Sauf pour les hauts revenus, les prélèvements obligatoires sont moins progressifs qu'à l'étranger... 22

Crise

à la télévision hongroise
Difficultés financières et emprise politique... 23

Services

Abonnements... 23
Annonces classées... 23
Carnet... 26
Jours... 18
Loto, Tac-o-Tac... 24-25
Marchés financiers... 26
Météorologie... 27
Radio-Télévision... 27
Spectacles... 12
La télématique du Monde : 3815 LEMOND 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 10 mai 1991 a été tiré à 388 173 exemplaires.

La mensuel
PASSAGES
LA
PSYCHANALYSE
A-T-ELLE RÉPONSE
À TOUT ?
VENTE EN KIOSQUE 90 F

Les suites de la guerre du Golfe

Large accord sur la sécurité dans la région selon M. Dick Cheney

Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a fait état, jeudi 9 mai, d'un « large accord » sur les questions de sécurité entre les Etats-Unis et les gouvernements des pays du Golfe.

« Il existe une disposition nettement plus grande de nombreux gouvernements de la région à coopérer sur des arrangements de sécurité », a déclaré M. Cheney dans l'avion le ramenant à Washington. Il a cependant refusé de dire si des accords précis avaient été conclus au cours de la tournée dans le Golfe qu'il vient d'achever.

Le secrétaire à la défense s'est rendu à Bahreïn, à Oman, à Qatar, dans les Emirats arabes unis, au Koweït et en Arabie saoudite. Le but de sa mission était de discuter des arrangements de sécurité que les Etats-Unis souhaitent voir se mettre en place dans la région.

Avant de quitter Ryad, M. Cheney a indiqué que les Etats-Unis allaient maintenir des armements et des équipements militaires dans le Golfe pour y protéger leurs alliés, après le départ des troupes américaines.

Celles-ci ont achevé jeudi leur retrait de la zone frontalière entre l'Irak et le Koweït, qui sera désor-

mais contrôlée par des observateurs des Nations unies, a annoncé un porte-parole de l'ONU.

« Nous nous sommes assurés que toutes les forces américaines s'étaient retirées de la zone délimitée et nous vérifions le retrait des troupes koweïtienes et irakiennes », a indiqué le porte-parole, M. Majed Fayad. La zone frontalière sera déclarée zone délimitée, a-t-il ajouté. (AFP, Reuters.)

■ LIBAN : feu vert au gouvernement pour la nomination de députés. - Le parlement libanais a accordé, jeudi 9 mai, en gouvernement le droit de nommer quarante nouveaux députés, ce qui permettra notamment aux chefs des milices et à des personnalités pro-syriennes d'entrer à l'Assemblée nationale. Cette mesure, à titre exceptionnel, pour porter le nombre des députés de 99 à 108, répartis à égalité entre chrétiens et musulmans, avait été prévue par l'accord de Taef, conclu en octobre 1989. L'Assemblée (54 chrétiens et 45 musulmans), élue en 1972, ne compte plus que 67 parlementaires : 29 sont décédés, deux ont été élus présidents, un a démissionné. (AFP.)

Un retrait égyptien placerait Damas dans une position délicate

DAMAS

de notre envoyée spéciale

La Syrie n'avait toujours pas officiellement réagi, vendredi 10 mai, à l'annonce, mercredi, par le président Hosni Moubarak, du retrait des troupes égyptiennes d'Arabie saoudite et du Koweït. Jeudi, toutefois, le conseiller spécial du président égyptien, M. Oussama El Baz, arrivé inopinément à Damas, a immédiatement été reçu par le président Hafez El Assad, à qui il a remis un message de M. Moubarak.

La décision égyptienne compromet l'alliance de fait, née au lendemain de la fin des hostilités et énoncée, en mars, par la déclaration de Damas, entre les six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), Arabie saoudite, Bahreïn, Koweït, Qatar, Emirats arabes unis, Oman) et la Syrie et l'Egypte. Les forces de ces deux pays devaient constituer le fer de lance d'une défense arabe des pays du Golfe.

Cependant, contreirement à la brutale décision du président égyptien, on peut penser que le président syrien va négocier politiquement le retrait de ses troupes à la hauteur de la caution que leur présence apportait dans l'alliance anti-irakienne.

F. C.

ÉTATS-UNIS

L'hyperthyroïdie du président Bush

Le nouveau diagnostic formulé jeudi 9 mai par les médecins du président des Etats-Unis permet de comprendre l'origine du trouble du rythme cardiaque - fibrillation auriculaire - dont M. Bush souffre depuis plusieurs jours et pour lequel il est toujours sous traitement médicamenteux. L'hyperthyroïdie est la conséquence d'une trop grande production d'hormones thyroïdiennes.

Le traitement consiste à freiner cette trop grande production d'hormones responsable de différents symptômes (amaigrissement, tremblements, agitation, irritabilité, bouffées d'excitation, etc.). On peut, selon les formes, avoir recours à la chirurgie, au traitement médicamenteux ou à l'iode radioactif, cette dernière thérapeutique étant généralement retournée au-delà de quarante ans.

Elle fournit en général de bons résultats en quelques semaines, le seul risque étant à terme l'installation d'une hypothyroïdie. Ce traitement peut aussi provoquer dans les premiers jours une exacerbation passagère des troubles cardiaques et des signes psychiques, ce qui impose une surveillance étroite du malade.

J.-Y. N.

A la conférence d'Oslo

M. Marchand propose la création d'un espace judiciaire européen anti-drogue

M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur français, a appelé, jeudi 9 mai, à Oslo, les douze pays de la Communauté européenne à constituer un espace judiciaire européen anti-drogue, impliquant un « rapprochement des législations répressives ».

Les ministres et représentants des gouvernements de vingt-neuf pays sont réunis les 9 et 10 mai dans la capitale norvégienne pour une conférence sur l'abus des drogues, à laquelle participent les représentants de six pays de l'Europe de l'Est. Selon Interpol, les estimations de ces dernières années font apparaître une intensification du trafic de stupéfiants via la Roumanie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, notamment depuis l'ouverture de ces pays au monde occidental. (AFP.)

EN BREF

■ Mort de Suzanne Tézenas, mécène de la musique contemporaine. - Suzanne Tézenas, présidente fondatrice du « Domaine musical », qui a imposé Pierre Boulez à ses débuts, est morte le 7 mai à Paris. Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans.

Fille et épouse de grands industriels, Suzanne Tézenas avait mis sa fortune au service de la musique contemporaine au lendemain de la seconde guerre mondiale. Chez elle, se côtoyaient Nicolas de Staël, Henri Michaux, Rolf Kier, Roger Caillols, Ionesco. C'est chez elle que John Cage a donné son premier concert de « piano préparé » et c'est à elle que Pierre Souvignonski présente Pierre Boulez, qui lui est resté attaché et qui assurera la partie musicale des obsèques de Suzanne Tézenas, au temple de l'Oratoire du Louvre le 13 mai à 16 heures.

■ Fête de Jeanne d'Arc : la manifestation des royalistes est interdite. - La manifestation des monarchistes de la Restauration nationale, regroupant les partisans de l'Action française, qui devait avoir lieu dimanche matin 12 mai à Paris, en l'honneur de Jeanne d'Arc (Le Monde du 4 mai), est interdite, a annoncé, vendredi, la préfecture de police. Prévu de la place Saint-Augustin à la place des Pyramides, ce défilé est interdit « en raison des risques de troubles à l'ordre public ». Le cortège avait subi le même sort l'an passé et les royalistes avaient occupé les tours de Notre-Dame.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

Une collégienne de quatorze ans assassinée à Metz

METZ

notre correspondant

Laurence Guillaume, une collégienne âgée de quatorze ans et demi qui avait disparu dans la nuit de mardi à mercredi, a été retrouvée morte jeudi 9 mai au bord d'un champ dans une petite commune, à proximité de Metz. Son corps a reçu une dizaine de coups de couteau. La jeune fille avait passé la soirée de mardi à mercredi avec des camarades à la foire de Metz. Ceux-ci l'ont quittée vers 22 h 30, au moment où elle prenait son cyclomoteur pour repartir seule chez elle.

Inquiets de ne pas la voir rentrer, ses parents signalèrent le soir même sa disparition. Le lendemain matin, le père de Laurence retrouva son cyclomoteur à quelques centaines de mètres du village où elle habitait, Servigny-Lès-Sainte-Barbe. Dans la journée de mercredi, les gendarmes ont auditionné les amis de la jeune fille et multiplié les recherches.

Le corps de Laurence a finalement été retrouvé jeudi, peu après midi, au bord d'un champ à Ruy, soit à quelque 10 kilomètres de chez elle. Il a été découvert par un adolescent de quinze ans qui faisait une promenade à moto. Le corps était dénué et portait une dizaine de coups de couteaux. L'autopsie permettra de déterminer la nature

exacte des coups portés et d'éclaircir certaines des circonstances de cette affaire.

Apparemment, pour brouiller les pistes, la ou les personnes qui ont attaqué Laurence Guillaume ont abandonné son blouson et ses papiers d'identité sur un parking au bord de l'autoroute menant à Nancy.

JEAN-LOUIS THIS

M. Bernard Kouchner invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche 12 mai, de 18 h 30 à 19 h 30.

Le ministre, de retour de missions au Kurdistan et au Bangladesh, répondra aux questions d'André Passaron et Eric Fottorino du Monde, et de Dominique Pannequin et Pierre-Marie Christin, de RTL, le débat étant dirigé par Philippe Coloni.